JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTEGRAL DES SEANCES

Abonnements à l'Édition des DEBATS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ETRANGER : 40 F

(Compte chèque postal : 9063-13, Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26, RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

4^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

4098. — 15 février 1969. — **M. Charles Bignon** demande à **M. le ministre des armées** s'il peut lui faire connaître la situation des effectifs des armées en ce qui concerne le contingent. Il lui semble en effet constater que les centres de sélection se montrent de plus en plus sévères en déclarant bons pour le service des hommes qui auraient été exemptés il y a quelques années. De plus, les libérations anticipées semblent également de plus en plus rares alors même qu'elles sont demandées pour des cas sociaux sérieux. En même temps, l'âge d'appel a été reculé, ce qui semble prouver que les besoins des armées sont facilement satisfaits. Il lui demande s'il peut à nouveau définir sa politique de recrutement et préciser quelles mesures il compte prendre pour faciliter ou supprimer le service national aux catégories les plus dignes d'intérêt.

4179. — 19 février 1969. — **M. Dronne** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** : 1° quel jugement il porte sur le nouvel acte de terrorisme perpétré le 18 février contre un avion de transport civil israélien sur un aérodrome d'un pays non seulement non belligérant mais neutre ; 2° quels enseignements le Gouvernement entend en tirer en ce qui concerne sa politique au Moyen-Orient.

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

4096. — 15 février 1969. — **M. Robert Ballanger** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les dispositions du décret n° 64-1118 du 13 décembre 1968 accordant aux recteurs le droit de prendre des sanctions universitaires applicables immédiatement

(l'appel devant le conseil supérieur de l'éducation nationale n'ayant pas d'effet suspensif) sont profondément contraires aux traditions et aux principes démocratiques du droit français. L'excuse que tente de se donner le pouvoir est celle des circonstances exceptionnelles et d'une situation de transition, comme de son côté **M. le ministre de l'éducation nationale** fait de la révocation des sursis d'incorporation à l'armée une simple conséquence administrative qui n'ajoute pas à la sanction. Mais l'existence d'infractions ne saurait justifier le refus des droits de la défense et le mépris des procédures, sauf à prévoir des garanties pour les seuls moments où elles ne sont pas d'actualité et à recourir à l'arbitraire dans la réalité des faits. Les exactions et provocations à partir desquelles ont été prises les mesures rectoriales ont été condamnées sans équivoque par les communistes qui refusent la pseudo-théorie de la provocation-répression et qui luttent, y compris à travers les élections universitaires actuelles, pour un large rassemblement des universitaires et des étudiants en vue du respect de la légalité à l'université, d'une gestion démocratique, de l'obtention de crédits accrus. Mais si les étudiants n'ont pas à avoir de privilèges par rapport aux autres catégories de la population, ils ne sauraient non plus se voir priver des droits les plus élémentaires, le Gouvernement tentant de les discréditer dans leur ensemble aux yeux de l'opinion publique et de faire admettre ainsi l'arbitraire. Les deux garanties fondamentales de la communication préalable du dossier et de l'intervention d'un conseil de discipline doivent être immédiatement rétablies et, en conséquence, le décret du 13 décembre 1968 doit être annulé. A défaut, ce texte ne ferait que servir de couverture juridique à la mise en œuvre de « sanctions pour l'exemple » dont l'iniquité ne ferait que détériorer la situation à l'université. Il lui demande si le Gouvernement entend persister dans sa tentative vouée à l'échec de résoudre les problèmes universitaires par une répression à caractère collectif et exemplaire progressivement accentuée.

4097. — 15 février 1969. — M. Charles Bignon demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales s'il ne considère pas comme anormal que les employés de maison soient de plus en plus exclusivement recrutés parmi les travailleurs étrangers. Ceux-ci perçoivent des salaires extrêmement élevés, souvent non déclarés au point de vue fiscal, viennent en France pour un court séjour et rapatrient ensuite leurs économies à l'étranger. En une période où la balance des paiements française est difficile à équilibrer, il considère donc comme anormal que l'emploi de travailleurs étrangers comme employés de maison soit autorisé, contribuant ainsi à accentuer le déficit de la balance des paiements, sans profit pour le développement économique du pays.

4099. — 15 février 1969. — M. Dehen rappelle à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, que la prime de développement industriel instituée par le décret n° 64-440 du 21 mai 1964 n'est accordée qu'aux programmes d'investissement d'un montant au moins égal à 300.000 francs, s'ils entraînent la création d'au moins 30 emplois nouveaux. Cependant, le décret n° 68-941 du 28 octobre 1968 a prévu que cette exigence pouvait être ramenée à 15 emplois permanents lorsque ces programmes d'investissement sont réalisés dans des zones à économie rurale dominante. Dans les autres régions françaises où ne sont pas prévues d'implantations industrielles importantes, il est souvent possible de créer des emplois nouveaux dans les entreprises existantes. Le nombre des emplois à créer atteint, cependant, rarement le nombre de 30. Afin de rendre plus efficace l'aide au développement régional, il lui demande s'il envisage une extension à toutes les régions des dispositions prévues par le décret précité du 28 octobre 1968, afin que les créations de 15 emplois permanents, entraînant un programme d'investissement d'un montant au moins égal à 300.000 francs ouvrent droit aux primes de développement industriel.

QUESTIONS ECRITES

Article 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire d'un mois. »

PREMIER MINISTRE

4114. — 17 février 1969. — M. Fry's attire l'attention de M. le Premier ministre sur les graves dangers pour l'équilibre et l'unité nationale que présentent les projets de liaison directe par voie navigable à grand gabarit de la Méditerranée et de l'Est par le Rhône et la Saône au bassin du Rhin et de l'Angleterre et du Nord-Est par le tunnel sous la Manche aux bassins de l'Escaut, de la Meuse et du Rhin, ces deux grandes voies reliées à l'Ouest à la seule région parisienne. Il apparaît que si ces projets étaient réalisés sans avoir auparavant relié l'Atlantique au Rhin par l'aménagement de la Loire en voie navigable à grand gabarit jusqu'à la liaison Rhône au Rhin, on peut prévoir que l'Est de la France du Nord au Sud rassemblerait rapidement les deux tiers de la population et les trois quarts de l'économie et des industries. Ce serait : 1° par la force des choses conduire l'Est de la France à balancer vers les régions du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut pour réunir l'ensemble le plus puissant, le plus dynamique de l'Europe peuplé de plus de 100 millions d'habitants ; 2° disloquer le territoire national et recréer la Lotharingie qui fut dans le passé pendant des siècles la cause de tant guerres et de malheurs ; 3° condamner le Centre et l'Ouest français « extrême Ouest de l'Europe » à l'anémie, à l'émigration. Ces risques inscrits dans le présent par les projets de liaison de l'Est français du Nord au Sud sont pour l'avenir, mais cela n'est pas une raison pour ne pas y penser. Il lui demande : 1° si le moyen d'éviter de disloquer l'équilibre du territoire national dans l'avenir ne serait pas d'aménager la Loire pour en faire de l'Ouest à l'Est, au Centre de la France, le Rhin français indispensable à l'unité nationale et pour conduire naturellement le Centre et l'Ouest à l'essor, au progrès ; 2° s'il

envisage de présenter aux Français ces grands travaux à entreprendre comme devant être le but prioritaire, la grande tâche nationale à la mesure des moyens de notre temps capable de mobiliser les volontés et de rassembler les énergies de la nation.

4161. — 18 février 1969. — M. Joseph Fry's fait connaître à M. le Premier ministre qu'il regrette que le Gouvernement refuse d'aider la campagne nationale d'information sur les graves conséquences monétaires résultant de l'augmentation régulière du déficit de la balance des échanges causés par les achats de marchandises importées, sans nécessité, par les organismes d'Etat, les collectivités, les sociétés privées et les consommateurs. Il est pourtant facile de comprendre que si ces achats demeuraient ce qu'ils sont, les difficultés monétaires rendraient impossible la poursuite du Marché commun, la libre concurrence, l'abolition souhaitable du contrôle des changes et le maintien de la parité du franc. Il s'étonne d'avoir été seul à prendre l'initiative et « le moyen » de lancer la campagne « Achetez français ». Il lui demande s'il peut lui faire connaître ce qu'il faut penser de déclarations restées académiques sur la gravité du déficit de la balance des paiements et s'il faut répondre aux nombreuses offres de participer à la campagne « Achetez français » venues de tous les départements qu'il faut l'arrêter en raison de la réponse de « Pas de moyens » qui lui a été donnée.

4190. — 19 février 1969. — M. Fontaine appelle l'attention de M. le Premier ministre sur la pratique regrettable qui consiste dans les réponses faites par différents ministres à des questions écrites posées par des parlementaires sollicitant des précisions statistiques pour chaque département, à négliger systématiquement les renseignements se rapportant aux départements d'outre-mer. Ceux-ci ne font même pas l'objet d'une mention pour mémoire. Comme il ne saurait s'agir d'une attitude intentionnelle, il lui demande s'il envisage d'intervenir afin qu'il soit porté remède à une pratique qui procède sans doute d'une omission involontaire.

4208. — 19 février 1969. — M. Fry's remercie M. le Premier ministre de ses déclarations annonçant des mesures de décentralisation pour aider la reconversion des industries du Nord-Pas-de-Calais touchées par les licenciements mais il s'étonne que des hauts fonctionnaires chargés de ces opérations gardent résidence et bureaux à Paris, viennent dans la région entre deux trains et se laissent aller à porter des jugements aussi inexacts qu'injurieux sur la population. Il demande : 1° s'il juge, comme la personnalité nommée à la reconversion l'a déclaré lors d'une réunion à Arras, que les gens du Nord qui depuis un siècle versent plus d'argent au budget qu'ils en reçoivent, ont une « mentalité d'assistés » ; 2° si des mesures seront prises pour éviter que la régionalisation serve à créer des privilèges de « bénéfices ecclésiastiques » réservés à une aristocratie de Mandarins investie grâce à l'utilisation du monopole de recrutement aux hauts fonctionnaires de l'Etat et assurée de l'impunité par le statut de la fonction publique.

4218. — 20 février 1969. — M. Aiduy attire l'attention de M. le Premier ministre sur les dispositions de l'article 16 du décret n° 60-1469 du 29 décembre 1960 qui réserve aux seuls mutilés et invalides atteints d'une incapacité au taux de 100 pour 100 la possibilité d'être exemptés de la redevance annuelle pour droit d'usage des téléviseurs, sous réserve qu'ils ne soient pas assujettis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et que la composition de leur foyer réponde à certaines conditions. Il lui demande si ces mesures ne pourraient pas être étendues aux personnes âgées ayant de faibles ressources. Cette extension pouvant très facilement être envisagée, les ressources de l'office venant d'être accrues par l'autorisation d'émissions de publicité payantes.

4240. — 20 février 1969. — M. Selleneve expose à M. le Premier ministre : 1° que le 27 juin 1961, soit plus de trois mois après les accords d'Evian du 19 mars 1961, un nombre important de propriétés situées à 7 ou 8 kilomètres à l'Ouest de Mers-el-Kébir, et appartenant à des Français, ont été expropriées au profit du ministère des armées ; 2° que, après l'indépendance, M. le ministre des armées reconnaissait que le soin de payer les indemnités n'avait pas été transféré à l'Etat algérien et incombait à la France ; 3° que le service des domaines, pour différentes raisons ou prétextes, a attendu 1967 pour émettre des propositions de règlement parfois dérisoires ; 4° que beaucoup ont dû accepter ses propositions étant donné leur situation matérielle ; 5° que d'autres ont obtenu satisfaction après procès ; 6° mais que certains n'ont pu obtenir un règlement équitable et qu'il leur est maintenant opposé l'article 18 des accords d'Evian, sur proposition du ministère des affaires étrangères. Il lui demande s'il lui paraît opportun d'aggra-

ver la situation de ces rapatriés spoliés par l'Etat algérien, d'une spoliation par l'Etat français sur des créances correspondant à des expropriations postérieures aux accords d'Evian, et dans la négative, quelles mesures il compte prendre.

Départements et territoires d'outre-mer.

4157. — 18 février 1969. — M. Rivierez rappelle à M. le Premier ministre (départements et territoires d'outre-mer) que le décret n° 67-659 du 4 août 1967 a porté majoration des prestations familiales à compter du 1^{er} août 1967. De même, le décret n° 58-761 du 23 août 1968 a majoré à nouveau les prestations familiales à compter du 1^{er} juillet 1968. Ces deux textes n'ont pas été suivis jusqu'à ce jour, de décret étendant ces mesures aux départements d'outre-mer, alors que des décrets d'extension avaient été pris dans ce domaine jusqu'en août 1967. Le Gouvernement vient de décider une nouvelle majoration des prestations familiales, laquelle doit intervenir par un décret qui doit être publié sans doute prochainement. Il lui demande pour quel motif les majorations décidées par les textes précédemment rappelés n'ont pas été étendues aux départements d'outre-mer. Il souhaiterait que ces textes d'extension interviennent le plus rapidement possible, par exemple à l'occasion de la publication du nouveau décret tendant à améliorer les prestations familiales.

Fonction publique.

4065. — 14 février 1969. — M. Houël rappelle à M. le Premier ministre (fonction publique) la situation de nombreux fonctionnaires de la catégorie « A » ayant fait leur carrière outre-mer et n'ayant pu bénéficier des dispositions transitoires prévues à l'article 8 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du code des pensions civiles et militaires. En effet ces fonctionnaires ce sont vu supprimer à titre rétroactif les bonifications de réduction d'âge pour l'obtention d'une pension, alors que ces réductions d'âge étaient acquises depuis longtemps puisque plusieurs décrets les avaient reprises pour l'essentiel de la loi du 14 avril 1924. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre en vue d'accorder : 1° le maintien des bonifications de réduction d'âge acquises (civiles et militaires) à la prise d'effet de la loi du 1^{er} décembre 1964, au même titre que pour les bonifications de dépaysement (article L. 12) ; 2° le classement en catégorie « B » ou active, au sens de l'article L. 24 des services effectués à compter du 1^{er} décembre 1964 par tous les fonctionnaires dans les territoires de catégorie « B » (zones équatoriales ou tropicales), en raison des sujétions climatiques.

4075. — 14 février 1969. — M. Labbé rappelle à M. le Premier ministre (fonction publique) la réponse qu'il a bien voulu faire à la question écrite n° 1706 (*Journal officiel* Débats Assemblée nationale du 31 octobre 1968, page 3768), relative à la situation des adjoints administratifs des administrations centrales. Cette réponse faisait état du fait que la situation de ces fonctionnaires serait examinée dans le cadre d'une étude entreprise par un groupe de travail chargé de l'élaboration d'une réforme de la situation des fonctionnaires des catégories C et D. Il lui demande à quelles conclusions a abouti ce groupe de travail et quelles mesures pratiques sont envisagées plus spécialement en faveur des adjoints administratifs des administrations centrales.

4090. — 15 février 1969. — M. Bertrand Denis expose à M. le Premier ministre (fonction publique) que l'article L. 18 du nouveau code des pensions civiles et militaires de retraites règle les majorations pour enfants des retraités. Ces dispositions ont été étendues aux tributaires de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales par l'article 19 du décret n° 65-773 du 9 septembre 1965. Le bénéfice de cette mesure est actuellement refusé aux agents dont les droits à retraite se sont ouverts avant le 1^{er} décembre 1964. Il semble cependant que, par analogie aux caisses de retraite complémentaire devenues obligatoires dans l'industrie privée, il serait équitable de faire bénéficier les agents des collectivités locales de cette mesure. Il lui demande s'il n'envisage pas cette extension.

4106. — 15 février 1969. — M. Tondut expose à M. le Premier ministre (fonction publique) qu'un jeune homme auxiliaire au ministère des postes et télécommunications a été licencié par suppression d'emploi. Il a présenté une demande pour être admis comme agent contractuel dans un service départemental dépendant du ministère de l'économie et des finances. Il semble que tous les emplois pour lesquels il avait présenté sa candidature ont été attribués non à des jeunes gens se trouvant dans sa situation, mais à des retraités ayant appartenu à la police, à la gendarmerie ou aux finances.

L'administration ayant procédé à ces recrutements semble avoir fait ce choix parce qu'elle considérait que les agents retraités étaient plus dignes de confiance que ne pouvaient l'être les jeunes candidats n'ayant pas servi ou ayant peu servi dans l'administration. Ce point de vue est peut être valable dans certains cas, mais lui donner un caractère systématique constitue sans aucun doute une erreur et il est regrettable que les jeunes candidats n'aient pas eu dans ce cas particulier des chances au moins égales à celles des retraités. Il lui demande s'il ne lui semblerait pas utile d'attirer l'attention de toutes les administrations sur le fait que l'emploi des jeunes doit constituer une de leurs préoccupations et que les emplois de contractuels, d'auxiliaires, de personnels temporaires devraient de préférence être offerts aux jeunes candidats présentant des caractéristiques correspondant aux postes offerts. Il lui demande en outre si une préférence ne pourrait également être accordée, dans des recrutements de ce genre, aux jeunes gens ayant déjà occupé un emploi occasionnel dans l'administration et n'ayant pu le conserver à la suite de suppressions d'emplois.

4148. — 18 février 1969. — M. Chaumont rappelle à M. le Premier ministre (fonction publique) que répondant à une question écrite de M. Le Theule (n° 7663, *Journal officiel* Débats A.N. du 23 mai 1968, page 2079) il disait que le projet de décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 21 de l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967 relative aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi, était soumis après avis favorable du Conseil d'Etat au contre-seing des différents ministères intéressés et qu'il devait être publié à une date rapprochée. Il semble que près de 9 mois après cette réponse, le texte en cause ne soit pas encore intervenu. Il lui demande les raisons de ce retard et souhaiterait que la parution de ce décret intervienne dans les meilleurs délais possibles.

4170. — 19 février 1969. — M. François Billoux expose à M. le Premier ministre (fonction publique) qu'une loi du 30 décembre 1921, permet le rapprochement des fonctionnaires mariés lorsque l'un d'eux est nommé dans un département différent de celui de son conjoint. Etant donné la date à laquelle cette loi est entrée en vigueur, elle ne pouvait bien évidemment pas prévoir le cas des personnels qui, par la suite, furent employés dans des sociétés nationalisées ou dans d'autres services publics, telle que la sécurité sociale par exemple. Toutefois, depuis 1921 aucune mesure identique à celle contenue dans la loi précitée n'a été prise en faveur des personnels des nouveaux établissements ou services publics. En conséquence, il lui demande s'il ne lui paraît pas équitable d'envisager le dépôt prochain d'un projet de loi visant à permettre aux personnels mariés de tous les services publics et établissements publics de bénéficier des possibilités de rapprochement prévues par la loi du 30 décembre 1921.

4171. — 19 février 1969. — M. François Billoux demande à M. le Premier ministre (fonction publique) de lui faire connaître si les dispositions de l'article L. 24 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 s'appliquent à la femme fonctionnaire dont le mari a bénéficié de l'article 8 de la même loi en tant que grand invalide de guerre mis à la retraite anticipée avec jouissance immédiate. Ledit invalide, pensionné à 106 + 5 degrés, bénéficiaire de l'article 16 du code des pensions militaires, devant, en raison de son état de santé, quitter la région parisienne, il lui demande si son épouse, pour pouvoir le suivre en province, peut faire valoir ses droits à pension proportionnelle avec jouissance immédiate.

4183. — 19 février 1969. — M. Chaumont expose à M. le Premier ministre (fonction publique) que l'un des éléments essentiels de l'activité moderne est la mobilité tant au sein des administrations elles-mêmes qu'en celui des sociétés privées ou nationalisées ou encore entre le secteur d'Etat et le secteur privé. D'une façon générale, les fonctionnaires peuvent quitter l'administration lorsqu'ils le souhaitent ou après un certain délai lorsqu'ils sortent d'une grande école ; dans une telle hypothèse, ce délai varie entre 7 et 10 ans, tout départ l'écourtant devant donner lieu à un reversement des sommes correspondant au prix de la formation donnée aux intéressés. Pendant leur carrière dans la fonction publique, les agents ainsi visés versent des cotisations en vue de se créer une retraite ; or, l'Etat ne leur en assure le reversement proportionnel qu'au-delà d'une présence de 15 années. Les cotisations ainsi versées ne paraissent pas pouvoir être rachetées par les caisses de retraite du secteur privé auxquelles ces agents sont amenés à adhérer s'ils quittent la fonction publique. Ainsi donc, ceux-ci perdent, s'ils changent d'orientation de leur carrière avant 15 ans d'ancienneté au service de l'Etat, le bénéfice d'un grand nombre d'années de versements et doivent recommencer la reconstitution d'une retraite qui peut ne pas atteindre, au moment où ils doivent la prendre, les annuités d'une carrière complète. Il semble qu'il y ait dans cette affaire une certaine injustice qui, d'une part s'oppose, sur le plan

pratique, à la mobilité nécessaire, et d'autre part, revêt un caractère illogique par rapport à la possibilité donnée aux fonctionnaires de quitter la carrière publique dans les conditions ci-dessus visées. Il lui demande quel est son sentiment sur ce problème et quelles mesures il lui paraît possible de prendre en vue de remédier à l'état de fait critiqué.

4209. — 20 février 1969. — **M. Barberot** se référant à la réponse donnée par **M. le Premier ministre (fonction publique)** à la réponse écrite n° 2458 (*Journal officiel* Débats A. N. du 4 janvier 1969, page 4) lui demande s'il peut lui donner un certain nombre de précisions complémentaires en indiquant notamment : 1° s'il ne considère pas que les droits amoindris, reconnus aux anciens combattants de Tunisie, par l'ordonnance n° 59-114 du 7 janvier 1959, par rapport aux dispositions beaucoup plus favorables des textes concernant les fonctionnaires métropolitains, ne sont pas de nature à faciliter, à l'administration métropolitaine, la mise en œuvre de mesures permettant de réparer, dans les moindres délais et dans le sens le plus favorable, les préjudices subis par les fonctionnaires anciens combattants des ex-cadres tunisiens ; 2° s'il n'envisage pas de diffuser une circulaire destinée à donner aux différents départements ministériels, toutes instructions utiles afin que, après 10 années d'attente, les intéressés puissent bénéficier de droits qui leur sont reconnus par la loi ; 3° comment il se fait que le ministère de l'économie et des finances a résolu, dès 1964, les difficultés qui ont, jusqu'à présent, empêché l'application de l'ordonnance par les autres départements ministériels. En effet, au ministère de l'économie et des finances, les travaux de reclassement sont terminés depuis 1964 et l'application de l'ordonnance de 1959 a pratiquement conduit à reclasser les fonctionnaires de Tunisie au niveau de leurs collègues français, bénéficiaires des législations métropolitaines en faveur des anciens combattants ; 4° s'il n'estime pas nécessaire de prendre toutes mesures utiles afin de dédommager les fonctionnaires bénéficiaires de l'ordonnance du 7 janvier 1959 qui ont obtenu tardivement leur reclassement — ou ne l'ont pas encore obtenu — et qui ont ainsi subi un nouveau préjudice du fait de ce retard.

4242. — 20 février 1969. — **M. Jarrot** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (fonction publique)** sur les retards qui se produisent dans l'acheminement des dossiers, par manque d'information des collectivités locales ou des particuliers. Pour remédier à cette situation, il lui demande s'il envisage d'étudier la possibilité de faire procéder, pour chaque département, à l'établissement d'un annuaire des services administratifs sur lequel figureraient les compétences de chaque service ou section de service ainsi que le nom du fonctionnaire responsable de ce service ou de cette section.

Information.

4186. — 19 février 1969. — **M. Collière** expose à **M. le Premier ministre (information)** que si le rôle des journalistes de l'O.R.T.F. est bien d'informer l'opinion, il constate qu'à l'occasion du drame de Cestas un publicisme malsain de nature à entretenir l'ambiance dramatique de l'événement a probablement aggravé une situation qui demandait infiniment plus de discrétion. Il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour éviter que de telles erreurs ne se reproduisent.

Jeunesse et sports.

4111. — 15 février 1969. — **M. Bernard Marie** attire l'attention de **M. le Premier ministre (jeunesse et sports)** sur la contradiction paraissant exister entre les dispositions de l'arrêté du 19 juin 1967, paru au *Journal officiel* du 13 août de la même année, concernant les associations sportives, et les errements suivis en ce qui concerne la direction de la jeunesse. En effet, aux termes des articles 3 et 4 de l'arrêté susvisé, l'éligibilité aux responsabilités dans les associations sportives est fixée à 18 ans, les membres étant électeurs dès l'âge de 16 ans. Par contre, en conformité avec les prescriptions contenues dans une lettre du 10 mai 1967, n° 1583, émanant du service de la jeunesse et de l'éducation populaire, il était rappelé que la législation en cours interdisait l'accès des mineurs aux charges administratives des conseils d'administration des maisons des jeunes et de la culture. Or, les statuts-types de ces dernières, agréés par le ministère de l'éducation nationale, rendent éligibles et électeurs les jeunes gens ayant au moins 18 ans. Il lui demande les raisons qui s'opposent à ce que des mesures similaires à celles adoptées pour les associations sportives soient également applicables aux organismes de jeunes et d'éducation populaire.

Ministre d'Etat.

4083. — 4 février 1969. — **M. Jacques Médecin** expose à **M. le ministre d'Etat** qu'en l'état actuel des informations fournies tant devant le Parlement que devant diverses instances, le Gouvernement envisage la représentation, au titre du Sénat, d'intérêts socio-professionnels, sans que ce terme n'ait jamais été exactement défini, dans le projet de loi qu'il envisage de soumettre pour approbation au peuple et ce, sans aucune possibilité d'amendement. Soulignant l'importance et l'intérêt que sient aussi représentées les forces morales et spirituelles qui participent si largement à la vie et à l'animation de la Nation, il lui demande pour quelles raisons seraient ainsi écartées de toute possibilité d'expression en tant que telles et ce, à titre d'exemple, les dirigeants des associations d'anciens combattants ou les dirigeants d'associations à but humanitaire, philanthropique ou culturel.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

4085. — 14 février 1969. — **M. Abelin** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** si le refus du Gouvernement français de participer à une consultation proposée par le gouvernement britannique dans le cadre de l'U.E.O., sur les problèmes du Moyen-Orient, signifie que la France n'attache plus d'intérêt à la coordination des politiques étrangères des pays de l'Europe occidentale, et le Gouvernement français prétend ne reconnaître comme interlocuteurs valables que les grandes puissances américaine et soviétique. Il lui rappelle que l'U.E.O. est un cadre approprié à toute discussion sur les problèmes de sécurité et permet d'assurer une liaison valable avec les pays européens qui ne sont pas encore membres de la C.E.E. Il lui demande si le refus opposé par le Gouvernement français au gouvernement de Londres ne risque pas de détériorer davantage l'esprit communautaire entre les six pays signataires du traité de Rome.

4124. — 17 février 1969. — **M. Salienave**, se référant à la réponse donnée à la question écrite n° 1587 (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale du 30 novembre 1968, page 5001), fait observer à **M. le ministre des affaires étrangères** que, quel que soit le gouvernement qui a pris la décision de regrouper les tombes françaises en Algérie, il appartient au Gouvernement français d'honorer les engagements antérieurs pris à l'égard de ses fonctionnaires. L'accession de l'Algérie à l'indépendance ne devrait pas empêcher l'application du statut qui était en vigueur en 1883. D'autre part, étant donné que le statut actuel des enseignants détachés à l'étranger prévoit le rapatriement gratuit des corps des agents décédés en service, il doit exister un crédit spécial destiné à couvrir ces dépenses — crédit sur lequel pourraient être imputés les frais de transport, dans le cas particulier signalé. Si une demande en ce sens n'a pas été faite plus tôt, c'est par suite de l'état d'insécurité qui existait en Algérie, au cours des dernières années. A l'heure actuelle, étant donné que les opérations de regroupement des tombes civiles sont entreprises sous le contrôle du ministère des anciens combattants, les conditions semblent devenues plus favorables à un transfert des corps en France. Il lui demande s'il ne pourrait pas étudier la possibilité d'accueillir la requête faisant l'objet de la présente question, en liaison avec **M. le ministre de l'éducation nationale**, en étendant à ce cas particulier les dispositions prévues par le statut actuel pour les agents de l'enseignement détachés à l'étranger.

4204. — 19 février 1969. — **M. Odru** rappelle à **M. le ministre des affaires étrangères** le rôle important joué en Asie et dans le monde par la République démocratique et populaire de Corée. La reconnaissance officielle de cette république par le Gouvernement français serait conforme, à la fois, aux intérêts nationaux français et à la cause de la paix mondiale. Il lui demande en conséquence s'il n'entend pas, sans plus différer, procéder à l'établissement de rapports officiels entre la France et la République démocratique et populaire de Corée.

AFFAIRES SOCIALES

4048. — 14 février 1969. — **M. Achille Fould** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** : 1° si le jumelage du comité d'entreprise d'un établissement installé en France avec un organisme similaire ou comité de gestion d'un établissement installé à l'étranger entre dans les attributions d'ordre social et professionnel dévolues aux comités d'entreprise par les textes en vigueur ; 2° si un budget peut être prévu pour couvrir les frais : a) de réception et de séjour d'une délégation de l'entreprise étrangère en France ; b) de déplacement et de séjour des membres désignés du comité d'entreprise de l'établissement français qui se rendent à l'étranger à l'occasion de ce jumelage.

4060. — 14 février 1969. — **M. Abelin** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que, bien souvent, au cours de la première et parfois de la deuxième année d'activité commerciale, les frais d'acquisition, d'enregistrement et d'aménagement d'un fonds de commerce absorbent le bénéfice normal de l'entreprise. L'inspecteur des impôts se contente alors d'une imposition de principe qui porte sur un chiffre inférieur à celui de 4.116 francs au-dessous duquel les prestations familiales ne peuvent être servies. Si le commerçant en cause est chef de famille, il ne peut alors percevoir ces prestations, la caisse estimant qu'il n'a pas retiré de sa profession des « moyens normaux d'existence ». Il lui demande s'il n'estime pas indispensable que les caisses d'allocations familiales soient invitées à interpréter les textes avec une souplesse suffisante, dans le cas d'un commerçant qui vient de s'installer, les prestations pouvant être versées sur production d'une attestation du service des impôts indirects, le chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise permettant d'établir qu'il y a eu travail permanent du prestataire.

4064. — 14 février 1969. — **M. Hubert Martin** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur la disparité des remboursements des prestations de sécurité sociale entre les caisses de Meurthe-et-Moselle et de Moselle. En effet, les prestataires travaillant en Moselle cotisaient à la caisse de sécurité sociale de Metz et leurs frais médicaux et pharmaceutiques leur étaient remboursés à 90 p. 100. Ces mêmes prestataires en retraite depuis, et domiciliés en Meurthe-et-Moselle, se sont vu refuser tout remboursement et invités par la caisse de Moselle dont ils faisaient partie, à demander leur affiliation au même organisme de Meurthe-et-Moselle. De ce fait, leurs frais médicaux et pharmaceutiques ne leur sont remboursés qu'à 75 p. 100 au lieu de 90 p. 100 (tarif toujours en vigueur en Moselle). La réciprocité n'existant pas, c'est-à-dire qu'un prestataire domicilié en Meurthe-et-Moselle et se retirant en Moselle, est toujours remboursé à 75 p. 100, il demande de lui faire savoir si les intéressés qui ont toujours cotisé en Moselle, ne peuvent bénéficier d'un remboursement de leurs prestations à 90 p. 100, en étant domicilié en Meurthe-et-Moselle, ou les raisons qui s'y opposent.

4069. — 14 février 1969. — **M. Chapelain** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que la réponse qui lui a été faite, et qui est parue au *Journal officiel*, débats A. N., du 1^{er} février 1969, sous le n° 2862, relative à la mise en place du régime obligatoire d'assurance maladie et maternité des travailleurs indépendants non agricoles, semble éluder le problème social très important des travailleurs indépendants qui, jusqu'à présent, étaient affiliés à l'assurance sociale volontaire du régime général de la sécurité sociale et dont eux-mêmes ou leurs ayants droit étaient en traitement pour une maladie chronique. Ces derniers se verront pénaliser pour avoir fait confiance à l'Etat qui les autorisait à opter pour leur assujettissement volontaire au régime général de sécurité sociale, alors que ceux qui avaient préféré la couverture d'une compagnie d'assurances privée vont continuer à percevoir les mêmes prestations que précédemment, car ils pourront contracter auprès de cette même compagnie une assurance complémentaire les couvrant jusqu'à concurrence du plafond de remboursement de la sécurité sociale et même au-delà selon le genre d'assurance contractée. Il est en effet certain, et la réponse suscitée l'admet, que les compagnies d'assurances ne sont pas tenues de prendre en charge les frais résultant d'une maladie existant au moment de l'affiliation. Ce sont les termes mêmes de la réponse donnée précédemment. Il en résulte que les intéressés qui avaient opté pour l'assurance sociale volontaire du régime général de la sécurité sociale sont très défavorisés par rapport aux autres catégories de travailleurs indépendants qui avaient souscrit des contrats auprès des compagnies privées, et il y a là une grave injustice, sinon un mépris des droits acquis. A défaut du maintien des intéressés dans le régime général de la sécurité sociale, le Gouvernement ne peut-il envisager dans un avenir très proche la mise en place d'un régime facultatif de couverture complémentaire qui agréerait l'ensemble des travailleurs indépendants, sans discrimination selon leur état de santé? Au moment même où un récent décret permet aux assurés sociaux atteints de maladies telles que le cancer, la tuberculose, les maladies mentales, la sclérose en plaques, d'être entièrement remboursés, et que la condition d'hospitalisation pour ces maladies se trouve être supprimée, il lui demande s'il n'estime pas injuste d'infliger au contraire à une catégorie de citoyens ayant fait confiance à l'Etat une diminution de leurs prestations.

4070. — 14 février 1969. — **M. Bernard Lefay** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que la cotisation de sécurité sociale prévue à l'article 3 des décrets n° 87-850 et 67-851 du 30 septembre 1967 ne peut pas être précomptée selon la procédure définie par le décret n° 51-96 du 26 janvier 1951, sur les arrérages des pensions servies aux fonctionnaires et aux mili-

taires de carrière retraités ou à leur famille qui ont établi leur résidence principale à l'étranger. Ces pensionnés sont, de ce fait, privés du bénéfice des régimes de sécurité sociale créés au profit des fonctionnaires et des militaires de carrière par le décret n° 46-2971 du 31 décembre 1946 et par la loi n° 49-489 du 12 avril 1949. Ils ne sont, par conséquent, susceptibles de prétendre à aucune protection sociale en cas de maladie. Le régime institué par l'ordonnance n° 67-709 du 21 août 1967 portant généralisation des assurances sociales volontaires pour la couverture du régime maladie et des charges de la maternité ne leur serait pas accessible, même s'ils souhaïtaient y adhérer malgré l'importance de la charge pécuniaire que leur ferait supporter cette affiliation, puisque ledit régime n'est ouvert qu'aux personnes résidant en France. La situation qui est ainsi faite aux pensionnés dont il s'agit, paraît tout à la fois excessivement sévère et anormale car elle va à l'encontre des tendances qui se sont affirmées au cours de ces dernières années et qui se sont concrétisées à la faveur de la publication de l'ordonnance susvisée et de la promulgation de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966, par une extension à la quasi-totalité de la population de la couverture du risque maladie dans le cadre de la sécurité sociale. Il lui demande s'il ne lui semble pas indispensable d'admettre au bénéfice de l'assurance maladie les pensionnés faisant l'objet de la présente question. Il serait désireux de connaître, dans l'affirmative, les initiatives qui seront prises à cet effet et, dans la négative, la nature des motifs qui s'opposeraient à une modification de la réglementation, qui est pourtant dictée de toute évidence par l'équité.

4071. — 14 février 1969. — **M. Bégué** fait observer à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** qu'il résulte des renseignements contenus dans sa réponse à une question écrite (question écrite n° 2886, *Journal officiel*, Assemblée nationale, débats du 4 janvier 1969) que le montant des cotisations non acquittées à l'échéance par les entreprises relevant du régime général proprement dit de sécurité sociale s'élevait au 30 septembre 1968 à 2.268.469.851 francs. Il lui demande, en conséquence, s'il peut lui faire connaître quelles mesures il compte prendre pour recouvrer l'arriéré et pour assurer à l'avenir une rentrée régulière des cotisations.

4074. — 14 février 1969. — **M. Caldaguès** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur la nouvelle classification des revenus en tant que bases de calcul de la cotisation à l'assurance volontaire du risque maladie. Il lui expose à cet égard qu'une personne disposant annuellement de ressources se montant à 8.500 francs a vu passer sa cotisation de 532 francs à 1.348 francs à partir du 1^{er} janvier 1969. Le taux qui résulte du rapprochement de ces chiffres ressort désormais à près de 16 p. 100. Il lui demande si les conséquences de la décision susvisée ont bien été pesées alors que le Gouvernement manifeste par ailleurs sa volonté de faire progresser les revenus les moins élevés.

4078. — 14 février 1969. — **M. Tremeau** rappelle à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que les arrêtés ministériels fixant l'assiette des cotisations de sécurité sociale pour le personnel des hôtels, cafés, restaurants, stipulent que les cotisations dues dans les établissements dans lesquels des denrées alimentaires ou des boissons à consommer sur place, sont calculées sur la base des rémunérations perçues par les intéressés, y compris les avantages en nature et les pourboires. Lorsque les pourboires prélevés sous forme de pourcentage, ajoutés aux notes des clients sont centralisés par l'employeur et répartis par lui, lesdits pourboires sont déterminés par les sommes effectivement réparties à ce titre aux bénéficiaires; sans pouvoir être inférieures au minimum social garanti en application dans l'hôtellerie, la restauration et les limonadiers. En ce qui concerne les cafés et restaurants, mêmes annexés à des hôtels, lorsque la masse des pourboires ou des pourcentages est centralisée par l'employeur, mais répartie par un préposé du personnel habilité par lui, en fonction des trois catégories d'emploi spécifiés dans les arrêtés en vigueur, il lui demande si l'employeur peut utiliser la grille forfaitaire pour s'acquitter des cotisations de sécurité sociale, en faisant signer le registre de répartition par un seul préposé, mandaté par ses collègues, même si la masse distribuée est supérieure ou inférieure aux bases retenues forfaitairement pour les catégories d'emploi figurant expressément dans l'arrêté.

4079. — 14 février 1969. — **M. Michel Jacquet** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que l'ordonnance du 22 février 1945 instituant des comités d'entreprises, modifiée par la loi n° 66-427 du 18 juin 1966, précise que les représentants du personnel sont élus, d'une part par les ouvriers et employés, d'autre part par les ingénieurs, chefs de service, agents de maîtrise et assimilés, et que, dans les entreprises où le nombre des ingénieurs et cadres est au moins égal à 25 et représente, dans les

sociétés occupant plus de 500 salariés, au moins 5 p. 100 de l'effectif total, ces catégories constituent un troisième collège. Il attire par ailleurs son attention sur le fait que l'article 3 de l'ordonnance précitée précise que, dans les sociétés anonymes, deux membres du comité d'entreprise et appartenant, l'un à la catégorie des cadres et de la maîtrise, l'autre à la catégorie des employés et ouvriers, assistent avec voix consultative à toutes les séances du conseil d'administration ou du conseil de surveillance, suivant le cas. Il lui demande comment, sur le plan pratique, de telles dispositions peuvent se concilier puisque, dans certaines sociétés, il y a trois collèges siégeant au comité d'entreprise et seulement deux représentants de ce dernier aux conseils d'administration ou de surveillance. Ces deux représentants étant désignés par le comité d'entreprise lui-même, il est de fait qu'en vertu de la loi du nombre et du choix par élection, le représentant du troisième collège (ingénieurs et cadres) est systématiquement évincé par les membres des deux autres collèges.

4080. — 14 février 1969. — **M. Duhamel** rappelle à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** qu'en application de l'ordonnance n° 67-709 du 21 août 1967 les infirmes mentaux, âgés de plus de vingt ans, ont la possibilité de bénéficier d'une assurance sociale volontaire couvrant le risque maladie et d'obtenir ainsi le remboursement des frais médicaux et pharmaceutiques. Cependant, il convient d'observer que, d'une part, ils sont obligés de faire l'avance des frais et que, d'autre part, étant donné qu'une participation est laissée à leur charge, ils doivent solliciter la couverture du ticket modérateur par les services de l'aide sociale. En cas d'hospitalisation dans un établissement de soins, ils ne peuvent obtenir le remboursement des frais d'hébergement que pour des séjours d'une durée au plus égale à trois ans. Enfin, aucune prise en charge ne peut être obtenue de la sécurité sociale pour le placement des inadaptés dans les centres d'assistance par le travail. Si l'infirmes, âgé de plus de vingt ans, obtient le bénéfice de l'aide médicale, les frais médicaux et pharmaceutiques sont réglés en totalité et sans que l'intéressé soit obligé de faire l'avance de ces frais. En cas d'hospitalisation, aucun délai n'est fixé pour le remboursement des frais de séjour. Quant à la prise en charge dans un centre d'assistance par le travail, la situation est la même, que l'adulte bénéficie de l'aide médicale ou qu'il cotise volontairement à un régime de sécurité sociale. Il lui demande si, dans ces conditions, un infirmes âgé de plus de vingt ans a réellement intérêt à cotiser volontairement à un régime de sécurité sociale et s'il ne convient pas plutôt de conseiller à cet infirmes mental de demander le bénéfice de l'aide médicale.

4084. — 14 février 1969. — **M. Schloesing** signale à **M. le ministre des affaires sociales** que l'immense majorité de près de 950.000 entreprises industrielles, commerciales et artisanales, ne connaît ni les lois sociales, ni les cotisations qui les accompagnent, ni l'obligation de participer à la collecte des impôts. En revanche, elle conteste absolument la bureaucratie inutile et très onéreuse qui préside aux déclarations et au paiement de ces cotisations. L'employeur verse actuellement sur la paie et chaque fois selon un calcul différent : les assurances sociales, les allocations familiales, les accidents du travail, la retraite cadres sous plafond, la retraite cadres au-dessus du plafond, la retraite complémentaire, le versement forfaitaire, la cotisation de 1 p. 100 pour la construction, la taxe d'apprentissage (0,60 p. 100), le fonds de chômage, la médecine du travail, éventuellement les cotisations des mutuelles. Ces douze contributions obligent actuellement à effectuer entre soixante-cinq et soixante-dix déclarations, calculs complexes et paiements chaque année pour chaque salarié. Il lui demande s'il ne serait pas possible de simplifier les formalités de déclaration et de paiement, et notamment, si la déclaration et le règlement global ne pourraient pas être traités par des centres électroniques régionaux chargés de faire la répartition entre les douze parties prenantes.

4088. — 15 février 1969. — **M. Jacques Barrot** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que les règles relatives à la participation des personnes tenues à l'obligation alimentaire, fixées par les articles 144 et 145 du code de la sécurité sociale, comportent de nombreux inconvénients. Bien souvent, la personne infirmes ne reçoit pas de sa famille le montant de l'aide fixée par la commission d'admission. Elle peut alors faire déterminer l'obligation alimentaire par l'autorité judiciaire. Mais, outre qu'elle se trouve placée dans une situation délicate vis-à-vis de ceux qui lui doivent des aliments, il arrive souvent que la pension fixée par la décision judiciaire est inférieure à l'estimation de la commission. Pour faire disparaître ces difficultés, il lui demande s'il n'estime pas souhaitable que, par dérogation aux dispositions des articles 144 et 145 du code de la famille et de l'aide sociale, la participation des

personnes tenues à l'obligation alimentaire, à l'égard des aveugles et grands infirmes, bénéficiaires de l'aide sociale, soit fixée conformément aux dispositions des articles L. 695 et L. 696 du code de la sécurité sociale.

4103. — 15 février 1969. — **M. Hebert** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur la situation des personnes âgées bénéficiaires d'une prestation vieillesse du régime général et admises dans les hospices. Il lui demande : 1° s'il envisage de prendre des dispositions afin que des quartiers d'hospices soient réservés uniquement aux personnes âgées à l'exclusion de tous chroniques et incurables ; 2° s'il n'estime pas que la situation de vieillard non valide devrait être établie exclusivement à partir d'un critère de santé et non de rentabilité budgétaire de l'établissement ; 3° s'il ne pense pas que les frais médicaux, para-médicaux et pharmaceutiques devraient être ventilés et pris en charge par les divers régimes de couverture sociale.

4104. — 15 février 1969. — **M. Hebert** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur le fait que les prestations vieillesse des personnes âgées sont en général inférieures au prix de journée moyen des vieillards en hospice. Cette situation est évidemment extrêmement regrettable, c'est pourquoi il lui demande s'il envisage la possibilité d'un relèvement des prestations vieillesse de telle sorte que celles-ci ne puissent être inférieures à ce prix de journée, ceci afin de permettre une vie modeste et décente rendue indépendante par la nature et l'origine des ressources. Cette suggestion comportant de toute évidence une incidence financière non négligeable, il serait souhaitable qu'un calendrier soit établi pour atteindre le plus rapidement possible cet objectif.

4107. — 15 février 1969. — **M. Bernard Marie** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur le problème de la fermeture des magasins d'ameublement le dimanche. Depuis fort longtemps, aussi bien sur le plan local que national, les négociants d'ameublement souhaitent qu'une réglementation nouvelle se substitue à celle qui est fondée sur l'article 43 a du code du travail et qui prévoit une procédure au terme de laquelle les préfets sont habilités à promulguer des arrêtés rendant obligatoire la fermeture dominicale des magasins dans le cadre du département. En effet, ces dispositions qui datent de 1923, ne sont plus adaptées à la situation actuelle : le développement des moyens de communication rapides a eu pour conséquence de placer les entreprises d'une profession en position de concurrence alors qu'elles ne sont pas situées dans la même ville ou dans le même département. Il est donc anormal que les obligations qui incombent aux commerçants, notamment en matière d'ouverture des magasins, soient différentes selon le lieu où ils se trouvent. Or, de plus en plus, des magasins d'ameublement, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des villes, restent ouverts le dimanche, aussi bien dans les départements où un arrêté a été pris (les infractions ne se comptent plus) que dans ceux où les préfets se refusent à appliquer l'article 43 a. Il s'ensuit une concurrence anarchique dont font les frais à la fois les commerçants qui respectent la réglementation et les salariés qui, souvent, sont tenus de travailler le dimanche (les magasins de grande surface ne pouvant ouvrir qu'avec le concours de leur personnel). Il lui signale en particulier le cas du département des Landes, où les magasins d'ameublement sont autorisés à ouvrir et celui des Basses-Pyrénées, arrondissement de Bayonne, où la fermeture est obligatoire. Des magasins d'ameublement étant implantés à la limite du département des Basses-Pyrénées et à quelques kilomètres seulement de la ville de Bayonne, il en résulte un préjudice très important pour les commerçants de cette ville et des alentours. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à ces errements.

4108. — 15 février 1969. — **M. Bernard Marie** signale à l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales**, le cas d'une mère de famille de six enfants, âgée de 66 ans, admise au bénéfice de l'allocation aux mères de famille et qui ne peut toucher cette allocation, le montant total des ressources du foyer, y compris les allocations de toute nature, s'élevant trimestriellement à 1.961 F, c'est-à-dire supérieur au plafond légal retenu pour bénéficier des dispositions de l'article 630 du code de la sécurité sociale. Il se trouve que l'époux de l'intéressée (celle-ci s'étant remariée) est seulement âgé de 55 ans et que, pour ces raisons, on peut penser que l'intéressée ne pourra guère bénéficier de ladite allocation, bien que le fait d'avoir élevé six enfants, lui donne un droit légitime à cette faveur. Il lui demande, dans ces conditions, s'il ne pourrait pas envisager, dans des cas similaires, une mesure d'exception, d'autant que les faibles ressources du ménage font apparaître combien peu d'intérêt aurait l'époux à continuer à travailler dans sa situation actuelle.

4113. — 15 février 1969. — **M. Bernard Lafay** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur le fait que, depuis 1960, des assurés sociaux comptent plus de 30 années d'affiliation au régime général de l'assurance vieillesse auquel ils cotisent sans accroître pour autant leurs droits à pension puisque les dispositions du code de la sécurité sociale limitent à 30 ans la durée de la période susceptible d'être prise en considération pour la liquidation des retraites. L'anomalie de cette situation a motivé de multiples interventions. Selon une réponse à une question écrite publiée au *Journal officiel*, débats Assemblée nationale, du 20 janvier 1962, il paraissait très vraisemblable que le problème serait examiné à la lumière des travaux de la commission d'études des problèmes de la vieillesse instituée par le décret n° 60-332 du 8 avril 1960. Les propositions concrètes faites à cet égard au Gouvernement par la commission précitée laissaient pressentir une évolution favorable de l'affaire, mais une réponse ministérielle du 27 novembre 1963 venait réduire à néant ces espérances car elle n'apportait aucun élément nouveau et indiquait seulement que l'éventualité de la modification des modalités de calcul des pensions de vieillesse du régime général de la sécurité sociale donnait lieu à des études très approfondies au ministère du travail. Après qu'il eût été précisé le 23 janvier 1965 que les études susévoquées se poursuivaient sur un plan interministériel, la question écrite n° 2304 du 15 novembre 1968 conduisait M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales à faire connaître, le 1^{er} février 1969, que l'ensemble des problèmes relatifs aux prestations de vieillesse du régime général des assurances sociales faisait actuellement l'objet d'un examen très attentif de sa part.

Bien que cette information ne diffère guère, du moins sur le plan formel, de celle qui avait pu être recueillie le 27 novembre 1963, il serait surprenant que l'affaire n'ait connu depuis cinq ans aucun développement et que les prémisses de sa conclusion ne se manifestent point. Il lui demande donc s'il peut lui indiquer la nature des options qui ont très probablement été arrêtées en vue du règlement des problèmes que pose l'amélioration des conditions de liquidation des prestations de vieillesse du régime général de la sécurité sociale et notamment de la prise en considération pour le calcul des retraites des années de cotisations excédant la trentième. Il souhaiterait en outre être renseigné sur la durée des délais et les caractéristiques de la procédure envisagée pour opérer un choix définitif entre les diverses solutions que les études entreprises depuis plusieurs années ont certainement contribué à dégager.

4115. — 17 février 1969. — **M. Pierre Couderc** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** la situation des invalides du groupe I qui exercent parfois une activité rémunérée. En effet, le décret n° 60-993 du 12 septembre 1960 définit les conditions d'appréciation de l'état d'invalidité en stipulant notamment que l'assuré a droit à une pension d'invalidité « lorsqu'il est hors d'état de se procurer, dans une profession quelconque, un salaire supérieur au tiers de la rémunération normale perçue dans la même région, par un travailleur de même catégorie, dans la profession qu'il exerçait avant la date de l'interruption de travail ». Cette référence à la rémunération perçue par un travailleur de la catégorie à laquelle appartenait l'intéressé au moment de l'affection invalidante, se retrouve tout au long du service de la pension. Les règles du cumul sont telles que la pension (recalculée chaque trimestre en fonction des ressources du trimestre précédent) peut être suspendue partiellement ou totalement si le total — salaire acquis plus pension pendant un trimestre — dépasse le salaire de comparaison, c'est-à-dire le salaire trimestriel type de la catégorie professionnelle à laquelle appartenait l'intéressé. Or, il arrive que, malgré son invalidité partielle, l'assuré parvient à obtenir un emploi supérieur à celui qu'il occupait auparavant. Deux exemples, concernant deux invalides, illustrent cette affirmation : 1° tel ouvrier maçon, incapable par la suite de son invalidité de continuer son travail (la station debout prolongée lui étant très pénible), est cependant resté dans l'entreprise qui l'employait. Ses compétences techniques, dues à une longue pratique du métier, lui ont permis d'accéder au poste de surveillant de chantier, qu'il occupe de façon fort satisfaisante ; 2° telle employée de maison devenue invalide, et étant réduite à de longues périodes de repos, a suivi un enseignement par correspondance, et est arrivée à obtenir le C.A.P. d'employée de bureau : elle occupe aujourd'hui un poste d'employée aux écritures dans un service administratif. Malheureusement, dans l'un et l'autre de ces cas très méritoires, la pension trimestrielle est à chaque échéance fortement diminuée, voire suspendue, car le salaire acquis dans la nouvelle catégorie d'emploi s'ajoutant au montant de la pension donne un total nettement supérieur au salaire de la catégorie professionnelle originelle. Ces règles de cumul, très restrictives, ont ainsi le grave inconvénient de contrarier toute promotion sociale chez l'invalidé, ou tout au moins de réduire à néant les effets qu'il serait en droit d'attendre de sa promotion. Dès lors, il lui demande s'il n'y aurait

pas lieu de définir le « salaire de comparaison » comme le « salaire d'un individu normal de la catégorie à laquelle appartient désormais l'invalidé » et non de la catégorie à laquelle il appartenait à l'origine.

4118. — 17 février 1969. — **M. Durieux** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur le cas des salariés qui, justifiant du maximum de trimestres de cotisation à la sécurité sociale, n'en continuent pas moins de subir sur leurs salaires des retenues pour une retraite qui ne dépassera pas le chiffre déjà atteint. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait équitable, soit que les cotisations ainsi versées ouvrent droit à une bonification de la pension de retraite, soit que ce prélèvement, en contrepartie duquel aucun avantage n'est accordé, soit supprimé.

4125. — 17 février 1969. — **M. Boutard** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** si, pour donner une plus grande efficacité à l'allocation de loyer, il n'envisage pas : 1° d'étendre les dispositions relatives à cette allocation à de nouvelles catégories de bénéficiaires, tels que les travailleurs sans emploi et les personnes atteintes de maladie de longue durée ; 2° de permettre aux postulants qui, compte tenu du nombre de personnes vivant au foyer, acquittent des loyers supérieurs au plafond fixé par décret, de bénéficier d'une allocation à taux réduit.

4126. — 17 février 1969. — **M. Boutard** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** quelle suite le Gouvernement envisage de donner aux propositions contenues dans le rapport de M. Bloch-Lainé concernant le reclassement professionnel des travailleurs handicapés.

4134. — 18 février 1969. — **M. d'Aillères** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur certaines injustices du régime de retraité artisanal. En effet, si un artisan décède avant d'avoir atteint l'âge de la retraite, son épouse ne peut prétendre à une retraite que si elle continue à assurer la marche de l'entreprise pendant cinq ans et cotise elle-même comme chef d'entreprise. Dans le cas contraire, elle perd tous ses droits, y compris ceux provenant des points supplémentaires acquis par son mari, souvent par un prélèvement sur les biens de la communauté. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour remédier à cette situation et notamment s'il envisage de faire aboutir prochainement les études qui avaient été entreprises pour instituer, au profit des veuves, une rente de survie.

4135. — 18 février 1969. — **M. d'Aillères** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur la situation difficile dans laquelle se trouvent les caisses du régime autonome d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce. En effet, l'évolution économique actuelle, qui entraîne des concentrations d'entreprises et une régression du nombre des commerçants, crée un déséquilibre important en diminuant le nombre des cotisants, alors que celui des retraités est en constante progression. Pour tenter de remédier à cette situation, les responsables des caisses ont majoré le montant des cotisations dans une proportion difficilement supportable pour beaucoup de petits commerçants et artisans, mais cette mesure ne peut constituer qu'un palliatif à court terme. Il lui demande quelle mesure il envisage de prendre pour remédier à cette situation et s'il ne lui paraît pas équitable que l'Etat prenne en charge les allocations versées par les caisses aux anciens commerçants sans ressources, qui n'ont pas cotisé, les prestations dont le montant est d'ailleurs fixé par les pouvoirs publics, représentant une lourde charge, qui devrait être du domaine de l'assistance.

4136. — 18 février 1969. — **M. Boutard** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** si une confusion n'existe pas dans l'esprit de certains services publics entre la notion de travail à la vacation et celle de travail à temps partiel. Ce dernier, selon la définition du B.I.T. approuvée par toutes les organisations syndicales est caractérisé par « un travail effectué de façon régulière et volontaire pendant une durée plus courte que la durée normale ». La vacation, de son côté, est caractérisée par un travail occasionnel. Or, il semblerait qu'un certain nombre de salariés travaillant à temps partiel pour le compte du secteur public ou du secteur privé se voient, du fait d'une assimilation erronée à un travail à la vacation, privés de certains droits et avantages. Il lui demande quels sont les textes ou moyens qui peuvent permettre à ces intéressés de faire reconnaître le caractère exact de leur activité.

4138. — 18 février 1969. — **M. Bernard Stasi** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur la nécessité d'étendre la formule de l'assurance volontaire aux handicapés du

monde agricole âgés de plus de vingt ans. En effet, les inadaptés « rattachés », soit du fait de leurs activités passées, soit par l'intermédiaire de leurs parents, aux différents régimes agricoles (salariés ou exploitants) ne peuvent bénéficier de l'assurance volontaire. Ils sont donc défavorisés par rapport aux handicapés relevant des autres régimes. Il lui demande ce qu'il envisage de faire pour remédier à cette injustice et faire en sorte que les nombreux inadaptés du milieu agricole bénéficient d'une meilleure protection sociale.

4142. — 18 février 1969. — M. Jean-Pierre Roux attire l'attention de M. le ministre des affaires sociales sur la complexité des formalités que les employeurs sont tenus d'effectuer lors de la rédaction, chaque mois ou chaque trimestre, du « bordereau récapitulatif des cotisations » destiné à l'U. R. S. S. A. F. de leur département. En effet, actuellement, les entreprises réalisent les opérations suivantes : 1° au titre de l'assurance maladie, maternité, invalidité, décès, une première fois le total des salaires en multipliant celui-ci par le taux de 3 p. 100 puis, pour les salaires plafonnés, par 12 p. 100 ; 2° pour la cotisation accidents du travail : les salaires plafonnés multipliés par le taux propre à chaque entreprise ; 3° pour la cotisation vieillesse : les salaires plafonnés multipliés par 8,50 p. 100 ; 4° pour les prestations familiales : les salaires plafonnés multipliés par 11,50 p. 100, soit au total cinq multiplications. Il importe donc de tenter d'alléger le travail des employeurs. Il lui demande s'il envisage les mesures de simplification suivantes, tout en déclarant les mêmes bases et consistant à signaler : 1° une première fois la totalité des salaires multipliée par 3 p. 100 ; 2° les salaires plafonnés multipliés par l'addition de tous les taux. Exemple : A. T. + assurance maladie + vieillesse + allocations familiales, soit : $X + 12 \text{ p. } 100 + 8,50 \text{ p. } 100 + 11,50 \text{ p. } 100 = 32 \text{ p. } 100 + \text{le taux (X) A. travail}$. De ce fait le bordereau se résumerait en deux multiplications. Il est évident que les dispositions valables pour les salariés âgés de plus de 65 ans restent applicables, les opérations se résumant cependant à ceci : a) totalité des salaires multipliés par 3 p. 100 ; b) salaires plafonnés multipliés par 12 p. 100 + 5,50 + 11,50 + A. T. De même, pour les apprentis non rémunérés : a) totalité des salaires multipliés par 3 p. 100 ; b) salaires plafonnés multipliés par 9,50 p. 100 + 5,50 p. 100 + 11,50 p. 100 + A. T. Cette solution permettrait d'alléger le travail de ventilation des services de l'U. R. S. S. A. F. et de diminuer celui des employeurs d'une façon considérable. Ainsi cette simplification équivaldrait à une réduction sensible de la perte de temps supportée par les chefs d'entreprises et donc à une diminution des frais. Il lui demande s'il entend étudier attentivement ce projet de réforme, très important dans le contexte économique actuel, dominé par la notion de rentabilité.

4146. — 18 février 1969. — M. François Bénard appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les conditions de fonctionnement de la médecine scolaire dans les établissements d'enseignement public. Dans le département de l'Oise, il n'existe que trois médecins scolaires alors qu'il en faudrait au moins seize. L'examen médical des enfants n'est donc plus de ce fait assuré et les parents d'élèves, les directeurs d'établissements et les professeurs d'éducation physique, formulent à cet égard des plaintes extrêmement vives. Cette absence d'examen médical entraîne d'ailleurs certaines conséquences particulières très regrettables, puisque les maîtres refusent de faire faire du sport aux élèves qui ne possèdent pas un certificat médical scolaire. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour remédier à cette situation. Il souhaiterait savoir, en particulier, si une majoration des rémunérations accordées aux médecins scolaires est à l'étude, cette majoration de traitement paraissant indispensable pour permettre un recrutement normal. Si une telle mesure n'était pas envisagée, il lui demande s'il ne pense pas que les visites médicales pourraient être effectuées de manière systématique par le médecin de famille de ces enfants, le remboursement des honoraires médicaux étant alors assuré par le régime de sécurité sociale auquel sont affiliés les parents de ces écoliers.

4147. — 18 février 1969. — M. Cassabel attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur le caractère discriminatoire dont semblent victimes les handicapés civils et en particulier les enfants et adolescents inadaptés, reconnus handicapés puisque titulaires d'une carte d'invalidité. En effet, alors que les invalides de guerre ou invalides de travail sont, sur production de leurs titres exonérés de la redevance piscicole exigée des titulaires d'un permis de pêche, les infirmes civils ne bénéficient pas de ce même avantage. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'étendre ce droit à cette catégorie sociale pour qui la pêche à la ligne n'est qu'un maigre dérivatif à leur infortune.

4149. — 18 février 1969. — M. Fortuit demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales s'il est normal que des personnes se prétendant mandataires de lutteurs professionnels (boxeurs, catcheurs ou lutteurs de toute nature) puissent échapper à toutes charges sociales dès lors qu'usant de l'apparence du mandat civil, ils organisent des matches, rencontres, sous couvert de sociétés sportives locales, en laissant les boxeurs, catcheurs ou autres lutteurs sans aucune protection sociale et totalement démunis dans le cas, malheureusement fréquent, d'accidents dans le cadre de leur métier. Il semble au contraire que l'organisation de ce genre de spectacles, sous couvert d'un mandat directement reçu des lutteurs, puisse être considéré comme une entreprise commerciale utilisant des salariés. Il lui demande quelle est sa position sur ce sujet et si ses services ont déjà étudié ce problème.

4150. — 18 février 1969. — M. Flornoy appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la situation d'une personne ayant exercé à la fois des professions salariées et non salariées. L'intéressé a été successivement : salarié de 1921 à 1925 ; boulanger de 1925 à 1944 ; à nouveau salarié de 1945 à 1946 ; commerçant de 1947 à 1956. En qualité d'employé d'assurances, il fut à nouveau salarié de 1956 à 1961, date de sa retraite. Il lui précise qu'il eut la qualité d'assuré volontaire à la sécurité sociale d'octobre 1946 à avril 1956. A compter du 1^{er} janvier 1949, ayant été tenu de cotiser à la caisse vieillesse des travailleurs indépendants, son assurance volontaire ne portait plus que sur le risque maladie. Actuellement, il perçoit à la fois une retraite comme travailleur indépendant et une retraite du régime général de sécurité sociale. Il a été invité très vivement par l'Organic à se faire immatriculer au nouveau régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles. Cette affiliation apparaît comme parfaitement anormale compte tenu du fait que cessant d'être travailleur salarié pour devenir travailleur non salarié l'intéressé s'est assuré volontaire à la sécurité sociale pour conserver ses droits aux prestations maladie surtout lorsqu'il atteindrait la retraite. La nouvelle affiliation qui lui a été imposée semble devoir entraîner pour lui le paiement d'une nouvelle cotisation que rien ne justifie. Il lui demande s'il peut lui faire connaître quelle est la position des personnes se trouvant dans la situation exposée ci-dessus vis-à-vis du régime résultant de la loi du 12 juillet 1966.

4151. — 18 février 1969. — M. Hébert appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 (modifiée par l'ordonnance n° 67-828 du 23 septembre 1967) qui institue un régime d'assurance maladie en faveur des travailleurs non salariés des professions non agricoles. Cette loi, qui vise à étendre les garanties de la sécurité sociale en cas de maladie à toutes les catégories de Français qui n'en bénéficient pas encore, correspondant à un souci d'amélioration sociale. Cependant, dans certains cas, ses dispositions ont pour effet de réduire notablement les garanties qui existaient déjà. Tel est le cas des femmes, anciennes commerçantes, dont le mari est salarié encore en activité ou en retraite. En effet, en application de l'article L. 285 du code de la sécurité sociale le conjoint de l'assuré peut bénéficier du chef de ce dernier des prestations de l'assurance maladie. Cependant est exclu de ce régime le conjoint qui bénéficie d'un régime obligatoire de sécurité sociale. Il lui expose, à cet égard, la situation de Mme X... qui, depuis dix-huit ans, a cessé d'exercer un commerce et qui bénéficie en raison d'une longue maladie des prestations à 100 p. 100 de l'assurance maladie du fait de son mari, ancien salarié retraité. Cette garantie est pour elle très importante car pour cette longue maladie il faut envisager une dépense de 25 francs de médicaments par semaine. En application de la loi du 12 juillet 1966, la caisse mutuelle régionale de la Basse-Normandie exige son affiliation parce que, en qualité d'ancienne commerçante, elle perçoit à ce titre une petite retraite se montant à 1.080 francs par an. En raison de l'extrême modicité de ses revenus propres, elle sera peut-être exonérée de cotisations, mais elle risque de ne pas être remboursée de ses frais médicaux et pharmaceutiques dans des conditions aussi favorables qu'actuellement. Cette situation n'est pas rare et le nouveau régime risque de réduire dans des proportions importantes les garanties dont bénéficiaient jusqu'ici les femmes anciennes commerçantes et épouses de salariés. Il lui demande s'il envisage de prendre des dispositions tendant à ce que les retraités ne voient en aucun cas réduire les garanties d'assurance maladie qu'ils avaient jusqu'à présent. Il serait en effet extrêmement regrettable qu'un nouveau régime de protection sociale se traduise, pour certains de ses assujettis, par une diminution de la couverture sociale qui leur était jusqu'ici assurée.

4153. — 18 février 1969. — M. Hébert rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que le décret de coordination n° 50-133 du 20 janvier 1950 modifié a pour but de garantir, en particulier aux titulaires d'une retraite résultant du code des

pensions civiles et militaires de retraite et qui ont été affiliés, en outre, au régime général de sécurité sociale (vieillesse) pendant cinq ans au moins, des avantages équivalents à ceux qu'ils auraient obtenu s'ils avaient été soumis au régime général de sécurité sociale pendant l'ensemble des périodes d'assurance qu'ils ont accomplies sous l'un et l'autre régimes. Si les mesures prévues par ce texte ont été effectivement favorables à un nombre important de retraités civils ou militaires de l'Etat, il en est par contre qui sont pénalisés par les dispositions prévues par ce texte de coordination. Tel est le cas en particulier des anciens militaires, titulaires d'une pension de retraite proportionnelle et qui, par exemple, après quinze à vingt ans de services militaires, compte tenu de la date d'entrée en vigueur des assurances sociales ont accompli, en outre, 30 années de travail salarié dans le secteur privé et ont donc acquis 120 trimestres de cotisations au régime général de vieillesse de sécurité sociale. Les intéressés qui pourraient prétendre à la pension vieillesse maximum du fait de la durée de leur affiliation perdent une partie de celle-ci en raison du décret de coordination du 20 janvier 1950. Il lui demande s'il envisage une modification du texte en cause afin que la pension attribuée à un retraité d'un régime spécial ne puisse en aucun cas être inférieure à celle qu'il aurait obtenue en l'absence d'un texte de coordination.

4154. — 18 février 1969. — M. Deliaune rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que M. le secrétaire d'Etat au travail et à la sécurité sociale admettait en 1956, par extension des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 17 août 1948 qu'il soit attribué une indemnité pour perte de salaire ou de gains en faveur des membres des conseils d'administration des caisses primaires appelés à siéger au sein des commissions d'aide sociale lorsque les séances de ces commissions ont lieu pendant les heures de travail (lettre 4027 CS 56 du 11 juillet 1956 au directeur régional de la sécurité sociale de Bordeaux). Par contre, M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales précisait en 1968 qu'il ne pouvait être envisagé d'assurer ce remboursement de leur perte de salaire ou de gains par les caisses primaires, à leurs représentants non administrateurs aux commissions précitées (lettre 6028 CS 66 du 20 août 1968 au directeur régional de la sécurité sociale de Montpellier). Or, s'il était possible, à la rigueur, aux caisses primaires de se faire représenter au sein des commissions d'aide sociale par des administrateurs lorsque les conseils comptaient 43 membres, le problème est beaucoup plus difficile, sinon insoluble, depuis que les ordonnances d'août 1967 les ont réduits à 18 membres. Il serait donc logique de reconsidérer en 1968 la décision prise en 1956 dans un contexte complètement modifié. Il est à noter d'ailleurs que la lettre précitée du 20 août 1968 précisait qu'il n'était pas possible de répondre affirmativement à la question posée car la solution ainsi envisagée entraînerait pour les organismes des dépenses supplémentaires injustifiées. Or, il ne serait pas plus onéreux de rembourser les pertes éventuelles de salaire ou de gains aux représentants non administrateurs qu'à ceux ayant la qualité d'administrateur, puisque de toute façon les caisses primaires devront se faire représenter au sein des commissions d'aide sociale et que si les représentants non administrateurs se récusent en raison des pertes de rémunération qu'ils supporteraient, force serait bien de déléguer des administrateurs qui, eux, bénéficieront de ces indemnités compensatrices. Il lui demande s'il entend reconsidérer ce problème en envisageant la possibilité de faire rembourser par les caisses primaires à leurs représentants, non administrateurs, aux commissions précitées, les pertes de salaire ou de gains qu'ils supportent.

4158. — 18 février 1969. — M. Rivierez rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que le décret n° 67-659 du 4 août 1967 a porté majoration des prestations familiales à compter du 1^{er} août 1967. De même, le décret n° 68-761 du 23 août 1968 a majoré à nouveau les prestations familiales à compter du 1^{er} juillet 1968. Ces deux textes n'ont pas été suivis, jusqu'à ce jour, de décret étendant ces mesures aux départements d'outre-mer, alors que des décrets d'extension avaient été pris dans ce domaine jusqu'en août 1967. Le Gouvernement vient de décider une nouvelle majoration des prestations familiales, laquelle doit intervenir par un décret qui doit être publié sans doute prochainement. Il lui demande pour quel motif les majorations décidées par les textes précédemment appelés n'ont pas été étendues aux départements d'outre-mer. Il souhaiterait que ces textes d'extension interviennent le plus rapidement possible, par exemple à l'occasion de la publication du nouveau décret tendant à améliorer les prestations familiales.

4159. — 18 février 1969. — M. Souchal expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que son attention a été attirée sur l'absence de réglementation relative à l'accession et à la pratique de la profession de délégué visiteur médical. Cette profession peut être exercée sans acquisition d'une formation technique et

uniformisée. Elle est caractérisée en outre par une instabilité totale dans l'emploi, de très nombreux licenciements étant intervenus au cours des dernières années, alors que le nombre des délégués visiteurs médicaux croît régulièrement. Les intéressés sont conscients du rôle qu'ils ont à remplir en ce qui concerne l'information de l'ensemble du corps médical sur les propriétés et les actions des médicaments. Ils sont conscients d'exercer une action directe sur l'application des spécialités pharmaceutiques dans la thérapeutique. Ils sont tenus de respecter les dispositions des articles R 5047, R 5050, R 5051, R 5052 et R 5053 du code de la santé publique relatifs à la publicité concernant les médicaments et les établissements pharmaceutiques, tels qu'ils ont été modifiés par le décret n° 68-499 du 24 mai 1968. Leurs organisations professionnelles ont étudié un projet de statut de la profession qui a été remis les 14 juin 1965 et 13 mars 1967 au ministère des affaires sociales. En 1967, également, les principales organisations syndicales représentatives avaient manifesté le désir que soit créé un diplôme national obligatoire assorti d'équivalence pour les visiteurs médicaux en fonction depuis deux ans. Elles désiraient également qu'une carte professionnelle puisse justifier de la pratique de la profession. Enfin, elle insistent sur la création d'une formation technique professionnelle uniformisée et une des organisations en cause adressait, le 8 janvier 1968, au ministère de l'éducation nationale un projet sur la formation professionnelle des visiteurs médicaux. Il lui demande s'il peut lui faire connaître, en accord avec son collègue M. le ministre de l'éducation nationale, quelle est sa position à l'égard des problèmes qui viennent d'être évoqués.

4169. — 19 février 1969. — M. Duhamel expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que la mise en vigueur, au 1^{er} janvier 1969, du régime obligatoire d'assurance maladie des travailleurs non salariés, provoque, actuellement, dans les milieux commerçants et artisanaux, de vives protestations contre l'importance des charges nouvelles qui leur sont ainsi imposées. Dans bien des cas, les intéressés constatent que les cotisations dues au titre du nouveau régime sont plus élevées que les primes qu'ils devaient verser, jusqu'à présent, aux organismes de prévoyance libre, sans leur donner, pour autant, en ce qui concerne la couverture des risques, des garanties aussi étendues que celles dont ils bénéficiaient auprès desdits organismes. Lors du vote de la loi du 12 juillet 1966, il avait été envisagé que la cotisation moyenne due par les assurés en activité serait de l'ordre de 600 F. Même en tenant compte de l'augmentation des prix survenue depuis 2 ans et demi, il y a lieu de se demander si les taux qui ont été fixés, en définitive, ne dépassent pas largement les prévisions du législateur. En ce qui concerne les artisans, ceux-ci doivent supporter, en outre, à compter du 1^{er} janvier 1969, une augmentation importante des cotisations dues à leurs caisses d'assurance vieillesse. Il est à craindre que l'effort qui est ainsi demandé au secteur des métiers et aux petites entreprises commerciales soit excessif, compte tenu de la situation économique de ces secteurs. Il semble bien que la nécessité s'impose de plus en plus, pour les régimes de sécurité sociale des non-salariés — comme d'ailleurs pour le régime général — de limiter les prélèvements effectués sur les revenus professionnels, en complétant l'effort de solidarité interne demandé aux différentes catégories de la population, par un appel à la solidarité nationale. Il lui demande s'il n'envisage pas de mettre à l'étude, d'une part, les aménagements qui pourraient être apportés aux conditions d'application de la loi du 12 juillet 1966 pour alléger les charges imposées aux travailleurs non salariés et, d'autre part, l'institution d'un mode de financement des divers régimes de sécurité sociale comportant un pourcentage convenable de recettes d'origine budgétaire.

4174. — 19 février 1969. — Mme Vaillant-Couturier expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales qu'elle vient d'être saisie par l'Union des vieux de France des revendications suivantes en ce qui concerne l'habitat des personnes âgées et la mise en œuvre d'urgence d'une politique de l'habitat des personnes âgées par les mesures suivantes (contenues pour une part importante dans le rapport de la commission Laroque) : 1° l'encouragement et l'aide financière de l'Etat en vue de maintenir en conditions normales d'habitation les logements anciens occupés par les personnes âgées ; 2° la réservation dans toutes les constructions d'habitations collectives d'un pourcentage de logements répondant aux normes prévues pour l'habitat des personnes âgées (logements individuels et logements foyers), les prix du loyer devant être accessibles à tous les retraités ; 3° l'aménagement et l'extension de l'allocation loyer et de son attribution à un plus grand nombre de bénéficiaires dans la limite des plafonds de ressources susindiqués pour le minimum vieillesse (allocation loyer non comprise) de façon que le montant du loyer restant à la charge de l'allocataire ne puisse dépasser 8 p. 100 des ressources ; 4° une loi protégeant les personnes âgées, assurant leur sécurité en matière d'habitation ; pas d'expulsion sans relogement assuré aux conditions de loyer susindiquées ; 5° la

création de maisons de retraite comportant des chambres individuelles et chambre pour ménage pour ceux qui désirent utiliser ce mode d'hébergement; 6° l'humanisation, l'aménagement et la transformation des hospices en véritables maisons de retraite sous surveillance médicale constante pour personnes invalides. Solidaire de ces revendications, elle lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour y donner satisfaction.

4175. — 19 février 1969. — M. Bayou attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur le cas des mutilés du travail qui sont encore loin de l'âge de la retraite et qui éprouvent des difficultés à poursuivre leur métier. Le plus souvent ils ne parviennent pas à retrouver un emploi en raison de leur invalidité. Pour répondre à leurs besoins, la loi n° 57-1227 du 23 novembre 1957 a prévu des possibilités de reclassement en leur faveur, notamment dans le secteur public. L'arrêté ministériel du 20 septembre 1963 paru au *Journal officiel* du 12 octobre 1963, page 9145, dans son article 1^{er}, fixe à 3 p. 100 le nombre d'handicapés qui doit être employé dans les diverses entreprises et administrations de l'Etat. Ce taux de 3 p. 100 est englobé dans celui de 10 p. 100 des diverses catégories prioritaires, prévues par la loi du 26 avril 1914, sur l'emploi obligatoire des mutilés de guerre et il s'applique lorsque l'effectif du personnel s'élève au moins à dix salariés. Pour bénéficier d'un emploi, dans une des administrations ou services énumérés à l'avant-dernier alinéa de l'article 3 de la loi n° 57-1227 du 22 novembre 1957 (réserve faite des dérogations prévues par l'article 2 du décret n° 65-122 du 16 décembre 1965) l'intéressé doit adresser sa demande au service de la main-d'œuvre de son département, en spécifiant l'emploi pour lequel il postule. Le service de la main-d'œuvre fait examiner le candidat par la commission d'orientation des infirmes prévue à l'article 2 de la loi n° 57-1227 du 23 novembre 1957 et si l'examen physique est probant, le dossier est transmis à la direction des anciens combattants, pour faire passer l'examen professionnel. L'examen et la nomination au poste se font selon les processus prévus pour les emplois réservés au profit des anciens combattants et mutilés de guerre. Il lui demande s'il peut lui indiquer en application de ces dispositions: 1° combien de demandes d'emploi ont été enregistrées au titre du quatrième alinéa de l'article 3 de la loi n° 57-1225 du 23 novembre 1957 sur le classement des travailleurs handicapés; 2° combien de candidats ont été reconnus physiquement aptes pour postuler un emploi dans une administration de l'Etat ou dans une collectivité; 3° combien de candidats ont passé, avec succès, l'examen ou le concours professionnel et ce, par catégorie; 4° combien de postulants ont été nommés dans leur emploi, par catégorie; 5° combien de postulants, aptes physiquement et ayant passé avec succès l'examen attendent encore leur nomination par catégorie.

4176. — 19 février 1969. — M. Poniatowski rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que la protection sanitaire du personnel des établissements hospitaliers publics doit être organisée conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 29 juin 1960. Tout en reconnaissant le bien-fondé du texte en cause, qui aurait dû doter les établissements visés à l'article L 792 du code de la santé publique, d'un service de médecine du travail tout exprès pour eux, il est regrettable que cet arrêté n'ait pas, légalement, fixé les conditions d'emploi des médecins qui seraient chargés de ces services. Actuellement, la rémunération de ces praticiens (inchangée de 1963 à 1968) n'a été relevée, semble-t-il, que d'une façon sensiblement inférieure à la variation des traitements du personnel hospitalier pendant la même période. En outre, aucune assurance ne leur a encore été fournie, quant à une amélioration ultérieure de leur rémunération. Il lui demande s'il envisage de prendre des dispositions pour remédier à cette situation.

4184. — 19 février 1969. — M. Chaumont expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que l'un des éléments essentiels de l'activité moderne est la mobilité tant au sein des administrations elles-mêmes qu'en celui des sociétés privées ou nationalisées, ou encore entre le secteur d'Etat et le secteur privé. D'une façon générale, les fonctionnaires peuvent quitter l'administration lorsqu'ils le souhaitent ou après un certain délai lorsqu'ils sortent d'une grande école; dans une telle hypothèse, ce délai entre 7 et 10 ans, tout départ l'écartant devant donner lieu à un reversement des sommes correspondant au prix de la formation donnée aux intéressés. Pendant leur carrière, dans la fonction publique, les agents ainsi visés versent des cotisations en vue de se créer une retraite; or, l'Etat ne leur en assure le reversement proportionnel qu'au-delà d'une présence de quinze années. Les cotisations ainsi versées ne paraissent pas pouvoir être rachatées par les caisses de retraite du secteur privé auxquelles ces agents sont amenés à adhérer s'ils quittent la fonction publique. Ainsi donc, ceux-ci perdent, s'ils changent l'orientation de leur carrière avant quinze ans d'ancienneté au service de l'Etat, le bénéfice d'un grand nombre d'années de verse-

ments et doivent recommencer la reconstitution d'une retraite qui peut ne pas atteindre, au moment où ils doivent la prendre, les annuités d'une carrière complète. Il semble qu'il y ait dans cette affaire une certaine injustice qui d'une part, s'oppose, sur le plan pratique, à la mobilité nécessaire, et d'autre part, revêt un caractère illogique par rapport à la possibilité donnée aux fonctionnaires de quitter la carrière publique dans les conditions ci-dessus visées. Il lui demande quel est son sentiment sur ce problème et quelles mesures il lui paraît possible de prendre en vue de remédier à l'état de fait critiqué.

4186. — 19 février 1969. — M. Delhalle appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur l'article 25-1 et II de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier. Ce texte qui concerne entre autre la situation des médecins des hôpitaux psychiatriques, doit donner naissance à des décrets en Conseil d'Etat qui fixeront des conditions d'application de cet article 25. Bien que plus de six mois se soient écoulés depuis la promulgation de ladite loi, les décrets nécessaires à son application n'ont pas encore été publiés. Cette situation est infiniment regrettable puisque c'est à compter du 1^{er} juillet 1968 que doivent être appliquées, aux établissements psychiatriques, les mesures concernant le fonctionnement des hôpitaux et hospices publics et le personnel médical. Les médecins des hôpitaux psychiatriques subissent du fait de ce retard un préjudice matériel sérieux. C'est pourquoi il lui demande s'il peut lui préciser les raisons pour lesquelles n'ont pas encore été publiés les décrets prévus. Il souhaiterait savoir quand ces textes sont susceptibles de paraître, en insistant pour que cette publication soit la plus rapide possible.

4189. — 19 février 1969. — M. Fanton rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que, dans la réponse faite (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale, du 6 décembre 1967, page 5599) à une réponse écrite (n° 4442) relative aux retraites complémentaires applicables aux personnels de l'hôtellerie et de la restauration, des professions libérales et gens de maison, il répondait que, s'agissant du personnel de l'hôtellerie et de la restauration, les organisations professionnelles avaient signé dans une quarantaine de départements des accords collectifs de retraite à propos desquels la procédure d'agrément était en cours. Il lui demande s'il peut lui préciser quels accords avaient été signés entre les organisations professionnelles de l'hôtellerie et de la restauration à la fin de l'année 1968 et combien de ces accords avaient fait l'objet d'un agrément. Il souhaiterait en particulier savoir quelle est la situation, à cet égard, dans la région parisienne, en distinguant entre la ville de Paris et les départements nés de l'éclatement de l'ancien département de la Seine. Si dans Paris et dans ces départements une procédure d'extension est actuellement engagée, il souhaiterait savoir à quelle date elle pourra aboutir.

4191. — 19 février 1969. — M. Fontaine signale à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que le taux des allocations familiales du régime général de la sécurité sociale applicable dans son département accuse au 1^{er} février 1969 un retard de 15,5 p. 100 par rapport au taux en vigueur en métropole. En outre, jusqu'à présent, en dépit des promesses officielles maintes fois répétées, la parité globale n'est toujours pas réalisée. En conséquence, il lui demande quelles mesures il entend prendre pour effacer ce retard et pour effectuer le rattrapage.

4202. — 19 février 1969. — M. Houël attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les conséquences préjudiciables qui résultent pour certains assujettis au régime obligatoire d'assurance maladie des travailleurs non salariés de l'entrée en vigueur de la loi du 12 juillet 1966. Elle entraîne, pour ceux qui, auparavant, cotisaient volontairement à des régimes de prévoyance maladie, ou bien une double cotisation ou bien une insécurité résultant de la non-couverture du risque maladie pendant une période de trois mois. Il lui demande s'il est en mesure de préciser la situation de ces diverses catégories d'assujettis et s'il envisage de prendre les mesures remédiant à ces anomalies.

4206. — 19 février 1969. — M. Heuret rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales qu'il avait été créé au cours des dernières années une carte sociale des économiquement faibles, pour permettre aux personnes disposant de très faibles ressources de prouver qu'elles appartenaient à cette catégorie défavorisée. Il lui demande s'il ne conviendrait pas actuellement de remplacer cette carte par un titre, qui pourrait être une carte du fonds national de solidarité, attribué aux bénéficiaires de ce fonds, ce qui faciliterait un certain nombre de démarches ainsi que le travail des services de l'aide sociale.

4215. — 20 février 1969. — **M. Spénale** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur la situation au regard de la retraite complémentaire des anciens employés des entreprises privées qui, avant l'institution du monopole d'Electricité de France produisaient ou distribuaient du courant électrique. Cette catégorie d'entreprises ayant disparu, il est évidemment impossible de leur demander l'institution d'un régime complémentaire de retraites. Il est en sens inverse anormal d'admettre que les personnels intéressés sont privés de ce seul fait de tout droit à retraite complémentaire. Si l'on admet que par ailleurs, là où elles sont instituées, les retraites complémentaires sont servies non sur les cotisations des entreprises au bénéfice desquelles les intéressés ont travaillé, mais sur les versements des entreprises fonctionnant actuellement dans le même secteur d'activité, il apparaît que dans le cas qui nous occupe c'est à Electricité de France, successeur universel des anciennes entreprises productrices ou distributrices d'électricité qu'il appartient de régler la question des retraites complémentaires de leurs anciens personnels. Ce devoir apparaît d'autant plus impérieux que les entreprises nationalisées doivent être exemplaires en matière sociale, et que le caractère de monopole d'Electricité de France empêche de rechercher cette solution en dehors d'elle-même. Il lui demande quelle est la doctrine du Gouvernement en la matière et dans la mesure où elle est conforme à l'analyse ci-dessus énoncée, quelles initiatives il compte prendre pour régler ce problème dans un sens conforme à l'équité due aux personnels intéressés.

4223. — 20 février 1969. — **M. de Grailly** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** s'il peut lui faire connaître, au vu des statistiques et renseignements dont disposent ses services, le nombre de cas de ténia décelés d'une part sur l'ensemble du territoire français, d'autre part dans la seule région parisienne, au cours des trois dernières années.

4224. — 20 février 1969. — **M. Danel** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** s'il peut lui faire connaître : 1° quel serait le montant des pensions vieillesse de sécurité sociale nécessaire pour servir la retraite à taux plein à tous les salariés de plus de 60 ans en distinguant, si possible, les sommes correspondant à chaque année d'âge comprise entre 60 et 65 ans ; 2° quel est le montant des indemnités de chômage (aides publiques et allocation de chômage de l'Unedic) actuellement servies à l'ensemble des chômeurs en précisant le nombre de chômeurs secourus ; 3° s'il envisage à cet égard de faire une distinction, si possible, entre chômeurs de moins de 60 ans et de plus de 60 ans.

4229. — 20 février 1969. — **M. Ebernard Lafay** signale à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que, depuis la suppression de la carte d'économiquement faible l'attention de son administration a été appelée à plusieurs reprises sur la nécessité qui s'attache à l'institution d'une carte spéciale qui serait attribuée aux personnes titulaires de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité et leur permettrait d'obtenir sur production de cette justification les avantages qui étaient antérieurement accordés aux économiquement faibles. Après s'être montrés nettement opposés à la création d'une telle carte les départements ministériels intéressés semblent opérer un revirement de doctrine et prendre conscience de l'intérêt présentée par l'octroi aux bénéficiaires de l'allocation supplémentaire d'un titre leur donnant le moyen d'attester de leur qualité. En raison des délais importants qui se sont déjà écoulés et qui ont considérablement retardé le règlement de cette question, il lui saurait gré des initiatives qu'il serait à même de prendre pour que les ultimes études que peut encore requérir la mise au point des modalités de délivrance d'une carte de solidarité soient menées avec la plus grande célérité et il lui demande s'il peut lui confirmer que tous les avantages accordés aux économiquement faibles seront attachés à la possession de cette carte.

4232. — 20 février 1969. — **M. Mondon** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que le conseil national de la fonction hospitalière avait le 11 juillet 1968 retenu un projet de décret relatif au personnel cadre des établissements publics d'hospitalisation. Il lui demande à quelle date il pense que paraîtra ce texte dont la parution au *Journal officiel* avait été prévue pour la fin d'octobre 1968.

4236. — 20 février 1969. — **M. Pierre Lagorce** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que par lettre 4027 Cc 56 du 11 juillet 1956 **M. le secrétaire d'Etat au travail** et à la sécurité social informait **M. le directeur régional de la sécurité sociale de Bordeaux** qu'il admettait, par extension des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 17 août 1948, qu'il soit attribué des indemnités pour perte de salaire ou de gain en faveur des membres des

conseils d'administration de caisses primaires appelés à siéger au sein des commissions d'aide sociale, lorsque les séances de ces commissions auraient lieu pendant les heures de travail. Mais, la question ayant été posée le 30 juillet 1968 à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** par **M. le directeur régional de la sécurité sociale de Montpellier**, il a été répondu à celui-ci par lettre 6828 Cs 68 du 20 août 1968, qu'il ne pouvait être envisagé d'assurer le remboursement de leurs pertes de salaires ou de gain par les caisses primaires à leurs représentants non administrateurs aux commissions précitées. Or, s'il était possible, à la rigueur, aux caisses primaires de se faire représenter au sein des commissions d'aide sociale par des administrateurs lorsque les conseils comptaient 43 membres, le problème est beaucoup plus difficile sinon insoluble depuis que les ordonnances d'août 1967 les ont réduits à 18 membres. Il est à noter également que la lettre 6828 Cs 68 du 20 août 1968 citée plus haut, précisait en son dernier paragraphe qu'il n'était pas possible de répondre affirmativement à la question posée parce que la solution ainsi envisagée entraînerait pour les organismes une dépense supplémentaire injustifiée. Or, il ne serait pas plus onéreux de rembourser les pertes éventuelles de salaire ou de gain aux représentants non administrateurs qu'à ceux ayant la qualité d'administrateurs puisque de toute façon, les caisses primaires devant se faire représenter au sein des commissions d'aide sociale, si les représentants non administrateurs se refusent en raison des pertes de rémunération qu'ils subissent, force sera bien de déléguer des administrateurs qui, eux, bénéficieront de ces indemnités compensatrices. Il lui demande si, dans ces conditions, il n'estime pas logique de reconsidérer la décision de 1956, étant donné que le contexte dans lequel celle-ci a été prise, se trouve maintenant complètement modifié.

4239. — 20 février 1969. — **M. Abelin** rappelle à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** les dispositions du décret n° 67-658 du 31 juillet 1967, publié au *Journal officiel* du 6 août, page 7893. Ce décret stipule en son article premier : « Les personnels français non titulaires en fonction dans les administrations, services et établissements de l'Etat à l'étranger ou exerçant une activité de coopération technique ou culturelle à l'étranger et rémunérés soit sur le budget général de l'Etat français, soit sur le budget d'une administration, d'un service ou d'un établissement français figurant sur une liste fixée par arrêté conjoint du ministre des affaires étrangères, du ministre des affaires sociales et du ministre de l'économie et des finances bénéficient, s'ils ont été recrutés en France et sont admis à la gratuité du voyage à l'occasion de leurs congés, des dispositions du livre III du code de la sécurité sociale, dans les conditions prévues au présent article ». En outre, il est spécifié, à l'article 6 du même texte : « Le présent décret prendra effet à compter du premier jour du mois qui suivra sa publication au *Journal officiel*. Dans les trois mois qui suivront la date de publication du présent décret, il sera procédé à la diligence des ministères, administrations ou organismes intéressés, à l'immatriculation des agents en fonction à la date visée au précédent alinéa ». Plus de 18 mois se sont écoulés depuis la publication de ce décret qui est censé avoir pris effet depuis le 1^{er} septembre 1967. Or, depuis cette date, la liste prévue à l'article premier n'a toujours pas été publiée et les personnels appelés à bénéficier des dispositions de ce texte se trouvent toujours dans l'attente des décisions les concernant. Il lui demande à quelle date pourra être enfin connue la liste qui permettra la mise en œuvre de ces dispositions réglementaires et à compter de quelle date également, en raison du retard apporté à cette publication, les intéressés pourront prétendre être valablement immatriculés auprès des organismes de sécurité sociale.

AGRICULTURE

4152. — 18 février 1969. — **M. Hébert** appelle l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation des agents des haras, fonctionnaires du service actif, logés dans des locaux appartenant à l'Etat. L'administration des haras attribue des locaux à ses agents sous la forme de concession pour « utilité de service ». Il est en effet hors de doute que les nécessités du service obligent ce personnel à effectuer des heures supplémentaires qui, non compensées ni rémunérées peuvent être estimées, d'ailleurs, à un minimum de 300 heures par an. Un agent des haras ne peut accomplir normalement son service que s'il est logé à proximité de sa fonction, ce qui lui permet d'assurer son service et les gardes qui lui sont imposées ainsi que les services de sécurité et d'incendie. Le logement est incontestablement un accessoire de fonction et il est hors de doute qu'il présente un intérêt certain pour la bonne marche du service. Les nécessités de celui-ci conduisent, d'ailleurs, ces agents à quitter leur logement de fin février au début de juillet pour le séjour en station de monte avec les inconvénients qui en résultent (déménagement à charge, éducation des enfants, etc.). En raison du manque de confort de ces locaux les occupants

n'ont d'ailleurs pas droit à l'allocation de logement si bien que les redevances qui leur sont demandées dépassent le montant des loyers des logements plus confortables occupés dans le secteur privé et ouvrant droit à l'allocation de logement. Le texte réglementaire fixant le montant de la redevance à verser par ces agents n'a semble-t-il pas été communiqué à ceux-ci par leur administration. Actuellement, et compte tenu du refus opposé par un certain nombre de ces agents, l'administration des Domaines a fait procéder à des arrêts sur les traitements et même à des saisies par voie d'huissier. Il lui demande s'il envisage que les logements des haras soient accordés pour « nécessité de service », ce qui entraînerait leur gratuité, celle-ci se justifiant incontestablement par l'intérêt que présente pour ce service, la présence de ce personnel dans les logements administratifs mis à sa disposition.

4155. — 18 février 1969. — **M. Rivierez** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que les fonctionnaires chefs de service de son ministère ont droit, lorsqu'ils sont en fonction dans les départements d'outre-mer, à un congé annuel dans la métropole. Depuis 1964, il est imposé un séjour de 12 mois pleins outre-mer à ces fonctionnaires avant qu'ils puissent bénéficier de leur congé de 6 semaines en métropole et ceci bien qu'une décision du tribunal administratif de Cayenne ait condamné cette décision (cas Lodier, 3 mars 1966). Il lui demande sur quel texte est fondée cette décision de n'accorder le congé des chefs de service en fonction dans les départements d'outre-mer qu'après un séjour effectif de 12 mois dans ceux-ci. Il semble d'ailleurs que de nombreux chefs de service appartenant à d'autres ministères partent en congé tous les ans à la date la plus favorable, compte tenu de leurs obligations familiales et des nécessités de leur service. Il souhaiterait que les congés annuels soient à nouveau fixés comme ils l'étaient avant 1964, c'est-à-dire en tenant compte des obligations familiales du fonctionnaire intéressé et des nécessités de son service.

4164. — 18 février 1969. — **M. Maujolan du Gasset** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que la réglementation sur la vigne prévoit la disparition totale des hybrides pour 1975. Il en résulte, cette année là, l'obligation de reconverter, en Loire-Atlantique, environ 3.000 hectares. Il lui demande s'il n'envisage pas, pour ces terrains, de faire bénéficier les encépagements d'une appellation contrôlée, ou au moins du V. D. Q. S., pour des encépagements qui seraient à définir, par exemple Gamay, ou autres vinifères rouges, qui actuellement sont demandés sur le marché. Et cela, suivant des normes à préciser, avec le concours des organismes professionnels, normes relatives soit aux terrains, dont l'aptitude à la plantation devrait préalablement être vérifiée; soit au vin récolté, qui pourrait être soumis au contrôle qualitatif d'une commission ad hoc. Au vu de ces données, l'administration ayant donné son accord, le viticulteur aurait ainsi la certitude, avant toute plantation, d'obtenir une appellation pour son vin.

4220. — 20 février 1969. — **M. Lucien Richard** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le décret du 21 mai 1955 relatif au marquage des laits pasteurisés conditionnés. En vertu de ce décret les entreprises laitières sont tenues d'indiquer sur l'emballage la date de livraison au détaillant. Ce procédé est une source de confusion pour les consommateurs qui croient que cette date correspond à la limite d'utilisation comme c'est le cas pour les yaourts. Ces entreprises laitières se trouvent aussi, fréquemment, dans l'obligation, pour des raisons commerciales, de reprendre des produits considérés à tort comme périmés par la clientèle, ce qui entraîne pour elle des pertes inutiles et injustifiées. Il lui demande s'il ne pense pas, pour ces diverses raisons, qu'il serait préférable d'indiquer sur l'emballage des laits pasteurisés conditionnés, la date limite d'utilisation, plutôt que la date de livraison.

4227. — 20 février 1969. — **M. Bérard** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'en application de l'article 16 des statuts-types des coopératives agricoles, le sociétaire s'engage, en cas de mutation de propriété ou de jouissance d'une exploitation au litre de laquelle il a pris à l'égard de la coopérative les engagements prévus à l'article 7 des statuts, à transférer ses parts sociales au nouvel exploitant. Il lui demande comment, au cas de vente sur saisie immobilière, la coopérative peut exiger l'application de ces prescriptions impératives. Il précise que les cahiers des charges établis font très rarement mention de cette obligation pratiquement ignorée des officiers ministériels et des auxiliaires de justice.

4230. — 20 février 1969. — **M. Georges Calliau** demande à **M. le ministre de l'agriculture** des informations permettant de déterminer les droits à l'indemnité viagère de départ dans le cas précis suivant: un propriétaire possédait 17 hectares. Il a donné

« à fermes » ses terres à son fils le 10 février 1966. A cette époque, pour percevoir l'indemnité viagère de départ une donation était nécessaire. L'indemnité viagère de départ n'a pas été demandée. Puis ce propriétaire est décédé le 26 juin 1967. La jouissance des terres est revenue à sa veuve. Il lui demande dans quelles conditions cette dernière peut percevoir l'indemnité viagère de départ, et si elle doit consentir un nouveau bail envers le fils. La veuve remplit les conditions d'âge, le fils également et la propriété est sise en Lot-et-Garonne. Il souhaiterait savoir quels sont leurs droits exacts.

4238. — 20 février 1969. — **M. Jacques Barrot** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que la plupart des fédérations de pêche du Massif central (9 sur 11) et, notamment, celle de la Haute-Loire, protestent vigoureusement contre la fixation de l'ouverture de la pêche à la truite au premier samedi de mars au lieu du troisième samedi de février, conformément à la réglementation antérieure. Les membres de ces fédérations estiment que cette mesure n'est aucunement justifiée sur le plan piscicole et qu'elle est d'autant plus inacceptable qu'elle intervient au moment où la taxe piscicole est considérablement augmentée. A l'heure où l'on parle beaucoup de régionalisation, il est surprenant que l'on veuille réaliser une « harmonie » entre les régions, dans un domaine où il convient de tenir compte, avant tout, des conditions locales et des intérêts de chaque région. Il lui demande s'il n'envisage pas de réviser la décision qui a été prise, en fixant l'ouverture de la pêche à la truite, dans le Massif central, à une date conforme au vœu de la grande majorité des pêcheurs.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

4160. — 18 février 1969. — **M. Tisserand** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** la situation des invalides de guerre déportés ou internés de la Résistance demeurant en province et appelés à comparaître devant la commission spéciale des déportés, internés résistants, 139, rue de Bercy, à Paris. Cette catégorie particulièrement méritante d'anciens combattants est ainsi amenée à exposer des frais assez élevés de séjour à Paris, hôtel et restaurant. Or il n'est remboursé que le voyage en chemin de fer en deuxième classe pour le mutilé, outre une allocation de 5 F. Tous les autres frais et ceux de la personne qui doit l'accompagner restent à sa charge. Il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait juste d'attribuer aux intéressés une indemnité forfaitaire calquée sur celle accordée aux fonctionnaires en cas de mission hors de leur résidence.

4205. — 19 février 1969. — **M. de Poulquet** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** s'il ne pourrait étendre aux parents dont les enfants de moins de dix ans tués pendant la guerre ou par des engins de guerre, le bénéfice d'une pension d'ascendants. Ces enfants qui ont obtenu la mention « mori pour la France » auraient à l'heure actuelle un âge qui leur permettrait de venir en aide à leurs parents. Il serait donc souhaitable que leurs parents puissent bénéficier d'une pension.

ARMÉES

4063. — 14 février 1969. — **M. Sauzedde** demande à **M. le ministre des armées**, après avoir pris connaissance avec attention et intérêt de la réponse faite par **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** à sa question écrite n° 2528 du 26 novembre 1968 (*Journal officiel*, débats Assemblée nationale, 25 janvier 1969), s'il peut lui fournir les éléments de réponse à cette question relevant plus spécialement de sa compétence.

4072. — 14 février 1969. — **M. Albert Bignon** expose à **M. le ministre des armées** que les sous-officiers de l'armée de l'air doivent, pour accéder au brevet supérieur des transmissions, effectuer de nombreux stages pour acquérir d'abord le certificat de lecteur au son, le brevet élémentaire d'opérateur radio-télégraphiste, subir de nombreux tests et examens de français, d'anglais, de mathématiques, d'électricité et doivent obtenir dans ces épreuves une note moyenne de 14. Ils peuvent alors être employés comme chef de section radio, télétype, radiotélétype ou du chiffre et peuvent être désignés pour assurer les fonctions de chef de centre des transmissions. Il lui demande alors, compte tenu de ce qui précède, si le brevet du 2^e degré ainsi acquis n'a pas son équivalence dans le service des transmissions de l'armée et si un sous-officier qui en est titulaire ne pourrait pas obtenir un emploi civil de la même spécialité et de la même équivalence et dans quelle condition.

4073. — 14 février 1969. — **M. Albert Bignon** expose à **M. le ministre des armées** qu'un décret publié au *Journal officiel* du 5 janvier 1969 a modifié le décret du 30 septembre 1967 concernant la retenue faite sur les pensions des militaires retraités. L'article 1^{er} de ce décret précise que « le taux de la cotisation des assurances sociales afférentes à la couverture des prestations en nature de l'assurance maladie et précomptée sur le montant des pensions servies aux retraités militaires ou à leur famille dans la limite du plafond prévu à l'article 2 est fixé à 2,75 p. 100 », et l'article 2 dit que ces dispositions prennent effet à compter du 1^{er} octobre 1968. Il s'étonne qu'on ait pu prendre une si grave mesure à la seule rencontre des retraités militaires et qu'on lui ait donné un effet rétroactif alors est traditionnellement admis que les textes concernant les pensions ne peuvent avoir de ces effets sans qu'une loi le précise expressément. Il lui demande donc compte tenu du grand malaise ainsi créé parmi les retraités militaires, s'il n'entend pas revoir ce problème pour lui trouver une solution plus juste et plus humaine.

4077. — 14 février 1969. — **M. Alain Tarrenoire** expose à **M. le ministre des armées** que le « bang » super-sonique, lié au vol des avions militaires modernes, cause des désagréments graves aux populations des régions survolées. Tel est le cas en particulier dans le département de la Loire où les « bangs » deviennent de plus en plus fréquents. Il souhaiterait savoir s'il n'est pas possible d'imposer aux appareils des plans de vol ayant pour effet d'interdire les vols super-soniques au-dessus des zones ayant une haute densité de population. Les déflagrations brutales provoquées par ces phénomènes sonores sont également génératrices de dommages causés aux biens et parfois même aux personnes. Il lui demande quelles mesures sont prévues pour l'indemnisation des victimes de ces phénomènes.

4091. — 15 février 1969. — **M. Poudevigne** expose à **M. le ministre des armées** que les agents contractuels des établissements de matériel classés en catégorie 6 C, ont été titularisés par un décret du 28 juin 1965. Des promesses avaient été faites aux agents des catégories 5 C, en vue de leur titularisation. Il lui demande à quelle date cette titularisation, promise à l'annexe III des accords de Grenelle, sera acquise.

4172. — 19 février 1969. — **M. Marcel Houël** expose à **M. le ministre des armées** qu'il vient d'être saisi par l'association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre — travailleurs de l'Etat, — des revendications suivantes à la suite des menaces de fermeture qui pèsent sur certains établissements de l'Etat et notamment de transfert à Tarbes de l'arsenal de Lyon au cours de l'année 1970 : 1^o maintien de la retraite anticipée sans condition d'âge avec jouissance immédiate après 15 ans de service ; 2^o attribution du diplôme de reconnaissance aux anciens d'Afrique du Nord qui remplissent les conditions afin qu'ils bénéficient des mêmes avantages que les anciens combattants d'Indochine et de Corée ; 3^o retraite anticipée avec jouissance immédiate dans le cas de fermeture de l'établissement, pour ceux qui ont 15 ans de service dans l'établissement ; 4^o bénéfices de la campagne double aux anciens d'Afrique du Nord. Il lui demande quelles mesures compte prendre le Gouvernement en vue de donner satisfaction à cette catégorie d'anciens combattants.

4180. — 19 février 1969. — **M. Albert Bignon** expose à **M. le ministre des armées** qu'à la suite du refus des autorités qualifiées de proposer des candidats soit pour la Légion d'honneur soit pour l'Ordre national du mérite cependant titulaires de titres de guerre « postérieurs » il lui avait posé le 31 octobre 1968 la question suivante : « 2013. — **M. Bignon** demande à **M. le ministre des armées** s'il peut donner une définition précise des titres et des faits de guerre. Il lui demande notamment : 1^o ce qu'est un titre de guerre et quelle différence il y a entre les titres de guerre et les faits de guerre ; 2^o si la croix du combattant volontaire constitue ou non un titre de guerre valable éventuellement comme titre postérieur lorsque cette qualification a été accordée après la médaille militaire ou après la croix de la Légion d'honneur ». A cette question il lui a répondu le 22 novembre 1968 : « 1^o L'expression « titres de guerre », consacrée par l'usage et diverses dispositions réglementaires, désigne la blessure de guerre, la croix de la Libération, la citation avec croix de guerre ou de la valeur militaire, la médaille de la Résistance, la médaille des évadés, la croix du combattant volontaire de la guerre 1914-1918 ou de la guerre 1939-1945. Deux de ces titres sont plus particulièrement désignés sous le vocable « faits de guerre » et il ne s'agit alors que de la blessure de guerre ou de la citation à l'Ordre ayant entraîné l'attribution corrélatrice de la croix de guerre ou de la croix de la valeur militaire ; 2^o la croix du combattant volontaire obtenue après l'attribution de la médaille

militaire ou de la croix de la Légion d'honneur constitue un « titre de guerre postérieur ». Forts de cette réponse qui précise que la « croix du combattant volontaire » obtenue, après l'attribution de la médaille militaire, constitue un « titre de guerre postérieur », un certain nombre de sous-officiers en retraite ont adressé une nouvelle demande aux autorités chargées des propositions et se sont vu répondre de nouveau que les seuls titres de guerre reconnus comme « titres postérieurs » en application de la C. M. n° 23400/SD/CAB Déco du 14 juin 1968 étaient les blessures de guerre et les citations pour toute proposition pour la croix de la Légion d'honneur et que la « croix du combattant volontaire » obtenue après la médaille militaire n'était pas considérée comme titre valable dans les deux titres postérieurs exigés par la C. M. précitée pour toute proposition pour la croix de la Légion d'honneur. Il y a là, semble-t-il, une contradiction évidente et il lui demande s'il n'est pas dans ses intentions d'apporter un rectificatif à cette circulaire au moins pour les propositions à établir en fin de l'année 1969.

4194. — 19 février 1969. — **M. Mainguy** expose à **M. le ministre des armées** qu'en réponse à la question écrite n° 2816 (*Journal officiel*, Débats A. N., du 18 janvier 1969, page 134), **M. le ministre de l'économie et des finances** a fait connaître qu'une partie des ressources des caisses d'allocations familiales est affectée à un compte d'action sanitaire et sociale sur lequel sont prélevées des prestations extra-légales et notamment les allocations octroyées par certaines caisses pour des enfants de plus de vingt ans poursuivant leurs études. Il lui demande si, compte tenu des relèvements des cotisations des affiliés, le compte d'action sanitaire et sociale de la caisse nationale militaire de sécurité sociale ne pourrait pas octroyer de telles allocations pour les enfants de militaires ou d'anciens militaires qui poursuivent leurs études au-delà de vingt ans.

4210. — 20 février 1969. — **M. Bourdelles** demande à **M. le ministre des armées** si, en considération du montant très faible des ressources des retraités, pensionnés et veuves de militaires et marins de l'Etat, ainsi que des difficultés dues à l'augmentation constante du coût de la vie, il n'est pas possible d'envisager le paiement mensuel des retraites et pensions, en remplacement du paiement trimestriel qui est appliqué actuellement et qui oblige souvent les bénéficiaires de pensions et retraites à contracter des emprunts en attendant l'échéance trimestrielle.

ECONOMIE ET FINANCES

4049. — 14 février 1969. — **M. Barberot** se référant à la réponse donnée à la question écrite n° 1599 (*Journal officiel*, Débats Assemblée nationale du 28 décembre 1968, p. 5793) expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les termes de cette réponse appellent plusieurs observations. D'une part, en effet, à la suite des majorations du taux de la T. V. A. applicable à compter du 1^{er} janvier 1969, le taux de 13 p. 100 étant porté à 15 p. 100 (taux réel 17,647 p. 100, il semble difficile de considérer que la charge fiscale indirecte n'a pas été sensiblement aggravée, pour les établissements qui hébergent des personnes âgées, par la substitution de la T. V. A. à la taxe locale sur le chiffre d'affaires et, éventuellement, aux taxes communales et départementales sur les locaux loués en garnis. Il s'agit, en général, d'établissements qui ne réalisent pas des investissements importants et pour lesquels, par conséquent, la possibilité de déduire du montant de la taxe dont ils sont redevables celle qui a grevé leurs acquisitions de biens, n'a qu'une incidence relativement faible. Enfin il semble anormal, ainsi qu'il était déjà signalé dans la question n° 1599, que les personnes âgées disposant de faibles ressources soient assujetties au paiement, sur leur modeste pension, d'une taxe aussi élevée en pourcentage que celle appliquée aux clients des hôtels. Il lui demande s'il n'estime pas possible et équitable d'insérer, soit dans une prochaine loi de finances rectificative, soit dans le projet de loi de finances pour 1970, une disposition permettant d'alléger la charge fiscale supportée par ces personnes âgées, hébergées dans des maisons de retraite, lorsqu'elles ne sont pas imposables à l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

4051. — 14 février 1969. — **M. Barberot** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, depuis le 1^{er} janvier 1969, les opérations de vente, de commission et de courtage portant sur les véhicules automobiles d'occasion sont passibles de la T. V. A. au taux majoré de 25 p. 100, soit au taux réel de 33 1/3 p. 100. La voiture d'occasion se trouve ainsi assimilée à un produit de grand luxe alors qu'elle constitue bien souvent un outil indispensable de travail et un moyen d'évasion pour les familles les plus modestes. Cette imposition exceptionnelle, en aggravant le prix du marché régulier, risque de provoquer le développement d'un commerce parallèle échappant à tout contrôle et d'accroître, par là-même, les dangers de la circulation, par suite de la présence sur les routes

de voitures ne présentant pas des garanties suffisantes de sécurité. Il lui demande si, pour ces diverses raisons, il n'envisage pas de réduire le taux de la T. V. A. applicable pour les ventes de véhicules automobiles d'occasion.

4052. — 14 février 1969. — M. Michel Durafour rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que, depuis le 1^{er} janvier 1969, les opérations de vente, de commission et de courtage portant sur les véhicules automobiles d'occasion sont passibles de la T. V. A. au taux majoré de 25 p. 100, soit au taux réel de 33 1/3 p. 100. La voiture d'occasion se trouve ainsi assimilée à un produit de grand luxe alors qu'elle constitue bien souvent un outil indispensable de travail et un moyen d'évasion pour les familles les plus modestes. Cette imposition exceptionnelle, en aggravant le prix du marché régulier, risque de provoquer le développement d'un commerce parallèle échappant à tout contrôle et d'accroître, par là-même, les dangers de la circulation, par suite de la présence sur les routes de voitures ne présentant pas des garanties suffisantes de sécurité. Il lui demande si, pour ces diverses raisons, il n'envisage pas de réduire le taux de la T. V. A. applicable pour les ventes de véhicules automobiles d'occasion.

4053. — 14 février 1969. — M. Chazalon rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que, depuis le 1^{er} janvier 1969, les opérations de vente, de commission et de courtage portant sur les véhicules automobiles d'occasion sont passibles de la T. V. A. au taux majoré de 25 p. 100, soit au taux réel de 33 1/3 p. 100. La voiture d'occasion se trouve ainsi assimilée à un produit de grand luxe alors qu'elle constitue bien souvent un outil indispensable de travail et un moyen d'évasion pour les familles les plus modestes. Cette imposition exceptionnelle, en aggravant le prix du marché régulier, risque de provoquer le développement d'un commerce parallèle échappant à tout contrôle et d'accroître, par là-même, les dangers de la circulation, par suite de la présence sur les routes de voitures ne présentant pas des garanties suffisantes de sécurité. Il lui demande si, pour ces diverses raisons, il n'envisage pas de réduire le taux de la T. V. A. applicable pour les ventes de véhicules automobiles d'occasion.

4054. — 14 février 1969. — M. Abelin demande à M. le ministre de l'économie et des finances si, en raison des difficultés presque insurmontables que rencontrent les contribuables assujettis à la T. V. A., du fait de l'application, dans une même entreprise, de quatre et cinq taux différents, il n'envisage pas de mettre à l'étude la possibilité de ramener le nombre de ces taux à deux au maximum, faute de quoi, les redevables craignent de ne pouvoir présenter, à l'avenir, aux inspecteurs vérificateurs, une comptabilité régulière, malgré le soin qu'ils apportent à la tenue des pièces nécessaires à la rédaction des déclarations, des erreurs importantes pouvant être commises de bonne foi.

4055. — 14 février 1969. — M. Abelin expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les artisans travaillant seuls ne peuvent bénéficier de la décade spéciale visée à l'article 19-3 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966, du fait que le montant de leurs bénéfices, augmenté des charges sociales obligatoires, n'atteint pas 35 p. 100 du chiffre d'affaires global annuel, alors que ce pourcentage est plus facilement atteint par les artisans employeurs de main-d'œuvre. Ainsi l'artisan qui a les moyens les plus réduits se trouve pénalisé, son prix de revient étant plus élevé, par suite de l'incidence de la T. V. A., que celui de l'artisan employeur. Il lui demande s'il ne serait pas possible, pour mettre fin à cette situation inéquitable, de ramener le pourcentage visé ci-dessus de 35 à 20 p. 100 lorsqu'il s'agit d'artisans travaillant seuls.

4056. — 14 février 1969. — M. Abelin expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il apparaît contraire aux principes qui ont présidé à l'institution de la T. V. A. d'exclure du droit à déduction un certain nombre de biens ou de dépenses contribuant cependant à la production d'une opération passible de la T. V. A. Il en est ainsi, notamment : 1° des voitures de tourisme utilisées pour les besoins de la profession (cas des petites entreprises qui ne disposent pas de moyens financiers nécessaires pour acquérir un véhicule utilitaire et un véhicule de tourisme) ; 2° des frais de déplacements, de repas, d'hôtels ; 3° du carburant utilisé dans les véhicules servant au transport des marchandises et des personnes ; du mazout utilisé par les boulangers qui ne peuvent déduire la T. V. A. incluse dans le prix d'achat, alors que ceux utilisant le gaz et l'électricité peuvent le faire. Il lui demande s'il n'envisage pas de mettre fin à cette situation anormale.

4057. — 14 février 1969. — M. Abelin demande à M. le ministre de l'économie et des finances si, en raison de l'augmentation du coût de la vie constatée en 1968, il n'envisage pas de prévoir, pour l'exercice 1968, un relèvement des plafonds des chiffres d'affaires annuels en dessous desquels les contribuables peuvent être soumis à un régime d'imposition forfaitaire, tant en matière de B. I. C. qu'en matière de taxes sur le chiffre d'affaires.

4058. — 14 février 1969. — M. Abelin demande à M. le ministre de l'économie et des finances si, en vue d'alléger la trésorerie du petit et moyen commerce et de l'artisanat qui se trouvent actuellement placés devant de sérieuses difficultés financières, il ne serait pas possible d'envisager la suppression de la règle du décalage d'un mois pour toutes les déductions, aussi bien physiques que financières, opérées en matière de T. V. A.

4059. — 14 février 1969. — M. Abelin expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la plupart des contribuables soumis au forfait B. I. C. rencontrent des difficultés considérables pour remplir les formalités, de plus en plus complexes, qui leur sont imposées. C'est ainsi, notamment, qu'il leur est pratiquement impossible de déposer, avant le 31 janvier, la déclaration n° 951. Il convient de noter que, dans la plupart des cas, les factures pour les marchandises achetées en décembre ne parviennent aux redevables au plus tôt que le 15 du mois suivant et les commissions en février et mars. Il est donc matériellement impossible d'arrêter valablement l'exercice dans les délais actuellement prévus. Il lui demande s'il n'envisage pas d'aligner le délai prévu pour cette déclaration sur ceux qui sont consentis dans les autres pays de la C. E. E., le dépôt des déclarations étant exigible à partir du 31 janvier, mais pouvant être effectué jusqu'au 31 mai.

4061. — 14 février 1969. — M. Abelin demande à M. le ministre de l'économie et des finances : s'il peut lui fournir les renseignements suivants concernant la T. V. A. incorporée dans les stocks de marchandises cédés par un redevable forfaitaire à son successeur dans un fonds de commerce : a) comment la taxe doit être reversée au Trésor ; b) dans quelles conditions le successeur peut déduire la taxe ; 2° s'il peut lui fournir les mêmes renseignements concernant la taxe incorporée dans le stock laissé à un gérant libre par le propriétaire d'un fonds de commerce.

4062. — 14 février 1969. — M. Abelin demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il peut lui fournir les renseignements suivants, dans le cas de vente de matériel d'exploitation par un propriétaire, moins de cinq ans après son acquisition : 1° comment la taxe doit être reversée au Trésor, compte tenu du nombre d'années écoulées depuis l'acquisition ; 2° quelle est la situation de l'acheteur de ce matériel par rapport à la T. V. A.

4067. — 14 février 1969. — M. Christian Bonnet demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il ne lui paraîtrait pas souhaitable que les artisans atteints d'une incapacité de travail puissent employer un compagnon supplémentaire pendant la durée de cette incapacité, sans perdre le bénéfice des dispositions de l'article 1649 du code général des impôts relatif à la définition de l'artisan fiscal.

4081. — 14 février 1969. — M. Duhamel expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'application de la T. V. A. au taux majoré de 25 p. 100 aux opérations portant sur les véhicules automobiles d'occasion risque d'avoir des conséquences très regrettables, tant sur le plan social, que du point de vue de la sécurité routière. Il apparaît anormal d'assimiler la voiture d'occasion à un produit de grand luxe, alors que, la plupart du temps, elle constitue un outil de travail indispensable et qu'elle répond aux besoins des familles les plus modestes qui n'ont pas les moyens de se procurer une voiture neuve. L'aggravation des prix résultant de l'application de la T. V. A. au taux le plus élevé risque de réduire considérablement l'activité des entreprises pratiquant le commerce de la voiture particulière d'occasion et de donner lieu au développement d'un commerce parallèle échappant à tout contrôle, aussi bien sur le plan fiscal que sur le plan de la sécurité routière. Il lui demande s'il peut lui préciser ses intentions en ce qui concerne une révision du taux de la T. V. A. applicable aux voitures automobiles d'occasion.

4082. — 14 février 1969. — M. Duhamel expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'en vertu de l'article 11-IV de la loi n° 64-1279 du 23 décembre 1964, les revenus que pourraient produire les logements dont les propriétaires se réservent la

jouissance ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Cependant, ces mêmes revenus ne sont pas considérés, par l'administration, comme faisant partie des « revenus expressément exonérés de I. R. P. P. par une disposition particulière », visés à l'article 168, paragraphe 3, dernier alinéa du code général des impôts, dont le montant peut être déduit de la base d'imposition forfaitaire déterminée par application du barème prévu au paragraphe 1^{er} dudit article. Ainsi les contribuables soumis au régime d'imposition forfaitaire d'après les signes extérieurs du revenu, défini à l'article 168 du code général des impôts, sont assujettis au paiement de l'impôt sur un revenu égal à 3 ou 5 fois la valeur locative de leur résidence principale, alors que les contribuables soumis au régime de droit commun bénéficient d'une exonération totale d'impôt sur le revenu de leur résidence principale. Il y a là une contradiction qu'il serait souhaitable de faire cesser, en modifiant au besoin l'article 168 du code général des impôts. Il serait nécessaire d'autre part que, dans le cas d'un propriétaire foncier, possédant un patrimoine immobilier ancien, l'administration tiennne compte, pour apprécier l'importance du train de vie réel du contribuable, de la fraction importante des revenus fonciers qui doit être consacrée à l'entretien et aux réparations des immeubles composant ce patrimoine. Enfin il convient de noter que le chiffre de 15.000 F, prévu à l'article 168, paragraphe 1^{er}, du code général des impôts, qui constitue le seuil à partir duquel peut être appliquée l'évaluation forfaitaire du revenu imposable, a été fixé par l'ordonnance n° 59-246 du 4 février 1959 et qu'il serait équitable de revaloriser ce chiffre en fonction de l'évolution des prix intervenue depuis 10 ans. Il lui demande s'il n'a pas l'intention d'introduire dans le projet de loi portant réforme de l'I. R. P. P., qui est actuellement en préparation, une disposition modifiant l'article 168 du code général des impôts dans le sens des diverses considérations développées ci-dessus.

4086. — 14 février. — **M. Chapalain** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les ventes par des garagistes de voitures automobiles d'occasion sont imposables, à compter du 1^{er} janvier 1969, au taux de 25 p. 100. Or, ces véhicules neufs ont déjà subi, pour la totalité de leur valeur, la taxe de 25 p. 100. Si donc aucune modification ni travaux n'interviennent sur ces véhicules, ils seront finalement imposés à un taux, en tout, qui dépassera de loin le taux de 25 p. 100, ce qui est contraire au principe même de base de la T. V. A. En outre, la vente de véhicules d'occasion par les particuliers n'étant pas imposable, cette opération tendra à se généraliser, sous une forme ou sous une autre, faisant ainsi échapper au Trésor des taxes importantes. Mais ce qui est plus grave, cette vente se fera souvent sans garantie de professionnels, ce qui est dangereux pour la sécurité publique. Il demande donc s'il entend revoir cette situation de toute urgence en revenant soit à l'exonération totale, soit à l'imposition au plus de la différence entre la valeur de revente et celle de reprise par le garagiste.

4087. — 15 février 1969. — **M. Jacques Barrot** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** : 1° s'il est exact qu'un projet de décret relatif aux mesures transitoires concernant le statut du personnel et des internes des hôpitaux publics de villes devenus sièges de facultés ou écoles nationales de médecine, a été transmis à ses services ; 2° à quelle date cette transmission a été faite ; 3° si ses services ont donné un avis sur ce projet de décret et à quelle date ; 4° dans la négative, pour quelles raisons ses services n'ont pas fait davantage diligence et bloquent ainsi la mise en route de la réforme hospitalo-universitaire dans plusieurs villes telles que Brest et Nice.

4089. — 15 février 1969. — **M. de Montesquieu** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il apparaît nécessaire, dans un souci d'équité, de reviser les règles d'imposition des pensions de vieillesse. Alors qu'à l'époque de la retraite le contribuable se trouve souvent privé d'une grande partie de ses moyens de subsistance, tandis que ses charges de logement, de nourriture, d'habillement demeurent les mêmes, il doit subir sur le montant de sa pension des impôts très lourds. Une proportion de 80 p. 100 de cette pension est en effet comprise dans le revenu imposable, et, si l'intéressé dispose de certains revenus mobiliers, c'est le total des revenus et de la pension qui détermine le coefficient d'imposition de l'ensemble. Le retraité n'a pas la faculté d'opter, comme cela existe pour les revenus de capitaux, entre l'imposition selon les règles de droit commun et un prélèvement forfaitaire de 25 p. 100 sur la partie imposable de sa retraite. Il lui demande s'il n'envisage pas d'insérer, dans le projet de loi portant réforme de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, qui est actuellement en préparation, des dispositions ayant pour objet d'alléger, de façon notable, les charges fiscales imposées aux retraités et de permettre à ceux-ci de se libérer, s'ils le désirent, de l'obligation de faire une déclaration annuelle, en optant pour une imposition forfaitaire.

4102. — 15 février 1969. — **M. Ansquer** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 62 de la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967 prévoit qu'une taxe locale d'équipement établie sur la construction, la reconstruction et l'agrandissement des bâtiments de toute nature peut être instituée par délibération du conseil municipal. La décision prise pour l'institution de cette taxe est valable pour une durée de trois ans minimum. L'article 67 de la même loi fixe que pour la même catégorie de constructions le taux est uniforme pour l'ensemble du territoire communal. Il est regrettable, s'agissant des communes rurales, qu'il ne soit pas possible de dissocier le périmètre d'agglomération de la zone proprement rurale. En effet, le conseil municipal peut estimer qu'il est très souhaitable d'assujettir la partie agglomérée et les nouveaux groupes d'habitation à implanter en bordure des agglomérations à ladite taxe car ces zones entraînent réellement des dépenses d'équipement supplémentaires. Par contre, il peut apparaître que les zones rurales étant généralement déjà équipées et l'implantation de nouveaux bâtiments dans des exploitations agricoles n'entraînant pas d'équipements nouveaux, qu'il est peu souhaitable d'assujettir les zones rurales à la même taxe locale d'équipement que les zones agglomérées. Il lui demande, en conséquence, s'il envisage, en accord avec son collègue **M. le ministre de l'intérieur**, une modification de l'article 67 précité, de telle sorte que les municipalités aient le choix d'assujettir à la taxe locale d'équipement soit l'ensemble du territoire communal, soit seulement la partie agglomérée.

4116. — 17 février 1969. — **M. Mondon** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les sociétés coopératives agricoles de forme civile, ainsi que leurs unions de forme civile, ont la possibilité, aux termes de l'ordonnance n° 68-813 du 26 septembre 1967, de se transformer en sociétés coopératives de forme commerciale (S. A. R. L. ou S. A.). Ces sociétés de forme commerciale ont la possibilité d'effectuer des opérations avec des non-sociétaires dans la limite du tiers de leur volume d'activité (celle limite étant cantonnée à 25 p. 100 pour les sociétés coopératives de forme civile). Dans la mesure où ces sociétés de forme commerciale sont imposables à la patente (totalement ou au prorata des opérations qu'elles effectuent avec des non-sociétaires), il lui demande sous quelles rubriques elles sont soumises à cette contribution, lorsqu'elles réalisent simultanément, dans des établissements distincts ou non, les activités suivantes : 1° collecte du lait ; 2° transformation du lait en beurre, yaourt, poudre de lait, fromage, aliment du bétail, huile de beurre, lait de consommation pasteurisé ou stérilisé, lait concentré, pâtes fraîches et, en général, tout produit laitier fini ; 3° fabrication de cidre, de jus de pommes et d'alcool ; 4° approvisionnement des sociétaires en produits nécessaires à leur exploitation agricole.

4117. — 17 février 1969. — **M. Mondon** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les sociétés coopératives agricoles de forme civile, ainsi que leurs unions de forme civile, ont la possibilité, aux termes de l'ordonnance n° 67-813 du 26 septembre 1967, de se transformer en sociétés coopératives de forme commerciale (S. A. R. L. ou S. A.). Ces sociétés de forme commerciale ont la possibilité d'effectuer des opérations avec des non-sociétaires dans la limite du tiers de leur volume d'activité (celle limite étant cantonnée à 25 p. 100 pour les sociétés coopératives de forme civile). Il lui demande quel est le régime de l'imposition à la patente des sociétés coopératives de forme commerciale : 1° lorsqu'elles n'effectuent aucune opération avec des non-sociétaires et qu'elles fonctionnent conformément aux dispositions législatives et réglementaires qui les régissent ; 2° lorsqu'elles effectuent des opérations avec des non-sociétaires dans la limite du tiers de leur volume d'activité et qu'elles fonctionnent conformément aux dispositions législatives et réglementaires qui les régissent ; 3° lorsqu'elles effectuent des opérations avec des non-sociétaires dans une proportion qui excède le tiers de leur volume d'activité, tout en fonctionnant par ailleurs, conformément aux dispositions législatives et réglementaires qui les régissent ; 4° même question que sous 1°, 2° et 3°, lorsque les sociétés coopératives de forme commerciale ne fonctionnent pas conformément aux dispositions législatives et réglementaires qui les régissent. Il est rappelé que le régime d'imposition à la patente des sociétés coopératives agricoles et leurs unions est déterminé par les dispositions de l'article 1454-4° du code général des impôts, dont le texte est antérieur à celui de l'ordonnance du 26 septembre 1967.

4119. — 17 février 1969. — **M. Durieux** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le plafond de l'allocation-logement a été fixé à 390 francs depuis le 1^{er} juillet 1966. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait nécessaire que cette somme soit sensiblement relevée afin de la mettre en rapport avec l'augmentation du coût de la construction depuis cette date.

4120. — 17 février 1969. — **M. Durieux** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 2 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite fixe au 1^{er} décembre 1964 la date à laquelle entrent en vigueur les dispositions prévues par ce texte. Il lui précise que, de ce fait, les fonctionnaires anciens combattants qui ont obtenu leur retraite avant cette date bénéficient d'une bonification de campagne dont sont exclus ceux qui ont cessé leur activité depuis le vote de la loi. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait désirable qu'il prenne l'initiative de présenter au Parlement un projet de loi tendant à supprimer une discrimination qui n'a d'autre justification que d'être réglementaire.

4137. — 18 février 1969. — **M. Boutard** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il ne conviendrait pas, à l'avenir, d'établir une distinction entre la rémunération à la vacation et la rémunération d'un travail effectué à temps partiel, notions qui sont habituellement confondues. Selon la définition du B.I.T. approuvée par toutes les organisations syndicales : « il s'agit d'un travail effectué de façon régulière et volontaire pendant une durée plus courte que la durée normale ». Cette notion est totalement différente de celle de la vacation qui caractérise un travail occasionnel. Il semble que de nombreux travailleurs qui effectuent un travail régulier à temps partiel, pour l'Etat ou les collectivités locales, soient considérés comme des vacataires et perdent de ce fait les droits qui découlent d'un travail régulier.

4139. — 18 février 1969. — **M. Bernard Stasi** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** les deux cas suivants : 1° M. X fait donation à son fils d'une maison et se réserve un droit d'habitation sur deux pièces de cette maison et le droit de retour conventionnel. Il interdit en outre au donataire d'aliéner l'immeuble donné sans son consentement exprès et par écrit ; 2° M. Y procède à un échange d'immeubles ruraux exempt de droits en application de l'article 37 du code rural. Il cède une parcelle qui lui provient d'une donation qui lui a été consentie par son père, avec réserve de droit de retour et interdiction d'aliéner. Cette parcelle est louée. A l'acte notarié interviennent : a) le père de Y qui consent à ce que droit de retour et interdiction d'aliéner soient reportés par voie de subrogation réelle sur la parcelle reçue en échange de Y ; b) le fermier qui consent au report de son bail. Il lui demande si les réserves contenues dans la donation (premier cas) et les interdictions (deuxième cas) sont des conditions indépendantes donnant lieu à la perception du droit d'enregistrement relatif aux actes innommés (50 francs actuellement) ou si ces stipulations ne sont pas plutôt des conditions dépendantes que ne devraient donner ouverture par elles-mêmes à la perception d'aucun droit, puisqu'elles sont la condition de la donation (premier cas) et nécessaires pour la validité de l'échange (deuxième cas).

4140. — 18 février 1969. — **M. Bernard Stasi** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que la loi de finances pour 1969 ayant, dans son article 2, remplacé les diminutions et augmentations d'impôts variables appliquées aux revenus de 1967 par un système de réductions progressives et de majorations progressives, lesquelles sont fonction du montant des cotisations, il en résulte que pour les ménages où les deux époux disposent de revenus imposables de même ordre de grandeur, le système institué les pénalise par rapport à deux personnes physiques qui, vivant en concubinage, feraient deux déclarations séparées. C'est ainsi, par exemple, que deux personnes physiques disposant de revenus tels que le montant de chaque cotisation s'élève à 5.000 francs doivent verser, compte tenu de la réduction de 2 p. 100 appliquée à chacune de ces cotisations, une somme globale de 9.800 francs. De leur côté, deux personnes mariées ayant des revenus tels que le montant de leur cotisation globale s'élève à 10.000 francs, ont à verser, compte tenu de la majoration de 8 p. 100, une somme de 10.800 francs. Il lui demande ce qu'il envisage de faire pour que, dans l'hypothèse envisagée, les époux ne soient pas pénalisés par rapport à deux personnes physiques qui, vivant en concubinage, ont la possibilité de faire deux déclarations de revenus séparées.

4141. — 18 février 1969. — **M. Bernard Stasi** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'anomalie qui consiste à faire dépendre le montant de l'impôt sur le revenu du mode de déclaration utilisé et non du revenu du contribuable. C'est ainsi que des pères de famille groupant sur une déclaration unique leur propre salaire et ceux des enfants mineurs vivant sous leur toit se trouvent lourdement pénalisés, la somme qui leur est réclamée étant très largement supérieure à celle qu'aurait eu à payer l'ensemble de la famille si une déclaration avait été faite par chacun de ses membres. Afin d'éviter que des contribuables ne soient ainsi pénalisés, il lui demande s'il ne

serait pas possible de donner des instructions pour que soit systématiquement appliqué le barème le plus avantageux. Du moins paraît-il opportun qu'une note claire et concise précise aux contribuables le mode de déclaration qu'ils doivent utiliser pour ne pas subir cette pénalisation.

4143. — 18 février 1969. — **M. Jean-Pierre Roux** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les mesures d'encadrement du crédit, parfaitement justifiées dans leur principe, pourraient sans doute, sur certains points et dans certains cas, être plus précisément adaptées à la conjoncture de ce début d'année. Sans perdre de vue que la défense du franc impose à tous des sacrifices, sans oublier non plus qu'une économie en convalescence demande légitimement des attentions particulières, il lui demande notamment : 1° s'il ne serait pas possible de proportionner, en cas de besoin, les plafonds d'escompte des entreprises au niveau de leur activité, de façon à permettre l'expansion régulière de celle-ci, expansion qui contribuerait à la solidité de notre économie ; 2° si les échéances des avances exceptionnelles de trésorerie de la Banque de France ne pourraient être progressées pour les entreprises qui administreraient la preuve que ces avances ont bien été utilisées à leur seul objet prévu et que la situation particulière de leur branche d'activité justifie ce report ; 3° si le régime des obligations cautionnées ne pourrait pas être assoupli, sélectivement au besoin, et s'il ne serait pas utile, en tout état de cause, de faire connaître plus largement les avantages de cette procédure ; 4° s'il ne serait pas utile de procéder, aussitôt que la situation générale le permettrait, à une réduction des taux d'intérêts, quand bien même celle-ci ne serait que d'un demi-point.

4156. — 18 février 1969. — **M. Rivierez** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur une décision obligeant les fonctionnaires dépendant du ministère de l'Agriculture en service dans des départements d'outre-mer à voyager en classe économique lorsqu'ils empruntent la voie aérienne à l'occasion de leur congé administratif, même lorsqu'ils appartiennent aux groupes I et II. Il lui rappelle, à cet égard, le texte du paragraphe 5 de l'article 8 du décret n° 47-2412 du 31 décembre 1947, toujours en vigueur, et ainsi rédigé : « les frais de voyage, à l'aller et au retour de l'intéressé et de sa famille, à l'occasion du congé, sont à la charge du budget de l'Etat dans les conditions prévues par la réglementation sur les frais de déplacement ». L'article 10 du même décret prévoyait que le régime des frais de déplacement fixé par le décret du 4 octobre 1945 et les textes qui l'ont modifié était applicable aux fonctionnaires de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer. Ce décret du 4 octobre 1945 a été abrogé par l'article 45 du décret du 21 mai 1953 qui régit encore actuellement le régime des frais de déplacement des fonctionnaires des D.O.M.. Or, l'article 6, paragraphe C (voyages par voie aérienne) de ce décret prévoit que les agents classés dans les groupes III et IV voyagent dans la classe la moins élevée, si la ligne comprend plusieurs classes. Il s'ensuit, a contrario, que les fonctionnaires classés dans les groupes I et II peuvent voyager en première classe, quand la ligne comprend deux classes. Il lui demande en vertu de quel texte a été suspendue l'application des prescriptions du paragraphe 5 de l'article 8 du décret du 31 décembre 1947 aux fonctionnaires du ministère de l'Agriculture en service dans les D.O.M. appartenant aux groupes I et II, étant donné que le décret du 21 mai 1953 dont les dispositions, à cet égard, viennent d'être rappelées, régit toujours le régime des frais de déplacement des fonctionnaires des D.O.M.

4162. — 18 février 1969. — **M. Durieux** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le revenu des valeurs mobilières à revenu fixe ouvre droit à un abattement uniforme fixé à 500 F sur le montant de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait à la fois plus logique et plus équitable que cet abattement soit proportionnel au nombre de parts dont disposent les contribuables assujettis à l'I.R.P.P.

4177. — 19 février 1969. — **M. Poniatowski** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les dispositions que doivent prendre les administrations hospitalières en vue de la protection sanitaire de leur personnel, ont été définies par l'arrêté interministériel du 29 juin 1960, pris en exécution de l'article L 893 du code de la santé publique. Le texte précité, dont le projet fut soumis avant sa promulgation à l'avis du conseil supérieur des hôpitaux, a jeté les bases d'une médecine du travail tout spécialement destinée aux agents des établissements hospitaliers publics ; il tient compte, notamment, des caractères propres des hôpitaux publics, des risques particuliers auxquels le personnel est exposé, de la nécessité de vérifier, avant le recrutement, l'aptitude physique des candidats aux emplois postulés, de veiller à l'hygiène des établissements et à la sécurité du travail, de l'obligation de

nombreuses vaccinations que le médecin est chargé de pratiquer. Dans la mesure où de tels services ont pu être organisés et fonctionnent correctement, il en est résulté des avantages, tant pour le personnel que pour les administrations, en raison, en particulier, de leur influence sur l'absentéisme. Malheureusement, il est constaté que ces services sont encore trop peu nombreux. Il est en effet, semble-t-il difficile de trouver, puis de maintenir en fonctions, des médecins compétents qui acceptent les conditions qui leur sont imposées. Une médecine du travail appliquée à tous les agents hospitaliers de France nécessiterait pour le moins, 150 médecins à temps complet. Il lui demande s'il ne serait pas possible de prendre à leur égard des mesures favorisant leur recrutement, par exemple en leur accordant un statut analogue à celui des médecins hospitaliers de 2^e catégorie à plein temps.

4178. — 19 février 1969. — **M. Icart** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'aux termes de l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966, toute société en nom collectif est commerciale par sa forme. Il lui rappelle : 1° qu'avant la parution de la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964, de nombreuses sociétés dont l'objet était la construction d'immeubles et leur revente avaient été constituées sous la forme en nom collectif qui était la seule permettant l'assujettissement à l'impôt sur les personnes physiques et non à l'impôt sur les sociétés; 2° que certains associés de ces sociétés en nom collectif ne peuvent être commerçants en vertu des textes en vigueur (fonctionnaires, membres de certains ordres professionnels, officiers ministériels, étrangers, etc.). Il lui demande : a) si l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 24 juillet 1966 s'applique à titre rétroactif à toutes les sociétés en nom collectif, et notamment aux sociétés en nom collectif de construction; b) si, dans l'affirmative, le Gouvernement n'envisage pas de déposer un projet de loi tendant à permettre à ces dernières sociétés de se transformer en sociétés civiles non imposables à l'impôt sur les sociétés, sans supporter les charges fiscales habituelles aux transformations, et cela afin d'éviter que les associés desdites sociétés ne deviennent commerçants *ipso facto*; c) si la loi du 24 juillet 1966 s'applique aux sociétés en cause, quelle est la situation des associés qui ne peuvent être commerçants, faute de l'unanimité des associés pour la transformation en sociétés civiles.

4182. — 19 février 1969. — **M. Chaumont** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il est exact que le montant des retraites complémentaires servies par M. G. R. A. N. T. E. aux fonctionnaires non titulaires de l'Etat et des collectivités locales est à peu près égal à la moitié de ce qui est servi par leur régime de retraites complémentaires aux salariés du régime général de la sécurité sociale (travailleurs des métaux et du bâtiment). Les taux des cotisations étant respectivement les suivants : 1 p. 100 par les agents auxiliaires; 1,50 p. 100 par les administrations, total : 2,50 p. 100; 1,60 p. 100 par les salariés du secteur privé; 2,40 p. 100 par les employeurs, total : 4 p. 100. Il lui demande si les retraites sont liquidées proportionnellement aux pourcentages précités. Il souhaiterait également connaître : 1° le nombre d'agents affiliés à ce régime complémentaire; 2° le rapport existant entre le fonds de l'égtrante mis en réserve et le montant des pensions servies annuellement; 3° si la thésaurisation qui semble exister est indispensable à l'équilibre financier de l'institution.

4185. — 19 février 1969. — **M. Chaumont** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il peut lui faire connaître les raisons qui l'ont conduit à décider une augmentation de 59 p. 100 des sommes précomptées sur la pension de retraite des retraités militaires et des veuves d'anciens militaires, au moment où l'Etat a décidé, sans doute compte tenu de l'état satisfaisant de trésorerie de la caisse nationale militaire de sécurité sociale, de ne plus faire face à ses obligations antérieures et de ne plus verser de cotisation patronale pour les retraités de l'Etat. Il lui demande s'il peut lui faire savoir à quelle date il entend rétablir la cotisation de l'Etat afin de ramener à 1,75 p. 100 la cotisation des retraités militaires et des veuves de militaires, taux fixé traditionnellement pour les fonctionnaires retraités et les veuves de fonctionnaires.

4187. — 19 février 1969. — **M. Delhalle** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur l'article 25-J et II de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier. Ce texte qui concerne entre autre la situation des médecins des hôpitaux psychiatriques, doit donner naissance à des décrets en Conseil d'Etat qui fixeront les conditions d'application de cet article 25. Bien que plus de 6 mois se soient écoulés depuis la promulgation de ladite loi, les décrets nécessaires à son application n'ont pas encore été publiés. Cette situation est infiniment regrettable puisque c'est à compter du

1^{er} juillet 1968 que doivent être appliquées aux établissements psychiatriques, les mesures concernant le fonctionnement des hôpitaux et hospices publics et le personnel médical. Les médecins des hôpitaux psychiatriques subissent du fait de ce retard un préjudice matériel sérieux. C'est pourquoi il lui demande s'il peut lui préciser les raisons pour lesquelles n'ont pas encore été publiés les décrets prévus. Il souhaiterait savoir quand ces textes sont susceptibles de paraître, en insistant pour que cette publication soit la plus rapide possible.

4195. — 19 février 1969. — **M. Offroy** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la gravité des conséquences qu'entraîne la stricte application de la circulaire du 4 décembre 1968 relative au contrôle des changes. Sans doute la mesure portant à trois mois les possibilités de couverture de change est évidemment une amélioration par rapport aux précédentes dispositions limitant à un mois ces possibilités. Cependant, cette extension ne résoud néanmoins pas le problème des engagements à long terme auxquels les importateurs cotonniers ont à faire face, qu'ils soient négociants ou filateurs. En effet, les achats de cotons ne se traitent pas de mois en mois mais par campagne au cours de l'année, suivant les époques auxquelles les cotons arrivent sur le marché — ou sont mis à la disposition de la filature par les négociants exportateurs étrangers — à des dates d'embarquements échelonnés correspondant aux besoins d'alimentation des filateurs. Il en résulte que l'industrie cotonnière a à recevoir des cotons pour des livraisons échelonnées au-delà des trois mois pour lesquels les opérations de couverture de change sont autorisées. Dans ces conditions, elle se trouve à découvert, et dans l'impossibilité de traiter en contrepartie des marchés de filés avec ses clients. Le fait de faire actuellement une obligation de justifier l'importation d'un contrat dans les trois mois, sans possibilité de report, n'est pas économiquement valable. Dans la précédente réglementation du contrôle des changes, les opérations de change à terme pouvaient être faites sur justification d'un contrat et étaient reportables au cas où l'importation n'avait pu se faire dans les trois mois. Bien que les opérations de report entraînent d'inutiles frais supplémentaires pour ces arbitrages, la formule était néanmoins plus valable sur le plan économique, et il y aurait tout au moins lieu d'y revenir. On ne voit du reste pas pourquoi les opérations de couverture de change à terme ne seraient pas autorisées sur des périodes plus éloignées, en contrepartie de contrats d'importation, étant bien entendu que les devises ne seront finalement délivrées qu'à la livraison du contrat. En dehors de l'échelonnement normal des livraisons, il peut se produire également des faits imprévisibles. Actuellement la grève des dockers aux Etats-Unis, qui dure depuis le 15 décembre 1968, paralyse entièrement l'envoi des cotons bruts, de sorte que les industriels qui ont des contrats dont les embarquements auraient dû être effectués en janvier/février ne peuvent se couvrir à terme, dans l'ignorance où ils sont de la date d'expédition de ces marchandises. Il y a lieu d'insister sur le fait que toutes ces opérations n'ont aucun caractère spéculatif et sont en fait des opérations d'arbitrage. En ce qui concerne l'annulation unilatérale des contrats de change à terme, réalisés avant le 21 novembre, on devrait tout au moins admettre, les contrats ayant été annulés unilatéralement, que ces contrats n'ont pas existé, et aucune commission ni différence ne devraient être réclamées à ce sujet. Le système actuel aboutit à ce qu'un industriel cotonnier qui doit se couvrir à plus de trois mois, se trouve obligé de demander à ses acheteurs étrangers de bien vouloir lui vendre en francs français. Si le vendeur accepte, il ne manque pas de faire payer à l'importateur français une prime, pour risque de change, très supérieure à ce que coûterait une opération normale d'arbitrage à terme. C'est pourquoi il lui demande s'il envisage une modification des dispositifs actuellement en vigueur dans ce domaine afin de résoudre le problème qui vient d'être exposé.

4197. — 19 février 1969. — **M. Salle** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 1241 du code général des impôts exonère des droits de mutation à titre gratuit, lors de leur première transmission, les constructions achevées postérieurement au 31 décembre 1947 dont les trois quarts au moins de la superficie totale sont affectés à l'habitation. Se rendant compte des conséquences anormales que ce texte pouvait entraîner dans le cas d'un immeuble en copropriété, notamment lorsqu'il dépendait d'une succession et s'agissant d'un appartement entièrement à usage commercial et d'un autre local à usage d'habitation (réponse 18637 du 30 juin 1966), **M. le ministre de l'économie et des finances** a admis que les locaux à usage d'habitation, dans ces cas, se trouvaient exonérés des droits de mutation par décès, lors de leur première mutation à titre gratuit sans tenir compte de ce que l'immeuble dont ils dépendaient n'était pas affecté à l'habitation pour les trois quarts au moins de leur superficie totale. Or, l'administration de l'enregistrement, interprétant d'une manière très stricte les réponses ministérielles précitées prétend en refuser le

bénéfice aux immeubles collectifs comprenant à la fois des locaux à usage d'habitation et des locaux à usage commercial, lorsqu'ils sont la propriété d'une seule personne. Il aurait en effet suffi que le défunt prenne la précaution de vendre à un tiers (éventuellement de donner à l'un de ses héritiers) l'un des appartements de l'immeuble, diminuant ainsi la surface d'habitation dont il restait propriétaire, pour que ces héritiers bénéficient d'une exonération totale des droits de mutation par décès sur l'ensemble des locaux à usage d'habitation. Il lui demande si pour éviter de telles conséquences qui irritent à juste titre les redevables qui ne comprennent pas, l'administration ne pourrait pas suivre une ligne beaucoup plus logique et exonérer dans ce cas les locaux d'habitation du droit de mutation par décès. Il resterait bien entendu que l'exonération des locaux à usage industriel serait limitée au cas où les trois quarts de la superficie totale de l'immeuble serait à usage d'habitation.

4198. — 19 février 1969. — M. Tremau expose à M. le ministre de l'économie et des finances les difficultés que les soldats du contingent appelés en service en territoire des Afars et des Issas, connaissent en raison de l'interdiction qui est faite de leur envoyer de l'argent. Cette restriction résulte des mesures concernant le contrôle des changes. Il lui demande s'il envisage pour ces cas précis des mesures exceptionnelles permettant des envois de fonds.

4207. — 19 février 1969. — M. Frys expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'il ne sait que penser des raisons qui le portent à laisser sans réponse ses questions écrites (n° 2373, 3426) sur les mesures tendant à réduire le grave déficit de la balance des échanges et à défendre la parité du franc. Il lui demande si ses questions écrites relèvent de la compétence de hauts fonctionnaires et concernent son domaine réservé et, pour ces motifs, restent hors du rôle et de la charge du parlementaire.

4211 — 20 février 1969. — M. Barberot rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que, lors de l'institution de la T. V. A., il a été donné l'assurance que cette nouvelle taxe permettrait de réaliser une imposition équitable en soumettant les divers circuits commerciaux et industriels à des charges analogues. Cependant, dans certaines professions et, notamment, dans la profession d'installateur en équipements électriques, pour un travail identique, exécuté dans le même temps, facturé sur les mêmes bases (par exemple la série des prix de l'académie d'architecture) le taux de la T. V. A. applicable aux travaux dits de réparations (ex-prestations de service) varie selon que ces travaux sont exécutés par un artisan inscrit au registre des métiers, employant quelques ouvriers, ou par un installateur électricien, inscrit au registre du commerce, ayant un nombre quelconque d'ouvriers et souvent le même nombre qu'un artisan électricien établi à proximité. Dans le premier cas, le taux applicable est celui de 15 p. 100 (multiplicateur 16,647) et dans le deuxième cas, celui de 19 p. 100 (multiplicateur 23,456). Ainsi, dans ce dernier cas, le client doit supporter une dépense supplémentaire s'élevant à 4,93 p. 100 du montant des travaux hors taxe. Il lui demande si, pour mettre fin à cette situation regrettable, il n'envisage pas de fixer le taux de la T. V. A., applicable aux travaux dits de réparations, à 15 p. 100 quelle que soit la quantité du prestataire de services.

4217. — 20 février 1969. — M. Lebon expose à M. le ministre de l'économie et des finances qu'une veuve, domiciliée en France, perçoit une allocation annuelle du ministère des finances de Bangui, République centrafricaine, par l'intermédiaire de l'ambassade, 29, boulevard de Montmorency à Paris, depuis la mort en 1950 de son mari, inspecteur général de l'enseignement en Afrique équatoriale française. Cette somme est versée à l'intéressée en vertu d'un arrêté du Gouvernement général de l'Afrique équatoriale française en date du 13 novembre 1951, se référant à la circulaire ministérielle n° 1202 680/1/3 du 31 mars 1947 sur l'octroi des secours exceptionnels, à titre de secours viager pour services exceptionnels et sera servie jusqu'à la majorité du plus jeune de ses sept enfants. Il lui demande si l'allocation dont il s'agit est bien imposable à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans la catégorie des pensions non soumises au versement forfaitaire.

4221. — 20 février 1969. — M. Lavergne expose à M. le ministre de l'économie et des finances que, jusqu'en 1968 inclus, et selon un usage très ancien, une indemnité dite de « congé annuel » pouvait être versée par les collectivités locales aux médecins et à tous autres personnels rémunérés à la vacation, prêtant leur concours au fonctionnement des établissements médico-sociaux communaux. Cette indemnité qui, dans la majeure partie des cas n'était pas prévue par contrat, mais résultait d'un droit coutumier, était calculée sur la base du onzième du montant des vacances perçues

par les praticiens pour services accomplis dans les municipalités, à l'occasion d'une année considérée. Or, les comptables communaux ont reçu, récemment, de l'administration des finances, des instructions formelles pour que soit mis un « terme à l'octroi d'une indemnité de congés payés aux médecins vacataires ». Pourtant, il semble bien que la notion de droit devrait être retenue en la circonstance. Aussi, il lui demande si ne pourrait être maintenu, tout au moins pour ceux des praticiens qui étaient en place au 1^{er} janvier 1969, le maintien du bénéfice de l'avantage dont l'attribution ne leur avait jamais été discutée jusqu'alors.

4225. — 20 février 1969. — M. François Bénard appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur les conséquences de la circulaire du 27 novembre 1968 relative à la domiciliation des exportations. Il lui signale à ce sujet les difficultés que vient de rencontrer une société fabriquant du matériel de travaux publics. Cette société, qui a reçu en 1961 une mention d'honneur à l'Oscar de l'exportation, exporte environ 50 p. 100 de sa production dans 65 pays par l'intermédiaire de 11 filiales et d'un réseau d'agents. Cette année, et malgré les difficultés particulières nées des événements du printemps, le chiffre d'affaires de la société en cause a progressé de l'ordre de 30 p. 100, grâce notamment à son implantation sur les marchés extérieurs. Cette progression est due en particulier à l'importance des efforts commerciaux et publicitaires déployés. Elle est cependant freinée depuis le 1^{er} décembre par certaines mesures qui mettent en cause son efficacité et son dynamisme commercial. Ainsi : 1° des calendriers qu'elle fait imprimer en France ont dû être expédiés à ses filiales et agents par avion car il a fallu attendre plusieurs jours l'imprimé des nouveaux formulaires (modèle DS) à faire viser par la direction générale des douanes ; 2° des films de documentation technique produits en France, dont l'usage par les services commerciaux à l'étranger est souvent déterminant pour la conclusion d'une affaire, se sont trouvés bloqués pour une raison administrative inconnue ; 3° l'institution du contrôle des changes lui impose de faire face à des charges administratives très lourdes et de nombreuses démarches auprès de la direction générale des douanes, notamment pour obtenir, cas par cas, l'autorisation d'exporter ; 4° les délais demandés pour l'obtention des devises pour ses nombreux représentants voyageant à travers le monde, entraînent des délais de réaction souvent trop longs pour satisfaire les exigences de la clientèle. Ces retards et ces complications tout en laissant constamment les responsables de l'exportation dans la réserve, entraînent par ailleurs des frais supplémentaires et une perte du capital commercial. Cette société pour ne pas perdre le bénéfice de ses efforts à l'exportation peut être amenée à s'adresser à des fournisseurs étrangers. Il lui demande s'il entend faire procéder à une étude des problèmes ainsi exposés, de telle sorte que les sociétés exportatrices ne soient pas gênées par de regrettables lenteurs administratives.

4228. — 20 février 1969. — M. Bénard expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les indications fournies par l'administration précisent, en ce qui concerne les adhérents des coopératives agricoles que les rétrocessions, à ceux-ci, pour les besoins de la consommation familiale sont passibles de la T. V. A. et son assiette est le prix de façon, c'est-à-dire la différence entre la valeur hors taxe des produits transformés et la valeur hors taxe des produits à transformer. Il lui demande comment peut-être déterminée la valeur hors taxe des produits à transformer, ceux-ci, notamment dans les coopératives vinicoles, n'étant pas connus et ce qu'il faut entendre par valeur hors taxe des produits transformés : faut-il entendre le prix moyen de vente ou la contre-valeur réglée aux adhérents.

4233. — 20 février 1969. — M. Jacques Delong appelle l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur la situation des organismes d'H.L.M. pratiquant la location-vente, la location-attribution ou les ventes à terme avec dérogation. Les sociétés anonymes d'H.L.M. peuvent notamment construire des logements devant faire l'objet de contrats : 1) de location-vente ; 2) de vente à terme avec dérogations prévues par les articles 1601-1 et 1601-2 du code civil et aux articles 7 et suivants de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967, et de celle n° 67-547 du 7 juillet 1967 et du décret n° 67-1166 du 22 décembre 1967. Des sociétés coopératives d'H.L.M. habilitées à cet effet pratiquent la formule de location-attribution. Les logements devant faire l'objet de contrats de location-vente et de location-attribution sont dispensés de l'obligation de la déclaration de livraison à soi-même et si le transfert définitif de propriété intervient après cinq ans de l'achèvement, échappent à l'application de la T. V. A. (sauf cependant à ne pas négliger la règle de l'administration fixant à dix ans au moins la durée de la location) ; 3) par contre, les sociétés anonymes d'H.L.M. construisant des logements devant faire l'objet de ventes à terme prévoyant que le transfert de propriété s'opérera par la constatation du paiement du prix et sous la condition suspensive de ce paiement et, en outre, que

le prix pourra faire l'objet de paiements échelonnés même au-delà de l'achèvement de la construction (art. 11-II de la loi du 7 juillet 1967) sont tenues à la déclaration de livraison à soi-même, et au paiement corrélatif de la T. V. A. En outre, si l'acte constatant le transfert de propriété intervient après l'expiration d'une durée de cinq années après l'achèvement, les droits d'enregistrement sont dus au taux de 4,20 p. 100 et la T. V. A. perçue n'est plus déductible et se trouve perdue. Entre ces trois formes d'accès à la propriété pratiquées par des organismes d'H.L.M., la différence de traitement n'est-elle pas injustifiée ? Au surplus, l'application des nouveaux taux de T. V. A. va frapper durement les ventes à terme avec dérogation de logements construits en 1968 et achevés entre le 30 novembre 1968 et le 1^{er} février 1969, si le transfert de propriété n'intervient pas avant cette dernière date. (Notes de la direction générale des impôts des 17 décembre 1968 et 6 janvier 1969). Ces contrats vont en effet être imposés au nouveau taux de 15 p. 100, taxe comprise, alors que la T. V. A. déductible aura été calculée au taux de 13 p. 100. Il en résultera pour les sociétés d'H.L.M. pratiquant cette formule, et dont les prix de revient taxe comprise ont été calculés au plus juste, ne reflétant que les frais de gestion, à l'exclusion de tout bénéfice, et qui en outre ne peuvent être majorés, une partie très sensible devant s'imputer sur les frais de gestion en les absorbant entièrement. Il lui demande, s'il ne pourrait donc être admis : a) que les sociétés anonymes d'H.L.M. soient dispensées de la déclaration de livraison à soi-même pour les logements devant faire l'objet de ventes à terme avec dérogations ; b) que le taux de T. V. A. perçu sur le deuxième acte, constatant le transfert de propriété, soit celui en vigueur deux mois avant l'achèvement, si le transfert de propriété intervient dans les cinq ans de cet achèvement ; c) que tous les contrats de location-vente, de location-attribution et de vente de logements consentis par les sociétés d'H.L.M. soient exonérés de la taxe de publicité foncière, comme constituant des opérations relevant de la législation H.L.M.

4234. — 20 février 1969. — **M. Krieg** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si une société commissionnaire mandataire agissant dans le cadre de sa profession pour le compte d'une maison étrangère est astreinte à payer la T.V.A. sur les commissions qui lui sont versées à titre de rémunération. La marchandise vendue en France l'étant à un prix qui comprend la commission du mandataire, les droits de douane et la T.V.A., il semblerait anormal que la T.V.A. soit perçue une seconde fois sur la commission, après l'avoir été lors du passage en douane des marchandises.

4237. — 20 février 1969. — **M. Anthonioz** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que le taux de la T.V.A. applicable à la revente des voitures automobiles d'occasion remises en état de marche est de 25 p. 100. Il lui signale qu'un taux aussi élevé va, d'une part, entraîner un ralentissement très net du volume d'affaires du commerce de la réparation, ce qui contraindra les employeurs à licencier une partie de leur personnel technique et provoquera, d'autre part, l'installation d'un véritable marché parallèle qui jettera sur le marché des voitures d'occasion des véhicules dépourvus de toutes vérifications techniques sérieuses et susceptibles de ce fait d'augmenter encore le nombre déjà si élevé des accidents de la route. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait nécessaire qu'après consultation des organisations professionnelles intéressées, le taux de la T.V.A. s'appliquant à la revente des véhicules automobiles, soit sensiblement réduit et ramené au niveau moyen des autres pays du marché commun.

4241. — 20 février 1969. — **M. Lainé** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les commerçants, artisans et agriculteurs, qui ont opté pour le régime fiscal forfaitaire, ont un forfait établi sous la déduction de la T.V.A. ayant frappé les achats et les frais généraux. Il lui signale le cas d'un boulanger dont la devanture de la boulangerie a été endommagée par un accident causé par un camion, et qui n'a pu obtenir de sa compagnie d'assurances le remboursement des frais de T.V.A., environ 3.500 francs, frappant le montant des réparations effectuées, soit quelque 15.000 francs. Compte tenu du fait que la loi du 16 juillet 1930 stipule que l'assurance doit couvrir son client du montant intégral des dommages qui lui ont été causés, il lui demande comment l'intéressé pourra récupérer une taxe qui ne se rapporte ni à un achat, ni à des frais généraux.

EDUCATION NATIONALE

4068. — 14 février 1969. — **M. Icart** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation de certains parents d'élèves appelés à siéger dans les conseils d'administration des établissements d'enseignement secondaire ainsi que dans les conseils de classe et dont le temps passé à remplir ainsi leur fonction fait

l'objet de retenues au titre du salaire et de la durée des congés. Il lui demande si en accord avec **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** il envisage de prendre certaines dispositions comparables à celles dont bénéficient les délégués syndicaux afin qu'ils puissent exercer pleinement leur mandat sans être ainsi pénalisés.

4105. — 15 février 1969. — **M. Pasqua** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la nécessité d'augmenter le nombre des techniciens des professions para-médicales et sociales. L'intérêt apporté aux professions accessibles grâce au brevet de technicien des professions para-médicales et sociales serait plus grand si ce diplôme était reconnu comme équivalent au baccalauréat. En effet, il permettrait à ses détenteurs d'accéder aux écoles de spécialisation para-médicales et sociales sans concours. Il leur assurerait également l'accès aux facultés de droit et des sciences économiques et, éventuellement, aux instituts universitaires de technologie. Pour atteindre ce résultat, la meilleure solution consisterait sans doute à transformer l'actuel brevet qui comporte le même nombre d'années d'études que les différents baccalauréats en baccalauréat de technicien des professions para-médicales. Ce baccalauréat pourrait comporter deux séries d'épreuves : la première série d'enseignement général qui pourrait se passer vers la fin du deuxième trimestre de l'année scolaire et la deuxième série comportant les épreuves professionnelles qui aurait lieu au début du troisième trimestre. C'est après décision d'admission sur le total des notes obtenues dans ces deux séries que le stage obligatoire de deux mois dans un service médico-social aurait lieu au cours du troisième trimestre de l'année scolaire. Il lui demande s'il peut lui faire connaître sa position à l'égard des suggestions ainsi exprimées.

4109. — 15 février 1969. — **M. Brugnon** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'à l'heure actuelle, dans bon nombre d'établissements du second degré en pleine croissance, en raison du manque de personnel, et en particulier de personnel de surveillance, en raison surtout du manque de locaux, les élèves sont souvent livrés à eux-mêmes entre deux cours ou en cas d'absence d'un professeur. Il lui demande si, dans le cas d'élèves laissés sans surveillance pour les raisons invoquées ci-dessus, la responsabilité du chef d'établissement ou la responsabilité de l'Etat est engagée si un accident survient à l'un de ces élèves à l'intérieur de l'école ou si l'un de ces élèves cause un accident tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'établissement.

4110. — 15 février 1969. — **M. Gilbert Faure** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que la création de classes de quatrième pratique n'a pas toujours été accompagnée de l'attribution de crédits (Etat ou communes) permettant l'achat du matériel indispensable au travail normal de la classe. Dans beaucoup de cas, les maîtres chargés de ces classes essayent, par conscience professionnelle, de suppléer à ce manque de moyens en utilisant leur matériel personnel pour exécuter ou faire exécuter par les élèves un minimum de travaux indispensables à leur formation. Il s'agit bien souvent de matériel de « bricolage » (moteur universel avec outils adaptables) qui ne répond pas toujours aux normes de sécurité exigées pour l'appareillage industriel employé dans les C. E. T. ou les lycées techniques. Il lui demande : 1° si, en cas d'accident survenu à un maître, cet accident est considéré comme un accident professionnel ; 2° en cas d'accident survenu à un élève, dans quelle mesure la responsabilité du maître, celle du chef d'établissement ou celle de l'Etat peut être engagée ; 3° dans le cas où l'utilisation de ce matériel pourrait être autorisée, s'il répond à certaines normes de sécurité prescrites pour la protection contre les accidents du travail, qui est qualifié pour en juger et pour décider de l'emploi.

4112. — 15 février 1969. — **M. Lebon** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que l'instruction générale du 15 décembre 1950 sur l'administration financière et la comptabilité des lycées permet des prestations de chauffage et d'éclairage aux fonctionnaires logés des lycées ; que les valeurs de ces prestations ont été fixées par la circulaire du 26 juin 1957 pour les fonctionnaires logés par nécessité absolue de service. Il lui demande : 1° si les fonctionnaires des C. E. S. nationalisés, logés par nécessité de service doivent bénéficier des dispositions précitées ; 2° si, en cas de réponse positive à la première question, les communes sont autorisées à accorder ces prestations pendant la période s'écoulant entre l'ouverture du C. E. S., ordinairement ouvert comme C. E. S. municipal, et la date de sa nationalisation ; 3° en cas de réponse positive à la deuxième question, quelle doit être l'autorité administrative qui doit informer le maire de la « nécessité absolue de service » attribuée à tel ou tel fonctionnaire du C. E. S. municipal et quelle est celle qui doit signer l'arrêté de concession ; 4° s'il peut d'une

façon générale lui préciser les modalités du décret n° 60-191 du 24 février 1960 en ce qui concerne son application aux fonctionnaires des C. E. S. logés dans des immeubles détenus par les collectivités locales.

4123. — 17 février 1969. — **M. Sallenave** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** le cas d'un instituteur qui a exercé ses fonctions à Alger, de 1883 à 1922 et qui est décédé à L'Arba où il est inhumé ainsi que sa femme et l'une de ses filles, infirme. Le statut des agents de l'enseignement qui était en vigueur en 1883 prévoyait un rapatriement gratuit des agents exerçant en Algérie qu'ils soient en activité, à la retraite ou décédés, ainsi que celui de leur conjoint et de leurs enfants mineurs ou infirmes. A la suite de l'indépendance de l'Algérie, ce statut est évidemment devenu caduc. Il semblerait toutefois normal qu'une fille de cet instituteur rapatriée en France, puisse obtenir le transfert gratuit des dépouilles mortelles de ses parents et de sa sœur, conformément aux dispositions qui étaient en vigueur en 1883. Etant donné qu'à l'heure actuelle le statut des enseignants détachés à l'étranger prévoit le rapatriement des corps des agents décédés en service, et qu'un crédit spécial a dû être prévu, à cet effet, au budget de l'éducation nationale, il lui demande s'il ne serait pas possible que, dans le cas particulier signalé, le rapatriement des corps puisse être effectué aux frais de l'Etat, les dépenses étant imputées sur ledit crédit spécial.

4132. — 18 février 1969. — **M. Bernasconi** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** le dénuement dans lequel se trouve le 18^e arrondissement de Paris en matière d'établissements scolaires du second degré. Depuis plusieurs années, il a été décidé la construction d'un grand établissement, prévu pour 2.000 élèves, sur l'emplacement de la caserne Clignancourt, boulevard Ney. La décision de principe étant prise depuis longtemps, le service constructeur de l'académie de Paris a désigné l'entreprise chargée des travaux et ceux-ci auraient dû normalement débiter depuis plusieurs mois. Dans l'attente de l'édification de l'établissement attendu, les élèves, en particulier ceux qui fréquentent l'annexe provisoire du lycée Lamartine, rue Gérard-de-Nerval, travaillent dans des conditions lamentables. Les locaux mis à leur disposition sont d'une insuffisance notoire en nombre et leur équipement laisse à désirer. C'est ainsi qu'on remarque en particulier l'absence de vestiaires pour les jeunes filles suivant les cours d'éducation physique. Il lui demande si, dans ces conditions, et compte tenu de la légitime impatience des parents d'élèves, le démarrage des travaux peut être escompté à brève échéance et s'il compte intervenir auprès des administrations compétentes, afin que les dernières difficultés soient enfin surmontées.

4163. — 18 février 1969. — **M. Longueue** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation du personnel technique de laboratoires. Il croit savoir qu'un statut particulier est à l'étude dans les services du ministère depuis plusieurs années; sa parution apporterait une solution aux nombreux problèmes et incertitudes concernant ces agents. Il lui demande s'il peut lui préciser où en est l'élaboration de ce statut et sa date approximative de parution.

4181. — 19 février 1969. — **M. Pierre Buron** demande à **M. le ministre de l'éducation nationale** s'il peut compléter la réponse à la question qu'il lui a posée au sujet des subventions susceptibles d'être accordées aux établissements d'enseignement secondaire. Cette réponse ministérielle a été publiée au *Journal officiel*, Débats parlementaire, Assemblée nationale, du 8 février 1969. Il lui demande notamment : 1° quels sont les textes qui permettent aux communes d'allouer des subventions aux établissements d'enseignement privé pour leur internat; ces textes doivent être différents de la loi du 31 décembre 1959 et de celle du 15 mars 1950, la réponse ministérielle faisant état d'une « législation antérieure toujours en vigueur »; 2° quel est l'avis du Conseil d'Etat en date du 20 avril 1950 qui interdirait aux départements et aux communes de subventionner pour leurs dépenses d'internat les établissements secondaires privés; 3° si la circulaire ministérielle du 19 janvier 1955, parue au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale du 10 février 1955 permet, conformément à l'avis donné par le Conseil d'Etat le 30 novembre 1954, de comprendre les dépenses d'internat et de demi-pension dans les dépenses subventionnables; 4° si l'avis donné par le Conseil d'Etat du 30 novembre 1954 est donc contraire à celui du 21 avril 1950; 5° s'il ne pense pas que la réponse précitée du 8 février 1969 contredit les termes de la circulaire en question du 19 janvier 1955; 6° dans l'affirmative, pour quelles raisons n'y a-t-il pas eu une circulaire venant infirmer les dispositions de la circulaire ministérielle du 19 janvier 1955; 7° si l'article 7 du décret du 12 février

1960 ne sous-entend pas que les départements et les communes peuvent également accorder aux établissements publics des avantages identiques à ceux que la loi de 1850 permet d'accorder aux établissements privés.

4200. — 19 février 1969. — **M. Védérine** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** la situation difficile dans laquelle fonctionne le C. E. S. de Fontbouillant à Montluçon. Il attire particulièrement son attention sur les points suivants : 1° effectifs : a) les cinq classes de sixième comptent trente-cinq élèves ou plus; b) les quatre classes de cinquième, trente-cinq élèves ou plus; c) deux classes de quatrième comptent plus de trente-cinq élèves. Le seuil de dédoublement prévu par la circulaire n° IV 68 du 24 septembre 1968 est donc atteint et même dépassé dans onze classes; 2° professeurs : a) six professeurs du second degré assurent cent vingt et une heures de cours en effectuant treize heures supplémentaires; b) quatorze professeurs du C. E. G. assurent trois cent trente-six heures de cours, donnant quarante-deux heures supplémentaires; 3° cours : grâce à un effort remarquable des professeurs, un certain nombre de dédoublements prévus est effectué dans les matières dites principales. Toutefois, de nombreux autres cours ne sont pas donnés dans les conditions prévues par la circulaire précitée, ou bien même pas donnés du tout. C'est ainsi que, pour un fonctionnement normal, il manque : a) en classes de sixième : cinq heures de français, six heures de dessin, cinq heures de musique; b) en classes de cinquième : une heure de français, une heure d'anglais, quatre heures de dessin; c) en classes de quatrième : deux heures de sciences, une heure de musique; d) en classes de troisième : une heure de musique. C'est donc un total de vingt-cinq heures de cours qui manque pour qu'un enseignement normal soit dispensé aux élèves. En l'état actuel de la situation et sans préjuger des besoins de la prochaine rentrée scolaire, la création de trois classes supplémentaires est nécessaire : une classe de sixième, une classe de cinquième, une classe de quatrième. La création de ces trois classes entraînerait la nomination de quatre nouveaux professeurs du second degré : deux professeurs de lettres, un professeur d'anglais, un professeur de mathématiques. En plus des heures de cours dues à la création de trois classes demandées, ces professeurs assureraient une partie des heures supplémentaires effectuées par des professeurs de C. E. G. qui pourraient ainsi assurer l'enseignement des disciplines d'éveil qui n'ont pu être encore dispensées. Par ailleurs, la nomination d'un professeur de musique est aussi nécessaire, le professeur municipal ne pouvant accorder que dix-sept heures de cours au C. E. S. de Fontbouillant. Enfin, la réduction des horaires des professeurs de C. E. G. à vingt et une heures (au lieu de vingt-quatre heures) rendra nécessaire la nomination de trois autres professeurs du second degré : un professeur de sciences, un professeur de français, un professeur de mathématiques. Compte tenu de cette situation, il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour remédier à cette situation, et à quel moment l'Etat compte prendre en charge le C. E. S. qui coûte actuellement très cher à la ville de Montluçon.

4203. — 19 février 1969. — **M. Dupuy** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles sont en général également inscrits en faculté au titre de la première année du D. U. E. L. ou du D. U. E. S. Cette double préparation requérant un effort considérable, en particulier en raison de la disparité qui existe entre les différents programmes, il n'est pas rare qu'un grand nombre d'élèves soit admis en deuxième année des classes préparatoires et échoue à l'examen de première année du D. U. E. S. ou du D. U. E. L. Cela n'a guère de conséquences pour ceux d'entre eux qui, à l'issue de leur deuxième année, parviennent à « intégrer » dans une grande école. Toutefois, s'ils échouent, il leur faut songer à se réorienter et, dans la plupart des cas, ils choisissent de s'inscrire en faculté aux fins d'obtenir le D. U. E. S. ou le D. U. E. L. Ces étudiants sont alors inévitablement handicapés puisque leur échec antérieur à l'examen de première année du D. U. E. S. ou du D. U. E. L. se trouve comptabilisé et qu'ils ne disposent plus ainsi que de deux années, au lieu de trois, pour obtenir ce diplôme. Il lui demande s'il ne lui paraît pas équitable de faire bénéficier ces étudiants d'une dérogation de manière à ce que ne soit pas pris en compte leur échec au D. U. E. L. ou au D. U. E. S. pendant la période où ils étaient élèves des classes préparatoires aux grandes écoles.

4216. — 20 février 1969. — **M. Charles Privat** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** que, d'une part, d'après ses déclarations, une année universitaire normale doit correspondre à une année effective de sept mois de cours, d'autre part, qu'elle se terminera cette année le 31 juillet. Or les étudiants au concours de l'agrégation et du C. A. P. E. S., dont les épreuves sont prévues à partir du 12 mai prochain, n'auront pas eu une année universitaire normale. Il lui demande donc, dans ces conditions, s'il ne serait pas

possible de retarder la date de ces concours de façon à ce que ces candidats puissent recevoir, pour s'y présenter, un enseignement dont la durée se rapprocherait des normes fixées par lui-même.

4243. — 20 février 1969. — M. Fanton expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'au cours de la présente année universitaire la répartition des étudiants entre les différentes unités d'études et de recherches délivrant le même enseignement a, semble-t-il, été faite selon des critères qui ne reposent ni sur la géographie, ni sur les études entreprises. Si la création tardive de nouvelles unités a pu expliquer le désordre qui a été constaté, il lui demande si, dans l'esprit de participation auquel se réfère la loi d'orientation, il ne lui semblerait pas nécessaire de consulter les conseils élus par les unités d'enseignement et de recherches, et les établissements les regroupant, afin de déterminer les critères qui, lors de la prochaine année universitaire, permettront des répartitions plus conformes tant à l'intérêt des étudiants qu'à celui de la bonne marche de l'Université.

4244. — 20 février 1969. — M. Fanton demande à M. le ministre de l'éducation nationale de lui faire connaître les raisons qui ont pu l'amener, en cours d'année scolaire, et sans l'accord des intéressés, à procéder à des déplacements d'office de plusieurs chefs d'établissements secondaires de Paris et de la région parisienne. Ces déplacements, hors de toute procédure disciplinaire, portent d'autant plus atteinte aux droits des fonctionnaires concernés et à l'autorité des chefs d'établissements en général qu'ils n'invoquent comme tout motif que « l'intérêt du service », alors qu'il est évident que le changement de chef d'établissement, au milieu d'une année scolaire particulièrement délicate, risque d'aggraver la situation des établissements concernés. Cette attitude paraît d'autant plus étonnante qu'elle semble se manifester la plupart du temps à l'égard de chefs d'établissements qui, avec courage et détermination, s'étaient opposés à l'installation du désordre dans leurs établissements. Il lui demande s'il ne lui semblerait pas opportun de faire bénéficier l'ensemble des fonctionnaires de son département ministériel de la même notion d'intérêt du service, ce qui ne pourrait avoir d'autre conséquence que la réintégration dans leurs fonctions des chefs d'établissements déplacés, si on en juge du moins par l'attitude compréhensive adoptée à l'égard d'enseignants qui n'hésitent pas à approuver, sinon à organiser, le désordre dans certains établissements d'enseignement.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

4166. — 19 février 1969. — M. Robert Hauret rappelle à M. le ministre de l'équipement et du logement qu'une récente loi avait donné la possibilité, sous certaines conditions, aux locataires de logements H. L. M., d'accéder à la propriété de ces logements. Il lui demande quel est le nombre de logements qui ont été ainsi acquis par les locataires dans la région parisienne et dans les différentes régions de programme.

4222. — 20 février 1969. — M. Pierre Janot appelle l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur les conditions très difficiles dans lesquelles s'effectue la circulation des automobiles dans les agglomérations et aux approches des autoroutes. Le Gouvernement s'emploie, par la création d'autoroutes de liaison et de dégagement, à doter notre pays d'une nouvelle infrastructure de base. Il s'efforce, par des mesures appropriées, de limiter le nombre et la gravité des accidents. En revanche, l'amélioration fondamentale des réseaux urbains existants ne paraît pas être activement entreprise. Or, les techniques modernes, déjà adoptées par certaines villes étrangères, en matière de comptage d'évaluation de vitesse, de densité d'occupation permettent d'envisager des systèmes automatisés de contrôle de la circulation urbaine et suburbaine par télécommande généralisée des signaux de carrefour, d'indication de vitesse conseillée, de déviation, de risques de girage, etc. L'amélioration de la circulation et les économies qu'entraîneraient l'adoption de ces techniques justifieraient certainement l'affectation aux études nécessaires de crédits importants. Il lui demande : 1° si l'emploi des moyens techniques précédents est actuellement mis à l'étude ; 2° quels sont, dans l'affirmative, les crédits consacrés à cette étude ; 3° à quelle date et selon quel échéancier pourront être mis en place les premiers systèmes modernes de contrôle de la circulation et de régulation du trafic routier.

4226. — 20 février 1969. — M. Henry Rey rappelle à M. le ministre de l'équipement et du logement que l'article 8 de la loi n° 67-561 du 12 juillet 1967 relative à l'amélioration de l'habitat prévoit que dans le délai d'un an après la publication de ladite loi un décret doit réformer les dispositions réglementaires relatives aux subventions et aux prêts accordés en vue de l'amélioration de l'habitat, notamment à la réorganisation du fonds national pour l'amélioration de l'habitat. Dans le même délai, il doit être procédé à la réforme

de l'allocation logement ainsi qu'à celle de l'allocation de loyer. La loi de finances du 23 décembre 1964 ayant permis la revalorisation du taux des équivalences superficielles, celle-ci peut entraîner une majoration de 100 p. 100. Le changement de classification de la catégorie du local peut avoir pour effet une majoration de l'ordre de 25 p. 100. Il résulte de ces diverses dispositions des augmentations importantes du prix des loyers que la plupart des budgets familiaux ne peuvent pas supporter, particulièrement en ce qui concerne les personnes âgées. Un grand nombre de personnes aux revenus modestes ne peuvent plus payer les loyers réclamés après application des dispositions de la loi du 12 juillet 1967. C'est pourquoi il lui demande de lui dire quand paraîtront les décrets prévus à l'article 8 de la loi précitée.

INTERIEUR

4066. — 14 février 1969. — M. Lavielle demande à M. le ministre de l'intérieur : 1° si une fourniture de matériaux répondant au critère donné à l'article 312. 4°, du décret n° 66-888 du 28 novembre 1966, d'un montant inférieur à 10.000 francs, mais comprise dans un projet de travaux devant donner lieu en raison de son montant total à adjudication ou à marché de gré à gré, ne peut pas être payée sur simple mémoire en vertu d'une délibération du conseil municipal revêtue de l'approbation de l'autorité de tutelle ; 2° si un receveur municipal est fondé à exiger à l'appui du premier paiement et, au cas de l'affirmative, en exécution de quel texte, les accusés de réception détachés des formules réglementaires de notification des marchés de travaux, de fournitures ou transports pour justifier que les notifications ont été faites par le service contractant conformément aux prescriptions de l'article 5 du décret n° 66-889 du 28 novembre 1966.

4094. — 15 février 1969. — M. Waldeck Rochet expose à M. le ministre de l'intérieur qu'en vertu d'un arrêté préfectoral du 13 novembre 1967 réglementant l'exploitation, le contrôle et l'usage des voitures publiques à Paris et dans les communes de l'ancien département de la Seine, les artisans du taxi sont soumis à l'obligation de ne travailler qu'à certaines heures sous peine de se voir infliger des sanctions telles que le retrait de leur certificat de capacité. Dans le cadre des « négociations de Grenelle », il avait été décidé que cette période d'inactivité obligatoire serait légèrement diminuée. Cependant, cette restriction subsiste toujours et cause un préjudice certain aux artisans du taxi. En limitant leur droit au travail, cette mesure comporte un caractère discriminatoire inadmissible à l'égard de cette catégorie d'artisans. En conséquence, il lui demande si le Gouvernement entend prendre rapidement les dispositions nécessaires afin que les restrictions au droit au travail contenues dans l'arrêté du 13 novembre 1967 soient abrogées.

4100. — 15 février 1969. — M. Ansquer appelle l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la comparaison qui peut être faite des attributions de l'Etat dans les budgets primitifs de 1968 et 1969 des communes. Selon un exemple particulier qui lui a été communiqué, le produit du versement représentatif de la part locale de la taxe sur les salaires comprenant l'attribution de garantie (y compris la majoration de 4,40 p. 100) et les impôts sur les ménages, représente dans le budget primitif de 1969 une augmentation de 4,43 p. 100 par rapport au produit de la part locale de la taxe sur les salaires (108 p. 100 des attributions directes de la taxe locale de 1967) telle qu'elle figurait dans le budget primitif de 1968. Si l'on tient compte de l'économie résultant pour cette commune de l'exonération de la taxe sur les salaires calculée sur la masse salariale prévue pour 1969, ce taux moyen de progression est porté à 6,94 p. 100 par rapport à 1968. L'augmentation des recettes ordinaires provenant directement de l'Etat en 1969 est donc de 4,43 p. 100, ou de 6,94 p. 100 si l'on tient compte de l'exonération de la taxe sur les salaires. Par contre, les pourcentages d'augmentation des quelques dépenses obligatoires, inscrites au même budget primitif de 1969 par rapport au budget primitif de 1968, sont beaucoup plus importants puisque les dépenses en carburant progressent de 10 p. 100 ; les salaires et les charges sociales de 10 p. 100 ; les dépenses d'aide sociale de 25 p. 100, et que l'augmentation du taux de la T. V. A. représente également une dépense supplémentaire de 15 p. 100. Cette distorsion entre les recettes, en augmentation de 6,90 p. 100 et des dépenses, en augmentation d'environ 10 à 15 p. 100, vient s'ajouter au fait que les recettes de 1968 ont été minimisées car leur calcul s'est effectué sur la progression fortement restreinte de la taxe locale de 1967. En effet, dans le département de la Vendée, l'augmentation globale du produit de la taxe locale n'a été que de 7,01 p. 100 en 1967 par rapport à 1966, alors qu'elle s'élevait à 12,98 p. 100 en 1966 par rapport à 1965. Le ralentissement ainsi constaté de l'augmentation de la taxe locale en 1967 tient au fait que cette année était la dernière année d'application de la taxe locale et que les forfaits n'ont pas été modifiés en raison de la généralisation imminente de la T. V. A. D'autre part, beaucoup

d'entreprises commerciales, toujours parmi les plus importantes, ont opté dès 1967 pour le régime de la T. V. A., réduisant ainsi : et le nombre des assujettis à la taxe locale, et le montant de son produit annuel. Les récentes hausses : personnels, fournitures, travaux, font peser sur les collectivités des charges nouvelles particulièrement lourdes au regard des attributions de taxe sur les salaires actuellement versés. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour pallier l'aggravation de l'état des finances locales qui résulte d'une insuffisante augmentation des recettes par rapport à celle des dépenses. Le produit global de la taxe sur les salaires s'étant accru en fonction des augmentations de la masse salariale consécutives aux accords de Grenelle, on comprend mal que la part locale attribuée aux communes en 1969 n'ait augmenté que de 4,40 p. 100 comme si l'augmentation des salaires en 1968 avait été normale. Il souhaiterait en particulier savoir dans quelles conditions la part locale fera l'objet d'une augmentation complémentaire destinée à tenir compte de cet élément.

4101. — 15 février 1969. — **M. Ansquer** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que l'article 62 de la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967 prévoit qu'une taxe locale d'équipement établie sur la construction, la reconstruction et l'agrandissement des bâtiments de toute nature peut être instituée par délibération du conseil municipal. La décision prise pour l'institution de cette taxe est valable pour une durée de trois ans minimum. L'article 67 de la même loi fixe que pour la même catégorie de construction le taux est uniforme pour l'ensemble du territoire communal. Il est regrettable, s'agissant des communes rurales, qu'il ne soit pas possible de dissocier le périmètre d'agglomération de la zone proprement rurale. En effet, le conseil municipal peut estimer qu'il est très souhaitable d'assujettir la partie agglomérée et les nouveaux groupes d'habitation à implanter en bordure des agglomérations à ladite taxe car ces zones entraînent réellement des dépenses d'équipement supplémentaires. Par contre, il peut apparaître que les zones rurales étant généralement déjà équipées et l'implantation de nouveaux bâtiments dans des exploitations agricoles n'entraînant pas d'équipements nouveaux, il est peu souhaitable d'assujettir les zones rurales à la même taxe locale d'équipement que les zones agglomérées. Il lui demande, en conséquence, s'il envisage, en accord avec son collègue **M. le ministre de l'économie et des finances**, une modification de l'article 67 précité, de telle sorte que les municipalités aient le choix d'assujettir à la taxe locale d'équipement, soit l'ensemble du territoire communal, soit seulement la partie agglomérée.

4129. — 17 février 1969. — **M. Delong** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les cas d'inéligibilité aux fonctions de conseiller municipal de certains employés de préfecture dans le cadre du code électoral. Il lui demande en particulier si un secrétaire administratif contractuel, employé dans une préfecture, rémunéré sur les crédits du département et recruté sous contrat résiliable avec un préavis d'un mois à la qualité d'employé de préfecture et est de ce fait inéligible aux fonctions de conseiller municipal.

4192. — 19 février 1969. — **Mme de Hauteclocque** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** qu'au cours de la discussion devant l'Assemblée nationale du budget de son ministère pour l'année 1969, elle avait appelé son attention, le 14 novembre dernier, sur la situation d'un certain nombre d'officiers de police adjoints contractuels qui ne peuvent dans l'état actuel des textes faire l'objet d'une intégration comme fonctionnaires dans le corps des O. P. A. Il s'agit soit de fonctionnaires qui, appartenant au corps des gardiens de la paix de la sûreté algérienne, ont été détachés comme O. P. A. en métropole, soit de militaires en activité ou du cadre de réserve servant en Algérie et reconvertis en O. P. A. comme contractuels. Ces agents ont dépassé la limite d'âge en dessous de laquelle ils peuvent se présenter à des concours, mais ils ont tous exercé pendant plus de cinq ans leurs nouvelles fonctions. Ayant été appelé à remplir des fonctions souvent ingrates et même dangereuses, qui les ont d'ailleurs privés de la possibilité de préparer des concours, il apparaît équitable qu'ils puissent bénéficier maintenant d'une intégration dans le corps des officiers de police adjoints de la police nationale. En réponse à cette question, il lui faisait connaître qu'un projet de décret tendant à maintenir en faveur de ces officiers de police adjoints contractuels le bénéfice des dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 1966, avait reçu l'accord des ministres intéressés et qu'il serait soumis prochainement au Conseil d'Etat. Cette réponse date maintenant de trois mois et le décret en cause n'a pas encore été publié, c'est pourquoi elle lui demande à quelle date paraîtra le texte en cause.

4196. — 19 février 1969. — **M. Joseph Rivière** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que certaines sociétés concessionnaires de services publics, prennent l'habitude de faire payer le prix de leurs services par les usagers au moyen de chèques postaux ou éventuelle-

ment de mandats. Cette méthode rationnelle en soit évite les frais occasionnés par les encaissements à domicile. Cette économie est réalisée par la société concessionnaire, mais ne se répercute pas sur l'usager. Mais il faut convenir que si le paiement par chèque postal est un moyen facile et moderne de règlement, il ne l'est cependant pas en faveur des retraités et personnes âgées en général. Ces personnes n'ont généralement pas de compte courant postal. Elles se trouvent dans l'obligation de se rendre au bureau de poste et de payer les frais de mandat. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour éviter ces déplacements et ces frais à des personnes que leurs ressources modestes mettent par ailleurs en état d'infériorité vis-à-vis des autres.

4213. — 20 février 1969. — **M. Fouchier** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** que, lors de la conclusion des accords « Oudinot », des engagements ont été pris par le Gouvernement concernant l'exercice du droit syndical dans la fonction publique. Aux termes mêmes du protocole d'accord, le Gouvernement s'est déclaré « prêt dans un délai très court à promouvoir un ensemble de dispositions, de nature à porter au plus haut niveau d'efficacité et de confiance mutuelle les rapports entre l'Etat et les représentants des fonctionnaires ». Il s'est engagé, à cet effet, « à constituer avec toutes les organisations syndicales une commission qui sera chargée d'étudier et d'élaborer très rapidement les mesures à prendre pour atteindre ces objectifs ». Il lui demande s'il peut lui faire connaître ses intentions quant aux modalités de réalisation de ces engagements à l'égard des divers corps de fonctionnaires des services de la police nationale et d'indiquer, notamment, s'il envisage, conformément à ce que souhaitent certaines organisations syndicales, l'organisation de rencontres communes, suivant une certaine périodicité, entre les représentants qualifiés de l'administration et des syndicats des personnels, afin que ces derniers puissent être informés, aussi largement que possible, des décisions relatives à leurs conditions de travail et de vie professionnelle. Dans l'affirmative, il lui demande s'il peut préciser quelles formes revêtiront ces rencontres et à quels niveaux elles se situeront.

4219. — 20 février 1969. — **M. Pierre Vertadier** expose à **M. le ministre de l'intérieur** qu'aux termes de l'article 1^{er} (II) de la loi n° 68-1043 du 29 novembre 1968, la taxe sur les salaires prévue à l'article 231 du code général des impôts continue d'être due « par les personnes ou organismes, à l'exclusion des collectivités locales et de leurs groupements, qui paient des traitements, salaires, indemnités et émoluments lorsqu'ils ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée ». Il en résulte que les établissements publics communaux, tels que les bureaux d'aide sociale et les caisses des écoles dont le but exclusivement social constitue l'unique raison d'exister, demeurent assujettis à la taxe sur les salaires. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour faire cesser une anomalie aussi regrettable qu'injustifiée.

4231. — 20 février 1969. — **M. de Brogile** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que, le 27 janvier dernier, il a été adressé à tous les habitants de la ville de Levallois-Perret, sous le timbre de la mairie, et sur le papier à lettre officiel, une circulaire luxueusement imprimée, portant signature du maire de la ville, laquelle, sous le couvert d'un examen de la fiscalité actuelle, comporte de violentes attaques contre « l'Etat gaulliste », et reprend les principaux thèmes de la propagande communiste. Il lui demande s'il a eu connaissance de ce document, s'il considère que l'utilisation du matériel et des fonds communaux à une telle entreprise de propagande politique lui paraît conforme à la loi, et, dans la négative, quelles mesures seraient envisagées au sujet de cette affaire, pour le présent et l'avenir.

INDUSTRIE

4145. — 18 février 1969. — **M. Henri Biary** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie** sur le fait que, dans le cadre des négociations franco-japonaises, la délégation française envisagerait d'accepter la libération à l'importation en France des fils de laine peignée répertoriés à la nomenclature douanière sous le numéro 53-07. Une telle mesure ne manquerait pas d'avoir des incidences économiques et sociales très sérieuses, notamment dans le secteur de Roubaix-Tourcoing. La libre introduction de produits japonais peserait non seulement sur les débouchés intérieurs que la production nationale satisfait à l'heure actuelle à concurrence de 95 p. 100 environ, mais encore sur le volume de nos exportations à destination notamment du Marché commun et qui représente, rien que pour l'Allemagne, 7 p. 100 de notre production. Or, on constate déjà que de 1957 à 1967, notre production de fils de laine a connu une évolution difficile et que dans les trois dernières années elle a diminué d'environ 20 p. 100 pour se situer aux environs de 85.000 tonnes. Cette situation résulte essentiellement de la concurrence que les industries belges et italiennes, dont

l'activité s'est augmentée de plus de 80 p. 100 dans les dix dernières années pour atteindre respectivement 45.000 et 88.000 tonnes, ont fait peser sur nos débouchés traditionnels européens. Compte tenu de cette évolution et de la gravité des problèmes d'emploi dans l'agglomération, il lui demande s'il n'estime pas indispensable de ne pas libérer maintenant les importations en provenance du Japon, car il serait assurément catastrophique d'introduire de nouvelles et très profondes perturbations dans les conditions de concurrence.

4214. — 20 février 1969. — **M. Spénale** appelle l'attention de **M. le ministre de l'Industrie** sur la situation au regard de la retraite complémentaire des anciens employés des entreprises privées qui, avant l'institution du monopole d'Electricité de France, produisaient ou distribuaient du courant électrique. Cette catégorie d'entreprises ayant disparu, il est évidemment impossible de leur demander l'institution d'un régime complémentaire de retraites. Il est en sens inverse anormal d'admettre que les personnels intéressés soient privés de ce seul fait de tout droit à la retraite complémentaire. Si l'on admet que par ailleurs là où elles sont instituées, les retraites complémentaires sont servies non sur les cotisations des entreprises au bénéfice desquelles les intéressés ont travaillé, mais sur les versements des entreprises fonctionnant actuellement dans le même secteur d'activité, il apparaît que dans le cas qui nous occupe c'est à Electricité de France, successeur universel des anciennes entreprises productrices ou distributives d'électricité qu'il appartient de régler la question des retraites complémentaires de leurs anciens personnels. Ce devoir apparaît d'autant plus impérieux que les entreprises nationalisées doivent être exemplaire en matière sociale, et que le caractère de monopole d'Electricité de France empêche de rechercher cette solution en dehors d'elle-même. Il lui demande quelle est la doctrine du Gouvernement en la matière et dans la mesure où elle est conforme à l'analyse ci-dessus énoncée, quelles initiatives il compte prendre pour régler ce problème dans un sens conforme à l'équité due aux personnels intéressés.

JUSTICE

4093. — 15 février 1969. — **M. Ducoloné** expose à **M. le garde des sceaux, ministre de la justice**, qu'aux termes de l'article L. 39 du code des pensions civiles et militaires, l'épouse d'un retraité ne peut bénéficier de la réversion de la pension de ce dernier que si le mariage a été célébré au moins deux ans avant le décès du mari. Cette disposition restrictive soulève de nombreuses protestations légitimes en raison de son caractère arbitraire, propre à créer des situations souvent scandaleuses. C'est pourquoi, il lui demande s'il ne lui paraît pas indispensable de prendre les dispositions nécessaires pour que cette restriction abusive soit abrogée.

4130. — 18 février 1969. — **M. Pierre Bonnel** appelle l'attention de **M. le garde des sceaux, ministre de la justice**, sur le très grand émoi provoqué en France par l'issue tragique du drame de Cestas. La décision prise de donner l'assaut à la maison du forcené ayant eu pour conséquence la mort des deux enfants et le suicide de l'intéressé, il lui demande dans quelles conditions cette initiative a été prise et les raisons pour lesquelles l'ordre a été donné après quinze jours de siège alors que tout permettait de penser que le dément mettrait ses menaces à exécution.

4131. — 18 février 1969. — **M. Bernard Lafay** expose à **M. le garde des sceaux, ministre de la justice**, que la tragédie de Cestas, qui bouleverse la France entière, pose des problèmes qui en dépassent les circonstances, si atroces soient-elles. Sans doute, il croit interpréter l'opinion unanime en lui demandant s'il entend ouvrir une enquête impartiale et complète sur la série de faits qui ont abouti à ce geste triplement meurtrier : 1° consistance de l'enquête qui a précédé la décision judiciaire de confier les enfants à leur mère ; 2° conditions de vie des enfants chez leur mère ; 3° raisons pour lesquelles la décision de confier les enfants à un centre spécialisé a été prise aussi tardivement alors que le drame était en cours depuis deux semaines ; 4° origine du brusque durcissement de l'attitude des forces de l'ordre qui avaient fait preuve de patience et de circonspection jusqu'au 16 février, considérant que la sauvegarde de la vie des deux enfants passait avant toute considération. Mais, au-delà des éclaircissements qu'impose la sanglante issue du siège de la maison de Cestas, il croit devoir appeler avec insistance son attention sur la mise en cause du fonctionnement de la justice qui trouble de plus en plus l'opinion française et qui rend urgente la réforme profonde d'institutions dont le caractère à la fois médiéval et napoléonien ne correspond plus depuis longtemps aux mœurs et aux exigences de notre temps. **M. le garde des sceaux** a exprimé lui-même cette nécessité le 8 novembre 1968 en déclarant notamment devant l'Assemblée nationale à propos de la réforme judiciaire : « Une modernisation, c'est-

à-dire une réadaptation des structures de la justice française aux conditions actuelles de notre société est absolument indispensable ». Mais une réforme des structures serait insuffisante si elle n'était pas soutenue par une réforme de l'esprit dans lequel la justice est rendue, par l'humanisation réclamée par de nombreux magistrats. Au moment où, dans tous les domaines, les pouvoirs publics veulent répondre à la contestation par la participation, la notion de participation doit être étendue au domaine de la justice où elle est plus importante que partout ailleurs puisqu'il s'agit de la liberté, de l'honneur ou de la vie des hommes. Faute d'une telle réforme et quels que soient les mérites du corps de la magistrature, on peut craindre que des erreurs dues à des institutions sclérosées ne suscitent des mouvements de révolte d'abord individuels, puis collectifs dont la gravité ne saurait être méconnue. Il lui demande : 1° s'il entend ordonner une enquête exhaustive sur les circonstances du drame de Cestas et la rendre publique ; 2° s'il peut lui préciser comment il entend, dans la réforme judiciaire à l'étude, faire prédominer l'esprit d'équité et d'humanité sur le juridisme formel.

4133. — 18 février 1969. — **M. Cousté** rappelle à **M. le garde des sceaux, ministre de la justice**, l'exposé des motifs du projet de loi de prorogation de délai des travaux préparatoires, et de ses propres déclarations rappelant que, pour que la loi s'applique, « l'impossibilité d'exécution doit être entière ». Il lui demande si l'on doit estimer que le relevé de forclusion prescrit par la loi du 31 juillet 1968 portant prorogation de délai s'impose en tout état de cause, ou si l'on doit estimer que le débiteur d'une formalité judiciaire, telle que le protêt doit être à l'abri du reproche d'inaction et de négligence, alors qu'il avait les moyens d'agir et alors que par ailleurs, dans des cas similaires, le débiteur de la formalité a pu dresser des protêts dans le même lieu et dans la même période couverte par la loi.

4144. — 18 février 1969. — **M. Pons** demande à **M. le garde des sceaux, ministre de la justice**, s'il peut lui indiquer quelles sont les « raisons nouvelles » qui ont déclenché l'action de la gendarmerie à Cestas dans des conditions telles que cette action a eu pour résultat la mort de deux enfants, victimes d'un père malade mental évident. Il souhaiterait savoir si toutes les possibilités d'agir autrement avaient été tentées et s'il n'estime pas que la vie de deux enfants est dans tous les cas beaucoup plus importante que l'exécution d'un mandat d'amener.

4165. — 18 février 1969. — **M. Boudet** expose à **M. le ministre de la justice** que, considérant que les péripéties et l'épilogue du drame qui s'est déroulé à Cestas ont soulevé une très vive et légitime émotion, il lui semble inadmissible qu'en 1969 des enfants et un père puissent être amenés à mourir pour l'exécution d'un jugement de divorce. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour qu'un tel drame ne puisse pas se reproduire.

4167. — 19 février 1969. — **M. Icart** expose à **M. le ministre de la justice** qu'aux termes de l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966, toute société en nom collectif est commerciale par sa forme. Il lui rappelle : 1° qu'avant la parution de la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964, de nombreuses sociétés dont l'objet était la construction d'immeubles et leur revente avaient été constituées sous la forme en nom collectif qui était la seule permettant l'assujettissement à l'impôt sur les personnes physiques et non à l'impôt sur les sociétés ; 2° que certains associés de ces sociétés en nom collectif ne peuvent être commerçants en vertu des textes en vigueur (fonctionnaires, membres de certains ordres professionnels, officiers ministériels, étrangers, etc.). Il lui demande : a) Si l'article 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 24 juillet 1966 s'applique à titre rétroactif à toutes les sociétés en nom collectif, et notamment aux sociétés en nom collectif de construction ; b) si, dans l'affirmative, le Gouvernement n'envisage pas de déposer un projet de loi tendant à permettre à ces dernières sociétés de se transformer en sociétés civiles non imposables à l'impôt sur les sociétés, sans supporter les charges fiscales habituelles aux transformations, et cela afin d'éviter que les associés desdites sociétés ne deviennent commerçants ipso facto ; c) si la loi du 24 juillet 1966 s'applique aux sociétés en cause, quelle est la situation des associés qui ne peuvent être commerçants, faute de l'unanimité des associés pour la transformation en sociétés civiles.

4168. — 19 février 1969. — **M. Icart** expose à **M. le ministre de la justice** : 1° qu'aux termes de l'article 206-2 du code général des impôts, les sociétés civiles ayant pour objet l'achat d'un terrain et la construction d'immeubles en vue de la revente sont assujetties, en principe, à l'impôt sur les sociétés ; 2° que la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964, article 28, a permis toutefois, sous certaines conditions, l'imposition des revenus de ces sociétés à l'impôt sur les

personnes physiques ; 3° que, depuis, certains arrêts ont été rendus consacrant la compétence des tribunaux de commerce, c'est-à-dire considérant comme commerciales les sociétés dont l'objet est la construction d'immeubles en vue de la revente (arrêt cour d'appel d'Aix-en-Provence du 20 février 1968) ; 4° que l'article 1^{er} de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 précise que le caractère commercial d'une société est déterminé par sa forme ou par son objet. Il lui demande : a) si les sociétés civiles de construction visées par l'article 28 de la loi du 23 décembre 1964 doivent se faire inscrire au registre du commerce et suivre les règles de publicité des sociétés commerciales (publication de la constitution, etc.) ; b) si les associés de sociétés civiles : ou bien doivent être considérés comme des associés en nom collectif, ce qui dans l'affirmative aurait pour effet de leur appliquer les dispositions de l'article 11, paragraphe 7, du décret du 23 mars 1967 sur le registre du commerce, et aurait par voie de conséquence d'exclure des dites sociétés toutes les personnes qui ne peuvent être commerçants : fonctionnaires, étrangers, certaines professions libérales, etc. ; ou bien s'il y a lieu de considérer que cet article ne peut s'appliquer car les associés d'une société civile sont tenus « pour une somme et parts viriles égales » (art. 1862 et 1963 du code civil), alors que les associés en nom collectif sont tenus indéfiniment et solidairement (art. 10, loi du 24 juillet 1966, sur les sociétés) ; c) si le Gouvernement n'envisage pas, pour éviter toute confusion, de déposer un projet de loi tendant à préciser que les sociétés civiles de construction doivent être immatriculées (ou non), des mesures de publicité prévues par les sociétés commerciales et, dans l'affirmative, que les associés ne doivent pas pour autant être considérés comme des commerçants.

4193. — 19 février 1969. — Mme de Hauteclocque appelle l'attention de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, sur l'émotion générale qui s'est emparée de tous à l'annonce de la fin tragique des enfants qui viennent d'être tués par leur père à Cestas dans des conditions présentes à tous les esprits. La presse écrite et la presse parlée se sont faites très largement l'écho de cette douloureuse affaire et donnent à cet égard des informations imprécises et parfois contradictoires, si bien que chacun s'interroge pour savoir si la décision qui a causé la mort de ces enfants a été prise par une autorité judiciaire ou une autorité administrative. Il est, en effet, évidemment exclu que la gendarmerie ait pu procéder à cet assaut sans avoir reçu des ordres émanant d'une autorité civile. Elle lui demande s'il n'estime pas indispensable d'éclairer l'opinion à cet égard en faisant connaître publiquement les autorités qui ont pris cette responsabilité et les raisons pour lesquelles elles ont cru devoir le faire.

4199. — 19 février 1969. — M. Nilès expose à M. le garde des sceaux, ministre de la justice, que l'opinion publique est très émue par la fin tragique du drame de Cestas où deux hommes et deux enfants sont morts. Regrettant la scandaleuse publicité faite dans le cours de cette affaire douloureuse, il lui demande : 1° pour quelles raisons un assaut frontal avec blindés et après sommations a été donné le 17 février alors que le risque de voir tuer les enfants avait jusque-là été compris, semble-t-il, par les autorités ; 2° qui a donné l'ordre de ne plus temporiser ; 3° pourquoi n'a-t-on pas attendu tout le temps nécessaire à une solution plus assurée, un dispositif de surveillance allégé suffisant à surveiller les gestes d'un homme pour qui la fuite n'avait pas de signification ; 4° pourquoi, enfin, au lieu de donner l'image d'un siège dérisoire mais qui s'achève dans l'horreur, n'a-t-on pas eu recours aux produits, aux moyens, aux techniques à la disposition de la justice alors qu'il s'agissait de s'assurer d'un homme seul ayant accepté à plusieurs reprises de parler. Si un risque devait être pris, ne devait-il pas l'être à ces occasions. Un doute demeure que des préoccupations de prestige, voire la raison d'Etat, aient fait brusquement basculer la décision pour qu'au péril de la justice et de la simple humanité « force reste à la loi », avec les conséquences que l'on sait.

4212. — 20 février 1969. — M. Jacques Barrot demande à M. le garde des sceaux, ministre de la justice, s'il peut lui indiquer : 1° s'il est exact que les toxicomanes inculpés continuent à être traduits purement et simplement devant les tribunaux sans être soumis à une cure de désintoxication et à un traitement, ainsi que le prévoit l'article 117 ter, inséré dans le code de la pharmacie par l'article 3 de la loi n° 53-1270 du 24 décembre 1953 modifiant et complétant les dispositions législatives relatives à la répression du trafic et de l'usage illicite des stupéfiants ; 2° dans l'affirmative, quelles mesures il entend prendre pour assurer l'application des dispositions de l'article 117 ter susvisé.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

4095. — 15 février 1969. — M. Roucaute expose à M. le ministre des postes et télécommunications la situation anormale dans laquelle se trouve le service des lignes P. T. T. de Brive qui compte 31 agents

pour une population de 53.000 habitants. Il lui rappelle à titre de comparaison que la ville de Bergerac qui compte 28.000 habitants a 31 agents et que ce chiffre lui-même ne répond pas totalement aux besoins de la ville. Il lui demande, compte tenu de cet état de choses, s'il n'estime pas nécessaire et indispensable d'améliorer cette situation en créant immédiatement les postes indispensables à un bon fonctionnement de ce service. Il lui signale, à ce propos, que la section syndicale C.G.T. a chiffré les besoins immédiats à 21 nouveaux emplois pour le centre de Brive.

4121. — 17 février 1969. — M. Sallenave demande à M. le ministre des postes et télécommunications pour quelles raisons le courrier à destination du Maroc est acheminé par la voie maritime qui est la plus longue et demande dix à quinze jours pour le transport, alors que, par voie ferrée, il suffirait de quarante-huit heures, et s'il n'envisage pas de modifier cette pratique qui cause de sérieux désagréments aux Français résidant au Maroc.

4122. — 17 février 1969. — M. Sallenave expose à M. le ministre des postes et télécommunications que, d'après les informations qui lui sont parvenues, des instructions auraient été données concernant le blocage en France du crédit des comptes courants des chèques postaux dont les titulaires sont des Français résidant au Maroc. Ceux-ci sont même mis dans l'impossibilité d'approvisionner leur compte courant postal par virement de leur compte bancaire étranger. Cette mesure, qui aboutit à empêcher l'entrée des capitaux en France — alors que, dans le même temps, on permet d'opérer des virements par débit de comptes courants postaux pour les Etats francophones d'Afrique, à l'exception du Maroc — apparaît difficilement explicable. Il lui demande quelles raisons sont à l'origine de cette réglementation, qui est contraire à celle qui avait été appliquée lors d'une précédente période de contrôle des changes, au cours de laquelle il était interdit de créditer un compte bancaire étranger par virement d'un compte courant postal.

4127. — 17 février 1969. — M. Boutard attire l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur la situation des ouvriers d'état 4^e catégorie, électromécaniciens qui suivent actuellement des cours à Limoges, pour une période de cinq mois et demi. Les intéressés se sont vu refuser le bénéfice d'une indemnité de frais de mission alors que celle-ci est accordée aux agents des installations qui suivent des cours de contrôleurs des installations électromécaniques. Il lui fait observer que les uns et les autres se trouvent dans les mêmes conditions de détachement et supportent des charges égales. En outre, les salaires des ouvriers électromécaniciens sont inférieurs à ceux des agents des installations. Pour certains d'entre eux, la résidence habituelle est à une très grande distance de Limoges et ils ne peuvent se rendre dans leur famille, ne serait-ce qu'une fois par mois, en raison de l'insuffisance de leur salaire et des dépenses qu'ils ont à supporter. Il lui demande si, dans ces conditions, il n'estime pas équitable de leur accorder une indemnité de frais de mission.

4128. — 17 février 1969. — M. Commenay, se référant à la réponse donnée à la question écrite n° 2825 (Journal officiel, débats A. N. du 11 janvier 1969, p. 87), expose à M. le ministre des postes et télécommunications que les termes de cette réponse sont difficilement conciliables avec les deux arrêts du Conseil d'Etat en date du 23 novembre 1968, qui ont respectivement annulé, d'une part, les articles 10, 11 et 14 du décret n° 64-953 du 11 septembre 1964 relatif au statut particulier du corps des contrôleurs divisionnaires des P. T. T. et, d'autre part, le décret n° 64-954 du 11 septembre 1964 relatif au statut particulier du corps des surveillants en chef des P. T. T. Le premier de ces arrêts souligne, dans ses considérants, que le Gouvernement ne pouvait réserver les mesures d'intégration aux seuls agents du sexe féminin en écartant tous les agents du sexe masculin appartenant au même corps, que les dispositions transitoires n'ont été prévues qu'en faveur des seules surveillantes et surveillantes comptables et que ces discriminations n'étaient exigées ni par la nature des fonctions ni par les conditions d'exercice de celles-ci. Le deuxième arrêt est motivé par le fait que le statut particulier du corps des surveillantes en chef a été fixé en violation de l'article 7 de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, qui prescrit l'égalité des traitements entre les fonctionnaires des deux sexes, alors que cette dérogation à la règle n'était exigée ni par la nature des fonctions exercées par les surveillantes en chef, ni par les conditions d'exercice de ces fonctions. Il apparaît difficile, dans ces conditions, d'accepter comme valable la thèse selon laquelle les candidats masculins n'ont subi aucun préjudice de carrière à l'occasion des intégrations effectuées pendant la période transitoire sans examen. Il lui demande s'il n'estime pas conforme à la plus stricte équité de prévoir, en faveur des chefs de section et contrôleurs masculins des P. T. T. qui ont été lésés par application des dispositions annulées par le Conseil d'Etat, les mesures de réparation qui s'imposent.

TRANSPORTS

4050. — 14 février 1969. — **M. Halbout** expose à **M. le ministre des transports** que les agents de la S. N. C. F. prenant leur retraite, et ayant effectué des services militaires au-delà de la durée légale du service obligatoire, ne peuvent obtenir qu'il soit tenu compte, pour le calcul de leur pension, de la totalité des services militaires. Cette situation est très défavorable pour ceux qui, ayant effectué moins de quinze ans de services militaires, n'ont pas obtenu en contrepartie de ces services une pension militaire proportionnelle et votent ainsi une période de leur vie pour laquelle ils ne perçoivent aucune retraite. Il lui demande s'il n'envisage pas, à l'occasion des réformes qui doivent intervenir à la S. N. C. F., de faire cesser cette situation anormale qui est celle des agents de la S. N. C. F. et qui les défavorise par rapport à la plupart des retraités des autres services publics et semi-publics.

4076. — 14 février 1969. — **M. Lebas** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur les procédures commerciales qui lient la Société nationale des chemins de fer français à la Société de transports de produits alimentaires qui est une de ses filiales. Il semble que cette société qui cherche des clients par démarchage auprès des entreprises industrielles et commerciales propose à ceux-ci des tarifs de transports ferrés, à partir des lieux de production, inférieurs aux tarifs officiels de la S. N. C. F. Il semble également que la S. N. C. F., en fin d'année, consente à la S. T. P. A. des ristournes variant avec l'importance du trafic amené par celle-ci à la voie ferrée. Il lui demande si ces procédures sont effectivement pratiquées et, dans l'affirmative, s'ils ne lui paraissent pas anormaux, compte tenu du déficit de la S. N. C. F., déficit que le Gouvernement s'attache à résorber.

4092. — 15 février 1969. — **M. Darde** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur la diminution inquiétante du plan de charges de Sud-Aviation. En effet le dernier trimestre fait apparaître une chute de 140.000 heures productives mensuelles au cours du dernier trimestre de l'année 1968. De plus une baisse de 200.000 heures nouvelles est déjà à craindre pour 1969. Enfin l'embarquement sur le matériel militaire à destination d'Israël prive la division hélicoptère de 1.200.000 heures productives. Il lui demande s'il peut lui indiquer : 1° quelles mesures urgentes d'ensemble il compte prendre sur le plan de la production en vue de remédier à cette situation ; 2° quelles mesures particulières il compte proposer sur le plan social pour éviter tout licenciement.

4173. — 19 février 1969. — **Mme Prin** expose à **M. le ministre des transports** le cas des veuves de pensionnés S. N. C. F. qui ne peuvent bénéficier de la pension de reversion du chef de leur mari que si le mariage a été contracté six ans avant le décès. Elle lui demande si le Gouvernement n'entend pas prendre des mesures qui s'imposent afin de mettre un terme à une injustice d'autant que le mari a effectué les versements nécessaires.

4201. — 19 février 1969. — **M. Roucaute** expose à **M. le ministre des transports** qu'un certain nombre de mesures décidées ou envisagées par la S. N. C. F., faisant suite à la décision gouvernementale de fermeture définitive du bassin minier du Gard, vont contribuer à l'asphyxie économique de la région : 1° fermeture de lignes de chemin de fer : a) à tout trafic Alès-Quissac ; b) au trafic voyageur Robiac-Le Teil ; c) au trafic omnibus La Bastide-Mende ; 2° cessation de plusieurs activités ferroviaires en Alès : suppression de la desserte en surface, lavage et nettoyage du matériel remorqué par des entreprises privées, fermeture du poste d'entretien (réparations wagons), accentuation de la centralisation comptable ; 3° diminution des effectifs, au dépôt, en gare, au service V. B. et suppression du poste d'entretien (en tout 100 emplois environ). Il attire son attention sur le caractère économique désastreux de ces mesures et sur l'aspect humain et social qui devrait prévaloir en ce qui concerne le personnel de la S. N. C. F. désirant obtenir des garanties sérieuses quant à son avenir. Il lui demande, devant la gravité de la situation régionale et locale, quelles mesures il compte prendre pour sauvegarder les intérêts du personnel, de la ville d'Alès et de la région cévenole.

4235. — 20 février 1969. — **M. Chazelle** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur les conséquences de la décision de suppression de l'annexe de traction S. N. C. F. de Langeac (43) qui doit être effective le 1^{er} octobre prochain. La vingtaine d'agents concernés ont toujours résidé à Langeac et la plupart ont accédé à la propriété. Les postes vacants qui leur sont proposés sont situés à Paris, Chambéry, Lyon et Dijon. Il lui signale que plusieurs d'entre eux arriveront à l'âge de la retraite dans quelques années et qu'il serait alors facile de faire résorber le personnel restant par les services locaux EX et VB. Il lui demande, en conséquence, s'il lui serait possible d'envisager de faire rapporter la décision prise.

REPONSES DES MINISTRES
AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

2997. — **M. André-Georges Voisin** expose à **M. le Premier ministre** que, le 2 septembre 1967 — il y a plus d'un an — il lui a adressé une question écrite n° 3406 demandant les suites réservées à l'article 76 de la loi de finances n° 64-1379 du 23 décembre 1964 relatif à la situation de certains fonctionnaires du corps autonome des administrateurs des affaires d'outre-mer, texte dont il est l'auteur. Aux termes de la réponse qui lui a été faite le 25 octobre 1967 (*Journal officiel* du 26 octobre 1967), il ressortait que seules quelques administrations parmi celles où des fonctionnaires intéressés ont été intégrés par la commission interministérielle compétente avaient effectué les reconstitutions de carrière et procédé, en réalité, aux intégrations prévues par la loi. Aussi il lui demande à nouveau s'il peut lui indiquer : 1° la répartition par corps homologues des administrateurs des affaires d'outre-mer qui ont sollicité le bénéfice de l'article 76 de la loi de finances du 23 décembre 1964 ; 2° les reconstitutions de carrière qui leur ont été proposées, en mentionnant le grade indiciaire de leur intégration ; 3° la date la plus précise possible à laquelle les administrations qui n'auraient pas encore mis en application les textes précités procéderont aux reconstitutions de carrière et — en fait — aux intégrations prévues par la loi du 23 décembre 1964, et décidées par la commission interministérielle. (*Question du 17 décembre 1968.*)

Réponse. — 1° La répartition par corps homologues des administrateurs des affaires d'outre-mer qui ont sollicité le bénéfice de l'article 76 de la loi de finances du 23 décembre 1964 est la suivante :

Nombre d'administrateurs ayant sollicité une intégration dans un corps homologue	81
Nombre d'administrateurs ayant par la suite renoncé à une intégration	22
Différence	59

Répartition par corps homologue :

Magistrat de la Cour des comptes	1
Inspecteurs généraux de l'administration	2
Administrateurs civils	31
Administrateurs de la ville de Paris	10
Conseillers et secrétaires aux affaires étrangères	7
Conseillers de tribunal administratif	2
Inspecteurs de l'action sanitaire et sociale	2
Administrateurs financiers de la caisse nationale de crédit agricole	4
	59

2° Reconstitutions de carrière proposées avec indication du grade indiciaire de l'intégration :

NOMBRE d'intégrations.	INDICES DANS LE CORPS	
	des A. O. M.	d'accueil.

A. — Administrateurs des affaires d'outre-mer intégrés.

Magistrat de la cour des comptes	1	630	Hors échelle.
Conseiller de tribunal administratif	1	600	630
Conseiller de tribunal administratif	1	565	575
Inspecteur général de l'administration	1	600	550
Inspecteur général de l'administration	1	630	550
Administrateur civil	1	500	525
Administrateur civil	1	525	550
Administrateurs civils	4	565	575
Administrateurs civils	5	600	600
Administrateurs civils	6	630	630
Administrateurs civils	2	630	650
Administrateurs civils	4	630	Hors échelle.

B. — Administrateurs des affaires d'outre-mer en cours d'intégration.

Administrateur civil	1	525	525
Administrateur civil	1	525	550
Administrateurs civils	5	600	600
Administrateur civil	1	630	630

3^e Indication de la date la plus précise possible à laquelle les administrations qui n'ont pas encore mis en application les textes précités procéderont aux reconstitutions de carrière et aux intégrations : corps des administrateurs de la ville de Paris : réunion de la commission administrative paritaire envisagée en mars prochain ; corps des inspecteurs de l'action sanitaire et sociale : réunion de la commission administrative paritaire envisagée en mars-avril prochain ; corps des administrateurs financiers de la caisse nationale de crédit agricole : réunion de la commission administrative paritaire envisagée fin février début mars prochain. En ce qui concerne le corps des conseillers et secrétaires des affaires étrangères, aucune date n'a encore été fixée pour procéder aux reconstitutions de carrière des administrateurs intéressés.

Départements et territoires d'outre-mer.

3524. — **M. Fontaine** appelle l'attention de **M. le Premier ministre** (départements et territoires d'outre-mer) sur l'urgence que revêt désormais la parution des textes, depuis longtemps en cours d'élaboration, visant à réformer le régime des congés administratifs et des frais de déplacement dans les départements d'outre-mer. Il lui demande de lui faire connaître s'il envisage de faire paraître bientôt ces textes. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — L'attention de l'honorable parlementaire est appelée sur le fait que le projet de décret relatif à la réforme du régime des congés et des voyages de congé des magistrats et des fonctionnaires civils de l'Etat en service dans les départements d'outre-mer avait reçu l'agrément de principe du conseil interministériel dans sa séance du 28 novembre 1967. Toutefois, les conseils généraux des départements d'outre-mer, auxquels le texte gouvernemental a été soumis pour avis au cours de l'année 1968, ont émis des objections touchant à des dispositions essentielles de la réforme qu'il a été jugé opportun de prendre en considération. Des études financières complémentaires et une nouvelle consultation des départements ministériels concernés ont ainsi dû être effectués sur les bases du projet modifié. Dès réception des éléments d'information qui sont encore attendus, toutes mesures seront prises en vue de l'intervention rapide d'un accord entre les ministères concernés. Quant au projet de texte fixant les conditions et des modalités de règlement des frais de déplacement des personnels civils dans les départements et territoires d'outre-mer, sa mise au point se poursuit activement. Des réunions de travail doivent avoir lieu très prochainement pour résoudre les questions litigieuses qui retardent encore la parution de ce décret.

Fonction publique.

2496. — **M. de Montesquiou** rappelle à **M. le Premier ministre** (fonction publique) que la loi du 7 avril 1955 et le décret d'application du 19 octobre 1955, qui ont permis d'intégrer dans la fonction publique métropolitaine les fonctionnaires français des cadres tunisiens, n'ont pas été suffisants pour régler de façon satisfaisante toutes les situations des fonctionnaires français des cadres locaux de l'ancien protectorat, notamment celle des anciens combattants résistants et victimes de la guerre. Ces textes ont dû être complétés, d'une part, par l'ordonnance n° 59-144 du 7 janvier 1959 et le décret n° 60-816 du 6 août 1960 et, d'autre part, par le décret n° 62-466 du 13 avril 1962 portant règlement d'administration publique pour l'application aux personnels bénéficiaires des lois du 7 août 1955 et du 4 août 1956 des dispositions de la loi du 26 septembre 1951. Cependant, jusqu'à ce jour, aucune mesure n'a permis aux anciens fonctionnaires français des cadres tunisiens de bénéficier, dans les mêmes conditions que leurs camarades métropolitains, des dispositions de la loi n° 53-1314 du 31 décembre 1953 relative au développement des crédits affectés aux dépenses du ministère des finances et des affaires économiques pour 1954, qui, en vertu de l'article 10, a permis la réalisation d'intégrations complémentaires dans les corps d'administrateurs civils en faveur de certaines catégories d'agents supérieurs. Cette lacune est d'autant plus regrettable que les fonctionnaires de nationalité tunisienne auraient pu bénéficier de cette loi grâce à leur qualité de ressortissants de l'Union française. S'agissant de mesures intéressant les empêchés au titre de l'ordonnance du 15 juin 1945 et de « Résistants » au sens de la loi du 26 septembre 1951, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour permettre de régulariser la situation des personnels intéressés qui se sont trouvés en Tunisie dans l'impossibilité de bénéficier des avantages consentis à leurs collègues métropolitains. (Question du 26 novembre 1968.)

Réponse. — En application des dispositions de la loi n° 55-1086 du 7 août 1955 et des décrets n° 55-1412 du 19 octobre 1955 et n° 57-70 du 25 janvier 1957, les fonctionnaires et agents des cadres tunisiens pouvaient être intégrés directement dans les cadres français présentant une analogie avec leurs cadres tunisiens d'appartenance, donc notamment, si leurs titres étaient jugés suffisants, dans le cadre des administrateurs civils pour ceux d'entre eux qui appartenaient aux cadres analogues tunisiens. Lorsque ultérieure-

ment la question s'est posée de l'extension aux fonctionnaires des anciens cadres tunisiens intégrés dans la fonction publique métropolitaine de la législation française portant réparation des préjudices de carrière nés du fait de lois d'exception ou de faits de guerre, il a été décidé par le législateur souverain que les intéressés pourraient déposer de nouveaux recours dans un délai de trois mois et demander à faire valoir, à l'exclusion de tous autres, des droits à reclassement dans des conditions à fixer par un décret s'inspirant des dispositions de l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945. Tel a été l'objet précis de l'ordonnance n° 59-114 du 7 janvier 1959 et du décret n° 60-816 du 6 août 1960. La position de principe ainsi adoptée en toute connaissance de cause excluait l'extension aux intéressés des dispositions de l'article 10 de la loi n° 53-1314 du 31 décembre 1953 permettant l'intégration dans le corps des administrateurs civils de certains agents supérieurs, puisqu'elle se serait traduite pour eux par un changement de cadre et non par un reclassement au sein du corps d'intégration.

3214. — **M. Verkindère** demande à **M. le Premier ministre** (fonction publique) à quelle catégorie hiérarchique A, B, C ou D sont classées les infirmières diplômées relevant des décrets n° 65-693 et 65-694 du 10 août 1965. (Question du 11 janvier 1969.)

Réponse. — Compte tenu des caractéristiques particulières des corps d'infirmières, il n'a pas été jugé indispensable de les classer dans l'une des catégories prévues par le statut général des fonctionnaires. Dans les cas exceptionnels, où il convient de faire appel à la notion de catégorie, la situation des infirmières doit être appréciée par rapport aux critères qui inspirent les dispositions générales des textes se référant à cette notion.

3434. — **M. Robert Poujade** rappelle à **M. le Premier ministre** (fonction publique) que les personnels mécanographes soumis au statut de 1950 assurent dans les services équipés d'ordinateurs les fonctions d'analystes et de programmeurs sans bénéficier des avantages consentis par ces emplois dans d'autres secteurs. Il lui demande : 1° si la création d'emplois d'analystes et de programmeurs titulaires des administrations de l'Etat est prévue ; 2° dans quelles conditions des mesures transitoires seront prévues pour permettre la nomination à ces nouveaux postes des agents titulaires du cadre de mécanographes sur machines à cartes perforées, qui, du fait de l'évolution de leur service, exercent les fonctions d'analystes et de programmeurs ; 3° dans l'éventualité d'une intégration des mécanographes dans les cadres administratifs, si des dispositions particulières sont prévues au bénéfice des chefs d'ateliers, chefs opérateurs, opérateurs faisant actuellement fonction d'analystes et de programmeurs. La question du reclassement des mécanographes semble à l'étude depuis plusieurs années, et ces agents se trouvent en fait déclassés par suite des revisions indiciaires accordées à différentes reprises aux cadres administratifs et techniques. Il lui demande également si une solution rapide peut être apportée à ce problème. (Question du 18 janvier 1969.)

Réponse. — La situation des personnels exerçant dans les centres de traitement de l'information a fait l'objet d'études approfondies qui ont abouti à l'élaboration de textes législatifs et réglementaires dont viennent d'être saisis les différents départements ministériels ainsi que les organisations syndicales intéressées. Deux types de dispositions caractérisent ces textes : d'une part, les projets posent le principe que les fonctions exercées dans les centres de traitement de l'information seront désormais assurées par des fonctionnaires appartenant à des corps classiques de la fonction publique ; c'est ainsi que les analystes ou programmeurs appartiendront à divers corps de fonctionnaires, une équivalence étant établie entre le niveau des fonctions exercées et le corps de fonctionnaires correspondant. Tout agent ayant fait la preuve de sa qualification pourra par conséquent exercer dans un centre de traitement de l'information ; d'autre part, en vue d'assurer le reclassement de ces personnels, les projets fixent les dispositions transitoires applicables aux agents actuellement en place, qu'ils soient titulaires du cadre des mécanographes sur machines à cartes perforées régi par le décret du 31 août 1960 ou qu'ils relèvent du décret du 14 septembre 1962 fixant les dispositions applicables aux programmeurs sur contrat des services mécanographiques des diverses administrations de l'Etat. Les textes établis par le secrétariat d'Etat (fonction publique) sont actuellement soumis aux organisations syndicales et aux divers départements intéressés et une solution définitive devrait intervenir à bref délai.

3482. — **M. Lucas** rappelle à **M. le Premier ministre** (fonction publique) que les ordinateurs ont commencé à être utilisés dans la fonction publique vers 1962. Un texte a alors créé un corps de programmeurs contractuels de l'Etat composé, d'une part, de fonctionnaires détachés recrutés dans un grade administratif ou technique et, d'autre part, de personnels non fonctionnaires recrutés dans le secteur privé. Ce double recrutement a entraîné un manque d'homogénéité dans ce corps. La direction de la fonction publique

a, par ailleurs, nommé une commission chargée de préparer un rapport sur le personnel nécessaire au fonctionnement des centres de traitement de l'information. Bien que cette commission ait remis son rapport en 1967, celui-ci n'a eu jusqu'à présent aucun effet pratique. Il importe à l'égard de ce problème de rappeler que dans chaque administration il existait un ou plusieurs centres mécanographiques dont le personnel bénéficiait d'un statut spécial dit des « Mécanographes ». Actuellement, tous ces centres ont été ou sont sur le point d'être remplacés par des C. T. I. Le personnel mécanographe se trouvant reclassé dans les bureaux ou les C. T. I. et ce, dans des emplois qui ne correspondent pas à son grade, il ne bénéficie pas ou très difficilement des possibilités de promotion qu'il avait dans les anciens corps. L'administration n'a d'ailleurs prévu que le cas des programmeurs sans prévoir celui du personnel affecté dans l'environnement des ordinateurs : contrôleurs de documents avant ou après leur exploitation, pupitreurs machine, gestionnaires des bandes magnétiques, employés du planning, reproducteurs et relieurs de documents, sans oublier les analystes. En ce qui concerne les horaires du personnel affecté au fonctionnement 24 heures sur 24 de l'ordinateur chaque administration résout ce problème de manière fort différente en raison de l'absence de texte, allant même jusqu'à employer du personnel privé intérimaire par le biais de sociétés de placement. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il est urgent et nécessaire pour régler tous ces problèmes d'élaborer le plus rapidement possible un statut du personnel des C. T. I. Il souhaiterait savoir d'ailleurs si ce statut a fait l'objet de travaux préparatoires et si ceux-ci doivent être communiqués pour avis aux organisations professionnelles intéressées. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — La situation des personnels exerçant dans les centres mécanographiques ou centres de traitement de l'information a fait l'objet d'études approfondies qui se sont notamment traduites par le rapport d'une commission qui avait été chargée d'examiner la situation de ces personnels. Les textes législatifs et réglementaires sont actuellement examinés par les différents départements ministériels ainsi que les organisations syndicales intéressées. Conscient de l'urgence qui s'attache à la parution de ces textes, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique, peut assurer l'honorable parlementaire qu'une solution définitive interviendra à bref délai.

3511. — M. Roucaute rappelle à M. le Premier ministre (fonction publique) les revendications non satisfaites des fonctionnaires retraités : a) réversion de la pension de la femme fonctionnaire sur le conjoint survivant ; b) relèvement à 60 p. 100 de la pension de réversion ; c) normalisation des classes ou échelons exceptionnels ; d) amélioration de l'allocation viagère des veuves sans pension ; e) majoration des services de la catégorie B ; f) suppression de l'écrêtement de base sur la partie du traitement de base excédant dix fois le traitement de l'indice 100 ; g) attribution d'une indemnité de départ lors de la mise à la retraite. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour satisfaire les justes revendications auxquelles il s'associe. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — L'ensemble des revendications indiquées ont été présentées de nouveau par les organisations syndicales devant le groupe d'étude des questions sociales institué par le relevé de conclusions établi à la suite des discussions menées avec ces organisations les 28 mai et 1^{er} juin. Les conclusions de ce groupe seront soumises au Gouvernement. En l'état actuel des discussions il serait prématuré de prendre parti sur les mesures qui pourraient être prises.

Jeunesse et sports.

2148. — M. Commenay rappelle à M. le Premier ministre (jeunesse et sports) que le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports a indiqué qu'avant le 15 novembre serait créé à Paris un centre d'information en faveur des jeunes et qu'il a précisé que cet organisme serait placé sous le contrôle direct du secrétariat d'Etat et d'un conseil de 21 jeunes choisis dans différentes régions de France et représentant toutes les catégories socio-professionnelles. Il lui demande si ce centre sera bientôt mis en place et comment sera composé le conseil de surveillance des jeunes. Il lui demande encore s'il peut lui faire connaître ce qu'il adviendra du haut-comité de la jeunesse qui devrait être réorganisé après la dissolution pratiquement intervenue. (Question du 8 novembre 1968.)

Réponse. — Les crédits nécessaires au financement et au fonctionnement du centre d'information et de dialogue, dont le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports, a annoncé la création, étant inscrits au budget 1969, le fonctionnement de cet organisme ne pouvait pas avoir lieu

avant. Cependant, sans attendre cette date, un effort d'information particulier en faveur de la jeunesse a été entrepris, dans les perspectives de l'ouverture prochaine du C. I. D., dans les locaux mêmes du secrétariat d'Etat où un service d'accueil et d'information est à la disposition des jeunes. Lors de l'ouverture du centre d'information et de dialogue, un conseil de 23 jeunes sera désigné (11 garçons et 12 filles) à raison d'un par inspection académique. Ce conseil, dont deux des membres désignés par leurs pairs feront partie du bureau du centre d'information et de dialogue, sera représentatif de toutes les catégories socio-professionnelles. Il aura pour mission d'étudier tous les problèmes et toutes les suggestions ayant trait à la jeunesse qui lui seront transmis. Ce conseil, qui siègera aux côtés de la direction du C. I. D., aura, par ailleurs, pour mission de suggérer à celle-ci toutes les améliorations pouvant être apportées au fonctionnement et à l'efficacité du centre d'information et de dialogue. Quant au haut-comité de la jeunesse, dont l'avenir préoccupe l'honorable parlementaire, il convient tout d'abord de remarquer qu'il ne siège plus depuis longtemps et qu'après les événements du mois de mai, la plupart des participants ont démissionné. Sa composition doit donc être revue et la refonte de ses activités s'avère indispensable. Une réforme est en cours à l'issue de laquelle le haut-comité de la jeunesse pourrait reprendre vie au sein d'un nouvel organisme consultatif dont l'appellation définitive n'a pas encore été arrêtée, qui doit être créé dans le courant de l'année, et qui regroupera, dans un souci d'efficacité, les activités du haut-comité de la jeunesse et celles du haut-comité des sports. Il y aurait ainsi un organisme de réflexion qui non seulement hériterait des attributions de l'ancien haut-comité de la jeunesse, mais qui en aurait de nouvelles.

2368. — M. Hubert Germain attire l'attention de M. le Premier ministre (jeunesse et sports) sur la situation difficile, au niveau des trésoreries, que connaissent bon nombre de sociétés sportives et particulièrement le Paris Université-Club. Il lui demande, eu égard à l'importance d'une telle association dans le développement du sport français, les mesures qu'il compte prendre pour éviter le déperissement et même la cessation des activités du Paris-Université-Club dont la disparition porterait un coup sérieux à la vie sportive française en général. (Question du 20 novembre 1968.)

Réponse. — La situation du P. U. C., club universitaire omnisports amateur, qui comprend 16 sections sportives, est attentivement suivie par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports qui n'ignore pas la crise financière qu'il traverse. Celle-ci apparaît d'ailleurs à la simple lecture du budget du club. Les recettes des sections y sont, en effet, en baisse, tandis que les dépenses afférentes à leur fonctionnement sont en hausse. Le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports accorde cependant au P. U. C., par l'intermédiaire du service académique de la jeunesse et des sports de Paris, une subvention de 37.000 francs ; celles de la ville de Paris et de l'Université s'élèvent respectivement à 14.700 francs et à 5.000 francs. Compte tenu du volume des crédits dont dispose le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, il ne lui est pas possible d'augmenter la subvention allouée au P. U. C., si ce n'est au détriment d'autres associations dont l'action doit également être soutenue. C'est donc vers la ville de Paris d'une part, vers l'Université d'autre part que le P. U. C. devrait se tourner pour obtenir une augmentation de ses ressources. Il semble par ailleurs que les dirigeants du P. U. C. puissent être invités à rechercher systématiquement toutes les sources d'économie afin de réduire sensiblement le déficit de leur budget.

3112. — M. Cermolacce expose à M. le Premier ministre (jeunesse et sports) que plusieurs centaines de bacheliers et de bachelières desirant préparer la première partie du certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique n'ont pu obtenir de place dans une classe préparatoire en dépit du dédoublement de celle du lycée Nord de Marseille. Ainsi, ces jeunes gens et jeunes filles, dont la plupart peuvent devenir d'excellents professeurs d'E. P. S. risquent d'être rejetés dès après le baccalauréat alors que le déficit en enseignants d'E. P. S. se compte par dizaines de milliers à l'échelon national et s'accroît sans cesse. C'est pourquoi il est urgent de prendre les mesures indispensables au bon fonctionnement de la seconde classe préparatoire du lycée Nord et du centre de préparation dont l'ouverture est envisagée à la faculté des sciences à Marseille. Il lui demande si le Gouvernement entend agir dans ce sens. (Question du 28 décembre 1968.)

Réponse. — Le nombre des candidats à l'inscription dans une classe préparatoire à la première partie du professorat d'éducation physique et sportive est pour l'ensemble de la France en augmentation constante depuis quelques années. Il est en effet passé de 2.500 en 1963 à plus de 8.000 en 1968. Dans le même temps, le nombre de places disponibles dans ces classes préparatoires s'est

accru de 1.400 (en 1963) à plus de 2.000 (en 1968). Il convient néanmoins de noter qu'un effort important a été accompli puisque, à la rentrée de 1968, treize nouvelles classes préparatoires ont été ouvertes. C'est dans cette perspective que s'inscrit le doublement de la classe préparatoire du lycée Nord à Marseille. Ainsi, l'académie d'Aix-Marseille est parmi les mieux pourvues : elle compte quatre classes préparatoires implantées au lycée Marseille-Veyre et au lycée de Salon-de-Provence pour les jeunes filles et pour les garçons deux classes au lycée Nord à Marseille. Cette académie offre donc, en dépit du chiffre élevé de sa population scolaire, plus de possibilités dans ce domaine que beaucoup d'autres académies, qui ne comportent souvent qu'une section préparatoire. En outre, la préparation parallèle organisée dans le cadre des facultés marseillaises s'adresse à un certain nombre d'étudiants — estimé à une quarantaine — qui n'ont pu être admis en classe préparatoire et leur permet cependant de conserver intactes leurs chances de succès à la première partie du certificat d'aptitude d'éducation physique et sportive. Cette préparation revêt un double aspect : par correspondance pour ce qui concerne les matières écrites de l'examen et comprend la participation de divers spécialistes ; pratique pour ce qui a trait aux épreuves physiques avec libre accès aux installations sportives universitaires et sous la direction des enseignants d'E. P. S. attachés à l'enseignement supérieur. Tous les moyens disponibles en personnel et en matériel ont été mis en œuvre afin de pallier au maximum les différences de préparation qui auraient pu exister entre les étudiants qui fréquentent des classes préparatoires de lycée et ceux qui suivent les cours de préparation organisés en faculté.

3145. — M. Pierre Villon demande à M. le Premier ministre (jeunesse et sports) s'il est exact, comme l'a annoncé le journal « Star » de Johannesburg le 11 novembre dernier, qu'un haut fonctionnaire de son ministère doit se rendre au début du mois de janvier 1969 en visite officielle dans l'Union Sud-Africaine. Il lui signale qu'une telle visite signifierait que la France approuve et soutient la ségrégation raciale pratiquée par le Gouvernement sud-africain dans le domaine des sports comme dans bien d'autres. Il lui demande s'il estime qu'une telle visite est compatible avec la politique de décolonisation proclamée par le Gouvernement français. (Question du 28 février 1968.)

Réponse. — Le Premier ministre peut indiquer à l'honorable parlementaire qu'aucun fonctionnaire du secrétariat à la jeunesse et aux sports ne doit se rendre dans l'Union Sud-Africaine en 1969.

3250. — M. Henri Blary appelle l'attention de M. le Premier ministre (jeunesse et sports) sur le fait que l'enseignement privé ne peut obtenir de subvention pour l'équipement sportif, et lui demande s'il envisage de porter remède à l'anomalie de cette situation. (Question du 11 janvier 1969.)

Réponse. — Le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ne fait qu'appliquer la législation relative aux rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privé, législation qui ne prévoit pas la participation de l'Etat aux dépenses d'investissements engagées par les établissements privés.

3268. — M. Bouloche attire l'attention de M. le Premier ministre (jeunesse et sports) sur la situation créée par l'arrêt du Conseil d'Etat en date du 18 juin 1968 annulant la liste d'aptitude aux fonctions de chargé d'enseignement d'éducation physique et sportive, dressée en application du décret du 22 avril 1960. Cette annulation est intervenue sur un recours déposé par les enseignants d'éducation physique et sportive écartés de cette liste d'aptitude bien qu'ils aient rempli les conditions de titres et d'ancienneté requises. Il y a donc lieu de régler, d'une part, la situation des enseignants figurant sur la liste d'aptitude annulée et, d'autre part, la situation des requérants écartés de cette liste quoique remplissant les conditions requises. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre en faveur du personnel intéressé. (Question du 11 janvier 1969.)

Réponse. — Comme l'indique l'honorable parlementaire, la décision rendue par le Conseil d'Etat doit, en effet, conduire les services du secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la jeunesse et des sports à examiner à la fois : la situation des enseignants qui avaient été nommés chargés d'enseignement ; la situation des agents qui remplissant les conditions requises par les textes n'avaient pas accédé au grade de chargé d'enseignement. La complexité du problème posé, d'une part, et les aspects humains qu'il présente, d'autre part, n'ayant pas échappé au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, il a été demandé au vice-président du Conseil d'Etat, conformément aux dispositions de l'article 62 du décret n° 66-766 du 30 juillet 1966 portant règlement d'administration

publique pour l'application de l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur cette Haute Assemblée, de bien vouloir désigner deux membres du Conseil d'Etat pour apporter à l'administration leur concours dans l'examen de cette délicate affaire. L'étude des différents aspects de ce problème, qui ne peut laisser l'administration insensible, est actuellement en cours. En raison de l'importance des intérêts mis en jeu il n'est pas douteux que celle-ci demande des délais importants. Il est donc impossible — dans l'état actuel des choses — non seulement de donner à l'honorable parlementaire des informations quant aux dispositions susceptibles d'être arrêtées, mais encore de fixer une date ferme quant aux conclusions auxquelles aboutiront les études entreprises à ce sujet. En tout état de cause, il y a lieu de souligner que la procédure qui a été retenue doit conduire à arrêter des dispositions permettant de tenir compte des intérêts légitimes des différentes catégories de personnel intéressées.

3347. — M. Dehen attire l'attention de M. le Premier ministre (jeunesse et sports) sur la situation particulière de certains enseignants d'éducation physique et sportive. Par décret en date du 22 avril 1960, le haut commissariat à la jeunesse et aux sports avait décidé de dresser une liste d'aptitude aux fonctions de chargé d'enseignement d'éducation physique et sportive. Or, certains enseignants, possédant, semble-t-il, l'ancienneté et les titres requis ont été évincés, décision qui a motivé de leur part un recours devant le Conseil d'Etat ; cette procédure vient de faire l'objet en date du 18 juin 1968, d'un arrêt portant le n° 63-310, annulant purement et simplement cette liste sur les motifs particuliers de la composition de la commission paritaire d'intégration. Juridiquement, il n'existe donc plus de chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive. En conséquence, il lui demande de quelle façon il entend régler la situation de ces enseignants, concernant aussi bien ceux admis à figurer sur la liste d'aptitude que ceux qui en furent évincés. (Question du 18 janvier 1969.)

Réponse. — Comme l'indique l'honorable parlementaire, la décision rendue par le Conseil d'Etat doit, en effet, conduire les services du secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la jeunesse et des sports à examiner à la fois : la situation des enseignants qui avaient été nommés chargés d'enseignement ; la situation des agents qui remplissant les conditions requises par les textes n'avaient pas accédé au grade de chargé d'enseignement. La complexité du problème posé, d'une part, et les aspects humains qu'il présente, d'autre part, n'ayant pas échappé au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, il a été demandé au vice-président du Conseil d'Etat, conformément aux dispositions de l'article 62 du décret n° 66-766 du 30 juillet 1966 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur cette Haute Assemblée, de bien vouloir désigner deux membres du Conseil d'Etat pour apporter à l'administration leur concours dans l'examen de cette délicate affaire. L'étude des différents aspects de ce problème, qui ne peut laisser l'administration insensible, est actuellement en cours. En raison de l'importance des intérêts mis en jeu il n'est pas douteux que celle-ci demande des délais importants. Il est donc impossible — dans l'état actuel des choses — non seulement de donner à l'honorable parlementaire des informations quant aux dispositions susceptibles d'être arrêtées, mais encore de fixer une date ferme quant aux conclusions auxquelles aboutiront les études entreprises à ce sujet. En tout état de cause, il y a lieu de souligner que la procédure qui a été retenue doit conduire à arrêter des dispositions permettant de tenir compte des intérêts légitimes des différentes catégories de personnel intéressées.

3444. — M. Sallenave appelle l'attention de M. le Premier ministre (jeunesse et sports) sur la situation créée par l'arrêt n° 68-310, en date du 18 juin 1968, du Conseil d'Etat annulant la liste d'aptitude aux fonctions de chargé d'enseignement d'éducation physique et sportive, qui avait été établie en application du décret du 22 avril 1960, et il lui demande s'il peut lui préciser quelles sont ses intentions à l'égard des personnels qui figurent sur cette liste, ainsi que de ceux qui avaient été écartés de ladite liste, alors qu'ils remplissaient les conditions requises quant au titre et à l'ancienneté et qui attendent, avec une légitime impatience, que leur situation soit réglée favorablement. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — Comme l'indique l'honorable parlementaire, la décision rendue par le Conseil d'Etat doit, en effet, conduire les services du secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports, à examiner à la fois : la situation des enseignants qui avaient été nommés chargés d'enseignement ; la situation des agents qui remplissant les conditions requises par les textes n'avaient pas accédé au grade de chargé d'enseignement. La complexité du problème posé, d'une part, et les aspects humains qu'il présente, d'autre part, n'ayant pas échappé au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, il a été demandé au vice-président

du Conseil d'Etat, conformément aux dispositions de l'article 62 du décret n° 66-766 du 30 juillet 1966 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur cette Haute Assemblée, de bien vouloir désigner deux membres du Conseil d'Etat pour apporter à l'administration leur concours dans l'examen de cette délicate affaire. L'étude des différents aspects de ce problème, qui ne peut laisser l'administration insensible, est actuellement en cours. En raison de l'importance des intérêts mis en jeu il n'est pas douteux que celle-ci demande des délais importants. Il est donc impossible — dans l'état actuel des choses — non seulement de donner à l'honorable parlementaire des informations quant aux dispositions susceptibles d'être arrêtées, mais encore de fixer une date ferme quant aux conclusions auxquelles aboutiront les études entreprises à ce sujet. En tout état de cause, il y a lieu de souligner que la procédure qui a été retenue doit conduire à arrêter des dispositions permettant de tenir compte des intérêts légitimes des différentes catégories de personnel intéressées.

3590. — M. Lavieille expose à M. le Premier ministre (jeunesse et sports) que, par décret en date du 22 avril 1960, le haut commissariat à la jeunesse et aux sports avait décidé de dresser une liste d'aptitude aux fonctions de chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive. L'arrêt du Conseil d'Etat n° 68-310 en date du 18 juin 1968 annule la liste d'aptitude aux fonctions de chargés d'enseignement d'E. P. S. (arrêté du 4 mai 1961 en application du décret n° 60-403 du 22 avril 1960). Juridiquement, il n'y a donc plus de chargés d'enseignement. Il lui demande s'il peut lui indiquer comment et dans quels délais il entend régler favorablement : 1° la situation de ceux qui avaient été intégrés (arrêté du 4 mai 1961) ; 2° la situation de ceux qui, remplissant les conditions requises, ont été initialement et injustement évincés à cette même date, et dont la carrière a subi de ce fait un grave préjudice. (Question du 1^{er} février 1969.)

Réponse. — Comme l'indique l'honorable parlementaire, la décision rendue par le Conseil d'Etat doit, en effet, conduire les services du secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports, à examiner à la fois : la situation des enseignants qui avaient été nommés chargés d'enseignement ; la situation des agents qui remplissant les conditions requises par les textes n'avaient pas accédé au grade de chargé d'enseignement. La complexité du problème posé d'une part et les aspects humains qu'il présente d'autre part n'ayant pas échappé au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, il a été demandé au vice-président du Conseil d'Etat, conformément aux dispositions de l'article 62 du décret n° 66-766 du 30 juillet 1966 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur cette Haute Assemblée, de bien vouloir désigner deux membres du Conseil d'Etat pour apporter à l'administration leur concours dans l'examen de cette délicate affaire. L'étude des différents aspects de ce problème, qui ne peut laisser l'administration insensible, est actuellement en cours. En raison de l'importance des intérêts mis en jeu, il n'est pas douteux que celle-ci demande des délais importants. Il est donc impossible, dans l'état actuel des choses, non seulement de donner à l'honorable parlementaire des informations quant aux dispositions susceptibles d'être arrêtées, mais encore de fixer une date ferme quant aux conclusions auxquelles aboutiront les études entreprises à ce sujet. En tout état de cause, il y a lieu de souligner que la procédure qui a été retenue doit conduire à arrêter des dispositions permettant de tenir compte des intérêts légitimes des différentes catégories de personnel intéressées.

3591. — M. Montalat expose à M. le Premier ministre (jeunesse et sports) : 1° que, par décret en date du 22 avril 1960, le haut commissariat à la jeunesse et aux sports avait décidé de dresser une liste d'aptitude aux fonctions de chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive ; 2° que l'arrêt du Conseil d'Etat (n° 68-310) en date du 18 juin 1968 a annulé la liste d'aptitude aux fonctions de chargés d'enseignement d'E. P. S. (arrêté du 4 mai 1961 en application du décret n° 60-403 du 22 avril 1960) ; 3° que, par conséquent, il n'y a plus juridiquement de chargés d'enseignement d'E. P. S. Dans ces conditions, il lui demande s'il peut lui indiquer comment et dans quels délais il entend régler favorablement : a) la situation de ceux qui avaient été intégrés (arrêté du 4 mai 1961) ; b) la situation de ceux qui, remplissant les conditions requises, ont été initialement et injustement évincés à cette même date, et dont la carrière a subi de ce fait un grave préjudice. (Question du 1^{er} février 1969.)

Réponse. — Comme l'indique l'honorable parlementaire, la décision rendue par le Conseil d'Etat doit, en effet, conduire les services du secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports, à examiner à la fois : la situation des

enseignants qui avaient été nommés chargés d'enseignement ; la situation des agents qui remplissant les conditions requises par les textes n'avaient pas accédé au grade de chargé d'enseignement. La complexité du problème posé d'une part et les aspects humains qu'il présente d'autre part n'ayant pas échappé au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, il a été demandé au vice-président du Conseil d'Etat, conformément aux dispositions de l'article 62 du décret n° 66-766 du 30 juillet 1966 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur cette Haute Assemblée, de bien vouloir désigner deux membres du Conseil d'Etat pour apporter à l'administration leur concours dans l'examen de cette délicate affaire. L'étude des différents aspects de ce problème, qui ne peut laisser l'administration insensible, est actuellement en cours. En raison de l'importance des intérêts mis en jeu, il n'est pas douteux que celle-ci demande des délais importants. Il est donc impossible, dans l'état actuel des choses, non seulement de donner à l'honorable parlementaire des informations quant aux dispositions susceptibles d'être arrêtées, mais encore de fixer une date ferme quant aux conclusions auxquelles aboutiront les études entreprises à ce sujet. En tout état de cause, il y a lieu de souligner que la procédure qui a été retenue doit conduire à arrêter des dispositions permettant de tenir compte des intérêts légitimes des différentes catégories de personnel intéressées.

3797. — M. Maurice Niles expose à M. le Premier ministre (jeunesse et sports) qu'un décret du 22 avril 1960 avait créé une liste d'aptitude aux fonctions de chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive : il était possible d'y être inscrit sous réserve de posséder les titres et l'ancienneté requis, définis par l'article 5 de ce même décret. Or, un grand nombre d'enseignants qui souhaitaient figurer sur cette liste et qui remplissaient les conditions exigées virent leur candidature refusée. Sur recours des intéressés, le Conseil d'Etat a rendu, en date du 18 juin 1968, un arrêt (n° 68-310) annulant la liste en question. Cette décision, outre qu'elle crée une situation difficile pour les chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive déjà en fonctions, ne règle pas le sort de ceux qui furent écartés arbitrairement de la liste d'aptitude. En conséquence, il lui demande quelles sont les mesures envisagées pour régler, au vu des intérêts de chacun, la situation créée par le récent arrêt du Conseil d'Etat. (Question du 8 février 1969.)

Réponse. — Comme l'indique l'honorable parlementaire, la décision rendue par le Conseil d'Etat doit, en effet, conduire les services du secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports à examiner à la fois : la situation des enseignants qui avaient été nommés chargés d'enseignement ; la situation des agents qui remplissant les conditions requises par les textes n'avaient pas accédé au grade de chargé d'enseignement. La complexité du problème posé, d'une part, et les aspects humains qu'il présente, d'autre part, n'ayant pas échappé au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, il a été demandé au vice-président du Conseil d'Etat, conformément aux dispositions de l'article 62 du décret n° 66-766 du 30 juillet 1966 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'ordonnance n° 45-1708 du 31 juillet 1945 sur cette Haute Assemblée, de bien vouloir désigner deux membres du Conseil d'Etat pour apporter à l'administration leur concours dans l'examen de cette délicate affaire. L'étude des différents aspects de ce problème, qui ne peut laisser l'administration insensible, est actuellement en cours. En raison de l'importance des intérêts mis en jeu il n'est pas douteux que celle-ci demande des délais importants. Il est donc impossible — dans l'état actuel des choses — non seulement de donner à l'honorable parlementaire des informations quant aux dispositions susceptibles d'être arrêtées, mais encore de fixer une date ferme quant aux conclusions auxquelles aboutiront les études entreprises à ce sujet. En tout état de cause, il y a lieu de souligner que la procédure qui a été retenue doit conduire à arrêter des dispositions permettant de tenir compte des intérêts légitimes des différentes catégories de personnel intéressées.

AFFAIRES CULTURELLES

3198. — M. Bertrand Denis expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles que la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative, aux sociétés civiles professionnelles n'a été appliquée, pour le moment, qu'aux notaires (décret n° 67-868 du 2 octobre 1967). Il lui demande s'il n'entend pas prochainement publier les décrets étendant l'application de cette loi, comme prévu, à d'autres professions et, en particulier, aux architectes. (Question du 4 janvier 1969.)

Réponse. — Dès la publication de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966 relative aux sociétés civiles professionnelles, un projet de décret en portant application aux architectes a été mis à l'étude par le ministère des affaires culturelles, en liaison avec les organisations

professionnelles intéressées. Ces travaux préparatoires n'ont pas abouti à la rédaction d'un texte qui pût être jugé satisfaisant, du fait de difficultés tenant aux dispositions mêmes de la loi, mieux adaptée aux exigences des professions juridiques qu'à celles des architectes. Il est d'ailleurs devenu évident que l'ensemble de la législation qui régit la profession d'architecte ne correspond plus aux nécessités de la création architecturale contemporaine. C'est pourquoi le Premier ministre a, sur la proposition du ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, demandé à une haute personnalité d'examiner avec les professionnels intéressés ainsi qu'avec les organismes concernés par l'aménagement de l'espace, les questions que soulèvent à l'heure actuelle le statut, les conditions d'exercice et l'organisation de la profession d'architecte. C'est sur la base des conclusions de M. Paire que seront fondées les réformes qui s'imposent, notamment en ce qui concerne les sociétés civiles professionnelles d'architectes.

AFFAIRES ETRANGERES

2555. — Mme Vaillant-Couturier rappelle à M. le ministre des affaires étrangères que la loi sur l'imprescriptibilité « des crimes commis contre l'humanité tels qu'ils sont définis par la résolution des Nations Unies du 13 février 1946 » a été votée à l'unanimité par l'Assemblée nationale le 16 décembre 1964. Elle s'étonne que le représentant de la France à la commission sociale de l'assemblée générale des Nations Unies se soit abstenu lors du vote du projet de convention par lequel les pays adhérents s'engagent à ne pas appliquer la prescription aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité. Elle lui demande : 1° la raison de cette position ; 2° quelle initiative il compte prendre afin que la République fédérale allemande revise la décision d'appliquer la prescription aux criminels de guerre à partir du 1^{er} janvier 1970, décision qui heurte profondément tous les anciens résistants. (Question du 27 novembre 1968.)

Réponse. — 1° Le Gouvernement français a toujours très clairement marqué l'intérêt qu'il attache au châtiement des criminels de guerre. Il a notamment fait adopter, ainsi que le rappelle l'auteur de la question, la loi du 26 décembre 1964 qui déclare imprescriptibles par leur nature les crimes contre l'humanité. Il lui était de plus apparu opportun d'envisager l'élaboration d'une convention internationale, dans le cadre des Nations Unies, tendant à faire écarter la prescription des crimes considérés, dans le plus grand nombre d'Etats. C'est la raison pour laquelle notre représentant à la commission des droits de l'homme avait pris l'initiative de proposer un texte qui avait pour effet d'empêcher que soient prescrits les crimes contre l'humanité. Malheureusement, sous la pression de certaines délégations représentant des gouvernements plus sensibles à des considérations politiques et doctrinales que soucieux d'une juste punition des auteurs des crimes commis pendant la deuxième guerre mondiale, le texte élaboré a été détourné de son projet initial. En effet, l'accord n'a pu se faire pour la définition des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité sur une simple référence au droit international, les pays en cause estimant que devaient être qualifiés de crimes punissables en tant que tels non seulement des actes mais également des politiques et des doctrines *in abstracto*, ce qui est contraire aux principes de notre droit pénal. Sans doute, grâce à l'action menée par la délégation française avec le concours d'autres délégations occidentales il a été possible de maintenir, dans l'article 1^{er} du texte adopté, une référence à la définition des crimes de guerre telle qu'elle a été établie par le tribunal de Nuremberg, mais ce même article donne des crimes contre l'humanité une définition trop imprécise pour être acceptable dans une convention de ce genre. Aussi, à son grand regret, notre délégation a dû se résigner à l'abstention lorsque ce texte a été mis aux voix. Il est significatif de constater que se retrouvent, du côté de ceux qui n'ont pas approuvé la convention, et même parfois, s'y sont opposés, des pays comme la Belgique, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, pourtant préoccupés à juste titre, eux aussi, du châtiement des criminels de guerre ; 2° le Gouvernement français se préoccupe également, sur un plan bilatéral, des conséquences que comporterait la prescription des crimes de guerre. Il est actuellement en contact avec le Gouvernement fédéral pour étudier la question des poursuites que nous souhaitons voir exercées contre les criminels de guerre et, dans ce contexte, il ne va pas manquer de continuer à attirer son attention sur l'émotion que susciterait en France l'application de la prescription en ce domaine.

2722. — M. Fossé demande à M. le ministre des affaires étrangères quelle est l'attitude du Gouvernement à l'égard de la recommandation 538 relative à la lutte contre le bruit causé par les avions, adoptée par l'assemblée consultative du conseil de l'Europe le 28 sep-

tembre 1968. Il lui demande en particulier si le Gouvernement envisage de donner suite au paragraphe 3 a de cette recommandation. (Question du 5 décembre 1968.)

Réponse. — La recommandation 538 relative à la lutte contre le bruit causé par les avions, adoptée par l'assemblée consultative du conseil de l'Europe le 28 septembre 1968, a été transmise pour attribution au ministre des transports. Ladite recommandation appelle de la part du ministre des transports les remarques suivantes : les travaux du conseil de l'Europe constituent une intéressante synthèse, mais n'apportent aucun élément réellement nouveau sur ce problème qui est traité de façon semblable dans la plupart des Etats. En ce qui concerne les moyens d'action préconisés par la recommandation 538, ils sont connus depuis longtemps et les autorités françaises en poursuivent l'étude. Un grand nombre d'entre eux sont déjà effectivement mis en œuvre. En ce qui concerne la déflagration sonique, les recherches entreprises en France sont menées de façon très active ; c'est seulement lorsque les résultats de ces recherches seront connus et lorsque l'appareil de transport supersonique franco-britannique Concorde aura effectué ses essais en vol que pourra être étudiée la façon dont les avions supersoniques civils pourront être exploités.

2724. — M. Radius, se référant à la recommandation n° 525 relative à la création d'une conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire, qui a été adoptée par l'assemblée consultative du conseil de l'Europe le 10 mai 1968, demande à M. le ministre des affaires étrangères si le Gouvernement a donné comme instruction à son représentant au comité des ministres du conseil de l'Europe de voter en faveur des demandes contenues dans cette recommandation. (Question du 5 décembre 1968.)

Réponse. — Le Gouvernement français n'est pas défavorable à la convocation d'une conférence européenne des ministres responsables de l'aménagement du territoire et son représentant au comité des ministres du conseil de l'Europe a reçu pour instruction de faire état de cette position.

2871. — M. Brettes attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation des contractuels de l'assistance technique française. Ils sont particulièrement concernés par le problème de l'insécurité de l'emploi. En effet, les postes occupés par eux deviennent de plus en plus précaires soit du fait de leur africanisation, soit du fait de leur suppression par l'administration française. Ils sont souvent prévenus dans des délais insuffisamment longs. La plupart du temps, les agents d'assistance technique se retrouvent sans emploi, du jour au lendemain, bien souvent à la veille de partir en congé, voire même au cours de ce congé. Il lui demande de lui indiquer les mesures qu'il compte prendre à cet égard en faveur de ces personnels qui contribuent au rayonnement de la France, et notamment s'il envisage : 1° le reclassement ou la prise en charge par la fonction publique au niveau de chacun des ministères intéressés des agents contractuels ayant fait la preuve de leur valeur après de nombreuses années de services en Afrique ; 2° l'extension du bénéfice des ordonnances n° 67-580, titres I^{er} et III (allocation d'aide publique et allocation d'assurance) et n° 67-581 du 13 juillet 1967 (préavis et indemnités de licenciement) aux contractuels d'assistance technique. (Question du 12 décembre 1968.)

2535. — M. Brettes attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur la situation des contractuels de l'assistance technique française. Ils sont particulièrement concernés par le problème de l'insécurité de l'emploi. En effet, les postes occupés par eux deviennent de plus en plus précaires soit du fait de leur africanisation, soit du fait de leur suppression par l'administration française. Ils sont souvent prévenus dans des délais insuffisamment longs. La plupart du temps, les agents d'assistance technique se retrouvent sans emploi, du jour au lendemain, bien souvent à la veille de partir en congé, voire même au cours de ce congé. Il lui demande de lui indiquer les mesures qu'il compte prendre à cet égard en faveur de ces personnels qui contribuent au rayonnement de la France. (Question du 27 novembre 1968.)

Réponse. — Ces agents, tout comme les fonctionnaires détachés, sont mis à la disposition des Etats utilisateurs dans le cadre d'accords qui limitent dans le temps la période d'emploi. La précarité des postes ainsi pourvus tient au fait que les Etats africains et malgache entendent progressivement confier ces postes à leurs nationaux. Chaque mise à disposition faisant l'objet d'une concertation, les autorités françaises s'efforcent, avant le retour en congé des intéressés, d'obtenir que l'Etat utilisateur fasse connaître ses intentions, de sorte que chaque agent puisse savoir, avant la fin de son séjour, si un autre contrat lui sera proposé et, dans la négative, entreprendre la recherche d'un nouvel emploi. Elles veillent éga-

lement, lorsque sont envisagées des suppressions d'emploi, à prévenir les agents touchés par ces mesures dans un délai raisonnable leur permettant de prendre toutes dispositions utiles pour leur reclassement. S'agissant plus particulièrement du reclassement dans la fonction publique française des agents de coopération à l'issue de leur engagement en qualité de contractuel occupant un emploi temporaire dans les Etats africains et malgache, il n'est pas prévu par les textes législatifs, non plus que la prise en charge des intéressés par le budget de l'Etat. Enfin, l'application aux intéressés des mesures prévues par les ordonnances de juillet 1967 sur l'emploi est à l'étude.

3000. — M. Péronnet expose à M. le ministre des affaires étrangères que la France n'a pas encore donné son adhésion au protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés élaboré en vertu d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies et connu sous le nom de Protocole de Bellagio. Il lui demande s'il peut lui en faire connaître les raisons et préciser si le Gouvernement a l'intention de déposer l'instrument d'adhésion de la France au protocole de Bellagio auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. (Question du 17 décembre 1968.)

Réponse. — Il entre dans les intentions du Gouvernement français d'adhérer au protocole de 1967 relatif au statut des réfugiés, dit Protocole de Bellagio. Les conditions d'adhésion à ce protocole ont soulevé quelques problèmes délicats et font l'objet, de la part des départements ministériels intéressés, d'une étude particulièrement attentive qui est très avancée et devrait, semble-t-il, permettre de prendre une décision sur ce point assez prochainement.

AFFAIRES SOCIALES

2100. — M. Hubert Martin expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que les mineurs de fer licenciés par suppression d'emploi ne peuvent toucher les dix-huit mois d'indemnité que verse la C. E. C. A. que s'ils sont inscrits dans un centre de F. P. A. Il lui précise que, par suite de l'absence, dans ces centres, de certaines sections spécialisées, emplois de bureau notamment, les intéressés se trouvent souvent dans l'obligation de suivre des cours par correspondance afin de pouvoir, en possession du diplôme délivré par ces organismes, se reclasser dans une autre profession. Il lui demande s'il n'estime pas que ces mineurs, qui ont accompli de gros efforts personnels pour se réadapter, ne devraient pas, eux aussi, pouvoir bénéficier de l'aide de la C. E. C. A. lorsqu'ils apportent la justification que le centre de F. P. A. ne possède pas de sections spécialisées susceptibles de leur procurer ce reclassement dont le principe est encouragé par les pouvoirs publics. (Question du 6 novembre 1968.)

Réponse. — Conformément aux accords intervenus entre le Gouvernement français et la Haute Autorité de la C. E. C. A. pour la mise en œuvre de l'article 56 du traité instituant la Communauté européenne de charbon et de l'acier : « Le travailleur licencié qui suit un stage de F. P. A. dans un centre de formation professionnelle pour adultes contrôlé par le ministère des affaires sociales ou par le ministère de l'éducation nationale perçoit, pendant la durée de son stage et dans la limite des dix-huit mois suivant son licenciement, une indemnité complémentaire égale à la différence entre son salaire mensuel net antérieur et la rémunération mensuelle perçue en qualité de stagiaire ». En outre, en cas de succès en fin de stage, le travailleur perçoit une prime de 77 francs par semaine pour les stages du premier degré et 115 francs pour ceux d'un niveau supérieur ». Il est intéressant de noter que ces indemnités et primes sont accordées aux travailleurs suivant des stages dans des centres de formation professionnelle contrôlés par le ministère des affaires sociales ou le ministère de l'éducation nationale. En l'occurrence, il ne s'agit donc pas seulement des centres de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes, mais de ceux gérés par toute autre organisation ou établissement ayant passé une convention avec l'Etat. En ce qui concerne plus particulièrement les centres publics gérés par l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes, ceux-ci comprennent, au 31 octobre 1968, 2.052 sections, dont une certaine ouverte pour les formations d'emplois de bureau réparties sur toute la France. Le recrutement des stagiaires est, en principe, effectué sur le plan régional, mais un certain nombre de places sont réservées pour une compensation nationale, et les centres offrent des possibilités d'hébergement. Les mineurs de fer licenciés par suppression d'emploi peuvent donc, s'ils ne trouvent pas, dans leur région, de sections susceptibles de les accueillir, faire l'objet d'une affectation dans une autre région. Une priorité pourra éventuellement leur être accordée. Compte tenu des possibilités qui leur sont offertes et de la difficulté d'assurer un contrôle efficace de certains organismes de cours par correspondance, il ne paraît pas possible d'étendre le bénéfice des avantages

accordés aux stagiaires des centres de F. P. A. à l'ensemble des salariés licenciés d'une entreprise relevant de la C. E. C. A. qui suivraient des cours par correspondance faute de trouver des centres susceptibles de leur procurer le reclassement qu'ils souhaitent. Il appartiendrait toutefois à l'honorable parlementaire de signaler les cas particuliers ayant retenu son attention; la situation des intéressés pourrait être examinée, le cas échéant, par la commission interministérielle pour l'application de l'article 56 du traité instituant la C. E. C. A.

2151. — M. Commenay expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que certaines prestations familiales (allocation de la mère au foyer, allocation logement, etc.) perçues par les artisans restent inférieures à celles dont bénéficient les autres catégories sociales. Il lui demande s'il ne lui est pas possible d'envisager progressivement un retour à la parité entre toutes les familles. (Question du 8 novembre 1968.)

Réponse. — Les allocations familiales proprement dites accordées aux chefs de famille non salariés des professions agricoles et non agricoles sont, depuis le 1^{er} janvier 1953, d'un montant égal à celui des allocations familiales servies aux travailleurs salariés; les seules disparités qui subsistent résultent de ce que les employeurs et travailleurs indépendants ne perçoivent pas l'indemnité compensatrice et perçoivent l'allocation de la mère au foyer au lieu de l'allocation de salaire unique. En ce qui concerne l'indemnité compensatrice prévue à l'article L. 532 du code de la sécurité sociale, elle a été instituée par le décret du 6 octobre 1948 en compensation des avantages fiscaux dont les travailleurs salariés bénéficiaient en matière d'impôt cédulaire du fait de leurs charges de famille, ce qui justifie son attribution à ces seuls travailleurs. Une amélioration sensible du régime de l'allocation de la mère au foyer a été apportée par le décret n° 62-1263 du 30 octobre 1962. Cette allocation n'était, en effet, accordée antérieurement au 1^{er} janvier 1963 qu'à partir du troisième enfant à charge. Or, depuis cette dernière date, elle est attribuée aux non-salariés ayant deux enfants à charge; en outre, son taux a été majoré lorsque l'allocation a trois ou quatre enfants à charge. Pour les familles d'au moins six enfants, elle est égale à l'allocation de salaire unique. Enfin, le Gouvernement a tout récemment fait connaître son intention de revaloriser prochainement le montant de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de la mère au foyer pour les familles ou personnes qui auraient à leur charge un ou plusieurs enfants de moins de deux ans, le même chiffre étant applicable dans ce cas aux employeurs et travailleurs indépendants et aux salariés. Certes, dans les autres cas, les conditions d'attribution de l'allocation de la mère au foyer aux employeurs et travailleurs indépendants du régime non agricole demeureront cependant moins favorables que celles de l'allocation de salaire unique accordée aux travailleurs salariés. De même, les taux de l'allocation de logement sont moins élevés pour les employeurs et travailleurs indépendants que pour les salariés. Pour résoudre le problème de l'ajustement général du montant des prestations familiales servies aux employeurs et travailleurs indépendants, d'une part, aux travailleurs salariés, d'autre part, il faudrait être en mesure de surmonter les difficultés du financement de la section des prestations familiales des employeurs et travailleurs indépendants qu'entraînerait cette réforme. Il est signalé à cet égard que le règlement des prestations familiales dues aux non-salariés du régime général est assuré par les seules cotisations de ces catégories professionnelles et il convient de maintenir un équilibre entre les charges financières que celles-ci peuvent assumer et les avantages sociaux auxquels elles peuvent prétendre. On doit constater cependant que l'amorce de la réforme de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de la mère au foyer mentionnée précédemment va bien dans le sens souhaité par l'honorable parlementaire.

2248. — M. Baumel rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que des arrêtés pris en application des articles L. 313 et L. 344 du code de la sécurité sociale fixent chaque année les coefficients de revalorisation applicables aux pensions d'invalidité et de vieillesse. Ces coefficients résultent du rapport du salaire moyen des assurés pour l'année considérée et de l'année écoulée. De même, l'article L. 455 du code précité prévoit la revalorisation des rentes d'accidents du travail. Le coefficient de revalorisation retenu étant le même, mais la majoration prenant effet du 1^{er} mars au lieu du 1^{er} avril. Pour l'année 1968, la majoration des pensions et rentes a été de 5,60 p. 100. En raison des augmentations de salaires résultant des accords de Grenelle, M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales a déclaré il y a quelques jours, à l'occasion de la présentation du budget de son département devant l'Assemblée nationale, qu'il procéderait trois mois avant l'échéance précitée à une revalorisation exceptionnelle des pensions de sécurité sociale. Il a ajouté d'ailleurs que l'incidence financière

de cette revalorisation ne serait pas inférieure à 13 milliards d'anciens francs. Il lui demande s'il peut lui dire, compte tenu des modalités de calcul précédemment rappelées de la majoration en cause, quel sera le pourcentage de revalorisation qui interviendra au 1^{er} janvier prochain. Une telle précision est en effet fort importante pour les nombreux pensionnés de sécurité sociale qui attendent un relèvement des prestations souvent modestes qu'ils perçoivent. (Question du 14 novembre 1968.)

Réponse. — Un arrêté du 27 janvier 1969, publié au *Journal officiel* du 1^{er} février 1969, porte revalorisation exceptionnelle des pensions d'invalidité, des pensions et rentes de vieillesse et des indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Le pourcentage de cette revalorisation exceptionnelle, qui prend effet à compter du 1^{er} janvier 1969 pour les pensions d'invalidité et les pensions et rentes de vieillesse et à compter du 1^{er} décembre 1968 pour les rentes d'accidents du travail, est fixé à 4 p. 100. Sont également l'objet d'une majoration supplémentaire de 4 p. 100 les salaires et cotisations servant de base au calcul des dites pensions et rentes dont la date d'entrée en jouissance est fixée au plus tôt à compter du 1^{er} janvier 1969 pour les prestations de vieillesse et d'invalidité et du 1^{er} décembre 1968 pour les rentes d'accidents du travail.

2771. — M. Alduy, se référant aux récentes déclarations de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales faisant savoir qu'il comptait proposer la revalorisation des pensions de vieillesse et d'invalidité rente accident prévue au 1^{er} avril 1969 à compter du 1^{er} janvier 1969, lui demande s'il peut lui confirmer les intentions du Gouvernement en la matière, cette catégorie de Français particulièrement défavorisée ne devant pas faire les frais de la politique d'austérité qui vient d'être définie par le chef de l'Etat. (Question du 9 décembre 1968.)

Réponse. — Un arrêté du 27 janvier 1969, publié au *Journal officiel* du 1^{er} février 1969, porte revalorisation exceptionnelle des pensions d'invalidité, des pensions et rentes de vieillesse et des indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Le pourcentage de cette revalorisation exceptionnelle, qui prend effet à compter du 1^{er} janvier 1969 pour les pensions d'invalidité et les pensions et rentes de vieillesse et à compter du 1^{er} décembre 1968 pour les rentes d'accidents du travail, est fixé à 4 p. 100. Sont également l'objet d'une majoration supplémentaire de 4 p. 100 les salaires et cotisations servant de base au calcul des dites pensions et rentes dont la date d'entrée en jouissance est fixée au plus tôt à compter du 1^{er} janvier 1969 pour les prestations de vieillesse et d'invalidité et du 1^{er} décembre 1968 pour les rentes d'accidents du travail.

2794. — M. Berthelot rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales qu'en date du 11 juillet un memorandum de la C. G. T. réclamait qu'intervienne une majoration de 15 p. 100 sur les retraites, pensions et rentes, correspondant à la fois à la moyenne des augmentations de salaires et du retard pris par ces pensions. Le conseil d'administration de la caisse nationale vieillesse a été saisi d'un projet émanant du ministère des affaires sociales ; ce projet consiste à ne majorer les prestations que de 4 p. 100 par anticipation sur le prélevement à intervenir le 1^{er} avril. Or, la déclaration du ministre parue au *Journal officiel* du 6 novembre indique que « ce relèvement serait anticipé de trois mois ». En conséquence, il lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour faire appliquer cette décision ; 2° s'il n'estime pas que la même augmentation doit être concédée aux rentes et pensions vieillesse et d'invalidité ainsi qu'aux rentes accidents du travail. (Question du 9 décembre 1968.)

Réponse. — Un arrêté du 27 janvier 1969, publié au *Journal officiel* du 1^{er} février 1969, porte revalorisation exceptionnelle des pensions d'invalidité, des pensions et rentes de vieillesse et des indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Le pourcentage de cette revalorisation exceptionnelle, qui prend effet à compter du 1^{er} janvier 1969 pour les pensions d'invalidité et les pensions et rentes de vieillesse et à compter du 1^{er} décembre 1968 pour les rentes d'accidents du travail, est fixé à 4 p. 100. Sont également l'objet d'une majoration supplémentaire de 4 p. 100 les salaires et cotisations servant de base au calcul des dites pensions et rentes dont la date d'entrée en jouissance est fixée au plus tôt à compter du 1^{er} janvier 1969 pour les prestations de vieillesse et d'invalidité et du 1^{er} décembre 1968 pour les rentes d'accidents du travail.

2797. — Mme Prin expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales la situation des personnes qui prennent en charge des enfants pupilles de l'Etat (ex-assistance publique). L'indemnité

qui leur est consentie n'a pas été revalorisée depuis le début de l'année, alors que tous les salaires ont été augmentés. Elle lui demande s'il n'envisage pas de donner des instructions aux préfets pour qu'il soit procédé sans délai, avec effet rétroactif, à la revalorisation de ces indemnités. (Question du 13 novembre 1968.)

Réponse. — Les gardiennes des pupilles de l'Etat et des enfants qui leur sont assimilés ne sont pas liés au service d'aide sociale à l'enfance dont ces mineurs relèvent par un contrat de travail mais par un contrat de placement, et ne sont pas considérées comme salariées du service. Le montant de l'indemnité qu'elles perçoivent, représente en majeure partie la pension versée pour l'entretien de l'enfant, et de ce fait n'est pas directement en relation avec le niveau des salaires. Le service de l'aide sociale à l'enfance est un service départemental organisé par le conseil général qui, notamment, vote le budget ; le taux de la pension nourricière ne pourrait être relevé que sur sa décision. Il convient de préciser qu'un taux minimum est fixé par arrêté ministériel. Il a été indexé sur celui des allocations familiales : il est en effet égal au double du montant des allocations familiales versées pour deux enfants à charge. Il est augmenté de 30 p. 100 lorsque l'enfant est âgé de moins de deux ans ou fait l'objet de soins particuliers, et de 40 p. 100, quel que soit l'âge de l'enfant, s'il s'agit d'un placement urbain. En fait, dans la plupart des départements, les pensions nourricières ont été fixées par les conseils généraux à des taux qui dépassent nettement le taux minimum obligatoire, et des indemnités supplémentaires sont versées lorsqu'il s'agit d'enfants déficients ou caractériels, leur montant étant, dans ce cas, adapté à l'état de l'enfant. Les directeurs départementaux de l'action sanitaire et sociale, qui, sous l'autorité du préfet, dirigent le service de l'aide sociale à l'enfance ont été amenés au cours des derniers mois à demander des relèvements des pensions nourricières, mais la décision relève de la seule compétence des conseils généraux.

3154. — M. Pierre Leiong attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur le cas des enfants inadaptés ayant atteint leur majorité, qui se trouvent dans l'incapacité totale de travailler et dont l'état de santé nécessite des soins permanents. La législation sociale actuelle ne prévoit pas la prise en charge par la sécurité sociale de ces enfants inadaptés, après leur vingt et unième année, ce qui oblige leurs parents, déjà douloureusement éprouvés, à souscrire une assurance volontaire, qui accroît leurs charges. Il lui demande quelles mesures il compte prendre notamment par le statut de mineur de ces enfants inadaptés, au-delà de leur vingt et unième année, de façon à leur permettre de bénéficier, toute leur vie durant, des prestations de la sécurité sociale, sans que leurs parents aient à souscrire une assurance volontaire onéreuse. (Question du 28 décembre 1968.)

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article L. 285 du code de la sécurité sociale, sont considérés comme membres de la famille de l'assuré ayant droit aux prestations en nature de l'assurance maladie, les enfants de moins de seize ans non salariés, à la charge de l'assuré ou de son conjoint. Sont assimilés aux enfants de moins de seize ans, notamment, les enfants de moins de vingt ans, qui sont, par suite d'infirmité ou de maladies chroniques, dans l'impossibilité permanente de se livrer à un travail salarié. Il ne peut être envisagé de maintenir au-delà de cet âge, sans limitation de durée et sans contrepartie de cotisation, le bénéfice des prestations au profit des enfants d'assurés se trouvant dans cette situation. L'administration des affaires sociales étudie actuellement les moyens de venir en aide aux familles des handicapés physiques, dans le cadre de la solidarité nationale. Mais il ne saurait être question de préjuger, pour l'instant, les conclusions de cette étude. Dans l'intervalle, pourtant, les intéressés ont la possibilité de s'affilier à l'assurance volontaire prévue par l'ordonnance n° 67-709 du 21 août 1967. Il est précisé que les cotisations dues à ce titre peuvent être prises en charge en tout ou en partie par l'aide sociale, si la situation de l'assuré le justifie. Une circulaire en date du 27 décembre 1968, parue au *Journal officiel* du 16 janvier 1969, précise les conditions dans lesquelles cette prise en charge peut être accordée. Enfin, sous réserve des conditions de ressources et au regard aux dépenses à engager pour les soins, l'aide médicale peut intervenir en totalité ou en partie pour les personnes qui ne seraient pas affiliées à l'assurance volontaire.

3185. — M. Jacques Richard attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967 qui fait obligation aux organisations professionnelles économiques et sociales de s'affilier à l'Assedic. Les associations régies par la loi de 1901 utilisant du personnel dont les rétributions sont soumises au versement forfaitaire établi par l'article 231 du code général des impôts seraient astreintes à cotiser à l'Assedic depuis le 1^{er} janvier 1968. Or, ces mêmes associations ne peuvent

cotiser à l'union nationale des institutions de retraite des salariés car « leurs activités échappent au champ d'application professionnel tant de l'accord du 8 décembre 1961 que de celui de la délibération n° 10 du 23 juillet 1963 ». Il lui demande, en conséquence, les mesures qu'il compte prendre pour que le personnel relevant des ces associations ne soit pas pénalisé sur le plan de la retraite complémentaire, alors qu'il est astreint à cotiser pour le chômage. (Question du 4 janvier 1969.)

Réponse. — Les difficultés que rencontre l'extension de la retraite complémentaire obligatoire à des catégories de salariés qui en sont actuellement privés font l'objet d'un examen attentif de la part du ministre d'Etat chargé des affaires sociales. L'attention de l'honorable parlementaire est appelée sur le fait que les problèmes posés par la généralisation sont plus complexes en matière d'assurance vieillesse qu'en matière d'assurance chômage. Les études en cours ne permettent pas encore de dégager quel type de solution sera susceptible d'intervenir en cette matière. Toutefois les entreprises et organismes qui ne sont pas concernés par les régimes obligatoires existant et qui souhaitent faire bénéficier leur personnel de la retraite complémentaire peuvent adhérer volontiers à l'une des caisses de retraite complémentaire habilitées à recueillir des adhésions facultatives.

3233. — M. Michel Durafour expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que le bénéficiaire d'une pension de réversion est refusé aux veuves de mineurs lorsque leur mariage avec le défunt n'a pas eu lieu au moins trois ans avant la cessation d'activité du mari, alors qu'en application des dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite, en vigueur depuis le 1^{er} décembre 1964, la veuve d'un fonctionnaire peut bénéficier d'une pension de réversion, dès lors que le mariage, antérieur ou postérieur à la cessation d'activité, a duré au moins quatre années ou même sans condition de durée, si un ou plusieurs enfants sont issus du mariage. D'autre part, pour le calcul de la pension de vieillesse des assurés du régime général de la sécurité sociale, il est tenu compte des années pendant lesquelles l'intéressé a perçu les prestations en espèces de l'assurance invalidité, alors que, dans le régime de sécurité sociale des mineurs, seules sont prises en compte les périodes de travail effectif. Il s'ensuit que beaucoup de veuves ne peuvent bénéficier d'une pension de réversion, le mari n'ayant pas effectué un minimum de quinze ans de services miniers. Il lui demande s'il n'estime pas opportun de faire mettre à l'étude les modifications qui devraient être apportées au régime de sécurité sociale des mineurs en vue d'améliorer la situation des veuves, notamment sur les deux points signalés dans la présente question. (Question du 11 janvier 1969.)

Réponse. — La réglementation actuelle, qui accorde la réversion de la pension à la veuve d'un mineur retraité exige une période de trois ans de mariage ou de remariage avant la cessation du travail, quelles que soient les annuités de versement du défunt et quelle que soit la durée du mariage entre la mise à la retraite et le décès de l'intéressé. Afin de tenir compte des vœux exprimés tendant à ce que soient étudiées par le Gouvernement les conditions dans lesquelles la situation des veuves de mineurs pourrait être améliorée, les services du département des affaires sociales se préoccupent, en liaison avec les autres départements ministériels concernés, des dispositions nouvelles qui pourraient être adoptées. Il n'est toutefois pas possible, actuellement, de donner d'indications sur les modifications dont l'article 158 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines pourrait, en définitive, faire l'objet. La question de l'assimilation à des périodes de services pour la détermination des droits et le calcul des retraites minières des années pendant lesquelles les travailleurs ont perçu une pension d'invalidité générale fait actuellement l'objet d'une étude en vue de réaliser une certaine harmonie avec les règles applicables dans le régime général de sécurité sociale. Toutefois, cette mesure ne pourrait présenter de l'intérêt que pour les invalides qui ont effectivement repris une activité professionnelle suffisante — dans ou hors des mines — pour entraîner la suppression du service de la pension d'invalidité. En effet, dans le régime minier de sécurité sociale, le montant de la pension d'invalidité générale étant forfaitaire et égal à celui de la pension de vieillesse pour trente ans de services, quelle que soit la durée des services antérieurs de l'affilié, la prise en compte dans le calcul de la durée des services valables pour la retraite des années de perception de la pension d'invalidité générale n'a aucune influence sur le montant de la pension de vieillesse des titulaires de pension d'invalidité générale qui ne reprennent pas d'activité. Une modification des règles en vigueur pourrait, certes, avoir une incidence sur la situation des veuves, mais il n'est pas possible actuellement, de préciser quelle solution sera, en définitive, adoptée.

3253. — M. Falala rappelle à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales qu'en vertu de l'article 21 de l'ordonnance n° 67-828 du 23 septembre 1967 relative à l'assurance maladie-maternité et à l'assurance vieillesse des travailleurs non salariés « tout dirigeant de société qui requiert à compter du 1^{er} janvier 1968 son inscription au registre du commerce soit en qualité de président ou directeur général ou membre du directoire, soit en qualité de gérant répondant aux conditions prévues à l'article 242-8° du code de la sécurité sociale, est tenu de verser une contribution à la caisse de l'organisation autonome... » de celui des régimes vieillesse des artisans, des commerçants et industriels, des membres des professions libérales dont relève l'activité professionnelle de la société. A l'occasion d'un litige né entre une entreprise industrielle et une des caisses visées au texte précité, il lui demande s'il peut lui confirmer ce qui paraît incontestablement résulter de la rédaction qui vient d'être rappelée, c'est-à-dire, s'agissant d'une société anonyme, qu'un directeur général adjoint, non administrateur et non actionnaire, n'est pas soumis aux dispositions prévues à l'article 21 de l'ordonnance du 23 septembre 1967. (Question du 11 janvier 1969.)

Réponse. — En application de l'article 21 de l'ordonnance n° 67-828 du 23 septembre 1967, dans les sociétés anonymes, la contribution de solidarité est due par tout dirigeant qui requiert à compter du 1^{er} janvier 1968 son inscription au registre du commerce « en qualité de président ou directeur général ou membre du directoire ». Une personne qualifiée « directeur général adjoint » d'une société anonyme ne peut donc être assujettie au versement de ladite contribution que s'il est établi qu'elle assume en fait les fonctions de directeur général au sein de la société.

3259. — M. Joseph Rivière expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que dans le cas d'accidents automobiles survenus à des passagers, il est fréquent que ceux-ci ne soient pas couverts par l'assurance souscrite par le propriétaire du véhicule. Or, ces passagers sont parfois des victimes graves, dont l'état nécessite souvent non seulement des soins prolongés, mais l'utilisation d'appareils spéciaux très coûteux. Or, lorsque ces victimes sont hospitalisées, la sécurité sociale intervient dans les conditions habituelles. Mais elle n'intervient pas dans l'achat des appareils (chaises roulantes à moteur, par exemple), lesquels permettent pourtant à ces victimes de réintégrer leur famille. Plus exactement, si la sécurité sociale intervient, elle ne le fait qu'au titre de la commission gracieuse. Un cas précis de sa connaissance justifiait — à la sortie d'un hôpital neurologique — l'achat d'un appareillage spécial, d'un montant de 12.500 francs. La commission gracieuse a accepté la participation de la sécurité sociale. Il lui demande s'il n'est pas possible de reconnaître aux intéressés un droit à la participation automatique de la sécurité sociale, pour l'achat de ces appareillages. Cette décision entraînerait une économie certaine sur la prise en charge du prix de journée (environ 300 francs) des hôpitaux spécialisés. (Question du 11 janvier 1969.)

Réponse. — En tout état de cause, la prise en charge ou le remboursement d'articles d'appareillage dans le cadre des législations d'assurance maladie ou d'accidents du travail ne saurait procéder de considérations particulières tenant aux circonstances qui se trouvent à l'origine de l'affection ou de l'accident ouvrant droit à indemnisation. Les véhicules pour handicapés physiques susceptibles d'être attribués au titre de ces législations sont décrits et énumérés au titre VI du tarif interministériel pour le règlement de certaines prestations sanitaires, qui vise exclusivement certains types de fauteuils d'appartement, de voiturettes à propulsion manuelle et de poussettes. Pour des motifs évidents, tenant en particulier à la charge financière nouvelle qu'entraînerait une telle mesure, il n'est pas possible d'envisager l'inscription au tarif interministériel d'appareils très spécialisés et particulièrement coûteux; en tout état de cause la fin de l'hospitalisation dépend d'autres facteurs que de l'attribution d'une voiturette à moteur.

3320. — M. Lamps expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales le cas des salariés ayant cotisé pendant plus de 120 trimestres et qui ont eu, pendant leur période de cotisations, des interruptions dues à la maladie. Par exemple, un salarié a cotisé pendant 152 trimestres. Il a été malade pendant un trimestre. L'année pendant laquelle il a été malade n'entre donc en compte que pour trois trimestres de salaires assimilés à une année entière. De ce fait, et bien qu'il ait cotisé, par ailleurs, vingt trimestres de plus, sa retraite se trouve minorée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour la prise en compte de tous les trimestres de cotisations ou, à tout le moins, pour que les salariés ne soient

pas lésés et que puisse jouer à leur profit le principe de la compensation. (Question du 18 janvier 1969.)

Réponse. — Les périodes d'arrêt de travail durant lesquelles l'assuré a bénéficié de l'indemnisation au titre de l'assurance maladie, qui ont pu être assimilées à des trimestres d'assurance, en application de l'article 74, paragraphe III, du décret du 29 décembre 1945 modifié, ne donnent pas lieu au versement de cotisations, au compte de l'assuré. Or, le salaire annuel moyen servant de base au calcul de la pension de vieillesse, déterminé dans les conditions fixées par l'article L. 343 du code de la sécurité sociale, résulte des cotisations versées au compte de l'intéressé. Lorsque l'intéressé se voit décompter quatre trimestres d'assurance pour une année au cours de laquelle il a eu une période de maladie assimilée à un trimestre d'assurance, le salaire pris en considération pour cette année est donc celui résultant des cotisations versées pour les trois autres trimestres de l'année civile. Toutefois, afin d'éviter de faire trop baisser la moyenne des salaires d'une année où l'assuré aurait eu plusieurs trimestres assimilés, l'article 74, paragraphe VIII, du décret précité prévoit que, pour la détermination du salaire annuel moyen servant de base au calcul de la pension de vieillesse, il n'est pas tenu compte des salaires correspondant à des années civiles qui comportent deux trimestres, ou plus, de périodes assimilées à des périodes d'assurance, à moins que cette neutralisation ne soit défavorable à l'assuré. Quant à la prise en compte de tous les trimestres de versement de cotisations totalisés par les assurés justifiant de plus de trente ans d'assurance, elle constitue un problème qui préoccupe le ministre d'Etat chargé des affaires sociales. Toutefois, il ne faut pas se dissimuler que les possibilités d'amélioration des pensions de vieillesse apparaissent assez limitées en raison des perspectives d'alourdissement des charges financières du régime vieillesse au cours des prochaines années, charges qui sont, dans une large part, influencées par la situation démographique.

3357. — M. Denvers appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur l'importance et le poids des charges que le département du Nord doit supporter au titre de sa participation à l'aide sociale. Il lui demande s'il n'estime pas que les pourcentages de contribution du département du Nord exigés par l'Etat appelleraient une révision dans le sens d'une part moins importante et plus conforme à la justice. (Question du 18 janvier 1969.)

Réponse. — Il est signalé à l'honorable parlementaire qu'il n'avait pas échappé au Gouvernement que les divers critères retenus lors de l'établissement des taux de participation actuellement en vigueur avaient subi des variations fort inégales suivant les départements et que, en conséquence, le classement établi par le décret du 21 mai 1955 ne reflétait plus les facultés contributives réelles des diverses collectivités. C'est pourquoi, dès 1964, une commission interministérielle (économie et finances, intérieur, affaires sociales) avait entrepris l'étude des modifications susceptibles d'être apportées au régime actuel, en reconsidérant notamment les critères de 1955. Ces travaux avaient été interrompus en raison de la réforme en cours des finances locales. Il était apparu en effet qu'une nouvelle répartition des charges d'aide sociale entre les départements ne saurait être véritablement équitable que si elle résultait d'une connaissance précise de la richesse de chacun d'eux, et notamment du montant des ressources qui se substitueront au produit de la taxe locale supprimée. Or, il s'avère que ces renseignements ne pourront être obtenus que dans un assez long délai, incompatible avec la nécessité de ne pas différer plus longtemps le réexamen du barème actuel. La reprise des travaux de la commission interministérielle vient en conséquence d'être décidée, avec pour mission d'établir les bases d'un nouveau barème de répartition.

3369. — M. Chazelle appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les problèmes sociaux qui se posent aux artisans et commerçants au moment de l'augmentation des forfaits et de la création de nouvelles taxes, simultanément à la mise en application de la loi du 12 juillet 1966 relative à l'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles et à l'établissement d'une cotisation obligatoire au régime de l'assurance vieillesse artisanale. Il lui demande s'il peut lui préciser si des mesures sont envisagées pour que les 850.000 entreprises du secteur des métiers puissent continuer à exercer leur activité dans des conditions normales. (Question du 18 janvier 1969.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire relève plus particulièrement des attributions de M. le ministre de l'économie et des finances pour ce qui a trait au régime fiscal des artisans et commerçants. En ce qui concerne la situation des intéressés à l'égard des législations relatives à l'assurance maladie et à l'assurance vieillesse, il convient tout d'abord de rappeler que la loi du 12 juillet 1966 marque l'aboutissement des demandes

insistantes faites par les intéressés eux-mêmes pour bénéficier d'un régime autonome de protection contre la maladie, faisant appel à la solidarité des catégories socio-professionnelles concernées. Il convient également de souligner qu'un souci constant de tenir le plus grand compte des avis des représentants qualifiés des intéressés a présidé à la mise au point des textes d'application. C'est cette préoccupation qui explique d'ailleurs le long délai mis pour leur publication. Il a particulièrement été tenu compte de ces avis pour la fixation des cotisations à un niveau permettant aux assurés de faire face à leurs nouvelles obligations. Bien entendu les prestations n'ont pu de leur côté être fixées qu'à un niveau compatible avec les ressources ainsi attendues, étant précisé que la couverture de base ainsi constituée est susceptible d'être peu à peu étendue de manière à mettre les artisans et commerçants à parité avec les autres catégories sociales, et dans la mesure où ils seront disposés à verser les cotisations correspondantes. Le ministre des affaires sociales est parfaitement conscient que la rencontre d'un certain nombre de facteurs conjoncturels rend difficile la situation d'un certain nombre d'entreprises artisanales ou commerciales, et donne à certains l'impression que les cotisations qui leur sont demandées sont trop lourdes. Il n'en reste pas moins que cette assurance maladie obligatoire constitue un indiscutable progrès, dans la mesure où elle accueille des catégories de travailleurs indépendants (malades, personnes âgées, pères de familles nombreuses) qui ne bénéficiaient d'aucune protection ou ne pouvaient se couvrir, auprès d'organismes de prévoyance libre, qu'à des conditions très onéreuses. Les critiques émises ici et là tiennent d'ailleurs moins en définitive à l'organisation elle-même du régime qu'au moment où se place son démarrage et qui, en toute hypothèse, ne peut être reculé car il répond, dans son principe, aux vœux de la grande majorité des intéressés.

3373. — M. Griotteray attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur la situation des sous-officiers retraités travaillant dans un secteur privé affilié au régime général de la sécurité sociale. Pour le calcul de leur pension de retraite de la sécurité sociale, les services militaires ayant donné lieu à une pension de l'Etat entrent en ligne de compte. Ainsi, un sous-officier ayant quinze années de services militaires et trente années de services civils ne touchera-t-il que 30/45 de la pension de sécurité sociale. Il lui demande si les sous-officiers quittant le service pour travailler dans le secteur privé ne pourraient pas opter pour une non-affiliation au régime général de la sécurité sociale. Ils pourraient ainsi se créer une retraite d'une caisse privée plus avantageuse que celle qui leur sera versée de la sécurité sociale. (Question du 18 janvier 1969.)

Réponse. — La situation, au regard de l'assurance vieillesse, des assurés qui ont été affiliés successivement à plusieurs régimes de retraites et notamment au régime des pensions civiles et militaires de retraites et au régime général de la sécurité sociale est régie par le décret n° 50-133 du 20 janvier 1950. Ce texte a pour objet de garantir aux intéressés des avantages équivalents à ceux qu'ils auraient obtenus s'ils avaient été soumis au régime général pendant l'ensemble des périodes d'assurances qu'ils ont passées sous l'un et l'autre des régimes précités. Or, la législation actuelle de l'assurance vieillesse du régime général de la sécurité sociale ne permet de tenir compte que d'un maximum de trente années. La part de pension dont ce régime doit assumer la charge en application du décret du 20 janvier 1950 est donc calculée en tenant compte de cette disposition restrictive, faute de quoi les assurés qui ont été affiliés successivement à plusieurs régimes de retraites seraient favorisés par rapport à ceux qui ont été soumis au seul régime général durant l'intégralité de leur carrière. Le problème qui se pose actuellement aux sous-officiers retraités est donc lié au problème plus général et difficile à résoudre en raison de ses incidences financières d'une modification des modalités de calcul des pensions de vieillesse du régime général de la sécurité sociale en vue de permettre la prise en compte des cotisations versées au-delà de la trentième année. Il est par ailleurs précisé que, pour l'application du décret n° 50-133 du 20 janvier 1950, seules sont prises en considération par le régime général, les périodes valables au regard du code des pensions civiles et militaires accomplies après le 1^{er} juillet 1930, date d'instauration des assurances sociales. L'hypothèse soulevée par l'honorable parlementaire et selon laquelle l'avantage attribué par le régime général au titre de la coordination serait calculé sur la base de 30/45 ne se produira donc qu'en 1975. En outre, il convient de rappeler que l'article L. 241 du code de la sécurité sociale prévoit que « sont affiliées obligatoirement aux assurances sociales quel que soit leur âge et même si elles sont titulaires d'une pension, toutes les personnes de nationalité française de l'un ou de l'autre sexe salariées ou travaillant à quelque titre ou en quelque lieu que ce soit, pour un ou plusieurs employeurs et quels que soient le montant et la nature de leur rémunération, la forme, la nature ou la validité de leur contrat ». Il ne saurait être dérogé à ces dispositions.

3446. — M. Ihuel attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les conséquences regrettables qu'entraîne l'application des dispositions du décret n° 68-400 du 30 avril 1968, relatives aux conditions générales d'ouverture du droit aux prestations d'assurance maladie en ce qui concerne quatre-vingt-cinq éclusières et éclusières auxiliaires appartenant au service de la navigation intérieure et des phares et balises. Depuis le 15 juillet 1968, ces assurés ne peuvent plus percevoir les prestations de la sécurité sociale, du fait qu'ils ont un salaire trimestriel inférieur à 200 fois le taux horaire du S. M. I. G., soit actuellement 616 F. Leur salaire mensuel n'atteignant pas 200 F même en tenant compte des avantages en nature évalués forfaitairement à cinquante francs par mois. Ces agents, occupés à la garde des écluses, sont tenus à une présence constante sur les lieux de leur travail, afin d'assurer les diverses opérations qui leur sont confiées, soit à la demande des utilisateurs, soit à l'occasion de crues. Jusqu'au 15 juillet 1968, il a toujours été considéré qu'étant donné la nature de leurs tâches, ils devaient bénéficier de la sécurité sociale. A l'heure actuelle, alors qu'ils continuent à verser des cotisations, ils ne sont plus considérés, au regard de l'attribution des prestations, comme des assurés sociaux. Pour mettre un terme à ces difficultés, il souhaiterait savoir s'il envisage, soit d'augmenter le salaire de ces agents en modifiant l'arrêté du 5 décembre 1967 de manière à fixer un salaire trimestriel plancher au moins égal à 200 fois le taux horaire du S. M. I. G., soit d'étendre aux éclusières de la navigation intérieure et des phares et balises, les conditions d'attribution des prestations des assurances maladie, maternité, invalidité et décès et le mode de calcul des indemnités journalières prévues pour les concierges, nourrices et gardiennes d'enfants visées à l'article 1^{er}, 5° de l'arrêté du 21 juin 1968. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en liaison avec M. le ministre de l'équipement et du logement, pour régulariser au plus tôt cette situation, étant fait observer que les agents en cause sont bien souvent des handicapés physiques, ou des femmes seules avec enfants à charge, pour lesquels la perte des prestations constitue un véritable drame. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — Conformément aux dispositions du décret n° 68-400 du 30 avril 1968, le nombre d'heures de travail salarié requis pour l'attribution des prestations de l'assurance maladie, qui était auparavant de soixante au cours d'une période de référence de trois mois, a été porté à 200 au cours de la même période. Ces dispositions sont certes de nature à écarter du bénéfice des prestations des travailleurs n'exerçant qu'une activité réduite. Il a toutefois paru légitime de réserver le bénéfice des prestations du régime général aux assurés qui tirent effectivement leurs moyens d'existence de l'exercice d'une activité salariée. A cet égard, il convient d'observer que les conditions requises par le décret précité ne sauraient être considérées comme exagérément rigoureuses. En effet, il suffit à un travailleur d'occuper un emploi salarié pendant trois heures par jour, à raison de vingt-cinq jours par mois, pour être en mesure de justifier d'un nombre d'heures de travail supérieur à celui qui est exigé par ledit décret. Il n'apparaît pas possible d'envisager une dérogation à ces dispositions en faveur des assurés dont la situation fait l'objet de la présente question écrite. Il est rappelé que les assurés qui ne remplissent pas les conditions requises par le décret précité ont la faculté de s'affilier à l'assurance volontaire, en vue d'obtenir les prestations prévues par ladite assurance. Les cotisations dues à ce dernier titre sont calculées après défalcation de la cotisation personnelle versée au titre de l'assurance obligatoire et peuvent le cas échéant être prises en charge au titre de l'aide sociale si la situation de l'intéressé le justifie.

3448. — M. Sallenave expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales que, pour l'appréciation des droits des assurés aux prestations supplémentaires attribuées en cas de cure thermique, les caisses de sécurité sociale refusent de compter parmi les enfants à charge ceux qui, âgés de plus de vingt ans, sont atteints d'une infirmité incurable. C'est ainsi qu'un assuré ayant à sa charge son épouse et une fille, âgée de quarante ans, infirme cérébrale (mongolisme) s'est vu refuser le remboursement des frais de séjour et des frais de transport exposés à l'occasion d'une cure thermique, du fait que ses ressources annuelles (22.000 francs) sont légèrement supérieures au plafond de 14.400 francs majoré de 7.200 francs pour le conjoint, soit 21.600 francs fixé par la réglementation en vigueur. Il semble tout à fait anormal de ne pas tenir compte, pour le calcul de ce plafond, des lourdes charges imposées aux parents par la présence au foyer d'un grand infirme. C'est d'ailleurs en considération de ces charges que, pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, non seulement les enfants infirmes sont considérés comme enfants à la charge du contribuable, quel que soit leur âge, mais encore le quotient familial est augmenté d'une part entière au lieu d'une demi-part pour chaque enfant titulaire de la carte d'invalidité prévue à l'article 173 du code de la famille et de l'aide sociale. Il lui demande s'il n'a pas l'intention de donner aux caisses de sécurité sociale

toutes instructions utiles afin qu'elles appliquent un principe analogue pour la détermination du plafond de ressources prévu pour l'attribution des prestations supplémentaires en cas de cure thermique, ce plafond étant majoré de 100 p. 100 pour chaque enfant infirme, titulaire de la carte d'invalidité, vivant au foyer de l'assuré. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — Les assurés sociaux et leurs ayants droit, bénéficiaires d'une prise en charge en matière de cure thermique, peuvent obtenir de leur caisse primaire, au titre des prestations supplémentaires obligatoires, une participation aux frais de séjour et le remboursement des frais de déplacement du bénéficiaire, sous réserve de satisfaire à certaines conditions de ressources. L'article 2 de l'arrêté du 20 décembre 1967 « relatif aux prestations supplémentaires attribuées par les caisses primaires d'assurance maladie » précise les catégories de personnes entrant en ligne de compte, d'une part, pour le calcul des ressources mensuelles du foyer et, d'autre part, pour le calcul du plafond de ressources au-delà duquel la participation des caisses primaires aux frais de séjour et de déplacement ne sera pas accordée. Pour la détermination du plafond opposable à l'assuré, le texte de l'arrêté se réfère expressément à la notion de personne à charge au sens de l'article 285 du code de la sécurité sociale. Les enfants considérés comme à charge sont donc exclusivement ceux remplissant les conditions prévues par le code (art. 285, 2°). Il n'est pas envisagé, actuellement, de modifier ces dispositions.

3483. — M. Marcus attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur une mesure qui risquerait d'être inéquitable. La loi n° 66-509 du 12 juillet 1966 a institué un régime obligatoire d'assurance maladie pour les travailleurs non salariés des professions non agricoles. Seront affiliés d'office au régime d'assurance maladie et d'assurance maternité : 1° les travailleurs des professions artisanales, les travailleurs des professions industrielles et commerciales, les travailleurs des professions libérales ; 2° les personnes ayant exercé ces professions et qui bénéficient d'une pension d'invalidité ou d'une pension de vieillesse ; 3° les personnes titulaires d'une allocation ou d'une pension de réversion versée par un régime non agricole. Les travailleurs en activité auront à acquitter une cotisation calculée proportionnellement à leur revenu. Quant aux retraités, leurs cotisations seront prélevées automatiquement par précompte sur les allocations. Parmi ces travailleurs un certain nombre ont été salariés une partie de leur vie et, par conséquent, assujettis à la sécurité sociale ; s'ils ont cotisé à celle-ci pendant plus de vingt trimestres, ils auront droit à soixante-cinq ans à une rente calculée selon les dispositions de l'article L. 336 du code de la sécurité sociale. Les pensions ou rentes de vieillesse de la sécurité sociale ouvrent droit, à compter de la date de l'entrée en jouissance, aux prestations en nature de l'assurance maladie ; ce qui revient à dire que le fait d'être obligatoirement affiliés à l'une des nouvelles caisses mutuelles fait perdre aux anciens salariés le bénéfice de jouir à soixante-cinq ans des prestations en nature de l'assurance maladie de la sécurité sociale, puisque, bien qu'étant retraités, ils seront obligés de cotiser à leur nouveau régime. D'autre part, il existe une catégorie d'anciens artisans ou commerçants, n'ayant pas atteint l'âge de soixante-cinq ans et totalisant plus de vingt trimestres au titre de salariés qui, pour des raisons de santé ou autres, ne sont plus en activité au 1^{er} janvier 1969. Ces travailleurs ne seront pas obligatoirement affiliés à ces caisses dès à présent, mais ils le seront automatiquement et obligatoirement à soixante-cinq ans, et par conséquent, seront obligés de cotiser parce qu'ils percevront leur retraite d'artisan ou de commerçant, alors qu'à cet âge, normalement ils avaient droit, avant la création de ce nouveau régime, aux prestations maladie de l'assurance maladie de la sécurité sociale. Cette mesure est inéquitable et entraîne la suppression d'un droit acquis et c'est pourquoi il lui demande s'il entend prendre les mesures nécessaires pour que les intéressés ayant l'âge de soixante-cinq ans aient, en vertu des droits acquis, la faculté de bénéficier de ces droits acquis auprès du régime général de sécurité sociale, si telle est leur intention. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — Il résulte des dispositions de l'article 4, II, de la loi n° 66-509 du 12 juillet 1966, modifiée par l'ordonnance n° 67-828 du 23 septembre 1967, que les personnes titulaires, au 1^{er} janvier 1969, d'un avantage de vieillesse leur ouvrant droit aux prestations en nature d'un régime d'assurance maladie, par exemple le régime des salariés, sont maintenues dans ce régime. Les intéressés conservent donc, en tout état de cause et quels que puissent être leurs liens avec une activité indépendante, les droits qu'ils avaient acquis avant la date d'application effective du régime d'assurance maladie des non-salariés. En ce qui concerne les personnes qui actuellement ne perçoivent aucun avantage de vieillesse leur ouvrant droit aux prestations d'un régime d'assurance maladie, elles doivent normalement être affiliées au régime d'assurance maladie dont relève leur activité, lorsqu'elles en exercent une. Mais

dès qu'elles percevront une allocation ou pension de vieillesse, c'est au régime de leur pension qu'elles devront être rattachées. Si elles perçoivent alors plusieurs pensions à raison de l'exercice passé de plusieurs activités, le rattachement sera opéré au régime dont relève leur activité principale. La circonstance qu'une personne soit actuellement affiliée au régime des non-salariés du fait qu'elle exerce une activité indépendante ne fait donc pas obstacle à ce que l'intéressée puisse être rattachée au régime général lorsqu'elle atteindra l'âge de soixante-cinq ans, s'il s'avère que l'activité qu'elle a principalement exercée au cours de sa carrière est de nature salariée. Si, en revanche, l'activité principale antérieurement exercée est de nature non salariée, il est conforme à l'esprit comme à la lettre de la loi du 12 juillet 1966 que la personne considérée soit ou demeure affiliée au régime des non-salariés, et non à un régime correspondant à une activité qu'elle n'aurait exercée qu'à titre accessoire.

3501. — M. Alduy expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales le cas des veuves assurées sociales retraitées qui ne peuvent bénéficier de la pension de reversion de leur mari, si celui-ci était lui-même retraité de la sécurité sociale. Il lui fait remarquer que cette mesure n'est pas applicable aux retraités du secteur public ou des régimes particuliers, tels que S. N. C. F., E. D. F., cadres, etc. Il lui demande si le Gouvernement entend prendre toutes mesures utiles pour mettre un terme à une injustice d'autant plus grave qu'elle frappe les catégories les plus défavorisées de la nation. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — Ainsi que le ministre d'Etat chargé des affaires sociales l'a exposé devant le Parlement lors de l'examen du budget de son département, l'ensemble des problèmes relatifs aux prestations de vieillesse du régime général — et, notamment, la question de l'amélioration des droits du conjoint survivant de l'assuré — fait actuellement l'objet d'un examen attentif de sa part. Il ne faut pas se dissimuler, néanmoins, que les possibilités d'amélioration de ces prestations apparaissent assez limitées en raison des perspectives d'alourdissement des charges financières du régime vieillesse au cours des prochaines années, charges qui sont, dans une large part, influencées par la situation démographique. Il convient, d'ailleurs, de remarquer que le régime général de l'assurance vieillesse et les régimes spéciaux de retraite ne sont pas comparables. Les disparités existant entre ces régimes s'expliquent, notamment, par le fait que les retenues subies sur leur traitement par les affiliés aux régimes spéciaux, à titre de participation au financement desdits régimes, sont plus importantes que dans le régime général.

3512. — M. Billoux expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales qu'un accidenté du travail vient d'être avisé que sa pension d'invalidité trimestrielle de 1.684,50 francs est réduite à 905,93 francs en raison de ce que sa rente accident du travail de 1.123,89 francs dépasse le salaire trimestriel de comparaison qui est de 2.029,82 francs. Or, en 1957, ce salaire trimestriel de comparaison était déjà de 2.029,82 francs. Depuis les augmentations de salaire de l'été dernier, il semblerait normal que ce salaire de comparaison soit majoré. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour revaloriser le salaire trimestriel de comparaison des accidentés du travail. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article L. 391 du code de la sécurité sociale, l'assuré titulaire d'une rente allouée en vertu de la législation sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, dont l'état d'invalidité subit, à la suite de maladie ou d'accident, une aggravation non susceptible d'être indemnisée par application de ladite législation, peut prétendre au bénéfice de l'assurance invalidité si le degré total d'incapacité de travail est au moins des deux tiers. Toutefois, le total de la pension d'invalidité et de la rente d'accident du travail ne peut, en aucun cas, excéder le salaire perçu par un travailleur valide de la même catégorie professionnelle. Afin de permettre d'examiner si, dans le cas particulier qui fait l'objet de la présente question écrite, il a été fait une juste application des dispositions rappelées ci-dessus, il conviendrait que l'honorable parlementaire indique le nom de l'assuré, son numéro matricule et l'organisme qui a procédé à la liquidation de la pension d'invalidité.

3532. — M. Charles Bignon demande à M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales dans quel délai il a l'intention de modifier le plafond de l'aide sociale en matière de logement, actuellement fixé à 4.000 francs. Le nombre des bénéficiaires diminue régulièrement alors que les loyers augmentent et que les invalides ou les

personnes âgées ont de grandes difficultés à y faire face. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — Le ministre d'Etat chargé des affaires sociales rappelle à l'honorable parlementaire que le plafond de ressources fixé pour l'octroi de l'allocation de loyer est relevé périodiquement puisqu'il est le même que celui prévu pour l'attribution à une personne seule de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité. De 3.600 francs au 1^{er} janvier 1967, il est passé à 3.800 francs au 1^{er} janvier 1968 pour atteindre 4.100 francs au 1^{er} janvier 1969. A ce plafond s'ajoutent le montant maximum de l'allocation calculée sur la base de 75 p. 100 du loyer principal et, éventuellement, la majoration spéciale pour l'aide constante d'une tierce personne ou l'allocation de compensation donnée à un aveugle ou grand infirme travailleur ayant besoin de l'aide constante d'une tierce personne. Le plafond de ressources précité de 4.100 francs peut se trouver dans ces conditions sensiblement majoré.

3569. — M. Bailly appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur les difficultés rencontrées par des associations ou groupements dévoués à la cause de l'enfance inadaptée au moment où ils sollicitent l'agrément des établissements créés par leurs soins, auprès des commissions régionales compétentes. Ces difficultés paraissent tenir au fait qu'aucun document officiel n'établit une stricte délimitation fondée sur les quotients intellectuels des enfants, il lui demande s'il n'envisage pas d'apporter en ce domaine des directives plus explicites pour éviter les pénibles discriminations dont les enfants et les familles sont en définitive les victimes. Compte tenu des connaissances actuelles tant sur le plan médical qu'éducatif en matière d'enfance inadaptée, il lui demande s'il entend compléter le texte de l'annexe XXIV, titre 1^{er}, article 1^{er} du décret n° 56-284 du 9 mars 1956 (complétant celui n° 46-1834 du 20 août 1946) par l'adjonction d'une catégorie supplémentaire d'enfants qui pourrait être dénommée: « débilés profonds semi-éducables » traités dans les instituts médico-pédagogiques ou des instituts médico-professionnels. La délimitation des diverses catégories par des valeurs de quotients intellectuels, en plus des expressions « débilés profonds, moyens, légers » serait à coup sûr de nature à éviter les difficultés signalées au moment des demandes d'agréments par les établissements. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — La classification des enfants inadaptés et des établissements les concernant soulève, en effet, souvent des difficultés. Mais il ne paraît pas souhaitable de délimiter strictement les diverses catégories par des valeurs de quotient intellectuel. Celui-ci n'est en effet qu'un élément d'appréciation parmi d'autres tout aussi importants tels que les données sociales, les troubles affectifs ou les déficiences autres que mentales qui peuvent affecter un enfant. Toutefois, il faut reconnaître que les catégories indiquées par l'annexe XXIV du décret du 9 mars 1956 ne correspondent plus exactement aux notions admises actuellement. Ainsi, les arriérés profonds comprennent, dans l'optique de l'époque, les débilés profonds, que les progrès des méthodes permettent aujourd'hui de différencier. Des instructions ont d'ailleurs été préparées sur ce point particulier, en attendant la révision de l'annexe qui est mise à l'étude.

AGRICULTURE

983. — M. Cormier rappelle à M. le ministre de l'agriculture que la loi du 19 décembre 1917, relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes, divisée en trois classes et soumise à la surveillance de l'autorité administrative, « les manufactures, ateliers, usines, magasins, chantiers et tous établissements industriels ou commerciaux, qui présentent des dangers ou des inconvénients, soit pour la sécurité, la salubrité, ou la commodité du voisinage, soit pour la santé publique, soit encore pour l'agriculture ». Les établissements d'engraissement et d'élevage de porcs et les bergeries et chèvres étaient expressément exclus par la loi de l'application de ces dispositions lorsqu'ils étaient « l'accessoire d'un établissement agricole ». Le décret n° 66-762 du 15 septembre 1966 a supprimé cette distinction. Il n'en demeure pas moins que l'exploitation agricole n'est pas comprise dans l'énumération de l'article 1^{er} de la loi du 19 décembre 1917, qui détermine son champ d'application. Cette application a une conséquence nouvelle depuis la publication de la loi de finances pour 1968: l'article 87 de cette loi fixe à 300 francs et à 100 francs les taux de la taxe destinée à couvrir les dépenses occasionnées par le contrôle des établissements industriels et commerciaux classés dangereux, insalubres ou incommodes. En vue de l'application de cet article 87, l'administration fait parvenir actuellement aux agriculteurs éleveurs de porcs et aviculteurs des imprimés concernant le classement de

leur élevage comme établissements dangereux, insalubres et incommodes. Il lui demande, afin d'éviter que les agriculteurs ne soient frappés d'impôt nouveau, s'il peut lui confirmer que les exploitations agricoles n'entrent pas dans le champ d'application de la loi du 19 décembre 1917. (Question du 7 septembre 1968.)

Réponse. — La taxe instituée par l'article 87 de la loi n° 67-114 du 21 décembre 1967 est destinée à couvrir les dépenses occasionnées par le contrôle des établissements industriels et commerciaux classés comme dangereux, insalubres ou incommodes. Il ressort d'une étude menée conjointement avec le ministère de l'industrie que cette taxe n'est applicable qu'aux établissements industriels et commerciaux et qu'elle ne saurait en conséquence être mise à la charge d'exploitations agricoles, et plus précisément d'élevages, ne présentant pas ce caractère. Les correspondances adressées à divers éleveurs par les services du ministère de l'industrie ont précisément pour but de déterminer la nature exacte des établissements dangereux, incommodes et insalubres qui figurent à l'inventaire départemental des établissements classés. Cela ne signifie pas qu'elles seront suivies d'un avis de mise en recouvrement. C'est sur la base de principes qui seront définis en liaison avec le ministère de l'agriculture que les services du ministère de l'industrie procéderont à l'examen de chacune des situations susceptibles de se présenter afin d'éviter tout recouvrement qui ne serait pas conforme à l'esprit de la loi.

1868. — M. Pierre Bonnel expose à M. le ministre de l'agriculture que la loi n° 66-950 du 22 décembre 1966 a fait obligation aux exploitants agricoles de s'assurer pour un minimum auprès d'une compagnie d'assurances ou d'une mutuelle de leur choix contre les conséquences des accidents du travail et de la vie privée. Au cours des débats qui avaient précédé le vote de cette loi, le Gouvernement avait pris l'engagement de déposer un projet portant obligation aux employeurs d'assurer leurs salariés contre les accidents du travail et les maladies professionnelles. A ce sujet, il lui demande de lui faire connaître : 1° s'il est exact que le texte préparé par ses services à la suite de cet engagement du Gouvernement est toujours à l'étude et qu'il n'a pu être déposé plus tôt sur le bureau de l'Assemblée nationale à la suite d'interventions de diverses organisations professionnelles agricoles ; 2° s'il envisage d'inclure dans ce texte des clauses tendant à éviter que dans l'avenir les salariés de l'agriculture victimes d'accidents du travail ne rencontrent d'innombrables difficultés pour faire prévaloir leurs droits ; 3° la date approximative à laquelle le Gouvernement compte soumettre ce texte au Parlement. (Question du 23 octobre 1968.)

Réponse. — L'obligation faite au Gouvernement de déposer un projet de loi définissant le régime de protection des salariés contre les accidents du travail et les maladies professionnelles n'est en aucune manière perdue de vue. Bien au contraire, la nécessité de mettre en place un système pleinement efficace à cet égard est à l'origine des délais constatés. Il est exact que jusqu'à présent les avant-projets élaborés n'ont pu recueillir du côté des partenaires intéressés un assentiment suffisamment général pour être soumis utilement à la discussion du Parlement qui demeure chargé, bien entendu, de se prononcer en définitive. Le ministre de l'agriculture s'est à nouveau saisi du problème dans son ensemble et procède à l'heure actuelle à de nouvelles consultations. Quelles que soient les orientations retenues en définitive en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement du régime, le projet devra contenir obligatoirement des dispositions assurant aux salariés de l'agriculture une réparation plus complète pour eux-mêmes et leur famille des suites des accidents du travail et des maladies professionnelles et mettant en œuvre une procédure simplifiée et accélérée. Conscient de l'intérêt social qui s'attache à ce projet, le ministre de l'agriculture a décidé d'accélérer les études en cours afin que les assemblées soient rapidement en mesure de se prononcer.

2056. — M. Brugerolle expose à M. le ministre de l'agriculture que le droit de préemption, institué au profit des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural (S. A. F. E. R.) par l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 s'exerce dans les conditions prévues aux articles 798 à 799 inclus et 800, alinéa 2, du code rural concernant l'exercice du droit de préemption dont bénéficient les preneurs de baux ruraux. Cependant, alors que la Cour de cassation a écarté l'exercice du droit de préemption du preneur en cas d'apport en société du bien loué, au motif que le preneur ne peut offrir au propriétaire la « contrepartie » attendue de l'opération, l'article 3 du décret n° 62-1235 du 20 octobre 1962, portant application du droit de préemption des S. A. F. E. R., vise expressément l'apport en société dans l'énumération des opérations susceptibles de donner lieu à l'exercice de ce droit, sans cependant instituer, dans ce cas particulier, une procédure spéciale. Aussi certaines S. A. F. E. R. prétendent imposer au propriétaire, à l'occasion d'une intention d'apport en société, que celui-ci leur fasse une notification

ordinaire de vente, moyennant un prix correspondant à l'évaluation de l'apport et elles rejettent, comme ne répondant pas aux exigences des textes, des notifications d'intention d'apport qui laissent au propriétaire la faculté de renoncer à l'opération envisagée si la S. A. F. E. R. fait connaître sa décision d'acquiescer pour un prix égal à l'évaluation indiquée. Cette position semble difficilement soutenable : un apporteur en société n'est pas un vendeur ordinaire et il ne peut courir le risque de se voir opposer le droit de préemption sans recourir sur le bien dont il veut faire l'apport. Si l'on acceptait la thèse de ces S. A. F. E. R., aucun groupement agricole foncier (G. A. F.) ne pourrait être constitué, étant donné qu'il serait trop dangereux pour les propriétaires d'envisager cette formule, pourtant encouragée par les lois d'orientation agricole, puisqu'elle serait susceptible de les conduire malgré eux à la vente du domaine ou des terres qu'ils entendent conserver sous une forme sociale. Par ailleurs, il n'est pas concevable d'imposer à un propriétaire la notification d'une opération juridique autre que celle qu'il a l'intention de réaliser. Il est regrettable que l'on n'ait pas prévu, en cette matière, une procédure analogue à celle qui est instituée, à l'égard des droits de préemption, dans la législation d'urbanisme (Z. U. P., Z. A. D., périmètres sensibles), laquelle permet toujours au candidat apporteur de renoncer à l'aliénation envisagée. Malgré cette lacune, la formule couramment utilisée de décision d'apport en société, assortie d'une clause réservant la possibilité de renoncer à l'opération en cas de décision de réemption par la S. A. F. E. R., pour un prix égal à l'évaluation indiquée, serait satisfaisante si elle était acceptée par toutes les S. A. F. E. R. Il lui demande de lui indiquer : 1° si une S. A. F. E. R. est autorisée à refuser une telle notification d'intention d'apport ; 2° si cette notification, ayant été acceptée tacitement et le délai d'un mois étant écoulé sans réponse de la S. A. F. E. R., il peut être considéré que le droit de préemption est régulièrement purgé à l'égard de l'apport en société envisagé ; 3° si, dans le cas où il est fait une notification d'apport en société avec indication de l'évaluation, sans réserve de renonciation à l'aliénation, l'accord de la S. A. F. E. R., pour un prix égal à l'évaluation, peut être considéré comme valant vente définitive à la S. A. F. E. R., bien que l'opération annoncée et l'opération acceptée soient différentes. (Question du 4 novembre 1968.)

Réponse. — A l'origine, le projet de texte présenté par le Gouvernement et tendant à instituer un droit de préemption au profit des S. A. F. E. R. s'était inspiré, en ce qui concerne notamment la procédure relative à l'exercice de ce droit, des dispositions relatives au droit de préemption prévues dans le cadre de la législation sur l'urbanisme (Z. U. P., Z. A. D., périmètres sensibles). C'est un amendement d'initiative parlementaire qui, sur ce point, a modifié le projet gouvernemental en calquant, sous réserve de certaines adaptations, la procédure relative au droit de préemption des S. A. F. E. R. sur celle qui est prescrite aux articles 796 à 799 inclus et 800, alinéa 2, du code rural relatifs à l'exercice du droit de préemption dont bénéficient les preneurs de baux ruraux. Quoi qu'il en soit, il résulte du texte même de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, complémentaire à la loi d'orientation agricole, ainsi d'ailleurs que des débats parlementaires ayant précédé l'adoption de cette loi, que le législateur a entendu implicitement, mais nettement, accorder aux S. A. F. E. R. le droit de préemption dans le cas d'apport en société de fonds agricoles ou à vocation agricole (Conseil d'Etat n° 59-640, arrêt Laudy du 4 juin 1965). L'ordonnance n° 67-824 du 23 septembre 1967 (art. 3) a confirmé cette faculté donnée aux S. A. F. E. R. 1° La procédure suivant laquelle est exercé le droit de préemption accordé à ces sociétés et qui, comme il a été rappelé ci-dessus, est la même qu'en matière de droit de préemption accordé aux preneurs en place, ne paraît pas compatible, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux compétents, avec la formule de notification conditionnelle préconisée par l'honorable parlementaire. L'application d'une telle formule aurait par ailleurs pour conséquence d'ôter toute portée utile à l'exercice du droit de préemption des S. A. F. E. R. à l'occasion d'un projet d'apport en société ; 2° dans le cas où la S. A. F. E. R. n'a pas répondu dans le délai d'un mois prévu à l'article 796 du code rural à la notification qui lui est adressée, son silence vaut de sa part, en application dudit article, refus d'acquiescer. En conséquence, le droit de préemption doit être alors considéré comme régulièrement purgé à l'égard de l'aliénation envisagée. 3° En corollaire de la réponse donnée au 1°, et compte tenu de l'application de l'article 796 du code rural, faisant lui-même référence à l'article 1589, premier alinéa, du code civil, il y a lieu de répondre par l'affirmative à la question posée. Il demeure qu'en fait les S. A. F. E. R. n'exercent pas leur droit de préemption d'une manière systématique ; elles usent d'ailleurs de cette prérogative sous le contrôle des commissaires du Gouvernement placés auprès d'elles. Il est en tout cas certain, qu'avant d'exercer éventuellement leur droit, elles tiennent compte notamment du degré d'intérêt présenté pour l'amélioration des structures foncières par le projet d'aliénation qui leur est notifié. Particulièrement, pour les apports à un G. A. F. ou à un G. A. E. C., les S. A. F. E. R. sont conduites, dans la majorité des cas, à ne pas exercer leur droit de préem-

tion, sous réserve d'un recours éventuel de leur part aux dispositions de l'article 7 de la loi complémentaire d'orientation agricole (III, 4^e alinéa): « Pendant une durée de cinq ans à compter de l'apport en société de biens pouvant faire l'objet de préemption par la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural, les inspecteurs des Impôts sont tenus, sur demande motivée de cette dernière, de lui fournir la répartition entre les associés du capital de la société bénéficiaire en vue de lui permettre, le cas échéant, de poursuivre l'aliénation de ces apports ».

2114. — M. Roucaute expose à M. le ministre de l'agriculture que l'application stricte de l'arrêté du 24 juin 1961 modifiant l'article 13 de l'arrêté du 20 juillet 1956 concernant le commerce des fruits et légumes a entraîné des poursuites contre des exploitants agricoles réutilisant des emballages en excellent état et exclusivement pour des expéditions de fruits en métropole. Pour la plupart, il s'agit d'exploitants n'ayant pas souscrit à l'application de la T. V. A. et pour lesquels ce réemploi diminue dans des proportions non négligeables les frais de conditionnement. Il lui demande: 1° si une mesure spéciale ne pourrait pas être prise cette année pour exonérer totalement ou partiellement les exploitants des amendes qui les ont frappés à la suite des procès-verbaux dressés; 2° s'il ne pourrait envisager une application plus souple de l'arrêté afin de tolérer le réemploi des emballages valables par les exploitants familiaux assurant eux-mêmes leurs expéditions. (Question du 6 novembre 1968.)

Réponse. — 1° Mon département ne dispose d'aucun pouvoir pour exonérer les producteurs de fruits et légumes du paiement

des amendes prononcées par les tribunaux de police du chef d'infraction à la réglementation sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises; 2° l'inscription de la mention « E. P. réemploi interdit » était obligatoire, en vertu de l'arrêté du 24 juin 1961, sur tous les emballages appartenant à un groupe déterminé. Elle est devenue facultative depuis que les dispositions de l'arrêté du 24 juin 1961 ont été remplacées par celles de l'arrêté du 5 septembre 1966. Actuellement cette mention n'est apposée par les fabricants qu'à la demande des utilisateurs, ce qui réduit sensiblement le nombre des emballages revêtus de cette inscription et limite ainsi la portée de l'interdiction frappant l'utilisation de ces emballages. Les exploitants familiaux assurant eux-mêmes leurs expéditions peuvent donc plus facilement s'approvisionner en emballages dont la réutilisation est permise, à condition qu'il s'agisse d'emballages propres, en bon état, sur lesquels toutes les indications se rapportant aux précédentes utilisations auraient été effacées ou oblitérées.

2931. — Mme Prin demande à M. le ministre de l'agriculture s'il peut préciser pour chaque année depuis 1958 et jusqu'à la date la plus récente les quantités de viande: 1° bovine; 2° porcine; 3° ovine; 4° chevaline importées par la République fédérale allemande en provenance de France et de chacun de ses principaux fournisseurs. (Question du 13 décembre 1968.)

Réponse. — Les importations d'animaux vivants et de viandes en République fédérale d'Allemagne ont été les suivantes au cours des dernières années.

I. — Animaux vivants (en têtes).

PAYS DE PROVENANCE	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
a) Bovins de boucherie.								
Importations totales.....	444.199	418.137	351.334	343.613	310.167	503.596	339.844	151.124
Dont:								
France	122	764	5.956	8.016	3.511	6.708	3.836	5.824
Danemark	320.666	271.115	244.350	246.134	200.263	240.645	147.521	69.185
Hongrie	69.375	49.076	44.925	43.348	30.132	47.271	54.061	20.582
Grande-Bretagne	»	»	»	»	»	»	»	»
Irlande	»	»	»	»	»	104.457	42.479	»
Pays-Bas	»	»	»	»	»	68.008	35.154	32.428
b) Porcs vivants.								
Importations totales.....	770.528	665.431	369.445	154.193	192.999	396.164	308.619	220.426
Dont:								
France	»	»	»	»	»	30.308	8.803	8.247
Pologne	206.047	184.264	79.210	»	38.278	»	»	»
Danemark	192.895	178.826	138.208	126.799	120.746	180.601	179.772	141.083
Suède	131.181	140.346	68.829	»	»	»	»	»
Hongrie	»	»	»	»	»	57.970	48.442	»
Pays-Bas	»	»	»	»	»	37.867	34.550	32.922
Roumanie	»	»	»	»	»	30.619	»	»
U. E. B. L.....	»	»	»	»	»	»	»	37.166
c) Ovins de boucherie.								
Importations totales.....	371	22	»	256	834	6.034	626	271
Dont:								
France	»	»	»	»	»	39	»	»
Luxembourg	350	»	»	256	»	»	»	»
Bulgarie	»	»	»	»	766	»	»	»
Pays-Bas	»	»	»	»	»	4.159	501	264
d) Chevaux de boucherie.								
Importations totales.....	16	433	15	40	5	4	7	7
Dont:								
France	»	»	»	»	»	»	»	»
Pologne	»	165	»	»	»	»	»	»
Hongrie	»	163	»	»	»	»	»	»
Roumanie	»	»	»	36	»	»	»	»

II. — Viandes (en tonnes).

PAYS DE PROVENANCE	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
a) Viande bovine.								
Importations totales.....	64.667	83.659	105.513	91.130	117.611	147.357	125.515	133.993
Dont :								
France	30.347	40.746	49.733	48.690	52.913	57.791	63.018	73.964
Argentine	8.924	13.861	21.430	21.468	41.283	46.747	36.776	29.458
Uruguay	3.482	9.220	7.186	»	10.383	9.041	6.125	»
Danemark	»	»	11.895	10.786	»	»	»	»
Pays-Bas	»	»	10.154	»	»	»	»	16.053
b) Viande porcine.								
Importations totales.....	35.504	28.819	38.643	28.125	17.456	40.160	39.192	34.064
Dont :								
France	9.523	7.965	5.580	4.430	2.628	6.903	5.965	5.275
Pays-Bas	18.623	15.575	15.517	15.599	9.598	21.325	18.429	20.263
U. E. B. L.	»	»	12.275	»	»	»	»	»
Danemark	»	»	»	»	»	7.584	2.688	»
c) Viande ovine.								
Importations totales.....	821	775	1.478	2.177	2.434	2.937	3.304	3.435
Dont :								
France	»	»	»	»	»	»	»	»
Nouvelle-Zélande	»	»	»	»	»	2.561	1.760	1.524
Argentine	»	»	»	»	»	»	»	1.222
d) Viande chevaline.								
Importations totales.....	17	27	14	33	30	10	25	30
Dont :								
France	4	5	4	»	»	»	»	»
Argentine	12	22	»	31	30	10	25	30

2934. — M. Ramette demande à M. le ministre de l'agriculture s'il peut lui préciser, par pays exportateur, les quantités de matières grasses d'origine végétale ou animale importées par la France au cours de chacune des deux dernières années. (Question du 13 décembre 1968.)

Réponse. — Les chiffres des importations en France de matières grasses d'origine animale ou végétale pour les années 1966 et 1967 (résultats définitifs) figurent dans les tableaux ci-joints, renseignements fournis par le service des statistiques de la direction générale des douanes et droits indirects du ministère de l'économie et des finances. Sont joints, à toutes fins utiles, les résultats provisoires des onze premiers mois de 1968, de même source.

Importations de matières grasses en France (en milliers de tonnes).

NUMÉROS du tarif douanier.	PRODUITS — Pays.	1966	1967	11 MOIS 1968	NUMÉROS du tarif douanier.	PRODUITS — Pays.	1966	1967	11 MOIS 1968
	Total.....	4	4,6	2,5					
	Dont :								
	Pays-Bas	»	1,7	0,1					
	Allemagne fédérale.....	2,5	»	0,4					
	Italie	0,5	1	0,4	12-01	Graines et fruits oléagineux.			
	Suède	0,3	0,4	0,2		Total tous pays.....	933	853	728
	Danemark	0,4	»	»		Total pays de zone franc.....	452	425	389
	Autriche	0,3	1,2	0,9		Dont :			
	Autres pays.....	»	0,3	0,5		Sénégal	226	149	152
15-02	Suifs (1).					Niger	98	155	139
	Total.....	24,8	42,6	26,6		Nouvelles-Hébrides	29	31	27
	Dont :					Polynésie française.....	21	17	8
	Allemagne fédérale.....	10	13,7	14,4		Cameroun	17	17	10
	U. E. B. L.	2,7	3,5	4,1		Dahomey	11	9	16
	Pays-Bas	2,6	2,9	1,7		Togo	10	13	12
	Etats-Unis	7,2	18	5,3		Côte d'Ivoire.....	12	8	6
	Canada	»	»	0,5		Algérie	11	3	»
	Argentine	1,9	4,5	0,6		Madagascar	4	5	4
	Autres pays.....	0,4	»	»		Autres pays zone franc.....	13	18	15
						Total pays hors zone franc..	481	428	339
						Dont :			
15-04 et ex 15-12.	Grasses et huiles de poissons et mammifères marins.					Nigéria	177	161	156
	Total.....	34,3	33	23		Etats-Unis	125	144	57
	Dont :					Canada	74	17	21
	Allemagne fédérale.....	0,6	0,8	0,7		Soudan	19	39	23
	Pays-Bas	0,1	0,3	0,5		Philippines	29	21	13
	U. E. B. L.	0,8	0,3	0,3		Chine	15	15	12
	Portugal	0,9	»	1,1		Indonésie	10	7	11
	Norvège	7	6	3		Mozambique	1	5	4
						Allemagne de l'Est.....	»	»	9
						Autres pays hors zone franc.	31	19	33

NUMÉROS du tarif douanier.	PRODUITS — Pays.	1966	1967	11 MOIS 1968
15-07 et ex 15-12.	<i>Huiles végétales.</i>			
	Total tous pays.....	332	340	343
	Total zone franc.....	207	186	175
	Dont :			
	Sénégal	143	152	139
	Tunisie	26	7	12
	Dahomey	17	17	13
	Autres pays de zone franc...	21	10	11
	Total pays hors zone franc..	125	154	168
	Dont :			
	U. E. B. L.	19	26	43
	Pays-Bas	21	29	20
	Allemagne fédérale.....	7	11	21
	Espagne	3	4	2
	Congo Kinshasa.....	18	22	16
	Etats-Unis	4	11	24
	Argentine	14	15	19
	Brésil	28	20	2
	Chine	2	4	6
	Autres pays hors zone franc.	9	12	17
15-13	<i>Margarine.</i>			
	Total.....	0,9	1	4,9
	Dont :			
	U. E. B. L.	0,6	0,7	3,5
	Allemagne fédérale.....	>	0,1	0,8
	Pays-Bas	0,3	0,2	0,8

(1) Les importations de saindoux, huile de saindoux, oléo-stéarine (en millions de tonnes respectivement pour 1966, 1967 et onze mois 1968 : 0,4, 1,1 et 1,4) sont tenues pour négligeables.

3034. — M. Bérard expose à M. le ministre de l'agriculture que les coopératives agricoles de production effectuent des affectations, soit avant la clôture du bilan, soit par décision des assemblées générales ordinaires annuelles, à des postes de provisions spécialisées : pour risques, pour renouvellement de matériel, pour grosses réparations, etc. Il lui demande si de telles provisions peuvent par la suite être reprises par une assemblée générale en invoquant comme motif que telle provision serait devenue sans objet et permettant ainsi d'augmenter éventuellement le nominal de la part sociale sans appel de fonds aux adhérents. (Question du 19 décembre 1969.)

Réponse. — Dans une société coopérative agricole, les provisions spécialement constituées, telles que les provisions pour risques, pour renouvellement de matériel, pour grosses réparations, peuvent être reprises par l'assemblée générale de la société lorsqu'elles sont devenues sans objet. Rien ne s'oppose à ce que la reprise de ces provisions aboutisse à une augmentation collective du capital social si une telle opération est réalisée dans les conditions prévues par l'article 11 du décret modifié n° 59-286 du 4 février 1959 pour les sociétés coopératives à forme civile et par l'article 8 de l'ordonnance n° 67-813 du 28 septembre 1967 pour les sociétés coopératives à forme commerciale.

3111. — M. Pierre Villon demande à M. le ministre de l'agriculture de lui faire connaître quels ont été depuis la création des S. A. F. E. R. (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) jusqu'à la date la plus récente et pour chacune d'elles : 1° le montant des dotations en prêts ; 2° le montant des subventions ; 3° les surfaces acquises ; 4° le montant des acquisitions ; 5° les superficies rétrocédées ; 6° les superficies demeurant en portefeuille ; 7° le nombre d'exploitations créées. (Question du 28 décembre 1968.)

Réponse. — Au tableau ci-dessous figurent les réponses aux six premières questions posées par l'honorable parlementaire. En réponse à la septième question, il est indiqué que, de l'origine des S. A. F. E. R. au 1^{er} janvier 1968, les installations d'exploitantes ont concerné 36 p. 100 des surfaces rétrocédées, les agrandissements réalisés 52 p. 100, le recasement de rapatriés 8 p. 100, les actions forestières et diverses 6 p. 100.

S. A. F. E. R.	DOTATIONS accordées au 10 novembre 1968.	MONTANT des subventions pour travaux d'aménagement au 1 ^{er} janvier 1969.	SURFACES acquises au 1 ^{er} juillet 1968.	MONTANT des acquisitions au 1 ^{er} juillet 1968.	SURFACES rétrocédées au 1 ^{er} juillet 1968.	SUPERFICIES restant en portefeuille au 1 ^{er} juillet 1968.
	(Milliers de francs.)	(Milliers de francs.)	(Hectares.)	(Milliers de francs.)	(Hectares.)	(Hectares.)
Alpes - Cévennes	7.250	469,8	4.957	18.429	2.998	1.959
Alsace	4.800	107,5	1.102	8.241	368	734
Auvergne	21.500	3.070,7	23.276	71.789	15.055	8.221
Aveyron - Lot - Tarn	20.780	4.112,9	25.366	66.777	17.190	8.176
Bourgogne	12.400	1.297,4	9.370	34.832	6.434	2.936
Bretagne	35.000	10.111	18.844	65.019	8.896	7.948
Centre	25.510	12.543,1	10.839	54.285	7.346	3.493
Champagne - Ardennes	6.700	430,5	2.936	23.374	1.396	1.540
Dordogne - Gironde	26.509,4	12.377,1	12.218	55.262	7.449	4.769
Franche-Comté	14.000	1.798,2	8.810	34.417	5.109	3.701
Aube - Haute-Marne (S. A. F. E.)....	8.100	366,5	4.308	12.756	1.716	2.592
Garonnaise	19.700	3.342,2	13.505	60.958	8.837	4.668
Gascogne - Haut-Languedoc	31.010	5.538,1	24.169	89.421	15.613	8.556
Landes de Gascogne	3.500	3.555,2	2.295	8.445	1.590	705
Languedoc-Roussillon	47.900	6.953,3	22.688	124.965	13.450	9.238
Loire - Océan	14.250	4.044,6	5.092	23.899	3.314	1.778
Lorraine	9.900	205,2	5.396	27.214	3.573	1.823
Lozère	5.650,2	2.046	9.526	7.933	5.387	4.139
Maine	12.300	4.330,3	3.104	24.677	2.075	1.029
Marche - Limousin	16.000	4.348,7	13.337	35.952	9.493	3.844
Meuse	2.200	12,7	851	3.486	445	406
Basse-Normandie	11.250	513,6	2.138	19.022	985	1.153
Poitou - Charentes	25.860	4.906,2	24.475	100.641	20.391	4.084
Provence - Alpes - Côte d'Azur.....	13.000	378	3.325	19.355	2.688	637
Basses-Pyrénées	4.500	1.172,3	2.211	8.394	1.459	752
Rhône et Loire	5.300	>	2.885	13.519	1.966	919
Savoie - Bourgogne	9.300	686,2	4.418	25.167	2.560	1.858
Ile-de-France (1).....	6.700	>	>	>	>	>
Flandres - Artois (1).....	2.750	>	>	>	>	>
Réunion	12.000	>	2.378	11.580	1.768	610
Guadeloupe (1).....	7.000	>	>	>	>	>
Martinique (1).....	6.300	>	>	>	>	>
	448.919,8	88.717,3	(2) 261.819	1.049.809	(3) 169.551	92.268

(1) S. A. F. E. R. de création récente.

(2) Ayant fait l'objet de 19.677 actes au 1^{er} janvier 1968.

(3) Ayant fait l'objet de 17.537 actes au 1^{er} janvier 1968.

3143. — M. Pierre Villon demande à M. le ministre de l'agriculture de lui préciser, pour chaque année depuis 1958 et jusqu'à la date la plus récente, les quantités de blé, d'orge et de maïs exportées par la France vers chacun de nos partenaires de la Communauté économique européenne, vers les pays de la zone franc et vers les autres pays. (Question du 28 décembre 1968).

Réponse. — Les quantités de blé, d'orge et de maïs exportées depuis 1958 par la France vers chacun des pays partenaires de la Communauté économique européenne, vers les pays de la zone franc et vers les autres pays sont les suivantes :

Exportations maïs depuis 1958 par année civile. (En quintaux.)

ANNÉES	BELGIQUE-LUXEMBOURG	PAYS-BAS	ALLEMAGNE	ITALIE	TOTAL C. E. E.	ZONE FRANC	AUTRES PAYS	TOTAL général.
1958	»	»	»	»	»	868	(1) 156.792	157.660
1959	»	»	»	»	»	1.461	(1) 371.364	372.825
1960	30.661	453	51.016	8.050	90.180	6.259	2.639.939	2.736.378
1961	63.184	29.757	972.604	2.842.301	3.907.846	109.324	2.952.391	6.969.561
1962	4.383	80	18.952	66.717	87.132	10.947	67.059	165.138
1963	1.732	576	2.267.338	»	2.269.646	11.337	1.285.458	3.566.441
1964	74.642	51.441	3.631.888	606.396	4.364.367	51.171	3.811.592	8.227.130
1965	2.747	5.608	4.366.371	»	4.374.726	11.353	1.210.087	5.596.166
1966	5.070	14.434	8.446.085	1.455	8.467.044	28.458	4.426.522	12.922.024
1967	1.051.327	510.202	5.730.822	315.085	7.607.436	249.893	9.314.800	17.172.129
1968 (2)	2.894.872	722.884	2.143.014	256.760	6.017.530	167.500	6.968.276	13.153.306

(1) Y compris pays de la C. E. E., les douanes n'ayant pas établi de ventilation pour les années 1958 et 1959.

(2) Statistiques arrêtées au 30 novembre 1968.

Source : Douanes.

Exportations orge depuis 1958 par année civile. (En quintaux.)

ANNÉES	BELGIQUE-LUXEMBOURG	PAYS-BAS	ALLEMAGNE	ITALIE	TOTAL C. E. E.	ZONE FRANC	AUTRES PAYS	TOTAL général.
1958	»	»	»	»	»	6.642	(1) 562.565	569.207
1959	»	»	»	»	»	33.674	(1) 876.616	910.290
1960	1.075.494	52.981	1.010.538	90.031	2.229.044	35.644	3.627.632	5.892.320
1961	1.656.325	1.143.719	2.335.245	3.420.302	8.555.591	2.914.833	7.967.358	19.437.782
1962	116.073	36.812	280.739	69.794	503.418	2.951	375.979	882.348
1963	1.467.927	74.356	2.897.542	2.343.718	6.783.543	29.680	9.915.849	16.729.072
1964	1.577.753	357.200	3.434.228	1.141.630	6.510.811	48.333	19.278.044	25.837.188
1965	2.616.213	1.342.041	2.920.120	»	6.678.374	51.019	10.316.001	17.245.394
1966	3.113.286	1.282.203	6.682.503	1.000	11.078.992	362.752	6.956.789	18.398.533
1967	4.389.856	1.542.977	6.752.808	208.975	12.685.641	395.124	10.668.659	23.749.424
1968 (2)	4.471.624	2.022.733	3.594.546	1.238.540	13.327.443	479.085	14.623.489	28.430.017

(1) Y compris pays de la C. E. E., les douanes n'ayant pas établi de ventilation pour les années 1958 et 1959.

(2) Statistiques arrêtées au 30 novembre 1968.

Source : Douanes.

Exportations blé tendre depuis 1958 par année civile. (En quintaux.)

ANNÉES	BELGIQUE-LUXEMBOURG	PAYS-BAS	ALLEMAGNE	ITALIE	TOTAL C. E. E.	ZONE FRANC	AUTRES PAYS	TOTAL général.
1958	»	»	»	»	»	1.842.560	(1) 11.244.474	13.087.034
1959	»	»	»	»	»	2.742.862	(1) 6.168.350	8.911.212
1960	11.466	244	4.058.027	»	4.069.737	6.458.994	2.721.358	13.250.089
1961	10.737	417.044	4.479.517	»	4.907.298	3.945.963	1.530.590	10.383.856
1962	1.742	32.901	331.221	1.401	367.265	309.441	967.769	1.644.475
1963	981.531	484.827	1.324.773	19.677	2.810.808	2.750.217	20.716.580	26.277.695
1964	1.338.587	411.970	1.068.398	2.263.487	5.082.442	4.371.007	20.158.737	29.612.186
1965	775.026	1.972.755	931.333	3.810.141	7.489.255	5.227.897	27.716.494	40.433.646
1966	913.061	152.634	2.378.759	2.103.725	5.548.179	5.354.422	25.386.679	36.289.280
1967	1.188.987	1.152.001	2.220.106	1.991.804	6.552.898	6.845.653	6.919.544	20.318.095
1968 (2)	1.727.741	3.214.030	4.359.875	1.306.075	10.607.721	5.039.731	27.251.537	42.898.989

(1) Y compris pays de la C. E. E., les douanes n'ayant pas établi de ventilation pour les années 1958 et 1959.

(2) Statistiques arrêtées au 30 novembre 1968.

Source : Douanes.

3147. — M. Pierre Villon demande à M. le ministre de l'agriculture de lui faire connaître l'évolution de la production de maïs au cours des trois dernières années et, à cet effet, de lui préciser les quantités de maïs produites et commercialisées par chaque département. (Question du 28 décembre 1968.)

Réponse. — Les quantités de maïs, exprimées en quintaux, produites et commercialisées par chaque département au cours des trois dernières campagnes, sont les suivantes: les quantités commercialisées dans chaque département correspondent aux quantités effectivement reçues par les collecteurs agréés, qu'elles aient été produites ou non dans ce même département.

DÉPARTEMENTS	CAMPAGNE 1965-1966		CAMPAGNE 1966-1967		CAMPAGNE 1967-1968	
	Production.	Commercialisation.	Production.	Commercialisation.	Production.	Commercialisation.
Bordeaux.						
Dordogne	770.000	108.595	770.000	152.857	609.000	130.253
Gironde	490.000	110.543	439.400	123.516	448.000	118.192
Landes	3.285.000	1.800.706	4.276.200	2.203.843	3.794.600	2.355.142
Lot-et-Garonne	1.379.700	1.017.983	2.018.700	1.259.135	1.227.600	964.035
Pyrénées (Basses).....	4.367.000	1.955.227	4.817.100	2.274.093	5.075.900	2.496.710
Clermont-Ferrand.						
Allier	160.900	39.627	201.300	50.704	270.000	90.193
Cantal	9.000	44	10.500	105	9.000	437
Loire (Haute).....	»	»	»	»	»	362
Puy-de-Dôme	128.000	95.021	203.700	162.053	301.200	258.714
Corrèze	122.500	3.192	122.500	3.397	87.500	3.476
Creuse	»	»	1.000	160	800	210
Vienne (Haute).....	30.000	623	15.000	2.899	6.000	1.759
Dijon.						
Belfort (territoire de).....	»	»	»	»	200	555
Doubs	4.800	70	6.000	271	4.500	486
Jura	202.600	21.027	180.000	39.593	133.000	45.652
Saône (Haute).....	6.000	6.744	6.000	2.957	10.900	5.356
Côte-d'Or	94.500	36.050	136.500	67.578	115.600	83.588
Nièvre	50.000	30.386	75.000	26.909	33.900	24.373
Saône-et-Loire	525.000	130.681	528.000	221.691	810.000	259.815
Yonne	300.000	337.625	500.000	572.159	725.000	571.892
Lille.						
Nord	1.200	55	1.200	»	1.200	10.371
Pas-de-Calais	»	»	»	599	»	3.409
Amiens.						
Aisne	160.000	90.046	270.000	255.640	338.000	379.436
Oise	523.000	418.398	1.040.000	909.587	1.163.400	1.055.303
Somme	16.900	23.040	41.600	74.075	46.400	93.256
Lyon.						
Ain	455.000	327.347	600.000	554.759	975.000	743.343
Ardèche	50.100	18.618	55.100	20.266	77.000	25.633
Drôme	425.100	317.321	540.300	414.427	655.500	533.996
Isère	1.150.000	803.498	1.250.000	1.009.360	1.485.000	1.386.832
Loire	180.000	45.169	175.000	57.726	185.000	94.719
Rhône	135.000	45.041	168.000	66.648	220.000	90.844
Savoie	42.000	9.440	77.000	23.659	87.500	22.318
Savoie (Haute).....	4.000	597	8.000	1.485	10.000	8.713
Marseille.						
Alpes (Basses).....	33.000	30.621	24.000	42.192	40.500	31.150
Alpes (Hautes).....	»	1.719	»	2.382	»	2.291
Alpes-Maritimes	5.000	»	4.100	»	3.400	»
Bouches-du-Rhône	36.000	12.381	44.000	9.382	39.000	8.332
Corse	9.000	»	12.000	»	27.500	»
Var	9.000	»	12.000	»	8.800	»
Vaucluse	72.000	35.361	80.000	33.787	39.600	16.925
Châlons-sur-Marne.						
Ardennes	»	1.171	»	2.503	»	7.348
Aube	225.000	243.595	300.000	437.043	400.000	498.086
Marne	50.000	33.836	110.000	105.987	250.000	233.675
Marne (Haute).....	1.000	»	600	1.287	1.800	819
Nancy.						
Meurthe-et-Moselle	»	»	»	»	»	214
Meuse	300	»	300	»	300	»
Moselle	100	»	100	»	200	»
Vosges	»	»	»	»	»	»
Rhin (Bas).....	175.000	20.457	247.500	64.974	315.000	97.539
Rhin (Haut).....	240.000	195.598	473.000	356.357	390.000	271.063

DÉPARTEMENTS	CAMPAGNE 1965-1966		CAMPAGNE 1966-1967		CAMPAGNE 1967-1968	
	Production.	Commercialisation.	Production.	Commercialisation.	Production.	Commercialisation.
Rennes.						
Côtes-du-Nord	60.000	1.621	60.000	3.328	72.000	4.819
Finistère	67.500	9.619	90.000	14.535	120.000	11.334
Ile-et-Vilaine	36.000	2.486	120.000	14.150	110.000	21.511
Morbihan	30.000	1.622	30.000	1.587	33.000	3.392
Nantes.						
Loire-Atlantique	74.500	5.741	79.800	14.712	112.500	37.354
Maine-et-Loire	370.100	285.095	556.600	390.954	564.500	427.100
Mayenne	31.500	16.737	50.000	28.544	75.000	38.527
Sarthe	375.000	309.563	450.000	483.353	598.000	561.448
Vendée	264.000	172.299	289.800	191.961	278.500	219.978
Orléans.						
Cher	190.000	150.224	220.000	211.192	262.500	202.397
Eure-et-Loir	2.850.000	2.631.148	3.225.000	3.358.340	3.360.000	3.099.510
Indre	80.000	63.722	60.000	80.708	84.000	78.194
Indre-et-Loire	334.700	380.789	541.300	423.460	323.400	472.422
Loir-et-Cher	1.556.600	1.434.868	1.918.400	1.655.023	1.873.100	1.405.306
Loirat	900.000	967.048	1.276.000	1.443.335	1.302.000	1.332.157
Paris.						
Seine, Seine-et-Oise	397.300	582.099	1.017.200	1.058.888	1.011.900	1.108.287
Seine-et-Marne	1.400.600	1.181.018	2.664.800	2.544.877	2.700.000	2.724.488
Poitiers.						
Charente	720.000	281.479	714.000	286.117	540.000	329.408
Charente-Maritime	810.000	394.513	1.100.000	431.613	840.000	566.461
Deux-Sèvres	300.000	99.921	216.000	98.521	150.000	106.530
Vienne	210.000	160.135	425.000	202.415	351.500	241.246
Rouen.						
Eure	202.800	135.660	422.500	301.657	408.000	323.840
Seine-Maritime	7.000	5.241	10.000	11.311	12.500	15.090
Calvados	4.000	3.628	12.009	11.138	33.000	32.199
Manche	»	»	»	»	»	247
Orne	15.000	4.790	15.000	8.690	18.000	9.234
Toulouse.						
Ariège	243.800	87.207	238.200	89.079	146.000	57.636
Aveyron	169.300	51.955	261.500	60.852	227.600	39.568
Garonne (Haute-)	1.452.400	773.629	1.378.600	758.778	1.023.000	594.326
Gers	1.354.200	814.726	1.655.800	790.603	1.434.600	764.049
Lot	323.100	53.519	410.000	57.895	276.500	41.079
Pyrénées (Hautes-)	765.800	328.106	969.300	338.097	990.700	422.880
Tarn	732.400	259.693	1.071.100	287.504	473.100	161.432
Tarn-et-Garonne	1.362.900	685.649	1.533.900	820.879	952.500	528.555
Aude	328.800	334.785	304.200	270.030	144.400	205.454
Gard	52.000	25.153	52.700	32.484	49.500	23.167
Hérault	21.000	600	21.600	1.018	13.700	890
Lozère	»	»	1.000	»	1.000	»
Pyrénées-Orientales	11.000	59	8.800	194	7.000	26
Total	34.028.000	21.063.900	43.310.800	28.385.866	41.393.700	29.254.152

3209. — M. Planeix fait observer à M. le ministre de l'agriculture que les crédits prévus au titre de la rénovation rurale permettent de financer certains travaux sur routes nationales, départementales et sur les chemins ruraux, mais que la voirie communale est exclue du bénéfice de ces crédits. Compte tenu des immenses besoins des communes comprises dans les zones de rénovation rurale et de modestes possibilités de leurs budgets, il lui demande pour quels motifs elles ne peuvent pas bénéficier de ces crédits routiers et quelles mesures il compte prendre pour que la voirie communale puisse également bénéficier du financement complémentaire de la rénovation rurale. (Question du 11 janvier 1969.)

Réponse. — Il est bien exact que la voirie rurale a bénéficié, dans une mesure d'ailleurs relativement limitée, des crédits prévus au titre des zones de rénovation rurale. Quant à la voirie communale, qui n'est pas placée sous le contrôle des services du ministère de l'agriculture mais de ceux du ministère de l'intérieur, il n'est pas exclu qu'elle puisse en bénéficier. C'est au ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, qu'il appartient de définir les objectifs prioritaires.

3299. — Mme Ploux demande à M. le ministre de l'agriculture comment ont été appliquées les décisions d'attribution et d'augmentation des bourses d'enseignement secondaire ou supérieur au bénéfice des enfants d'agriculteurs dans les zones de rénovation rurale. En effet, des étudiants réunissant les conditions voulues pour bénéficier de cette augmentation ont vu le montant de leurs bourses inchangé alors que les ressources de leurs parents n'avaient pas changé. D'autre part, elle souhaiterait savoir comment est déterminé, par académie, le volume des fonds mis à la disposition des rectorats pour les attributions de ces suppléments. (Question du 11 janvier 1969.)

Réponse. — Les suppléments de bourses d'études nationales accordés aux enfants d'agriculteurs dans le cadre du programme spécial d'encouragements affectant les zones de rénovation rurale et les zones de montagne ont été attribués selon une procédure unique dans son principe pour ce qui concerne la scolarisation administrée (secteur public) ou contrôlée (secteur privé reconnu) par le ministre de l'agriculture. Les moyens financiers d'intervention ayant été alloués à l'ouverture de la gestion 1968, il a été procédé à un recensement systématique établissement par établis-

sement des élèves déjà attributaires de bourses ou fractions de bourses nationales dont les familles remplissaient les conditions d'activité professionnelle agricole et de domicile dans les zones précisées. Sur le premier semestre de 1968 regroupant le deuxième et le troisième trimestre de l'année scolaire 1967/1968 il a été fait attribution dans chaque cas d'un huitième du montant d'une bourse complète d'internat correspondant à la catégorie d'établissement fréquenté par l'élève. A compter de la rentrée d'octobre 1968 les dispositions ont été prises sur un mode similaire pour l'attribution des suppléments calculés dans les mêmes conditions sur la base: d'un huitième de bourse nationale pour la scolarisation dans le premier cycle; de deux huitièmes pour la scolarisation dans le second cycle; de trois huitièmes pour la scolarisation en internat dans le second cycle. Les attributions ont donc été effectives au titre du premier semestre de 1968. Elles sont en cours pour l'année scolaire 1968/1969. L'intervention des académies ne peut concerner que les ordres d'encouragement placés sous l'administration ou le contrôle du ministre de l'éducation nationale.

3436. — M. Denvers demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il entre dans ses intentions de déléguer, dans les moindres délais, aux préfets les crédits nécessaires au paiement des primes dues aux municipalités qui, dès la promulgation de la loi n° 65-543 du 8 juillet 1965, ont volontairement et effectivement décidé la suppression de leurs abattoirs. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — Le décret n° 69-81 du 24 janvier 1969, paru au Journal officiel du 26 janvier 1969, vient de reporter au 28 février

1969 la date d'expiration de la période transitoire durant laquelle les municipalités propriétaires d'un abattoir public non inscrit au plan d'équipement du 22 novembre 1968 peuvent opter entre la fermeture immédiate de cet établissement qui leur permet de bénéficier des primes et indemnités prévues ou son maintien en activité provisoire. A l'expiration de cette période, les demandes de prime forfaitaire pourront être soumises au comité consultatif du fonds national des abattoirs. Une circulaire interministérielle précisera, par ailleurs, prochainement aux préfets les conditions de mise en place et d'application du plan d'équipement révisé et de l'arrêté du 22 novembre 1968, notamment en ce qui concerne l'instruction et l'octroi des primes forfaitaires.

3455. — M. Védrières demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il peut lui préciser pour chaque année depuis 1958 et jusqu'à la date la plus récente les quantités: 1° d'œufs; 2° de poulets de chair importés par la République fédérale d'Allemagne en provenance de la France et de chacun de ses principaux fournisseurs. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — L'honorable parlementaire voudra bien trouver ci-dessous les données statistiques intéressant les importations d'œufs en coquille et de poulets de chair en République fédérale d'Allemagne. Ces chiffres font ressortir l'évolution depuis 1958 des importations de ces produits en provenance des principaux pays fournisseurs, dont la France:

Evolution des importations allemandes d'œufs en coquille.
(En millions d'unités.)

PAYS	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
France	»	»	»	»	3	26	71	51	25	24	35
Pays-Bas	2.266	2.681	2.670	2.705	2.403	1.788	1.538	954	958	672	(1)
Belgique	85	99	143	229	305	276	396	280	281	345	
Danemark	1.112	1.192	810	642	420	250	96	73	66	28	
Pologne	214	346	381	367	267	92	40	87	27	11	
Tchécoslovaquie.	»	»	95	92	38	62	30	28	13	15	
Bulgarie	»	»	93	90	76	80	50	88	43	30	
Autres pays.....	599	647	575	460	303	278	162	234	151	120	
Total.....	4 276	4.965	4.767	4.585	3.815	2.852	2.383	1.795	1.564	1.235	

(1) Chiffres non encore connus.

Evolution des importations allemandes de poulets de chair.
(En tonnes.)

PAYS	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
France	»	200	200	1.300	10.744	9.714	12.847	8.827	5.561	3.328	(1)
Pays-Bas	4.500	6.200	10.500	19.800	44.170	38.676	51.851	84.223	89.892	105.113	
Belgique	400	400	1.000	2.600	8.357	7.166	11.122	16.997	21.056	23.195	
U. S. A.	1.300	9.800	16.700	31.200	13.132	11.262	11.089	1.573	284	13	
Danemark	500	13.400	17.500	25.500	35.814	31.420	22.719	8.454	5.193	310	
Bulgarie	800	1.800	800	600	650	622	291	158	90	64	
Pologne	1.500	2.300	2.300	2.500	2.300	1.833	2.600	2.710	1.843	68	
Divers	4.500	100	»	»	4.213	3.759	5.018	3.700	2.874	369	
Total.....	13.500	34.200	49.400	83.500	119.380	104.392	117.537	126.642	126.703	132.460	

(1) Chiffres non encore connus.

3458. — M. Védrlins demande à M. le ministre de l'agriculture s'il peut, pour chaque année depuis 1958 et jusqu'à la date la plus récente, lui donner des indications sur l'évolution de la production et de la consommation de viande porcine en France en lui précisant : 1° les quantités produites ; 2° les quantités consommées ; 3° le déficit. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — L'évolution de la production et la consommation de viande porcine en France a été la suivante depuis 1958.

ANNÉES	PRODUCTION	CONSUMMATION	DÉFICIT
	En tonnes.	En tonnes.	En tonnes.
1958.....	859.000	819.000	— 40.000
1959.....	961.000	851.000	— 140.000
1960.....	915.000	860.000	— 55.000
1961.....	915.000	875.000	— 40.000
1962.....	1.025.000	956.000	— 69.000
1963.....	961.000	981.000	+ 20.000
1964.....	949.000	1.024.000	+ 75.000
1965.....	1.049.000	1.085.000	+ 36.000
1966.....	1.042.000	1.104.000	+ 62.000
1967.....	1.091.000	1.158.000	+ 67.000
1968.....	1.086.000	1.216.000	+ 130.000

3519. — M. Georges Caillau demande à M. le ministre de l'agriculture si les conditions d'implantation rationnelle des abattoirs définies par l'arrêté du 28 novembre 1968 et publiées au Journal officiel du 3 janvier 1969 sont définitives. Il constate, en effet, avec un certain étonnement qu'en ce qui concerne le Lot-et-Garonne, le minimum de capacité unitaire annuelle retenu (page 98, Journal officiel du 3 janvier 1969) est fixé à 6.000 tonnes alors que ce même minimum est de 4.000 tonnes pour la Dordogne et la Gironde et de 2.000 tonnes pour les Landes. Il s'étonne de ce fait qu'un seul établissement soit admis en dérogation. Il constate que ces capacités minimales ne correspondent ni aux bases retenues lors des débats du conseil général de Lot-et-Garonne, ni aux propositions de la C. O. D. E. R., ni au plan d'équipement publié par décret du 20 juillet 1965 (Journal officiel du 27 juillet 1965) qui prévoyait au moins cinq abattoirs retenus pour le Lot-et-Garonne. Il lui demande si les prévisions de l'état B publié page 100, Journal officiel du 3 janvier 1969, tiennent véritablement compte des réalités du Lot-et-Garonne et il lui fait part d'une certaine perplexité en constatant que les capacités minimales varient de 8.000 tonnes à 4.500 tonnes pour trois abattoirs prévus seulement, alors que les Landes reçoivent cinq abattoirs dont les capacités varient de 1.000 tonnes à 3.500 tonnes, la Dordogne six abattoirs, le Gers huit abattoirs dont trois de 1.000 tonnes ; le Lot, cinq abattoirs, etc., pour des tonnages globaux égaux ou inférieurs à ceux du Lot-et-Garonne. Il signale que le Lot-et-Garonne est un département d'élevage en expansion qui mériterait un encouragement en ce domaine et précise que certains de ses secteurs — non prévus — sont également concernés par l'élevage industriel, très important. Il rappelle l'effort très important consenti par le conseil général de Lot-et-Garonne pour inciter à cet élevage et se fait l'interprète de cette assemblée pour demander si le nombre des abattoirs retenus ne peut être porté à cinq au lieu de trois par diminution de la capacité minimale prévue, pour chaque établissement, comme c'est le cas pour les départements voisins qui entourent le Lot-et-Garonne. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — La détermination des capacités unitaires annuelles n'a pu se faire sans tenir compte des situations préexistantes dans chaque département. Ceci explique que, malgré le souci d'harmonisation qui a présidé à la fixation des capacités finales, le plan d'équipement paru au Journal officiel du 3 janvier 1969 retienne des capacités parfois sensiblement différentes d'un département à l'autre. En tout état de cause, chaque fois que cela s'avérerait compatible avec les réalités régionales, c'est une capacité de 6.000 tonnes qui a été retenue, étant donné qu'elle correspond au format d'abattoir jugé souhaitable. Toutefois, le plan d'équipement tel qu'il vient d'être publié et ainsi qu'en témoigne l'arrêté qui l'accompagne, n'est pas conçu comme un élément figé définitivement mais comme une base destinée à recevoir les adaptations nécessaires au fur et à mesure de l'évolution de l'équipement et du marché de la viande. Il constitue, compte tenu des données à partir desquelles il a été établi, un cadre logique en fonction de la situation telle qu'elle se dégageait de ces données. Pour demeurer valable, il devra suivre les évolutions réelles et être modifié lorsque les accroissements d'activité seront suffisants pour nécessiter son élargissement. La procédure de révision instaurée par l'arrêté du 22 novembre 1968 répond à cette préoccupation. Une demande de révision vient d'être

présentée pour le Lot-et-Garonne en fonction des abattages réalisés dans le département en 1968. Ces propositions vont être examinées de manière prioritaire.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

1823. — M. Bernard Lafay rappelle à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que l'article 78 de la loi de finances pour 1968 a complété l'article L. 203 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre par des dispositions qui sont instituées en faveur de certains déportés politiques titulaires d'une pension une majoration fixée à 20 p. 100 de ladite pension, allocations aux grands invalides comprises. Ces mesures prennent effet du 1^{er} janvier 1968. Il lui demande de lui faire connaître : 1° le nombre de pensions qui ont été jusqu'à ce jour révisées en exécution de l'article 78 de la loi de finances pour 1968 et le montant global des crédits qui se trouvent engagés du fait de ces opérations ; 2° le nombre des dossiers qui demeurent éventuellement en instance de révision et les délais prévus pour l'achèvement des travaux. (Question du 22 octobre 1968.)

Réponse. — Au 31 octobre 1968 la situation était la suivante : 1° le nombre de pensions révisées avec attribution de la majoration prévue par l'article 78 de la loi de finances pour 1968 s'élève à 2.145, représentant une dépense de 2.824.151,80 F, sur la base de la valeur du point d'indice au 1^{er} janvier 1968 ; 2° environ 1.000 dossiers se trouvaient en instance de révision. Le chiffre de 2.500 bénéficiaires est pratiquement atteint à l'heure actuelle et un bilan définitif pourra être établi à la fin de ce mois.

2697. — M. Dassié expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre qu'un accord ayant été réalisé, le 7 décembre 1966, entre toutes les associations de déportés et internés et amicales des camps, M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre avait convoqué, le 2 février 1967, sous sa présidence, une table ronde pour examiner les problèmes relatifs à la situation des déportés. Au cours de cette réunion, les fédérations et amicales des camps ont demandé à l'unanimité : a) que les déportés politiques bénéficient des mêmes droits à pension que les déportés résistants ; b) pour les internés résistants et politiques, la présomption d'origine sans condition de délai, pour les infirmités (maladies ou blessures) rattachables aux conditions générales de l'arrestation et de l'internement. Les représentants du Gouvernement n'ont pas formulé d'objection de principe relativement à la demande des associations unanimes, tendant à accorder aux déportés politiques les mêmes droits qu'aux déportés résistants en matière de pension d'invalidité. Ils avaient mis en avant l'ampleur de la dépense nécessaire à l'alignement, dépense chiffrée par eux à cinquante-cinq millions de francs en étapes, dans un temps limité, et ils ont évoqué l'éventualité d'une inscription dans le budget de 1968 d'une somme de vingt-trois millions pour le financement d'une première tranche dans le cadre d'un plan tendant à la parité intégrale. Il lui demande : 1° s'il peut lui faire connaître dans quel délai il compte donner satisfaction à cette demande unanime des fédérations et amicales des camps, la discussion sur le projet de budget du ministre des anciens combattants et victimes de guerre pour 1969 sur ce sujet à l'Assemblée nationale ayant démontré que la majorité des députés s'est montrée favorable pour cette parité des pensions ; 2° ce qu'il entend faire en faveur des internés résistants et politiques, dont un grand nombre garde des séquelles profondes de leur détention et qu'il est tout à fait injuste qu'ils ne puissent bénéficier de la présomption d'origine que pour l'asthénie ; 3° d'autre part, compte tenu de la majoration de pension de 20 p. 100 accordée en 1968 aux déportés politiques invalides au taux de 85 p. 100 et plus, et qui doit être portée à 35 p. 100 en 1969 aux mêmes bénéficiaires, sur quels critères il s'appuie pour accorder ces majorations de pension, et s'il ne serait pas possible, pour étendre le nombre des bénéficiaires, de décréter que cette majoration de 35 p. 100 sera accordée à tous les déportés politiques atteints d'infirmités multiples, entraînant globalement un degré d'invalidité égal ou supérieur à 85 p. 100, mais dont l'une détermine, à elle seule, un degré d'invalidité d'au moins 40 p. 100, attendu que cette majoration spéciale sera fixée à 35 p. 100 du montant de la pension, allocation aux grands invalides comprise. (Question du 4 décembre 1969.)

Réponse. — 1° et 3° Dès la création en 1948 de statuts distincts, le législateur avait entendu séparer nettement le régime d'indemnisation prévu en faveur des déportés et internés résistants de celui des déportés et internés politiques, soulignant ainsi les motifs patriotiques ayant entraîné la déportation et l'internement. Ceci étant précisé, il faut reconnaître que sur de nombreux points, les déportés de la Résistance et les déportés politiques bénéficient d'avantages identiques (indemnités pour perte de biens, répartition de l'indemnisation versée par l'Allemagne fédérale aux victimes du nazisme, bénéfice de la présomption d'origine pour la reconnaissance de l'imputabilité à la déportation de toutes les infirmités, compétence généralisée de la commission spéciale de réforme des déportés

et internés résistants). Le Gouvernement s'est donc efforcé en réunissant une table ronde au début de l'année 1967, puis en faisant adopter par le Parlement la majoration prévue par l'article 78 de la loi de finances pour 1968, de réduire l'écart existant entre le montant des pensions servies aux déportés politiques et celui des pensions servies aux déportés résistants. L'article de loi susvisé définit les critères à retenir pour accorder la majoration de pension qui était de 20 p. 100 pour l'année 1968 et a été portée à 35 p. 100 pour l'année 1969 en application de l'article 69 de la loi de finances pour 1969 (loi n° 68-1172 du 27 décembre 1968). Ce dernier texte n'a pas modifié le critère d'allocation déjà établi ; la majoration de 35 p. 100 ne peut donc nécessairement être appliquée qu'aux bénéficiaires de la majoration de 20 p. 100. 2° En ce qui concerne les droits des internés, il convient de distinguer entre ceux qui ont le statut de « politiques » et ceux qui ont le statut de « résistants ». Les premiers, qui relèvent de la législation applicable aux victimes civiles de la guerre, ne peuvent se prévaloir, s'ils ont été internés en France, des règles d'imputabilité par présomption d'origine. Les seconds, au contraire, peuvent se prévaloir des règles applicables en matière de présomption aux membres de la Résistance ; ainsi, ils bénéficient de la présomption d'origine ou d'aggravation s'ils ont provoqué une constatation médicale officielle des infirmités qu'ils invoquent comme rattachables à l'internement, dans un délai de trois mois à compter soit de la publication des ordonnances du 3 mars 1945, soit de la libération du territoire pour les régions qui n'étaient pas encore libérées au moment de cette publication.

2804. — M. Cormier demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre s'il ne lui est pas possible de confier à la commission médicale créée auprès de son département ministériel en vue d'étudier l'incidence médicale et biologique de la captivité le soin d'étudier également les problèmes posés par la pathologie spéciale du combattant clandestin. (Question du 9 décembre 1968.)

Réponse. — S'il faut entendre par « combattant clandestin » toute personne ayant appartenu aux forces françaises de l'intérieur, aux forces françaises combattantes ou à une organisation de Résistance, donc tout « combattant volontaire de la Résistance », le statut et les droits de ces ressortissants ont été fixés par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre. En particulier, à l'occasion de l'examen de leurs droits à pension, les intéressés sont soumis à des examens médicaux par des médecins experts près les centres de réformes et les services centraux et il n'a pas été constaté, à l'occasion de ces examens, que les circonstances ayant entouré l'action de ces combattants clandestins aient entraîné une pathologie particulière. Pour ces motifs, il n'apparaît pas justifié de confier à la commission médicale chargée de préciser la pathologie spéciale de la captivité, l'étude réclamée par l'honorable parlementaire.

3030. — M. Alduy attire l'attention de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation des agents intéressés par la législation sur les emplois réservés. Il lui demande s'il peut lui faire connaître le nombre des emplois qui ont été réservés, depuis le 11 août 1960, dans le département des Bouches-du-Rhône pour les organismes et les catégories ci-après : Société nationale des chemins de fer français, préposés au service des bureaux ou facteurs aux écritures, Electricité et Gaz de France, employés ordinaires ou employés aux écritures, avec la proportion dans ces deux établissements des postes affectés aux personnels masculin et féminin. (Question du 18 décembre 1968.)

Réponse. — Aucune vacance n'a été déclarée depuis le 11 août 1960 dans le département des Bouches-du-Rhône, ni par la Société nationale des chemins de fer français, pour les emplois de préposé au service des bureaux ou de facteur aux écritures, ni par Electricité et Gaz de France, pour les emplois d'employé ordinaire ou d'employé aux écritures. Toutefois, il convient de noter que, depuis cette date, la Société nationale des chemins de fer français a signalé 15 vacances dans l'emploi de facteur (masculin) et une vacance dans celui d'aide-distributeur, à pourvoir dans le département susvisé. Ces postes ont été proposés aux candidats qui avaient postulé l'emploi de facteur aux écritures, soumis aux mêmes conditions d'accès. Ceux qui n'ont pas été nommés ont été orientés sur d'autres régions ou d'autres emplois offrant de plus larges perspectives de recrutement. Cette politique d'orientation a produit ses fruits puisque, à l'heure actuelle, la liste de classement comporte un seul candidat qui recherche de préférence son placement dans le Vaucluse. En ce qui concerne le personnel féminin, la situation n'a pas échappé à l'attention du département, qui a communiqué à la Société nationale des chemins de fer français en 1964 et en 1966 la liste des candidates classées, en vue de hâter leur placement. Mais cette entreprise fait observer que depuis 1962 elle a dû assurer l'intégration d'un certain nombre d'agents des chemins de fer algériens ; de plus, la réorganisation de ses méthodes de travail s'est traduite par une diminution de ses besoins en personnel non

qualifié du cadre sédentaire, dans lequel elle reclasse, en priorité, les agents du service actif devenus inaptes. En novembre 1966 la Société nationale des chemins de fer français signalait que, pour la région méditerranéenne, les seules perspectives de recrutement étaient limitées aux emplois d'homme d'équipe, de cantonnier et d'ouvrier de 2^e classe. Des arguments du même ordre sont invoqués par Electricité et Gaz de France : de nombreux agents en provenance d'Afrique du Nord ont dû être affectés dans les unités d'exploitation de la région méditerranéenne ; d'autre part, la nécessité s'est également imposée de réaffecter sur place certains agents à la suite de la fermeture d'établissements, de réforme de structures ou de cessation d'activité, notamment après la suppression du centre de changement de tension de Marseille. Néanmoins le ministère des anciens combattants et victimes de guerre s'est efforcé d'orienter les candidats à ces emplois vers d'autres professions. C'est ainsi que depuis la date susindiquée, ont été effectivement reclassés quarante-deux hommes et cinq femmes qui avaient postulé initialement dans ce département l'emploi d'employé aux écritures et quarante hommes et deux femmes candidats à celui d'employé ordinaire.

ECONOMIE ET FINANCES

2210. — M. Icart expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la législation fiscale actuelle ne permet pas de considérer comme douteuses des créances correspondant à la fourniture de marchandises en Algérie, non réglées depuis plusieurs années, par suite des nationalisations d'entreprises effectuées par cet Etat, et lui demande : 1° s'il n'estime pas qu'il serait indispensable que paraisse au plus tôt le règlement d'administration publique qui doit régler les modalités de paiement des créances des sociétés algériennes nationalisées ; 2° si en attendant la parution de ce texte, il ne lui semble pas équitable que toutes les instructions soient données à son administration pour que de telles créances puissent, jusqu'à leur règlement, être considérées comme provisions déductibles de l'impôt sur les bénéfices, ce qui permettrait aux sociétés intéressées de récupérer les taxes fiscales qu'elles ont déjà acquittées sur des sommes qui leur sont dues. (Question du 12 novembre 1969.)

Réponse. — 1° Il y a lieu de rappeler à l'honorable parlementaire qu'une fraction importante des créances détenues par les exportateurs français sur des entreprises algériennes ayant fait l'objet de mesures de nationalisation, avait été couverte par des polices délivrées par la Coface et a donné lieu de la sorte à règlement de la part de cette compagnie. Par ailleurs, le Gouvernement français n'a cessé de rappeler aux autorités algériennes la nécessité de prendre les mesures nécessaires au règlement par les entreprises publiques de ce pays des dettes commerciales antérieures à la nationalisation. 2° Si les créances correspondent à des fournitures de marchandises effectuées en Algérie par des sociétés françaises n'y possédant pas d'établissement distinct, ces créances peuvent faire l'objet d'une provision déductible pour la détermination du résultat imposable en France de ces sociétés, dans la mesure où la constitution d'une telle provision répond aux conditions énoncées par l'article 39-1-5° du code général des impôts. Mais si ces mêmes créances se rapportent à des fournitures de marchandises effectuées par des sociétés algériennes filiales de sociétés françaises ou par des établissements distincts algériens possédés par ces sociétés françaises, les provisions correspondantes constituent des charges propres aux sociétés ou établissements algériens et ne peuvent, en application du principe de la territorialité, être admises en déduction pour la détermination des résultats imposables en France.

2339. — M. Lainé expose à M. le ministre de l'économie et des finances que selon les informations parues dans la grande presse plusieurs milliers de moutons de provenance anglaise ou australienne ont été frauduleusement importés en France par la Belgique. Il lui demande : 1° si cette information est exacte, et en cas de réponse affirmative à cette question quel est le nombre des animaux ainsi jetés sur le marché français ; 2° quelles sanctions seront prises contre les importateurs de ces animaux ; 3° quelles mesures il compte prendre pour éviter le renouvellement de tels agissements. (Question du 18 novembre 1968.)

Réponse. — 1° Il est exact que des moutons provenant du Royaume-Uni ont été faussement déclarés à l'importation en France comme originaires de Belgique. Cette contestation a été soulevée lors du dédouanement d'un lot de 1.550 moutons. Conformément aux dispositions de l'article 104 du code des douanes, le litige a été porté devant le comité supérieur du tarif des douanes qui a reconnu que les moutons étaient effectivement d'origine anglaise. Sur les 1.550 moutons, 1.255 ont été réexportés, le reste a été vendu aux enchères publiques. Une enquête est actuellement en cours en vue de rechercher si d'autres importations de l'espèce ont eu lieu. 2° En raison de la gravité de la fraude, l'affaire visée au 1° a été déferée en justice. 3° Le service des douanes a reçu des instructions pour

vérifier spécialement dans le trafic intracommunautaire, l'origine des marchandises soit au moment de leur dédouanement, soit a posteriori, afin de déceler les importations pour lesquelles seraient indûment demandés les avantages découlant du traité de Rome. La convention d'assistance administrative mutuelle du 7 septembre 1967, déjà approuvée par l'Assemblée nationale, doit par ailleurs faciliter ces contrôles destinés à faire échec à la fraude.

2450. — M. Alduy demande à M. le ministre de l'économie et des finances, se référant à la réponse qui lui a été faite à la question écrite n° 8295 parue au Journal officiel (débat Assemblée nationale du 15 mai 1968) ; s'il n'est pas dans les intentions du Gouvernement de relever le plafond de l'actif successoral au-delà duquel les arrérages de l'allocation supplémentaire peuvent être récupérés sur la succession du bénéficiaire de cette allocation, ceci en raison des majorations intervenues depuis et de la hausse du coût de la vie. (Question du 22 novembre 1968.)

Réponse. — Le principe a été retenu d'un relèvement modéré du plafond de l'actif net successoral au-delà duquel les arrérages de l'allocation supplémentaire peuvent être récupérés sur la succession du bénéficiaire de cet avantage. Le taux de cette majoration sera prochainement fixé par décret. L'attention de l'honorable parlementaire est cependant attirée sur le fait que l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité (F. N. S.) constitue un avantage gratuit, puisqu'elle est accordée sans versement de cotisations et que son financement est à la charge de la collectivité. Il ne serait pas normal que cette allocation destinée à améliorer la situation des vieillards démunis de ressources profite indirectement aux héritiers. C'est pourquoi le plafond de l'actif successoral en cause ne peut être fixé à un niveau élevé, et son montant ne saurait être relevé systématiquement, en considération notamment des majorations du taux de l'allocation. Il convient de rappeler que ce montant a été augmenté de 75 p. 100 en juin 1965.

2950. — M. Boinvilliers expose à M. le ministre de l'économie et des finances que l'impôt sur les patentes est exigible en une seule fois. Les sommes demandées étant sans cesse en augmentation, il s'ensuit que certaines entreprises sont dans l'impossibilité d'acquiescer en une seule fois le montant qui leur est réclamé. Il lui demande s'il n'envisage pas que le règlement de cet impôt puisse être effectué en trois échéances. Ainsi seraient évitées les demandes de prorogation, les interventions auprès des commissions de recours gracieux et toutes démarches qui occasionnent de regrettables pertes de temps. (Question du 14 décembre 1968.)

Réponse. — La réforme envisagée par l'honorable parlementaire ne peut être que l'œuvre du législateur, puisque les dates d'exigibilité et de majoration pour retard des impôts directs sont fixées par la loi. Cette réforme, en multipliant les opérations d'encaissement, représenterait pour le Trésor un accroissement important du coût du recouvrement, qui irait à l'encontre des principes d'économie que l'administration doit observer. Par ailleurs, sans minimiser l'importance de certaines cotisations à la contribution des patentes, qui doit cependant être appréciée par rapport aux facultés des redevables, il est difficile de penser que le montant de cet impôt puisse, d'une manière générale, faire obstacle à son paiement en une seule fois. Quoi qu'il en soit, des instructions ont été données aux comptables du Trésor leur prescrivant d'examiner avec attention les demandes de délais de paiement supplémentaires et, après règlement, les demandes de remise de la majoration de 10 p. 100 formées par des contribuables de bonne foi qui éprouvent des difficultés de trésorerie les mettant dans l'impossibilité de respecter les échéances légales. Ces demandes individuelles doivent être motivées de façon précise. Les mesures prises par les comptables tiennent exactement compte de la situation particulière de chaque redevable.

2969. — M. Médecin rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances que, plus d'un an et demi après la publication du décret n° 67-290 du 28 mars 1967 fixant les modalités de calcul des émoluments des personnels de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif en service à l'étranger, l'arrêté qui doit fixer les conditions d'application de ce décret aux agents du Trésor en service outre-mer n'a pas encore été publié. Ce retard cause un grave préjudice aux intéressés qui perçoivent des rémunérations d'un montant bien inférieur à celles qui sont accordées aux agents des autres administrations. Il lui demande s'il peut donner l'assurance que cet arrêté sera publié à bref délai et qu'il prendra effet à une date qui ne sera pas postérieure à celle de la publication du décret du 28 mars 1967 susvisé. (Question du 14 décembre 1968.)

Réponse. — Le décret n° 67-290 du 28 mars 1967 fixant les modalités de calcul des émoluments des personnels de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif en service

à l'étranger, auquel se réfère l'honorable parlementaire, a essentiellement pour objet de soumettre à un régime unique de rémunération l'ensemble des personnels de l'Etat en service à l'étranger. Son application aux agents du Trésor concernés s'avère particulièrement délicate en raison des importantes disparités de régime existant du fait de la diversité des conditions d'implantation et de travail des postes. Les études menées à cette fin par les services gestionnaires devraient être achevées d'ici la fin du premier trimestre 1969. Elles devront toutefois être examinées ensuite par le secrétariat d'Etat chargé de la fonction publique et le ministère des affaires étrangères. Dans ces conditions, il est permis de penser que l'arrêté d'application aux personnels des services extérieurs du Trésor en service à l'étranger, des dispositions du décret n° 67-290 du 28 mars 1967 précité, interviendra avant la fin de l'année. Cet arrêté précisera la date à laquelle s'appliquera le nouveau régime.

3029. — M. Alduy demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il ne croit pas nécessaire de donner d'urgence toutes instructions utiles aux organismes de prêts afin de suspendre toutes poursuites contre les rapatriés qui, pour l'instant, ne peuvent rembourser la dette qu'ils ont contractée en vue de leur installation en France, et ce jusqu'à la discussion par le Parlement des propositions de loi et rapports sur la protection juridique des Français rapatriés. (Question du 18 décembre 1969.)

Réponse. — La caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel, chargée pour le compte de l'Etat de la réalisation et de l'exécution des prêts de réinstallation accordés aux Français rapatriés d'outre-mer réinstallés dans le commerce et l'industrie, et les caisses régionales de crédit agricole, chargées des mêmes opérations en faveur des rapatriés réinstallés dans l'agriculture métropolitaine, s'abstiennent en général d'exercer des poursuites à l'encontre des débiteurs de bonne foi qui ne peuvent pas respecter leurs engagements, et font montre à leur endroit de la plus grande compréhension. La commission économique centrale chargée de l'attribution des prêts de reclassement aux rapatriés relevant de la caisse centrale de crédits hôtelier, et appelée à connaître des difficultés qu'ils rencontrent, ne transmet au service du contentieux et de l'agence judiciaire du Trésor que les dossiers de prêts pour lesquels il apparaît que les débiteurs en cause ne veulent ou ne pourront jamais honorer leurs engagements. A son tour ce service examine les dossiers dont il est saisi avec la plus grande bienveillance et ne recourt aux mesures d'exécution que dans deux séries d'hypothèses : soit lorsqu'il s'agit de débiteurs manifestant une mauvaise volonté évidente ou dont la situation est tellement obérée que l'issue ne peut être trouvée, et n'est très souvent recherchée, d'accord avec les intéressés, que dans une vente judiciaire ; soit lorsque les débiteurs sont l'objet de mesures d'exécution de la part d'autres créanciers ou d'une procédure de résiliation de bail de la part du propriétaire pour défaut de paiement des loyers. Dans ce cas le Trésor est en effet obligé, pour éviter le démembrement ou la perte du fonds de commerce, d'intervenir dans les procédures engagées après avoir éventuellement fait l'avance des loyers. Il ne semble pas qu'il y ait intérêt à modifier cette façon de procéder, qui adapte les solutions à chaque cas particulier après un examen très attentif de la situation des débiteurs. En ce qui concerne les prêts accordés par l'intermédiaire du crédit agricole mutuel, les plus larges facilités sont consenties aux débiteurs éprouvant des difficultés temporaires pour s'acquitter de leurs échéances, et les poursuites qui ont pu être engagées jusqu'ici ne l'ont été qu'à l'encontre de ceux qui ont abandonné leurs exploitations.

3054. — M. de Broglie expose à M. le ministre de l'économie et des finances la situation particulièrement tendue sur le plan fiscal de l'ensemble des artisans tenus de régler, en l'espace de quelques semaines, leurs impôts personnels, ceux relatifs à leur activité, leurs cotisations sociales et celles résultant de la constitution obligatoire de la retraite vieillesse. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun d'aménager ces charges dans le temps et même de reculer la date d'entrée en vigueur du régime vieillesse. (Question du 19 décembre 1968.)

Réponse. — Les dates de règlement des impôts directs sont fixées par la loi, mais le département de l'économie et des finances a pleinement conscience des difficultés de paiement qu'éprouvent certains contribuables. Aussi a-t-il donné des instructions aux comptables du Trésor pour que soient examinées avec une particulière attention les demandes de délais supplémentaires de paiement et, après règlement, les demandes de remise gracieuse des majorations de 10 p. 100 pour retard qui peuvent être formées par des contribuables momentanément gênés, et qui doivent être individuelles et motivées avec précision. Les artisans, sur lesquels l'honorable parlementaire a bien voulu attirer l'attention, peuvent, bien entendu, bénéficier de ces mesures. En ce qui concerne le régime obligatoire d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales,

Il convient de rappeler qu'il fonctionne depuis longtemps puisqu'il a été créé par la loi du 17 janvier 1948. S'agissant d'un régime autonome géré par les représentants des Intéressés, il ne peut être modifié que sur délibération du conseil d'administration de la caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (C. A. N. C. A. V. A.). C'est ainsi en particulier qu'ont été fixés un nouveau mode de calcul des cotisations et sa date d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 1969, mesures qui au surplus ont été approuvées par un vote du congrès de la C. A. N. C. A. V. A. au mois de septembre 1968 avant d'être entérinées par décret du 8 novembre 1968. Cependant, compte tenu des difficultés que connaissent actuellement les artisans, les ministères de tutelle ne seraient pas opposés, pour l'application de ce décret et si la C. A. N. C. A. V. A. le propose, à examiner avec elle la possibilité d'aménagements transitoires en ce qui concerne les appels de cotisation dans les classes supérieures.

3066. — M. Villon demande à M. le ministre de l'économie et des finances de lui préciser pour chaque année depuis 1958 et jusqu'à la date la plus récente le nombre de voitures automobiles vendues par la République fédérale d'Allemagne et par les Etats-Unis à la France. (Question du 19 décembre 1968.)

Réponse. — Le nombre de voitures automobiles vendues par la République fédérale d'Allemagne et par les Etats-Unis à la France depuis 1958 est indiqué par le tableau suivant. Il ressort de ce tableau que le nombre de véhicules importés des Etats-Unis est demeuré dans l'ensemble stationnaire au cours de la période considérée. Quant aux importations en provenance de la République fédérale d'Allemagne, si elles se sont accrues considérablement et régulièrement de 1958 à 1966, il semble que depuis cette date elles aient tendance à plafonner.

Evolution annuelle des importations françaises de voitures automobiles en provenance de l'Allemagne fédérale et des Etats-Unis.

UNITÉS	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968 (1)
En provenance de la République fédérale d'Allemagne :											
Véhicules automobiles routiers	4.410	7.003	14.789	37.678	51.986	79.374	98.987	84.104	104.662	89.991	78.824
Dont :											
Voitures particulières	3.640	5.069	11.781	33.574	45.705	74.541	91.801	79.521	98.509	82.674	69.556
En provenance des U. S. A. :											
Véhicules automobiles routiers	1.802	1.259	2.685	1.713	1.685	2.008	2.269	2.806	2.161	1.997	1.137
Dont :											
Voitures particulières	1.363	886	2.185	1.482	1.436	1.596	1.768	2.222	1.886	1.742	915

(1) Onze mois.

3285. — M. Boscher expose à M. le ministre de l'économie et des finances que le tableau des taux cumulés de la taxe sur la valeur ajoutée et des autres taxes perçues en addition de la T. V. A. applicables à l'importation en métropole récemment publié par son département ne laisse pas de poser un problème. En effet, à sa lecture il apparaît qu'en fait le taux de la T. V. A. applicable varie en fonction de l'incidence des taxes parafiscales. C'est ainsi par exemple que, pour le taux de T. V. A. de 19 p. 100, dix taux différents sont applicables à l'importation, variant de 23,72 p. 100 à 25,07 p. 100. De surcroît ces taux sont arrondis. Il lui demande en fonction de quel critère l'administration des douanes est ainsi admise à modifier les taux de T. V. A. adoptés par le Parlement. (Question du 11 janvier 1969.)

Réponse. — Le tableau des taux cumulés de la taxe sur la valeur ajoutée et des autres taxes perçues en addition à la T. V. A. auquel fait allusion l'honorable parlementaire et qui a été publié par l'administration des douanes pour être appliqué à l'importation a été établi en parfaite conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en l'objet. C'est ainsi que l'article 292 du code général des impôts dispose que : « à l'importation, la valeur imposable est celle qui est définie par l'article 35 du code des douanes, addition faite des droits d'entrée, des taxes intérieures, des droits et taxes perçus cumulativement avec les droits de douane, ainsi que des taxes sur le chiffre d'affaires effectivement acquittées au moment de l'importation. Les taxes sur le chiffre d'affaires exigibles sont perçues cumulativement à un taux global calculé pour être appliqué à la valeur imposable des marchandises, taxes sur le chiffre d'affaires non comprises ». D'autre part, l'article 11-1 de la loi n° 67-1172 du 22 décembre 1967 (loi de finances rectificative pour 1967) a prévu que « le taux global ainsi obtenu est arrêté à la deuxième décimale ». Enfin, en vertu des textes institutifs des taxes parafiscales de 0,35 p. 100 ou de 0,175 p. 100 sur les textiles, de 0,70 p. 100 sur l'horlogerie et de 0,50 p. 100 ou de 0,125 p. 100 sur les cuirs, ces taxes sont assises et recouvrées comme en matière de T. V. A. à laquelle elles s'ajoutent. Les taux cumulés variant de 23,72 p. 100 à 25,07 p. 100 (T. V. A. + taxes parafiscales susvisées) figurant au tableau en cause ont été calculés conformément aux dispositions qui précèdent et sont donc en tous points légaux.

3295. — M. Peretti expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les rapatriés de Tunisie, sur l'intervention du Gouvernement français et afin de permettre leur établissement en métropole, ont obtenu du Crédit foncier de France, lequel a pris garantie

sur les biens possédés par eux en Tunisie, des prêts leur permettant d'acheter en France un logement destiné à leur habitation. Jusqu'à une date récente, les intéressés avaient la possibilité de payer les annuités de ces prêts à la trésorerie générale française à Tunis par prélèvements sur les revenus de leurs biens. Cette disposition a été supprimée et ces rapatriés doivent maintenant payer en France des annuités correspondant pourtant à des garanties données en Tunisie. Ces nouvelles dispositions causent évidemment un préjudice certain aux rapatriés en cause. C'est pourquoi, il lui demande s'il envisage de rétablir à leur égard la procédure ancienne leur permettant de payer leurs annuités de prêts en Tunisie sur le revenu de leurs biens. (Question du 11 janvier 1969.)

Réponse. — Les facilités de règlement auxquelles fait allusion l'honorable parlementaire n'ont pas été supprimées sur l'initiative du Gouvernement français. Les prêts de réinstallation dont il s'agit ont été consentis par le fonds de développement économique et social, compte spécial du Trésor, par l'intermédiaire du Crédit foncier de France, et le règlement des semestrialités afférentes à ces prêts par l'intermédiaire du comptable français de Tunis constituait une mesure technique compatible avec les dispositions de la convention qui règle les relations comptables entre les Trésors des deux Etats. Cette interprétation n'a pas reçu l'accord des autorités tunisiennes, qui ont assimilé les opérations dont il s'agit à des transferts déguisés effectués en violation de la réglementation tunisienne des changes et ont, en conséquence, précisé qu'elles exerceraient des poursuites à l'encontre de nos compatriotes si ceux-ci continuaient à s'acquitter de leurs obligations envers le Crédit foncier de France, par la paterie générale auprès de l'ambassade de France à Tunis. Les opérations d'encaissement en cause ont donc été suspendues pour éviter à nos compatriotes les risques de poursuites et de sanctions dont ils étaient menacés. Depuis lors, le Gouvernement français n'a cessé de rechercher auprès des autorités tunisiennes l'octroi en faveur de nos ressortissants de plus larges facilités de transferts de fonds, et sur ce point les travaux de la commission franco-tunisienne, qui s'est réunie en décembre dernier, ont fait apparaître un très réel effort de la part de nos interlocuteurs.

3386. — M. Paquet expose à M. le ministre de l'économie et des finances que les caisses de mutualité agricole sont tenues d'exercer un recours en remboursement sur la totalité des arrérages de l'allocation supplémentaire servie à un agriculteur, lorsque l'héritage de ce dernier dépasse 35.000 francs. Il lui précise que, lorsque la succession de l'intéressé est supérieure de 1 franc seulement au chiffre fixé, la récupération est de droit. Il lui demande s'il ne lui

paraîtrait pas à la fois logique et conforme à l'esprit de la loi que des mesures soient prises à son initiative pour que la récupération des arrérages n'ait pour effet, en aucun cas, de réduire l'héritage à une somme inférieure à 35.000 francs. (Question du 18 janvier 1969.)

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que le seuil à partir duquel le recouvrement des arrérages de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité sur la succession des exploitants agricoles est de dr. est apprécié dans des conditions particulières de manière à atténuer les effets de l'application des règles du droit commun en la matière. En vertu des dispositions de l'article 14 de la loi de finances rectificative pour 1967, les éléments de la succession des exploitants agricoles correspondant au capital d'exploitation ne sont, en effet, retenus que pour 70 p. 100 de leur valeur pour déterminer l'actif net successoral. Il ne peut pas être envisagé de prendre, à l'égard de la succession des exploitants agricoles, d'autres mesures spécifiques qui mettraient alors en cause l'exercice même du droit à recouvrement des arrérages de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.

3464. — M. Halbout expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas d'une veuve d'officier à laquelle a été attribué une part de redevance sur un débit de tabac dont le montant, soit 750 francs par an, n'a jamais été révisé depuis son attribution il y a quinze ans. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il conviendrait de revaloriser le montant de ces parts de redevance, compte tenu de l'évolution du coût de la vie, afin de maintenir, autant que possible, le pouvoir d'achat que lesdites parts confèrent à leur bénéficiaire. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — Le montant des parts de débit de tabac est fixé en fonction de la situation des titulaires : ressources, charges de famille, état de santé, etc. Lorsqu'en raison de la modification de ces éléments ou de variations importantes du coût de la vie, les bénéficiaires estiment que leurs allocations sont devenues insuffisantes, elles peuvent en demander la majoration. Ces requêtes sont examinées avec bienveillance compte tenu des ressources du fonds des redevances des débits de tabac et du caractère de secours que doivent conserver les parts.

EDUCATION NATIONALE

1588. — M. Collette appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les graves conséquences du manque de collèges d'enseignement technique dans le département du Pas-de-Calais. Il lui fait observer que chaque année un nombre croissant de dérogations à l'obligation scolaire sont accordées à des enfants en âge de scolarité pour leur permettre d'entrer en apprentissage et d'apprendre ainsi « sur le tas », un métier que faute de places suffisantes on ne peut leur enseigner dans les C.E.T. Il lui demande en conséquence : 1° de lui indiquer le nombre de dérogations ainsi accordées au cours de chacune des cinq dernières années ; 2° de lui préciser ce que ce chiffre représente en pourcentage par rapport au nombre d'enfants de même âge inscrits dans les C.E.T. ; 3° de lui faire connaître les mesures qu'il Gouvernement entend prendre pour pallier cette situation anormale et notamment le nombre de places nouvelles qui seront mises à la disposition des enfants du Pas-de-Calais dans les C.E.T. pour chacune des cinq années à venir. (Question du 9 octobre 1968.)

Réponse. — L'ordonnance du 6 janvier 1959 a prolongé la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans révolus pour les enfants atteignant quatorze ans postérieurement au 31 décembre 1966. Il en résulte que jusqu'au 31 décembre 1966 les enfants ont pu quitter l'école à quatorze ans et que les premières dérogations n'ont été accordées qu'en 1967. En conséquence les seuls chiffres connus actuellement portent sur l'année scolaire 1967-1968, cinquante-sept dérogations ont été accordées dans le Pas-de-Calais, soit un pourcentage de l'ordre de 0,005 seulement par rapport au nombre d'enfants du même âge inscrits dans les collèges d'enseignement technique (13.735 exactement). 2.127 élèves étaient inscrits en section d'éducation professionnelle, où ils ont reçu un enseignement réparti entre 12 heures de culture générale et 28 heures d'initiation à la pratique d'un métier. Toutefois les demandes de dérogations ont été plus nombreuses à la rentrée de 1968, quatre cents ont été accordées et 800 déposées tardivement sont en cours d'instruction, soit un pourcentage nettement plus élevé que celui de l'année précédente qui sera de l'ordre de 5 p. 100. Trois collèges d'enseignement technique seront ouverts au cours de l'année scolaire 1968-1969 offrant une capacité d'accueil supplémentaire de 1.932 places se répartissant comme suit : le collège d'enseignement technique de Bully-Jes-Mines, 324 élèves ; le collège d'enseignement technique de la cité scolaire de Calais, 960 élèves ; le collège d'enseignement technique de Saint-Paul-sur-Ternoise, 648 places ; ce dernier établissement ne pourra toutefois être ouvert qu'en cours d'année, et fonctionnera donc normalement à la rentrée de 1969. Les prévi-

sions pour le VI^e Plan n'ont pu être encore établies car elles sont fonction des dispositions qui seront arrêtées compte tenu des travaux en cours de rénovation pédagogique. Il est certain cependant que l'effort entrepris sera poursuivi pour permettre l'accueil dans des conditions satisfaisantes des élèves appelés à suivre les enseignements du second cycle court.

2074. — M. Pierre Cornet rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que s'agissant du déplacement d'enfants vers les établissements scolaires qu'ils fréquentent, l'aide de l'Etat n'est possible que dans le cas des créations d'un service spécial de transport d'élèves ou lorsque les élèves empruntent un service régulier de voyageurs. Il lui expose à cet égard la situation de certaines familles résidant dans des zones montagneuses non desservies par des services réguliers de cars et dont les enfants se rendent chaque semaine vers le centre où se trouve implanté le C.E.S. dont ils suivent les cours. C'est ainsi par exemple que dans un village de montagne trois familles effectuent chaque semaine le transport groupé de leurs enfants, ce qui représente une distance hebdomadaire de 50 km. Ces enfants sont internes de ce C.E.S. et ces transports sont effectués chaque semaine, le lundi au départ et le samedi au retour de l'établissement scolaire fréquenté. Il lui demande, s'agissant de transports de cet ordre, dont les frais grèvent de façon sensible les budgets de familles souvent modestes, s'il ne serait pas possible d'envisager une aide particulière de l'Etat. (Question du 5 novembre 1968.)

Réponse. — Il est dans la logique de la réglementation de réserver le bénéfice des subventions de l'Etat aux élèves qui empruntent quotidiennement un service de transport scolaire et, partant, d'exclure ceux qui, placés en pension ne se déplacent qu'une fois par semaine pour se rendre dans leur famille. Pour le moment, et compte tenu de l'ampleur des besoins à satisfaire, il paraît difficile d'envisager en ce domaine une aide particulière en faveur des internes, qui aurait pour effet d'alourdir considérablement les charges déjà importantes de l'Etat, aux dépens d'autres actions essentielles de l'éducation nationale. Il convient de signaler au demeurant, qu'en vertu d'autres dispositions, les familles peuvent bénéficier dans certaines conditions de bourses de pension ou de demi-pension.

2560. — M. Dupuy attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la circulaire n° IV-68-380 du 30 septembre 1968 relative à la vie scolaire et à la responsabilité des membres de l'enseignement public. Il semble que cette circulaire constitue un progrès par rapport à la réglementation jusque-là en vigueur. Toutefois, plusieurs chefs d'établissement m'ont fait observer que les termes du dernier paragraphe de ladite circulaire étaient ambigus, et, de ce fait, ils s'estiment insuffisamment couverts. C'est pourquoi il lui demande de préciser dans quel esprit sera appliquée cette circulaire et quelles sont les garanties effectivement assurées aux chefs d'établissements. (Question du 27 novembre 1968.)

Réponse. — La réglementation applicable aux membres de l'enseignement a un caractère d'exception résultant de l'application de l'article 2 de la loi du 5 avril 1937. Cet article substitue la responsabilité de l'Etat à celle des membres de l'enseignement lorsque les enfants ou jeunes gens qui leur sont confiés commettent ou subissent un fait dommageable. En conséquence, il a paru opportun d'inviter les recteurs à communiquer au Parquet, aussitôt après l'accident, les informations recueillies auprès de la victime ou des témoins (enseignants ou élèves) de l'établissement et à rappeler la réglementation ci-dessus afin d'éviter une éventuelle inculpation de membres de l'enseignement.

2715. — M. Joanne expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le décret n° 59-884 du 20 juillet 1959 portant règlement d'administration publique ouvrant l'accès d'emplois de professeurs de l'enseignement public aux candidats aveugles ou grands infirmes stipule en son article 1^{er} que « les aveugles et les ambyopes tels qu'ils sont définis par l'article 174 du code de la famille et de l'aide sociale et qui remplissent par ailleurs les conditions exigées des candidats aux concours de recrutement de l'enseignement du second degré et de l'enseignement technique peuvent être admis à se présenter à ces concours pour les disciplines qui seront déterminées par un arrêté du ministre de l'éducation nationale ». D'autre part, l'alinéa 1^{er} de l'article 4 de ce même décret précise que « la capacité des candidats visés aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus à assurer l'enseignement d'une des disciplines susdites sera déterminée, dans chaque cas particulier, par le ministre de l'éducation nationale, après avis d'une commission dont la composition sera déterminée par arrêté concerté du ministre de l'éducation nationale et du ministre de la santé publique et de la population ». Or, il se trouve que

ces commissions médicales se bornent généralement à une stricte évaluation du taux d'invalidité des candidats et ne tiennent pas compte du degré d'adaptation de l'handicapé à son handicap. C'est ainsi que les handicapés physiques ne peuvent avoir l'accès au concours du C. A. P. E. S. et de l'agrégation qu'à la condition d'avoir un taux d'invalidité ne dépassant pas 80 p. 100. Il lui demande en conséquence : 1° s'il ne lui semble pas nécessaire de modifier le mode d'évaluation du taux d'invalidité afin que certains grands handicapés physiques ayant plus de 80 p. 100 d'invalidité puissent, s'ils ont les titres universitaires requis, se présenter à ces concours ; 2° s'il ne pense pas que, dans ce but, la présence au sein de chaque commission d'un médecin spécialiste du type d'infirmité examinée, ou, à titre consultatif d'un handicapé physique désigné par une association représentative de ces handicapés serait de nature à permettre une appréciation objective des capacités et incapacités physiques des candidats. Pour tenir compte de l'importance de leur infirmité et des limitations qu'elle entraîne, on pourrait exiger d'eux, en contrepartie, un engagement à ne solliciter un poste, en cas de succès, que dans l'enseignement par correspondance ou dans des établissements scolaires recevant des handicapés physiques. (Question du 5 décembre 1968.)

Réponse. — Les questions posées appellent les observations suivantes : 1° la composition de la commission nationale d'aptitude, d'ailleurs unique, prévue à l'article 4 du décret n° 59-884 du 20 juillet 1959, a été fixée par un arrêté interministériel du 18 janvier 1965. Cette commission comprend deux professeurs de faculté de médecine spécialistes des troubles moteurs et un spécialiste des troubles de la vue. Elle comporte également un professeur titulaire, lui-même infirme moteur, et recruté dès le début de l'application du décret de 1959 ; 2° la jurisprudence de cette commission ne comporte nullement référence à un taux automatique d'invalidité maximum. Bien au contraire, l'article 1° et l'article 2 du décret du 20 juillet 1959 qui ouvrent uniquement cette procédure aux infirmes de la vue définis par l'article 174 du code de la famille (vision inférieure à un dixième) et aux grands infirmes moteurs définis par l'article 169 du même code (au moins 80 p. 100 d'incapacité permanente suivant le barème prévu à l'article 9, quatrième paragraphe du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre) ne permettent d'examiner que les situations des candidats atteignant ces taux d'invalidité. Les candidats affectés d'un taux d'invalidité inférieur ne remplissent ni les conditions d'aptitudes physiques du droit commun fixées par l'arrêté du 2 juillet 1942, ni les conditions d'aptitudes physiques exceptionnelles du décret du 20 juillet 1959 et doivent, en principe, être éliminés sans pouvoir se présenter aux épreuves des concours. Toutefois, une jurisprudence souple de la commission nationale d'aptitude permet d'éviter une stricte application de ces prescriptions. 3° La commission nationale d'aptitude, créée en vertu de l'article 4 susvisé, apporte le plus grand soin à examiner chaque candidature en tenant compte des possibilités réelles manifestées par le candidat, aussi bien du point de vue médical, que du point de vue de l'exercice des fonctions d'enseignement. A cet effet, un dossier médical complet est soumis au médecin de la commission qui rapporte chaque cas devant l'ensemble de la commission. En outre, il est demandé aux autorités universitaires un rapport détaillé sur l'aptitude concrète des candidats constatée au cours d'un stage effectué dans un établissement scolaire, stage qui doit permettre aux intéressés de manifester toutes leurs qualités d'adaptation aux fonctions qu'ils aspirent à exercer. 4° Le décret du 20 juillet 1959 a prévu le recrutement de ces grands infirmes en vue d'exercer des fonctions d'enseignement en présence d'élèves et non pas au centre national d'enseignement par correspondance. Ceci résulte très nettement des dispositions de l'article 3 qui définit le cycle dans lequel le professeur sera utilisé et des dispositions de l'article 7 qui permettent d'adjoindre à ce professeur, en tant que de besoin, un fonctionnaire chargé de l'assister. La présence de l'assistant est d'ailleurs largement utilisée, aussi bien au cours du stage de vérification des aptitudes, qu'ultérieurement pour les candidats reçus au concours. Le recrutement de professeurs titulaires qui ne seraient aptes qu'à exercer au centre national d'enseignement par correspondance, recrutement qui n'est pas prévu par la réglementation actuelle, paraît difficile à réaliser. Sans doute est-il utile que l'Etat ouvre le maximum de débouchés possibles aux étudiants handicapés, mais il faut tenir compte du fait que parmi les 350.000 personnels enseignants titulaires de l'éducation nationale, plusieurs centaines, chaque année, sont atteints d'incapacité provisoire ou définitive d'exercer des fonctions dans une classe. Sans méconnaître les besoins des candidats extérieurs à l'administration, il paraît équitable de réserver, par priorité, les postes d'enseignement par correspondance aux professeurs déjà titulaires, en raison des nombreux services que ceux-ci ont pu rendre depuis leur recrutement. Le nombre de postes existants au C. N. T. E. qui correspond sensiblement au besoin de cet établissement, ne permet pas d'offrir une activité à tous les enseignants titulaires devenus incapables d'exercer dans une classe. Il est donc impossible d'envisager le recrutement direct pour le C. N. T. E. de candidats qui ne seraient pas déjà fonctionnaires.

2902. — M. de Montesquou demande à M. le ministre de l'éducation nationale : 1° s'il envisage que les conditions d'inscription à la préparation par correspondance de l'agrégation soient assouplies et que le C. N. T. E. puisse être doté, dans les meilleurs délais, des moyens en personnels et en crédits nécessaires à sa mission ; 2° si dans toutes les villes universitaires est bien prévue l'organisation d'une préparation au concours de l'agrégation, notamment pour les élèves de quatrième année des I. P. E. S. (Question du 12 décembre 1968.)

Réponse. — 1° Le centre national de l'enseignement a pu accueillir tous les candidats au concours d'agrégation qui ont souhaité être inscrits ; cette année, tenant compte de la rentrée tardive dans les facultés, le C. N. T. E. n'a pas fait jouer les dates limite d'inscription observées d'ordinaire. La préparation aux diverses agrégations sera assurée malgré l'afflux du nombre des inscrits. 2° Une préparation au concours de l'agrégation n'est organisée que dans les facultés où le nombre de candidats inscrits est suffisant. Dans le cas où cette préparation ne serait pas organisée dans leur faculté d'origine, les élèves professeurs bénéficiant d'une quatrième année d'études à l'I. P. E. S. doivent demander leur mutation dans une autre académie.

3067. — M. Waldeck L'Huilier attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur les faits suivants : en vue de la construction d'une cité scolaire comportant un C. E. S., un C. E. T. et un L. E. T., la ville de Genevilliers a mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale et sur sa demande un terrain d'une superficie de 69.125 mètres carrés, dont la valeur totale a été établie de la façon suivante :

14.505 mètres carrés acquis depuis plus de cinq ans, estimation des domaines.....	2.030.700 F.
54.620 mètres carrés acquis soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, prix payé.....	9.172.528
69.125 mètres carrés.....	11.203.228 F.

Or, par arrêté en date du 10 octobre 1968, les services du ministère de l'éducation nationale ont fixé le montant de la dépense subventionnable pour l'acquisition de ces terrains à la somme de 6.977.156 francs. Une telle différence surprend. Elle proviendrait paraît-il, du fait que les services du ministère de l'éducation nationale refuseraient de prendre en considération le coût des constructions existantes sur les terrains acquis. De plus, ils n'accepteraient de tenir compte que du prix du terrain considéré comme occupé, en raison des immeubles existants lors de l'acquisition, alors que la commune est dans l'obligation de remettre aux constructeurs des terrains libres de toute occupation, donc une valeur supérieure à des terrains occupés. Ce procédé illogique conduit à des injustices, d'autant plus que cette solution n'est pas conforme à l'application du décret du 31 mars 1967 qui précise qu'il convient de considérer pour le calcul de la subvention : 1° pour les immeubles acquis depuis moins de cinq ans, le prix moyen effectivement payé par la collectivité ; 2° pour les immeubles acquis depuis plus de cinq ans, la valeur réelle évaluée par les services des domaines. Cependant, pour tenter de concilier le point de vue des services du ministère et les intérêts de la commune, la ville avait proposé de présenter sa demande, en faisant estimer l'ensemble des terrains libres de toute occupation, c'est-à-dire tels qu'ils doivent être mis à la disposition du constructeur, par l'administration des domaines. Cette évaluation, faite sur un prix moyen de 140 francs le mètre carré, donnait un total de 9 millions 617.000 francs. Les services du ministère se sont même refusés à prendre en considération cette solution de compromis. Dans ces conditions, la ville de Genevilliers se considère comme gravement lésée par une décision ministérielle qui fixe à 6.977.156 francs le montant de la dépense subventionnable alors que, d'une part, la dépense réelle s'élève à 11.203.228 francs et que, même si l'on s'en tient à l'estimation des domaines pour des terrains libres de toute occupation, l'évaluation atteint un chiffre de 9.617.000 francs. En conséquence, il lui demande s'il entend intervenir auprès de ses services afin qu'ils calculent d'une façon plus conforme au décret du 31 mars 1967 et à l'équité le montant de la dépenses subventionnable concernant les terrains destinés à la construction de la cité scolaire de Genevilliers. (Question du 19 décembre 1968.)

Réponse. — Le calcul de la subvention attribuée à la commune de Genevilliers pour l'acquisition d'un terrain servant d'assiette à la réalisation, en 1968, d'une cité scolaire, a été effectué selon les prescriptions contenues dans le décret du 27 novembre 1962, la circulaire d'application du 13 mars 1963 et le décret du 31 mars 1967. La différence entre le calcul établi par l'honorable parlementaire et celui qui a conduit à l'arrêté de subvention du ministère de l'éducation nationale en date du 10 octobre 1968, s'explique de la manière suivante : 1. — Si la superficie d'emprise des constructions est bien de 69.125 mètres carrés, montant inférieur au total acquis

par la ville, la superficie subventionnable calculée en fonction des effectifs fixés au programme de l'opération, a été limitée à 68.730 mètres carrés, sur la base des surfaces forfaitaires à l'élève prévues par les textes (circulaire du 8 décembre 1965) :

	Mètres carrés.
1.188 élèves à 20 mètres carrés.....	23.760
Majoration pour 1.188 élèves de l'enseignement technique industriel à 15 mètres carrés.....	17.820
1.200 élèves à 20 mètres carrés.....	24.000
90 élèves inadaptés à 35 mètres carrés.....	3.150
Total	68.730

II. — La dépense subventionnable correspondant à cette surface a été calculée compte tenu de la partie du terrain acquise depuis plus de cinq ans, et réévaluable suivant estimation des domaines. Cette surface a été limitée à 11.024 mètres carrés à 140 francs le mètre carré, une parcelle de 3.481 mètres carrés n'étant pas subventionnable comme faisant l'objet d'une cession gratuite par une société d'H. L. M.; du reste du terrain acquis plus récemment, soit à l'amiable, soit par expropriation, sur la base des estimations des domaines et des jugements fixant les indemnités. En définitive, le coût global des terrains acquis par la ville, tel qu'il résulte des pièces justificatives du dossier, s'élève à :

11.024 mètres carrés réévalués à 140 francs.....	1.543.360 F.
62.049 mètres carrés (comprenant 3.481 mètres carrés et l'assiette d'un rue déclassée) à titre gratuit.....	8.618.105
73.073 mètres carrés.....	10.161.465 F.

III. — La valeur des constructions existantes — et qui ont dû être démolies — soit 2.743.427 francs, n'étant pas susceptible d'être prise en compte dans le calcul de la dépense subventionnable, en application des dispositions du décret du 27 novembre 1962 (titre II, § A, 1-b, dernier alinéa), a dû être déduite de ce montant global ramené ainsi à :

11.024 mètres carrés à 140 francs.....	1.543.360 F.
62.049 mètres carrés pour (8.698.105 — 2.743.427)...	5.874.678
73.073 mètres carrés	7.418.038 F.

Les dispositions réglementaires en vigueur faisant obligation de calculer la subvention sur la base du prix moyen de l'ensemble des acquisitions, la dépense subventionnable retenue a été obtenue ainsi qu'il suit :

$7.418.038 \times 68.730$	
$\frac{73.073}{73.073} =$	6.977.156 F.
soit, en ajoutant les dépenses de sondage.....	29.527
	7.006.683 F.

3116. — M. Barberot expose à M. le ministre de l'éducation nationale que la situation administrative des inspecteurs départementaux de l'éducation nationale pose un certain nombre de problèmes auxquels il serait équitable d'apporter le plus tôt possible une solution. Il lui rappelle que, depuis 1961, un accord de principe a été donné aux inspecteurs départementaux en vue du reclassement indiciaire de leur fonction, avec accession à l'indice net ancien 600. Cependant, aucun crédit n'a été prévu, dans le budget de 1969, pour la réalisation de ce reclassement. Les intéressés ressentent ce déclassement de manière d'autant plus vive que, par suite des mesures qui ont été prises récemment en faveur des chefs d'établissement, certains principaux de C.E.S. auront un indice terminal supérieur à celui des inspecteurs départementaux. D'autre part, en raison de l'importance que présente leur action administrative, les intéressés demandent que leur soit attribuée l'indemnité particulière de charges administratives qui est versée, notamment, aux directeurs d'école et de C.E.G. De même, ils souhaitent obtenir une indemnité représentative de logement, au même titre que d'autres catégories de personnels de l'éducation nationale. Enfin, ils protestent contre les dispositions de l'arrêté du 8 novembre 1968 fixant la composition des conseils d'administration des établissements du premier cycle, qui leur a attribué seulement le rôle de membres consultatifs. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre prochainement des décisions susceptibles de résoudre favorablement ces différents problèmes et d'apaiser ainsi le mécontentement très vif qui règne parmi les inspecteurs départementaux. (Question du 28 décembre 1968.)

Réponse. — Le nombre d'emplois d'inspecteurs départementaux bénéficiant de l'indice terminal 673 (indice net 600) a été porté de 72 à 128 dans le cadre de la loi de finances rectificative adoptée au mois de juillet par le Parlement. Le ministère de l'éducation nationale n'ignore pas que cette mesure a été jugée insuffisante par

les intéressés. Il étudie actuellement ce problème et celui du régime indemnitaire de ces personnels en liaison avec le ministère de l'économie et des finances et le secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique. D'autre part, il a été prévu de ne donner au sein des conseils d'administration des établissements de premier cycle qu'une voix consultative aux fonctionnaires qui doivent contrôler plusieurs établissements à la fois afin qu'ils puissent exercer leurs fonctions en toute indépendance sans être gênés par une participation avec pouvoir délibératif aux conseils des établissements qu'ils auraient eu, d'autre part, à contrôler.

3122. — M. Jacques Barrot expose à M. le ministre de l'éducation nationale que l'institution d'un service à mi-temps pour le personnel enseignant permettrait à un grand nombre de professeurs qualifiés de prendre ou de reprendre un poste qu'ils ne peuvent occuper à plein temps en raison soit de leur état de santé, soit de leurs obligations familiales. Des expériences de service à mi-temps, faites dans certains pays étrangers, ont montré qu'une telle formule présentait de grands avantages aussi bien pour les professeurs eux-mêmes qu'en ce qui concerne la qualité de l'enseignement. Il lui demande s'il n'estime pas opportun de faire procéder à une étude sur les modalités d'institution d'un service à mi-temps dans l'enseignement. (Question du 28 décembre 1968.)

Réponse. — Le décret n° 62-379 du 3 avril 1962 relatif à la situation des maîtres civils et le décret n° 62-943 du 9 août 1962 relatif au régime des professeurs contractuels permettent chacun de recruter, pour exercer des fonctions d'enseignement, des personnes qui apportent leur collaboration à l'administration à temps partiel. Par contre, en ce qui concerne les fonctionnaires titulaires, le statut général de la fonction publique en vigueur actuellement ne permet pas le recrutement et l'intégration dans les cadres de titulaires d'agents n'assurant qu'un service à temps partiel. De même, le régime général de rémunération des fonctionnaires titulaires, défini par des grilles indiciaires, n'est pas compatible avec l'exercice de fonctions à temps partiel, ni non plus les dispositions du code des pensions civiles et militaires. Le problème ici soulevé est conditionné au préalable par une modification des dispositions législatives générales applicables à la fonction publique, c'est-à-dire de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959. La question posée doit donc d'abord être soumise à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique. Les services de celui-ci ont d'ailleurs déjà procédé à des études dans ce domaine, dont les résultats n'ont pas encore été publiés. Par ailleurs, une proposition de loi n° 348 avait été déposée en ce sens le 13 juin 1967 par M. Bernard Lafay. L'exposé des motifs de cette proposition constitue une excellente étude du problème d'ensemble. Le ministre de l'éducation nationale n'est pas hostile en ce qui le concerne à l'application de la possibilité du mi-temps à l'activité des fonctionnaires titulaires de l'enseignement, selon des modalités à préciser ultérieurement.

3238. — M. Jacques Barrot attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'évolution suscitée dans les milieux de l'enseignement supérieur par les instructions contenues dans la lettre en date du 27 novembre 1968, adressée aux différents ministères par M. le ministre de l'économie et des finances, concernant le blocage provisoire des divers engagements de dépenses, et notamment l'arrêt de tout recrutement de personnel dans les postes nouvellement créés. Il lui demande si ces instructions ne risquent pas de remettre en cause les mesures envisagées pour surmonter les difficultés de la rentrée universitaire dans la région parisienne, en particulier par la création de centres périphériques, et si l'on peut espérer le maintien des différents projets actuellement en cours de réalisation pour le développement de l'enseignement supérieur scientifique dans la région parisienne. (Question du 11 janvier 1969.)

Réponse. — Les mesures de blocage partiel et provisoire en matière de recrutement de personnel en ce qui concerne le ministère de l'éducation nationale ont été levées à compter du 16 janvier 1969.

3279. — M. Bégue demande à M. le ministre de l'éducation nationale sur quelles bases et à quel moment doit être versée aux instituteurs remplaçants qui interrompent leur service pour répondre à l'appel sous les drapeaux l'indemnité de vacances prévue par la circulaire n° 126 du 23 juin 1953 (direction de l'enseignement du premier degré, 5° bureau). Nonobstant les dispositions, d'ailleurs ambiguës, du texte susvisé, il semblerait équitable de calculer l'indemnité de vacances sur le nombre de jours effectivement comptés en suppléance ou en remplacement dans l'année scolaire marquée par le départ au régiment et de la payer aux intéressés dès la reprise de fonctions. (Question du 11 janvier 1969.)

Réponse. — Les instituteurs remplaçants ne peuvent être traités plus favorablement que les personnels titulaires qui cessent d'être rétribués dès leur incorporation en application du statut des fonctionnaires. C'est pourquoi aucune indemnité de vacances n'est versée aux remplaçants qui partent au régiment au début des vacances scolaires. Aux termes de la loi du 8 mai 1951 portant statut des remplaçants, l'indemnité de vacances de ceux-ci est égale au quart du montant des indemnités quotidiennes de suppléance qui leur ont été versées au cours de l'année scolaire. Mais, par mesure de bienveillance envers ces instituteurs qui travaillent parfois d'une manière discontinue, il a été décidé que, pour le calcul de l'indemnité de vacances à leur attribuer à la fin de l'année scolaire au cours de laquelle ils ont repris leurs fonctions, il serait tenu compte, d'une part, du nombre de jours de travail rémunérés pendant la fraction d'année scolaire ayant précédé leur incorporation et, d'autre part, de la fraction d'année scolaire ayant suivi leur libération. Le total des jours de suppléance ainsi retenus ne peut évidemment dépasser le nombre de jours de suppléance ayant pu être effectués pendant l'année scolaire au cours de laquelle les intéressés ont repris leurs fonctions, ce qui reviendrait à leur attribuer une indemnité de vacances supérieure à celle de leurs collègues ayant travaillé sans interruption du début à la fin de l'année scolaire.

3370. — M. Chazelle demande à M. le ministre de l'éducation nationale s'il envisage de prendre des mesures afin de permettre que, dans les écoles de campagne, l'éducation physique ainsi que celle de la musique et du chant soient enseignées d'une manière régulière. (Question du 18 janvier 1959.)

Réponse. — L'enseignement de toutes les disciplines de l'enseignement primaire est assuré, conformément aux programmes en vigueur, par l'instituteur, maître unique et polyvalent, qui reçoit pour les enseignements spécialisés (éducation physique, musique, dessin) une formation appropriée dans les écoles normales. Le problème de la formation des maîtres fait l'objet d'études particulières de la part d'une commission spécialisée constituée à cet effet qui va prochainement déposer ses conclusions. Dans le cadre de dispositions déjà prises en vue de promouvoir l'enseignement de l'éducation physique et sportive à titre expérimental, le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports met à la disposition des instituteurs, dans quelques départements, des « conseillers pédagogiques » chargés de les guider dans cette tâche.

3410. — M. Calmèjane rappelle à M. le ministre de l'éducation nationale que l'union des groupements d'achats (U. G. A. P.) a été constituée par arrêté n° 68-54 du 17 janvier 1968. L'U. G. A. P. réunit en fait deux centrales d'achats : le service des groupements d'achats de matériels (S. G. A. M.), dépendant du ministère de l'éducation nationale et le service des domaines dépendant du ministère de l'économie et des finances. Si le personnel des domaines est en grande partie composé de fonctionnaires titulaires de l'Etat recrutés par les voies administratives habituelles, il n'en est pas de même du personnel du S. G. A. M. qui est presque intégralement engagé sur contrat. Or, ce personnel contractuel se compose actuellement de plus de 200 personnes réparties dans l'administration centrale à Paris et dans les diverses directions régionales ou académiques. Ce personnel qui a été recruté sur titres ou sur qualification professionnelle ne bénéficie d'aucun statut particulier depuis la création du S. G. A. M. En particulier, et depuis 1945, bien que ces agents soient dits contractuels, aucun contrat annuel n'a été établi en leur faveur. Compte tenu de la situation qui existe actuellement, il lui demande s'il envisage différentes mesures en faveur du personnel du S. G. A. M. et, notamment, l'établissement légal d'un contrat de travail et un statut du personnel contractuel de l'U. G. A. P. comprenant les dispositions suivantes : 1° la garantie d'emploi dans la fonction d'embauche ; 2° la garantie d'emploi pour les agents ayant plus de 18 ans d'ancienneté au S. G. A. M. ; 3° les possibilités de promotion et d'avancement ; 4° le rappel des régimes généraux applicables au personnel non titulaire de l'Etat (sécurité sociale, accidents du travail, congé de maladie, maternité, retraites complémentaires, licenciement) ; 5° possibilité de titularisation à l'ancienneté ; 6° stage probatoire ; 7° rémunération ; 8° primes, etc. En outre, il lui demande s'il ne pense pas qu'il serait souhaitable que les agents en cause soient représentés au comité paritaire de l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale. (Question du 18 janvier 1969.)

Réponse. — L'administration de l'union des groupements d'achats étudie actuellement en liaison avec le ministère de l'économie et des finances, dans le cadre d'un projet de décret, différentes mesures correspondant aux souhaits formulés par l'honorable parlementaire. Il n'est pas possible, en l'état actuel des travaux de préjuger l'issue qui leur sera réservée.

3479. — M. Beraud demande à A. le ministre de l'éducation nationale si un principal de collège d'enseignement secondaire, nommé dans un établissement neuf comprenant un logement de fonction, est tenu à la résidence administrative. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — D'une façon générale, tout fonctionnaire dont l'exercice de la fonction et de l'emploi ne peut être dissocié de l'occupation des locaux, est tenu de résider dans le logement de fonction mis à sa disposition par l'administration. L'occupation répond ainsi à une nécessité absolue de service dont le fonctionnaire concerné ne peut se soustraire, sauf autorisation expresse et circonstanciée de l'autorité compétente. Un principal de collège d'enseignement secondaire, chef d'établissement qui ne peut accomplir normalement son service sans être logé dans les bâtiments où il exerce ses fonctions, doit, en application des considérations qui précèdent, résider dans le logement mis à sa disposition.

3624. — M. Charles Bignon demande à M. le ministre de l'éducation nationale comment il envisage d'intégrer les instituteurs détachés dans la fonction de maîtres auxiliaires E. P. S. dans les C. E. G. Il semble qu'il serait justifié de prévoir leur intégration dans le corps des professeurs de C. E. G. De plus, il aimerait connaître les modalités d'examen C. A. P./C. E. G. d'éducation physique. Il pourrait être également souhaitable que ces maîtres E. P. S. puissent donner des cours dans les écoles primaires élémentaires qui sont généralement dépourvues d'enseignants dans cette spécialité. (Question du 1^{er} février 1969.)

Réponse. — 1° Les instituteurs détachés dans la fonction de maîtres auxiliaires d'éducation physique et sportive dans les collèges d'enseignement général ne sont pas des « maîtres de collège d'enseignement général » au sens strict du mot. Leur intégration dans un futur cadre de professeurs de C. E. G. ne peut donc être envisagée ; 2° il n'existe pas d'examen C. A. P./C. E. G. d'éducation physique constituant une des « sections » du C. A. P./C. E. G. Des projets qui, avaient envisagé de constituer la « bivalence » demandée aux professeurs de C. E. G. en associant l'enseignement d'une discipline intellectuelle et l'éducation physique n'ont pas encore abouti ; 3° le glissement des instituteurs, chargés de l'éducation physique et sportive dans les C. E. G. vers les écoles primaires élémentaires peut être envisagé mais il convient d'attendre, pour la réalisation de cette mesure, les conclusions demandées à la commission d'études sur la formation des maîtres ; celle-ci doit définir le futur instituteur et ce qu'on attend de lui. Le problème de savoir si tout instituteur de classe élémentaire doit ou non dispenser l'éducation physique à ses élèves en même temps que la formation intellectuelle a été posé mais non résolu.

3730. — M. Peugnet expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'en application des directives actuelles concernant les effectifs des classes primaires, les communes sont appelées à envisager la construction de nouveaux locaux scolaires, ou l'implantation de nouvelles classes démontables. Tout en reconnaissant le bien-fondé de pareilles mesures, très favorablement accueillies par les intéressés, il souligne qu'elles ne sont cependant assorties d'aucune aide financière supplémentaire aux communes. Dans ces conditions, les budgets communaux, en dépit d'un effort appréciable des conseils généraux, risquent de se trouver devant d'insurmontables difficultés. Ceci exposé, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre les collectivités locales en état de répondre à leurs obligations. (Question du 8 février 1969.)

Réponse. — L'aide apportée par l'Etat aux collectivités locales pour la construction des classes de l'enseignement élémentaire et préscolaire reste actuellement régie par le décret n° 63-1374 du 31 décembre 1963. Des études sont entreprises pour réviser les normes applicables à ces établissements compte tenu des modifications apportées à l'organisation pédagogique de cet enseignement.

EQUIPEMENT ET LOGEMENT

2746. — M. Charles Bignon indique à M. le ministre de l'équipement et du logement qu'il a pris connaissance des nouveaux tarifs de péage de l'autoroute de l'Ouest, soit 3,50 F de Mantes à Vieux-Rouen pour les voitures de plus de 5 CV. Il a également eu l'occasion d'utiliser l'autoroute du Sud dont le péage ne commence qu'après Fontainebleau. Il lui demande, dans ces conditions, pourquoi le même automobiliste faisant 100 kilomètres au-delà de Paris sur l'autoroute du Nord doit payer 6,50 F pour aller de Paris à Roye et si cette discrimination ne lui semble pas violer l'égalité des citoyens devant les charges publiques. L'argument de l'ancienneté de l'autoroute de l'Ouest ne lui apparaît pas comme une réponse valable étant donné que les citoyens du Nord de la France ont

largement participé en leur temps au budget général pour la construction de cette autoroute profitant à l'Ouest. Il estime donc que les habitants de la Picardie n'ont aucune raison de payer double péage par rapport aux Normands ou aux Bourguignons et lui demande quelles mesures il entend prendre pour remédier à cette inégalité choquante. (Question du 6 décembre 1968.)

Réponse. — Les limites de péage des autoroutes de déchargement, notamment autour de Paris, ont été fixées pour tenir compte des possibilités d'urbanisation des régions traversées par ces radiales. A ce point de vue, les autoroutes Paris-Normandie et Paris-Lyon ouvraient plus de perspectives que l'autoroute du Nord. C'est pourquoi, alors que l'autoroute A 6 est libre de péage sur 44 kilomètres et l'autoroute A 13 sur 49 kilomètres, l'autoroute A 1 ne l'est que sur une longueur de 19 kilomètres. Les tarifs de péage perçus auprès des usagers de l'autoroute A 1 et des sections des autoroutes A 6 et A 13 actuellement en service ont été calculés sur la base de 7 centimes par kilomètre. C'est ainsi que pour une voiture de tourisme de plus de 5 CV, l'usager acquittera la somme de 6 francs pour se rendre de Roissy à Roze, soit 82 kilomètres, et de 11 francs pour aller de Roissy à Lille, soit 157 kilomètres; le même usager parcourra les 50 kilomètres de Mantes à Vieux-Rouen pour la somme de 3,50 francs et les 169 kilomètres de Saint-Germain-sur-Ecole à Avallon pour la somme de 12 francs. Dans ces conditions, on ne peut parler d'inégalité des citoyens devant les charges publiques.

2855. — M. Pons rappelle à M. le ministre de l'équipement et du logement que son département ministériel a organisé une consultation qui a abouti en 1966-1967 à sélectionner un certain nombre d'entreprises spécialisées dans la construction de façades légères. Compte tenu des prix proposés par ces entreprises, il semble que celles-ci aient actuellement des difficultés pour réaliser leurs projets sélectionnés. Cependant, elles bénéficient d'une exclusivité de fait qui limite la concurrence et leur permet de présenter des solutions qui sont des variantes n'ayant rien de commun avec les éléments sélectionnés. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait nécessaire de compléter la liste des entreprises de façades légères sélectionnées. A cet effet, il serait souhaitable que se réunisse dans un proche avenir la commission permanente de la sélection nationale d'éléments de façades constitués par des matériaux autres que le béton et la terre cuite. Cette réunion devrait permettre d'ouvrir plus largement la compétition en permettant à d'autres entreprises spécialisées dans les façades légères de bénéficier de la sélection nationale. (Question du 11 décembre 1968.)

Réponse. — Les éléments sélectionnés bénéficient effectivement d'une situation de fait privilégiée sur le marché du bâtiment. Il ne saurait pour autant être question d'exclusivité. En réalité, pour les façades légères, les lauréats n'ont pas tiré, et de loin, les bénéfices qu'ils escomptaient de la sélection nationale. La politique actuelle d'industrialisation s'ouvrant davantage vers la sélection de modèles qui sont des logements complets, et non plus d'éléments particuliers, il n'est pas envisagé actuellement de réunir à nouveau la commission de sélection de façades légères.

2907. — M. Péretti expose à M. le ministre de l'équipement et du logement qu'il a eu connaissance, par des comptes rendus de presse, de projets émanant de son administration et tendant à substituer, dans la traversée de Neuilly et sur l'avenue du même nom, au tunnel déjà arrêté, une voie en passerelle. Il lui demande à ce sujet : 1° si les différentes collectivités locales ont été consultées; 2° s'il entend par là renoncer au projet de la voie triomphale allant de Saint-Germain aux Tuileries et qui avait entraîné l'application de servitudes d'urbanisme paralysant, jusqu'à ce jour, justifiées. Il souhaiterait, en tout état de cause, pouvoir tenir ses administrés au courant d'intentions les intéressant très directement. (Question du 13 décembre 1968.)

Réponse. — Devant la dépense extrêmement élevée de réalisation des travaux en souterrain de l'autoroute A 14, dans la traversée de Neuilly-sur-Seine, il a été jugé nécessaire de faire établir, parallèlement au projet approuvé, l'avant-projet d'une variante autoroutière en superstructure. Les études sont en cours. Si, pour des motifs d'ordre économique, par exemple, la solution de l'autoroute en superstructure paraissait devoir être prise en considération, les collectivités locales intéressées seraient consultées le moment venu, et tous éléments d'information concernant les deux projets leur seraient alors communiqués.

2907. — M. Ritter rappelle à M. le ministre de l'équipement et du logement que le décret du 12 mars 1961 a étendu aux départements recouverts du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle le bénéfice de la législation sur les habitations à loyer

modéré. En application de ce décret, les sociétés coopératives constituées sous l'empire de la législation allemande furent individuellement reconnues comme organismes H. L. M. par différents arrêtés ministériels en 1922. Une loi, dite loi des conflits du 24 juillet 1921, a prévu pour les sociétés coopératives la faculté d'opter pour tel type de société qu'elle désire adopter, soit : société coopérative à forme anonyme; société coopérative à responsabilité illimitée; société coopérative à responsabilité limitée. La loi du 1^{er} juin 1924, mettant en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle la législation française, stipule dans son article 7 (alinéa 6) que « continuent à être appliquées, telles qu'elles sont encore en vigueur dans les trois départements à la date fixée à l'article 1^{er}... les lois locales suivantes : art. 7 (alinéa 6). La législation sur les sociétés coopératives ». En conséquence, les lois locales des 1^{er} mai 1889 et 20 mai 1898, relatives aux sociétés coopératives, sont restées et sont toujours en vigueur en Alsace et en Lorraine. Le fonctionnement des coopératives H. L. M. en Alsace et en Lorraine est donc conforme à la loi locale et respecte les conditions particulières imposées par la législation sur les organismes d'habitations à loyer modéré. C'est ainsi que dans chaque département, au tribunal d'instance, existe une section spéciale pour les sociétés coopératives ayant comme forme juridique la loi locale. Les décrets n° 65-1012 du 22 novembre 1965 et n° 68-273 du 20 mars 1968 relatifs aux sociétés anonymes coopératives d'habitations à loyer modéré n'ont pas porté atteinte en Alsace et en Lorraine à la législation locale en vigueur. Il est d'ailleurs précisé que ces deux décrets concernent les sociétés anonymes à forme coopérative et à personnel et capital variables. Or les sociétés coopératives d'habitations à loyer modéré qui fonctionnent en Alsace-Lorraine conformément aux lois locales ne sont pas des sociétés anonymes obéissant aux dispositions de la loi fondamentale du 24 juillet 1867 et de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales. Les sociétés coopératives de droit local qui ont toujours et exclusivement pratiqué comme seule opération la location simple, tous les locataires étant membres de la société coopérative, et qui fonctionnent en conformité avec les lois locales des 1^{er} mai 1889 et 20 mai 1898 doivent donc pouvoir continuer leur activité de location simple, étant donné qu'elles ne sont pas touchées par l'application des décrets des 22 novembre 1965 et 20 mars 1968. Lesdits décrets relatifs aux sociétés anonymes coopératives d'habitations à loyer modéré ne peuvent être appliqués aux sociétés coopératives d'habitations à loyer modéré, inscrites à responsabilité limitée, fonctionnant en Alsace sous le régime de la législation locale. Il lui demande si ces sociétés coopératives d'habitations à loyer modéré inscrites à responsabilité limitée pourront, leur forme juridique actuelle étant maintenue, continuer leur activité comme par le passé, en bénéficiant des crédits H. L. M., cette activité étant d'ailleurs particulièrement conforme à la vocation sociale des coopératives d'habitations à loyer modéré. (Question du 17 décembre 1968.)

Réponse. — Le problème évoqué par la présente question écrite fait actuellement l'objet d'études concertées des différents départements ministériels intéressés afin de dégager les moyens juridiques qui, en sauvegardant au mieux les intérêts des sociétés en cause, permettront de concilier leur régime particulier et le régime général du droit français. Par ailleurs, la commission interministérielle d'attribution des prêts, instituée par l'article 196 du code de l'urbanisme et de l'habitation, et qui compte parmi ses membres des représentants des organismes d'habitations à loyer modéré, a examiné lors de sa réunion du 4 février dernier le problème de principe posé par les sociétés coopératives H. L. M. de droit alsacien-lorrain. Elle a décidé que provisoirement, dans l'attente de la régularisation de leur situation juridique, lesdites sociétés conserveront la gestion de leur patrimoine mais ne pourront bénéficier d'attributions de crédits H. L. M. Il résulte des dispositions de l'article 196 précité que cette décision lie l'administration.

2988. — M. Tondut attire l'attention de M. le ministre de l'équipement et du logement sur la situation des agents auxiliaires des ponts et chaussées employés à la construction de l'autoroute A 9 dont les crédits devant subventionner le démarrage sont supprimés par suite de compressions budgétaires sur la section Fournes-Nîmes. Il lui demande ce qu'il va advenir de ces agents auxiliaires dont le reclassement paraît impossible dans la région. (Question du 17 décembre 1968.)

Réponse. — Les agents auxiliaires des ponts et chaussées du département du Gard ayant participé à la construction de la section Nîmes-Grand-Gallargues (Gard) de l'autoroute A 9, section actuellement terminée, ne peuvent pas en effet être immédiatement réemployés sur la section Fournes-Nîmes (Gard) que les disponibilités financières n'ont malheureusement pas permis de doter en 1969. L'administration s'est cependant efforcée de remédier à cette situation. Sur le plan local, le directeur départemental de l'équipement du Gard a pris contact, dès le mois de novembre 1968, avec son collègue de l'Hérault pour prévoir le réemploi de ces agents à l'occasion du démarrage des travaux de la même autoroute,

dans la section Béziers—Narbonne (Hérault). La direction départementale de l'équipement de l'Hérault n'a reçu, à ce jour, que deux demandes de réemplot d'agents auxiliaires provenant de l'ancien chantier du Gard.

3186. — M. Chazelle appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur la situation que va créer l'application de la décision prise par l'administration départementale des ponts et chaussées de la Haute-Loire, qui a ordonné la fermeture d'une trentaine de postes de distribution d'essence, ainsi que la mise en suspens de quarante-neuf autres pompes pour le 31 décembre 1968. Il lui signale que ces fermetures nuiront particulièrement à l'approvisionnement pratique en carburants pour le matériel mécanisé des ruraux, compte tenu de l'éloignement de ceux-ci des centres importants où subsisteront les pompes en service et pour lesquels les déplacements ainsi rendus nécessaires auront pour résultat des pertes de temps et des frais supplémentaires. Il lui serait reconnaissant de bien vouloir lui indiquer quelles mesures pourraient être envisagées pour remédier à cet état de choses. (Question du 4 janvier 1969.)

Réponse. — La décision de fermeture de certains postes de distribution d'essence dans le département de la Haute-Loire fait l'objet d'un examen approfondi sur le plan local. Les postes de distribution que les services de l'équipement de ce département se proposent de supprimer sont réellement devenus incompatibles avec les impératifs de la circulation actuelle; c'est pourquoi les détaillants concernés avaient été prévenus depuis longtemps que la permission de voirie ne leur serait pas renouvelée. Un délai supplémentaire d'un an pourra toutefois être accordé à ceux qui acceptent de moderniser leur installation ou de la transférer sur un emplacement mieux approprié. Les tractations entre les détaillants et les titulaires d'autorisations spéciales d'importation de produits pétroliers sont d'autre part facilitées par la nouvelle réglementation de **M. le ministre de l'industrie** sur l'organisation des points de vente, parue au *Journal officiel* du 5 février 1969, et qui concerne notamment la création de véritables stations-service en remplacement des installations du type « poste de distribution », considérées comme périmées.

3194. — M. Ducray expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que depuis l'ouverture du péage sur l'autoroute Lyon—Villefranche, le nombre de véhicules qui traversent l'agglomération de Villefranche a doublé, passant de 6.000 à 12.000, dont un quart de poids lourds. Cette situation nouvelle est non seulement source d'embouteillage mais encore provocatrice d'accidents; ces accidents concernent principalement des jeunes et des enfants. Car plus de 4.000 élèves provenant du C. E. S. de l'école du Sud, du lycée Claude-Bernard, du collège de Mongré, du cours post-scolaire, de l'école du Nord et du lycée technique traversent et empruntent ce boulevard quatre fois par jour. Il lui demande donc s'il envisage que le péage soit supprimé tant qu'il n'y aura qu'une vingtaine de kilomètres construits sur l'autoroute entre Lyon et Mâcon. (Question du 4 janvier 1969.)

Réponse. — Lors de la mise à péage de la section d'autoroute Villefranche—Anse (Rhône), de nombreux automobilistes se sont effectivement détournés de cet itinéraire pour emprunter à nouveau la R. N. 6 qui traverse la localité de Villefranche. Toutefois, le nombre de véhicules acquittant le péage sur cette autoroute est passé de 4.500 véhicules/jour, lors de l'ouverture, à 9.000 la semaine suivante pour atteindre 15.000 véhicules par jour (dont un quart de poids lourds) la troisième semaine. Cet accroissement rapide laisse penser que la désaffection que connaît actuellement cette section autoroutière devrait être de courte durée. La réaction psychologique habituelle de nombreux usagers est en effet dans les cas semblables, de ne délaisser l'autoroute que pour une brève période nécessaire aux esprits pour s'adapter à la réalité du péage. Si l'on veut bien considérer la date très récente de la mise à péage de cette section, il y a donc tout lieu de penser que le problème soulevé sera résolu dans un avenir très proche, eu égard à la cadence de l'augmentation du nombre de véhicules empruntant à nouveau l'autoroute.

3278. — M. Béguy rappelle à **M. le ministre de l'équipement et du logement** que l'arrêté du 2 décembre 1968, publié au *Journal officiel* du 11 décembre 1968, page 11624, s'étendit aux logements-foyers le bénéfice de la réglementation des programmes à loyer réduit. Considérant que les dispositions de cet arrêté doivent normalement s'appliquer au financement des logements-foyers en cours de construction, tout au moins à ceux qui sont destinés aux personnes âgées, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que, vis-à-vis de ces résidences, les règles édictées par l'arrêté du 2 décembre 1968 se substituent au système imposé par l'arrêté du 28 juin 1966 (*Journal officiel* du 5 juillet 1966). (Question du 11 janvier 1969.)

Réponse. — L'arrêté du 2 décembre 1968 a eu pour effet d'étendre aux logements-foyers réalisés en secteur H. L. M. les programmes à loyer réduit créés par l'arrêté du 28 mai 1968, qui a modifié l'arrêté du 21 mai 1966 relatif aux caractéristiques techniques et de prix de revient des H. L. M. à usage localif. L'arrêté du 29 mai 1968 ayant précisé, comme celui du 2 décembre 1968, que le programme à loyer réduit ne pouvait comprendre que des opérations financées pour la première fois à partir du 1^{er} janvier 1969, il ne saurait être envisagé de déroger à cette disposition expresse. Compte tenu des possibilités existant antérieurement, l'application de cette date d'effet n'est d'ailleurs pas, a priori, susceptible de causer un préjudice lourd aux futurs occupants des logements-foyers. Les conditions afférentes aux trois modes de financement actuellement ouverts aux logements-foyers H. L. M. sont brièvement rappelés: a) Construction dans le cadre du prix-plafond applicable à l'ensemble des H. L. M. ordinaires à l'aide d'un prêt équivalent à 95 p. 100 du prix de revient, d'une durée de quarante ans, au taux d'intérêt de 2,60 p. 100. b) Construction dans le cadre des mêmes prix-plafonds, mais avec un prêt limité à 80 p. 100 maximum du prix de revient, d'une durée de quarante-cinq ans, au taux d'intérêt de 1 p. 100. c) Construction dans le cadre du prix de revient P. L. R. avec un prêt calculé sur la base de 95 p. 100 du prix de revient maximum, dans la limite du montant des dépenses réelles, quelle que soit la surface retenue, à condition, bien entendu, que celle-ci soit comprise dans la fourchette autorisée. Le prêt est alors consenti pour une durée de quarante-cinq ans, au taux d'intérêt de 1 p. 100. Dans les trois cas, un différé d'intérêt et d'amortissement est accordé pour une durée de trois ans. On peut légitimement considérer que les charges supportées par les occupants des logements-foyers, dans la seconde et la troisième hypothèse de financement, seront pratiquement équivalentes. En effet, le choix de cette seconde hypothèse ne se justifie que dans la mesure où l'organisme d'H. L. M. a pu se procurer un financement complémentaire à des conditions au moins aussi avantageuses que le financement principal; le plus souvent, il est apporté sous forme de subvention ou de prêt sans intérêt. L'ouverture d'une troisième option s'explique essentiellement par les difficultés croissantes rencontrées par les organismes d'H. L. M. pour se procurer un financement complémentaire.

3336. — M. Schloesing attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur la modicité des crédits de primes à la construction alloués au département de Lot-et-Garonne. Il s'avère que les dotations actuelles ne permettent d'honorer que les demandes de primes pour lesquelles les permis de construire ont été délivrés en 1964. Il lui demande s'il serait possible d'augmenter le volume des crédits pour que les constructeurs puissent bénéficier plus rapidement des primes. (Question du 18 janvier 1969.)

Réponse. — Les primes à la construction sont attachées à trois procédures différentes de financement: a) les primes convertibles en bonifications d'intérêt, assorties d'un prêt spécial immédiat du Crédit foncier; b) les primes convertibles différées, ouvrant droit à un prêt spécial différé du Crédit foncier; c) les primes non convertibles, subventions qui allègent les charges d'intérêt de l'accédant à la propriété bénéficiaire. Les crédits ouverts en 1968, dans le cadre de la dotation budgétaire globale, au département de Lot-et-Garonne, pour les deux premières catégories de primes, ont permis de répondre à la demande dans de bonnes conditions: les dossiers encore en instance au 31 décembre 1968 ne représentaient respectivement que 81 et 47 logements et devraient donc, en principe, être retenus en 1969. La situation est par contre plus lourde pour les primes non convertibles. Il convient d'observer que dans ce secteur la demande globale s'est, depuis plusieurs années, maintenue à un niveau très élevé. Cette constatation a conduit le Gouvernement à ne pas réduire le montant des dotations budgétaires annuelles, bien que le V^e Plan ait prévu la suppression progressive de la prime à la construction non convertible. Une telle mesure ne pouvait cependant représenter qu'un palliatif; une réforme fondamentale du financement de la construction est à l'étude, qui intègre la forme d'aide financière considérée. Mais, en tout état de cause, les retards apportés à l'attribution de certaines primes non convertibles, ne causent aux constructeurs qu'un préjudice limité puisque, d'une part, il n'atteint pas le financement principal et que, d'autre part, les travaux de construction ne sont pas différés (art. 9 du décret n° 63-1324 du 24 décembre 1963 modifié).

INDUSTRIE

2644. — M. Roger expose à **M. le ministre de l'industrie** qu'une grande partie des maisons appartenant aux houillères du groupe de Douai, dans le Nord, est dans un état lamentable et que pour des dizaines d'entre elles, l'entretien courant à la charge du propriétaire: toitures, fenêtres, carrelages est en fait inexistant. Il lui signale l'exemple d'une habitation où vit une famille de mineur avec cinq enfants, où les plafonds sont tombés dans les chambres à coucher et les carrelages sont dans un état déplorable. Dans cer-

taines habitations de type récent, la réparation des toits n'est pas faite et l'eau coule sur les murs. Il estime que cette situation déplorable doit cesser au plus tôt, car il est indigne de faire vivre des êtres humains dans de telles conditions. En conséquence, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin d'assurer aux mineurs des logements décentes. (Question du 3 décembre 1968.)

Réponse. — D'après les résultats de l'enquête effectuée sur la situation signalée, les immeubles appartenant au Groupe de Douai sont entretenus avec le même soin que ceux qui appartiennent aux autres groupes du bassin. L'enquête n'a pas permis de déceler l'habitation spécialement visée par l'honorable parlementaire. Si les précisions nécessaires étaient fournies au service local des mines, ou même directement au Groupe de Douai, celui-ci ne manquerait certainement pas de prendre les mesures qui conviennent comme il l'a fait à plusieurs reprises dans le passé dans des circonstances semblables.

3134. — M. Roucaute demande à M. le ministre de l'Industrie : 1° quelle est l'importance des subventions et autres dotations que l'Etat a allouées aux Houillères du bassin des Cévennes pour les années 1966, 1967 et 1968 ; 2° quel est le montant des impôts et taxes payés par les Houillères du bassin des Cévennes pour les mêmes années ; 3° quel est le montant total des salaires (bruts et nets) payés pour les années 1966, 1967 et 1968 ; 4° quelles sont pour 1968 les charges d'amortissement consécutives à la fermeture de plusieurs puits de mine pour le bassin des Cévennes ; 5° quel est le montant des indemnités versées aux anciens propriétaires des mines du bassin. (Question du 28 décembre 1968.)

Réponse. — Les renseignements demandés au sujet du bassin des Cévennes sont les suivants :

1° Importance des subventions (en milliers de francs) : 1966 : 70.130 ; 1967 : 89.640 ; 1968 : 103.920.

2° Montant des taxes et impôts payés (en milliers de francs) :

	1966	1967
Taxes et impôts directs (patente, etc.)	10.750	11.347
Taxes et impôts indirects (T. V. A.)	18.047	18.373
Taxes et impôts divers (cotisations C. E. C. A., délégués mineurs)	724	650
	22.521	29.370

Le montant des impôts payés au titre de 1968 n'est pas encore connu.

3° Montant total des salaires (en milliers de francs) :

	1966	1967	1968
Salaires et appointements (y compris congés payés)	101.648	102.638	103.748
Charges de sécurité sociale et de retraites	43.350	44.254	
Autres charges connexes (à l'exclusion de celles ayant le caractère d'impôt, par exemple le versement forfaitaire)	12.304	16.518	
	157.302	163.440	

Les charges sociales et autres charges connexes de 1968 ne sont pas encore connues.

4° Charges d'amortissement consécutives à la fermeture de plusieurs puits de mine : les amortissements exceptionnels liés à la récession s'élevaient, pour 1968, à 4.470.000 F pour le bassin des Cévennes.

5° Montant des indemnités versées aux anciens propriétaires des mines : ce montant s'élevait, à la fin de 1947, à 1.058.718.218 anciens francs. Compte tenu de régularisations intervenues ultérieurement le montant définitif des indemnités prises en charge par les houillères du bassin des Cévennes est de 1.037.815.238 anciens francs.

3321. — M. Andrieux attire l'attention de M. le ministre de l'Industrie sur les transformations que va occasionner la fourniture prochaine de gaz de Hollande et les annuis que vont connaître les abonnés d'Electricité-Gaz de France. En effet, les employés de Gaz de France procèdent actuellement au relevé des caractéristiques des appareils de ces abonnés. Des informations recueillies, il semble que les frais d'aménagement des appareils seraient supportés par les usagers, les appareils jugés trop anciens étant remplacés aux frais de leur propriétaire. Il lui demande si ces informations sont exactes, lui fait part de la protestation de ces usagers et attire spécialement son attention sur le cas des économiement faibles qui seront dans l'impossibilité de procéder à l'achat d'un nouvel appareil. (Question du 18 janvier 1969.)

Réponse. — La modification ou le remplacement chez les abonnés domestiques des appareils d'utilisation du gaz, dans le cadre des opérations de conversion des exploitations gazières au gaz naturel

poursuivies par le Gaz de France, est effectuée conformément aux dispositions de l'article 16 du cahier des charges type pour la concession des distributions publiques de gaz approuvé par le décret n° 61-1191 du 27 octobre 1961. Or, aux termes de cet article les travaux, contrairement aux renseignements qui paraissent avoir été fournis aux usagers du département du Pas-de-Calais, sont à la charge du concessionnaire selon les modalités suivantes : le service national modifie ou échange les appareils d'utilisation à condition qu'ils lui aient été régulièrement déclarés au cours d'un recensement effectué avant le changement du pouvoir calorifique du gaz et au plus tôt un an avant celui-ci. Toutefois, le bénéfice de cette dernière disposition ne s'applique pas aux appareils qui seraient manifestement hors d'état de service ou dont le débit serait incompatible avec celui du compteur ; si l'abonné demande le remplacement d'un appareil ancien par un appareil neuf (et non son adaptation au nouveau pouvoir calorifique) il peut lui être demandé une participation tenant compte de la plus-value de l'appareil fourni par rapport à l'appareil usagé. Il y a lieu de préciser que si des abonnés désirent profiter des opérations de conversion pour s'équiper avec de nouveaux appareils, ils doivent, pour bénéficier des dispositions qui précèdent, acquérir des appareils d'un type agréé par Gaz de France dont la modification en fonction du nouveau pouvoir calorifique est techniquement possible, dans de bonnes conditions. Ne restent donc à la charge des abonnés que les dépenses que pourrait entraîner la mise en conformité des installations intérieures avec les règlements techniques qui leur étaient applicables avant le changement de pouvoir calorifique.

INTERIEUR

2857. — M. Poirier expose à M. le ministre de l'Intérieur qu'antérieurement à la mise en application de la loi du 10 juillet 1964 portant sur la réforme de la région parisienne, les personnes autorisées par le préfet de Seine-et-Oise à exercer dans ce département la profession de chauffeur de taxi pouvaient, de ce fait, faire stationner leur véhicule à l'aéroport d'Orly en un lieu de stationnement réservé à la Seine-et-Oise. De ce fait, les voyageurs arrivant à Orly et se rendant dans une localité de Seine-et-Oise pouvaient disposer d'une voiture de place susceptible de les conduire à leur lieu de destination. Les autorités de police de l'aérogare interdisent désormais aux chauffeurs de stationner à l'emplacement considéré lorsque leurs véhicules sont immatriculés dans le Val-de-Marne. De ce fait, certains chauffeurs domiciliés dans les communes ressortissant autrefois de la Seine-et-Oise, et maintenant rattachées au Val-de-Marne, ne peuvent plus se rendre à Orly, bien que l'aéroport soit pour une grande part situé sur le territoire du Val-de-Marne. Il lui demande : 1° s'il a été informé de cette décision et, dans l'affirmative, s'il l'a approuvée ; 2° en tout état de cause, quelles mesures il entend prendre pour que les droits précédemment acquis par les chauffeurs de taxi du Val-de-Marne soient maintenus. (Question du 12 décembre 1968.)

Réponse. — Les taxis assurant la desserte de l'aéroport d'Orly sont de provenance double. La majorité d'entre eux provient de la ville de Paris ou des 80 communes de l'ancien département de la Seine rattachées aux trois départements de la couronne (au total 14.500 véhicules). Les autorisations de stationnement leur sont accordées par le préfet de Paris, en vertu de ses pouvoirs municipaux. La réglementation générale permettant aux conducteurs de charger dans les limites du territoire où ils ont reçu l'autorisation de stationnement, il s'en suit que ces taxis peuvent sans difficultés charger des clients à Orly, partie intégrante de l'ancien département de la Seine et situé dans l'actuel département du Val-de-Marne qui appartient à la couronne. La minorité est constituée par les taxis des 43 communes de l'ancien département de Seine-et-Oise (390 véhicules) actuellement comprises dans les départements des Yvelines, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, dont les maires ont délivré les autorisations de stationnement. Il leur est loisible de conduire des voyageurs en dehors du territoire de leur commune, mais ils n'ont pas en principe le droit de prise en charge hors des limites de celle-ci ou du moins du département auquel elle appartient. Cette réglementation, prise à la lettre, s'opposerait à ce que ces taxis prennent en charge des voyageurs à l'aéroport d'Orly. En fait, il existe un stationnement réservé aux taxis en provenance des communes de l'ancien département de Seine-et-Oise et les autorités de police de l'aéroport ont fait connaître qu'aucune interdiction n'était intervenue récemment à ce sujet. Quoi qu'il en soit, cette qualité de régime n'est pas sans présenter pour les chauffeurs comme pour les usagers certains inconvénients et la situation risque de s'aggraver lorsque le nouvel aéroport d'Orly-Ouest sera mis en service, car il se trouvera entièrement sur le territoire de la commune de Paray-Vieille-Poste (Essonne). Le même problème se posera avec plus d'acuité encore pour l'aéroport de Roissy-en-France, en cours de réalisation, qui sera implanté sur trois départements (Seine-Saint-Denis, Val-d'Oise, Seine-et-Marne). C'est pourquoi le ministère de l'Intérieur se propose d'examiner de façon approfondie l'ensemble des questions posées par le

stationnement des taxis sur les aéroports et les conditions d'intervention d'une réglementation interpréfectorale fixant une unité de régime. Ce qui concerne la prise en charge ainsi qu'une harmonisation des tarifs.

3065. — M. Charles Bignon attire l'attention de **M. le ministre de l'Intérieur** sur les sacrifices actuellement consentis par les départements et les communes pour assurer une pension bien modeste aux sapeurs-pompiers. Or, les collectivités ont beaucoup de mal à trouver les hommes dévoués nécessaires et cette pension, généralement de l'ordre de 120 francs par an, présente un caractère plutôt symbolique. Il lui demande s'il compte prendre contact avec son collègue de l'économie et des finances pour obtenir que la retenue de 5 francs opérée sur ces pensions soit abandonnée; le profit devant de plus être sans contrepartie avec les frais de perception. (Question du 20 décembre 1968.)

Réponse. — Les indemnités annuelles servies aux anciens sapeurs-pompiers volontaires n'ont pu être comprises parmi les allocations diverses d'assistance actuellement affranchies de l'impôt et qui sont limitativement énumérées par l'article 81 du code général des impôts. Ces indemnités restent donc soumises au versement forfaitaire à la charge de la collectivité. L'abandon de cette retenue de 5 p. 100 ne semble pas présenter un réel intérêt puisque le produit revient, dans la proportion de 85 p. 100, aux collectivités locales et à leurs groupements en application de l'article 39-2 de la loi n° 66-10 du 6 janvier 1966.

3517. — M. Poudevigne expose à **M. le ministre de l'Intérieur** qu'un décret de juillet 1968 a classé les communes de France en communes rurales et communes urbaines. Il lui demande quels critères ont présidé à ce reclassement. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — Le décret n° 68-654 du 10 juillet 1968 a modifié le classement de 207 communes dont 175 ont été rangées en catégorie urbaine et 132 en catégorie rurale au sens du décret n° 66-173 du 25 mars 1966 qui a défini un partage des compétences des ministères de l'Intérieur et de l'Agriculture en matière de travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement. Le classement des communes urbaines et rurales, opéré en 1966, avait été effectué selon des critères principalement démographiques prenant en compte l'importance de la population agglomérée des agglomérations pluri ou monocommunes, celles de moins de 2.000 habitants étant considérées comme rurales, celles de plus de 5.000 habitants étant considérées comme urbaines, celles dont la population était comprise entre ces deux chiffres étant rangées en catégorie urbaine selon l'importance du taux de croissance démographique entre les recensements de 1954 et 1962. L'application de ces règles de répartition avait conduit à l'établissement d'une liste de 1.766 communes urbaines, mais les deux ministères intéressés étaient convenus d'y apporter des correctifs pour tenir compte de l'intervention des facteurs tels que l'urbanisation imminente d'une agglomération ou le rôle joué par certaines communes comme centre d'animation du territoire rural. Cette révision a fait l'objet du décret du 10 juillet 1968 après examen, cas par cas, des propositions des préfets. Les nouveaux classements intervenus concernent surtout des communes de la région parisienne où le développement de l'urbanisation au cours du V^e Plan justifie qu'elles soient rangées en catégorie urbaine. Dans les autres régions, des correctifs ont été apportés en fonction des considérations exposées ci-dessus. Les classements ainsi intervenus ne sont pas immuables. Cependant, dans l'intérêt même de la poursuite des programmes, il est nécessaire de leur assurer un minimum de stabilité.

JUSTICE

2853. — M. Weber expose à **M. le ministre de la Justice** que la loi n° 66-500 du 11 juillet 1966 portant réforme de l'adoption modifiée, parfois profondément, les textes antérieurs. Il lui demande s'il peut lui indiquer : 1° quel est le nombre d'adoptions plénières prononcées depuis la promulgation de ce texte, entre cette promulgation et le 31 décembre 1966, en 1967 et en 1968 (jusqu'au 30 novembre); 2° quel est le nombre d'adoptions simples prononcées également depuis la promulgation de ce texte, entre cette promulgation et le 31 décembre 1966, en 1967 et en 1968 (jusqu'au 30 novembre); 3° quel a été le nombre de légitimations adoptives prononcées en 1962, 1963, 1964, 1965 et 1966 (jusqu'à la promulgation de la loi du 11 juillet 1966); 4° quel a été le nombre d'adoptions prononcées en 1962, 1963, 1964, 1965 et 1966 (jusqu'à la promulgation de la loi du 11 juillet 1966); 5° si les textes ci-dessus ont, par leur application, permis à un plus grand nombre d'enfants d'être adoptés. (Question du 11 décembre 1968.)

Réponse. — Les statistiques judiciaires étant établies par année, le nombre des adoptions plénières et des adoptions simples prononcées entre le 1^{er} novembre 1966 et le 31 décembre 1966 ne peut être déterminé. Il n'est pas non plus possible de fournir, en

l'état, des renseignements sur les adoptions prononcées en 1968, en raisons des délais nécessaires pour établir, au début de l'année suivante, les statistiques de l'année écoulée. Les seules statistiques dont dispose la chancellerie depuis la réforme de l'adoption concernent l'année 1967 : au cours de cette année, 2.446 adoptions plénières et 1.880 adoptions simples ont été prononcées. Quant aux légitimations adoptives et adoptions prononcées au cours des cinq années précédant la mise en vigueur de la loi nouvelle, leur nombre est le suivant : légitimations adoptives : en 1962 : 1.643; 1963 : 1.503; 1964 : 1.660; 1965 : 1.656; 1966 : 1.633. Adoptions avec ou sans rupture des liens : en 1962 : 2.337; 1963 : 2.128; 1964 : 2.471; 1965 : 2.458; 1966 : 2.378. Ces données numériques montrent qu'il y a eu en 1967 une augmentation de plus de 5 p. 100 de l'ensemble des adoptions prononcées. Si des chiffres portant sur une seule année ne permettent pas de tirer des conclusions certaines sur les effets de la loi nouvelle, il convient d'observer qu'en tout état de cause les modifications apportées tant au code civil qu'au code de la famille et de l'aide sociale pour clarifier la situation juridique des enfants abandonnés de fait et augmenter ainsi le nombre des enfants adoptables, n'ont pu produire leur plein effet dans l'année 1967.

3095. — M. Collette expose à **M. le ministre de la Justice** qu'en application de l'alinéa 2 de l'article 1098 du code civil « sauf volonté contraire et non équivoque du disposant, chacun des enfants ou descendants du premier lit aura la faculté de substituer à l'exécution de la libéralité en propriété (faite au second conjoint) l'abandon de l'usufruit de la part de succession qu'il eût recueillie en l'absence de conjoint survivant ». Dans l'hypothèse où le second conjoint, institué légataire universel, est décédé avant que les enfants du premier lit aient exercé l'option prévue par le texte précité. Il lui demande si cette option peut encore être exercée après ledit décès. (Question du 20 décembre 1968.)

Réponse. — Il apparaît, sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, que les enfants du premier lit ne peuvent exercer la faculté que leur accorde l'alinéa 2 de l'article 1098 du code civil lorsque le second conjoint de leur auteur, institué légataire universel, est décédé avant qu'ils n'aient pris une décision sur ce point. En effet, l'idée d'aléa est inhérente à toute option ouverte par la loi. Or, dans le cas envisagé, le caractère aléatoire de l'option serait par hypothèse exclu. En outre, l'exercice de l'option postérieurement au décès du second conjoint conduirait à créer un usufruit « mort-né », ce qui paraît difficilement concevable.

3438. — M. Michel Jacquet demande à **M. le ministre de la Justice** de lui faire connaître si, malgré les dispositions de l'article 113 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales attribuant au président du conseil d'administration d'une société anonyme les pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société : 1° un conservateur des hypothèques est en droit, pour opérer la radiation d'une inscription hypothécaire, d'exiger la production d'une délibération du conseil d'administration donnant expressément pouvoir au président de consentir mainlevée de l'inscription; 2° un notaire est en droit d'exiger une délibération spéciale du conseil d'administration habilitant le président à acquiescer ou vendre un immeuble pour le compte d'une société anonyme. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — En vertu de l'article 113 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales modifié par l'article 17 de la loi n° 67-559 du 12 juillet 1967 « le président du conseil d'administration assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la société. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au conseil d'administration, et dans la limite de l'objet social, le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société ». Par l'application de ce texte et sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, il semble que dans les deux hypothèses soumises par l'honorable parlementaire il ne puisse être exigé du président du conseil d'administration la production d'une délibération du conseil d'administration lui donnant expressément pouvoir d'effectuer les actes dont il s'agit.

3513. — M. Houël expose à **M. le ministre de la Justice** que dans le cadre des projets de réforme judiciaire, la suppression du tribunal de grande instance de Villefranche-sur-Saône a été projetée. Cette décision, si elle était appliquée, soulèverait de nombreuses difficultés d'ordre moral et matériel et aurait des répercussions considérables sur l'économie de cette région, et notamment sur l'arrondissement de Villefranche-sur-Saône. La suppression du tribunal entraînerait des inconvénients pour les justiciables les obligeant à des déplacements plus longs et à des pertes de temps sensibles. En règle générale, une administration plus démocratique de la

justice suppose, à l'exception de certains contentieux spéciaux, que le juge soit le plus proche possible des justiciables. Il lui demande s'il entend maintenir l'activité du tribunal de grande instance de Villefranche-sur-Saône. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — La question posée nécessitant une étude approfondie, il est demandé à l'honorable parlementaire de bien vouloir accepter un délai supplémentaire de courte durée pour la réponse qui lui sera faite.

PLAN ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

3337. — M. Bertrand Denis expose à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire, que les agences financières de bassin demandent, à l'heure actuelle, aux usagers de l'eau divers renseignements et des sommes importantes. Il lui demande quelle est la destination de ces fonds et s'il peut lui indiquer le programme d'action de ces organismes. (Question du 18 janvier 1969.)

Réponse. — Les fonds provenant des redevances instituées par les agences en application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 sont destinés au financement des aides qu'elles apportent à la réalisation des ouvrages d'intérêt commun au bassin, à l'exécution d'études et de recherche et à la couverture de leurs dépenses de fonctionnement. Les programmes pluriannuels d'intervention, élaborés par les agences financières de bassin et approuvés par l'autorité de tutelle, comportent des subventions et des prêts aux personnes publiques et privées qui réalisent les ouvrages au financement desquels les agences ont vocation de contribuer. Les montants prévisionnels de ces apports, inscrits dans les programmes d'intervention, s'établissent comme suit :

AGENCES	DURÉE du programme.	CONTRIBUTION au financement d'ouvrages de lutte contre la pollution.	CONTRIBUTION au financement d'ouvrages d'amélioration quantitative des ressources en eau.
		(En milliers de francs.)	
Adour - Garonne	1969—1972	40.000	»
Artois - Picardie	1968—1972	37.450	65.210
Loire - Bretagne	1969—1972	66.000	»
Rhin - Meuse	1968—1972	48.420	17.370
Rhône - Méditerranée - Corse	1969—1973	132.000	»
Seine - Normandie	1969—1972	(1) 219.000	140.500

(1) Dont 39,93 sous forme de prêts.

Les agences ne sont ni maîtres d'ouvrages, ni maîtres d'œuvre et le rôle des services techniques des collectivités locales comme celui des administrations de l'Etat qui sont appelées à les conseiller n'est en rien modifié. Leur mission est de compléter sous forme de subventions en capital, parfois sous forme de prêts, les financements prévus pour la réalisation des ouvrages décidés par les collectivités locales, les établissements publics et les personnes privées concernées. Les aides des agences s'appliquent essentiellement à la construction de stations d'épuration des eaux usées des agglomérations ou des industries et à la réalisation d'adduction d'eau importantes ou d'ouvrages de répartition des eaux. Ces aides contribuent à l'autofinancement demandé aux maîtres d'ouvrage et permettent d'accélérer en fait la réalisation des travaux les plus urgents. Les programmes d'intervention ont été établis à partir des opérations à réaliser dans le cadre des tranches régionales du V^e Plan, sans exclure les investissements réalisés sur programmes déconcentrés. Ils seront révisés dès le début du VI^e Plan de façon à être parfaitement adaptés aux orientations et aux décisions retenues par les instances responsables de la programmation. L'énumération détaillée des différents programmes serait trop longue. En ce qui concerne les ouvrages publics on peut la trouver dans les programmes régionaux ou départementaux d'équipement du V^e Plan; pour les ouvrages privés, il n'existe pas encore de document publié mais l'administration peut les fournir aux parlementaires qui le demanderaient. Le taux de ces aides est en moyenne de 20 à 30 p. 100 du coût de l'équipement pour les ouvrages réalisés par les collectivités locales, qui bénéficient par ailleurs de subventions de l'Etat, éventuellement des départements, et de conditions d'emprunts favorables, notamment auprès de la caisse des dépôts et consignations. Il est de 40 à 50 p. 100 pour les stations d'épuration construites par les industriels qui doivent supporter la totalité des charges du financement complémentaire. Compte tenu des parts respectives des assiettes, industrielle et commerciale, cette différence de taux n'entraîne

pas de transfert d'argent d'une catégorie à l'autre. Environ 85 p. 100 du produit escompté des redevances est ainsi consacré au financement d'équipement. Le solde est destiné à couvrir des dépenses d'études intéressant les bassins en général ou les usagers, collectivités locales ou industries en particulier ainsi que les charges de fonctionnement.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

3362. — M. Charles Privat rappelle à M. le ministre des postes et télécommunications que le problème du téléphone revêt dans notre pays une acuité de plus en plus grande. Il lui demande si pour augmenter les moyens mis à la disposition de l'administration des P. T. T. il ne serait pas possible d'utiliser une partie du fonds de roulement des chèques postaux pour financer et développer les installations indispensables. Il lui semble, en effet, peu rationnel que le fonds de roulement des chèques postaux soit prêté au Trésor public au taux de 1,50 p. 100 alors que l'administration des P. T. T. est amenée à emprunter pour le développement des installations françaises des sommes très importantes à des taux d'intérêt nettement plus élevés. (Question du 18 janvier 1969.)

Réponse. — Les règles de la comptabilité publique et celles du code des P. T. T. se conjuguent actuellement pour imposer à l'administration le dépôt au Trésor de ses excédents de trésorerie, parmi lesquels figurent les fonds des chèques postaux. D'autre part, si ces dépôts atteignent bien un total de 40 milliards de francs, il faut en décompter les fonds appartenant d'ores et déjà au Trésor public, soit 15 milliards, lesquels ne constituent pas un apport de trésorerie imputable aux P. T. T. En ce qui concerne les fonds des particuliers, l'éventualité de leur utilisation directe pour le financement des équipements du service des télécommunications n'est pas envisagée. Le volume des investissements P. T. T., même compte tenu des accroissements sensibles de ces dernières années, a pu jusqu'à présent être assuré par les voies habituelles : autofinancement et emprunt.

3468. — M. Cazenave expose à M. le ministre des postes et télécommunications que, si l'article 5 de la loi n° 68-690 du 31 juillet 1968 a validé les promotions collectives et nominations individuelles féminines dans les grades de contrôleurs divisionnaires et surveillantes en chef des postes et télécommunications prononcées en vertu d'une période transitoire interministérielle d'intégration sans examen réservée aux seuls agents des deux sexes les plus âgés, et dont étaient les seuls bénéficiaires tous les contrôleurs féminins d'appellation surveillante, ainsi que 550 contrôleurs féminins, cet article de loi n'a prévu aucune mesure réparatoire à l'intention des agents masculins du cadre B des postes et télécommunications, lesquels ont tous été exclus du bénéfice de cette période transitoire lors de la réforme. Or, il est clair que si le Conseil d'Etat, dans sa séance du 23 février 1968, a annulé uniquement les articles 10, 11 et 14 du statut particulier du corps des contrôleurs divisionnaires des postes et télécommunications se rapportant à la période transitoire sans examen, c'est bien pour inviter l'administration des postes et télécommunications à prendre toutes les mesures réparatoires à l'intention de tous les agents masculins du cadre B qui auraient dû et qui n'ont pas bénéficié de cette période transitoire d'intégration et nomination sans examen lors de ladite réforme. La situation des contrôleurs divisionnaires féminins et surveillantes en chef étant maintenant rétablie par le législateur, il lui demande s'il n'envisage pas de procéder rapidement à la réparation du préjudice de carrière subi par les chefs de section et contrôleurs masculins des postes et télécommunications en activité et dont certains sont maintenant en retraite, au nom de l'égalité de traitement entre les fonctionnaires des deux sexes prévue par l'ordonnance du 7 janvier 1959 et confirmée par deux arrêtés du Conseil d'Etat. (Question du 25 janvier 1969.)

Réponse. — La nomination des anciennes surveillantes en qualité de contrôleur divisionnaire lors de la création de ce corps sur le plan interministériel, de même que celle des surveillantes principales en qualité de surveillante en chef de 2^e classe, a constitué un simple changement d'appellation de fonctionnaires qui avaient fait antérieurement l'objet de sélections professionnelles pour occuper les emplois d'encadrement correspondants. Ce changement d'appellation s'est accompagné, de façon concomitante, de la transformation budgétaire des emplois en cause : c'est dire que si les surveillantes n'étaient pas alors devenues contrôleurs divisionnaires, les candidats masculins n'auraient pas pour autant bénéficié d'un contingent supplémentaire d'emplois d'avancement. Ils ne peuvent donc soutenir qu'ils ont subi un préjudice de carrière à cette occasion. S'agissant des contrôleurs désireux d'accéder désormais au grade de contrôleur divisionnaire, les dispositions statutaires adoptées n'ont établi aucune distinction entre candidats masculins et féminins qui peuvent accéder aux emplois vacants après examen professionnel et inscription au tableau d'avancement de grade.

TRANSPORTS

2484. — **M. Pierre Lelong** expose à **M. le ministre des transports** la situation actuellement très difficile des transporteurs routiers du département du Finistère. En effet, ces entrepreneurs supportent, pour leur exploitation, des charges salariales, des charges financières, etc., en tous points identiques à celles qui s'imposent aux transporteurs des autres départements français. Mais, seuls, les transporteurs du département du Finistère souffrent véritablement du correctif de 15 p. 100 dans le sens de la baisse, appliqué par la Société nationale des chemins de fer français aux produits transportés à partir de l'un des quatre départements de la région de Bretagne. L'incidence de ce correctif est en effet faible pour les transports qui s'effectuent à partir d'Ille-et-Vilaine ou même des Côtes-du-Nord et du Morbihan. Elle touche, au contraire, effectivement 100 p. 100 du chiffre d'affaires des transporteurs finistériens et entraîne pour ceux-ci une diminution de 9 à 10 p. 100 de leurs recettes. Dans ces conditions, ceux-ci constatent, surtout depuis quatre mois, que l'équilibre financier de leurs exploitations est compromis. Malgré des horaires de travail, pour les chauffeurs, qui dépassent parfois les normes légales, beaucoup d'entreprises enregistrent un déficit. La S. N. C. F. reçoit une subvention de l'Etat, qui compense, en ce qui la concerne, le manque à gagner qu'elle enregistre du fait de l'application du correctif de 15 p. 100 pour toutes les expéditions faites à partir de l'un des quatre départements bretons. Il lui demande s'il compte prévoir, en faveur des transporteurs routiers, un système de compensation financière équivalent. (Question du 26 novembre 1968.)

Réponse. — Les dispositions en cause ont fait l'objet d'un examen approfondi par un groupe de travail interministériel récemment constitué à son initiative et chargé de l'étude des correctifs apportés à la réforme tarifaire de la S. N. C. F. en 1962. Il faut tout d'abord observer que l'application du correctif de 15 p. 100 à certains transports par chemins de fer intéressant la Bretagne n'a pas eu pour effet de réduire très sensiblement les prix de transports, mais surtout d'empêcher la hausse qu'ils auraient subie si la déperdition décidée en 1962 avait été totalement appliquée. Il n'apparaît pas, d'autre part, que les conséquences pour les transporteurs routiers soient aussi graves que le pense l'honorable parlementaire. Les conclusions du groupe de travail, qui a eu des échanges de vues approfondis avec les diverses instances régionales, vont maintenant donner lieu à une consultation de tous les départements ministériels intéressés (aménagement du territoire, agriculture, industrie, intérieur). On peut penser, en effet, que l'effort de l'Etat pourrait être plus fructueux en ce concentrant sur certains produits et sur certaines gammes de distance. Il n'est pas exclu, dans ces conditions, que les difficultés des transporteurs routiers se trouvent ainsi heureusement résolues, en particulier si les interventions portaient dans leur quasi-totalité sur des transports où n'existe pas de concurrence entre la route et le rail. En tout état de cause une réponse complète et définitive ne pourra être donnée à l'honorable parlementaire qu'à l'issue de ces consultations.

2925. — **M. Carmolacce** expose à **M. le ministre des transports** que des informations multiples et concordantes, publiées et diffusées depuis le 4 décembre par la presse et la radio locales, ont fait état de la constitution d'une société de navigation en partie commune à deux compagnies de la flotte marseillaise : Compagnie générale transatlantique (cette dernière étant une société d'économie mixte) et la Compagnie de navigation mixte (compagnie privée). Il souligne que les conseils d'administration et les comités d'entreprise des deux compagnies ont été informés des modalités de ce projet de fusion les 20, 27 et 28 novembre 1968. Ce projet semble traduire l'intention du Gouvernement de mettre en cause les principes de la loi de 1948 sur le rôle dévolu aux compagnies contractuelles d'économie mixte (Compagnie générale transatlantique et Messageries maritimes). Il fait observer que dans le cadre de la loi précitée et du cahier des charges annexé à la convention du 23 décembre 1948, la Compagnie générale transatlantique « est chargée d'assurer par paquebots les services d'intérêt public entre la France continentale et la Corse ». Ces services étant considérés, à juste titre, comme le prolongement des lignes de la Société nationale des chemins de fer français. Dans le même esprit et le même contexte de ladite loi et en se référant aux dispositions de son article 9, il lui paraît pour le moins anormal et plus en contradiction avec la loi qu'une telle étude ait pu être décidée, entreprise et rendue publique ; que le projet d'une telle fusion partielle ait été communiqué aux conseils d'administration et aux comités d'entreprise sans que rien n'ait été publié sur la réunion et les décisions du conseil supérieur de la marine marchande, devant obligatoirement et préalablement être consulté. Les informations publiées sur cette fusion font état de certains engagements pris envers les personnels des deux compagnies (navigants et sédentaires). Sur ce point également, il rappelle que le statut des personnels des sociétés d'économie mixte a été défini et précisé lors de la création des deux

sociétés contractuelles (C. G. T. et M. M.). Les modalités d'emploi, de travail et les possibilités de licenciements déjà prévues sont en réalité une remise en cause du statut des personnels. Les personnels de la Compagnie générale transatlantique manifestent leurs plus vives inquiétudes contre un tel projet qui permettrait l'entrée en force des intérêts bancaires dans la nouvelle société et la possibilité pour un groupe privé de participer à l'exploitation de la partie la plus rentable des services de la compagnie générale transatlantique et uniquement cette partie. Les divers arguments de rentabilité, de prix minima des services rendus à la clientèle, de développement des services, d'amélioration du confort, de réduction des temps de traversées vers ou depuis la Corse, mis en avant pour tenter de justifier une telle fusion, sont réfutés par les résultats obtenus par la Compagnie générale transatlantique qui, par ses crédits, a pu déjà renouveler en grande partie sa flotte sur cette liaison. S'agissant d'un problème des plus importants sur le fond, un tel projet violant les dispositions de la loi de 1948, il lui demande : 1° s'il peut lui faire connaître le rôle de son département dans les consultations préalables, dans les discussions et l'acceptation des diverses clauses (flotte, personnels, financières) de ce projet contre la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie de navigation mixte ; 2° pour quelles raisons le conseil supérieur de la marine marchande n'a pas, à sa connaissance, été consulté pendant toute la période des discussions entre une société semi-nationalisée et une compagnie privée dépendant en grande partie de la banque d'affaires de Paris et des Pays-Bas et s'il entend réunir ledit conseil avant toute décision ; 3° s'il ne lui paraît pas préférable de doter les sociétés d'économie mixte d'un capital suffisant leur permettant, par la modernisation de leur flotte, de répondre aux besoins du trafic en Méditerranée, aux demandes de la clientèle actuelle et potentielle. Une telle orientation, sa définition et son application par les deux sociétés d'économie mixte jouant un rôle dirigeant en la matière, permettraient entre autres d'assurer le plein emploi des marins des deux sociétés semi-nationalisées, et également de ceux des autres compagnies du secteur privé qui seraient appelées à participer pleinement à une politique d'expansion des activités maritimes vers la Corse et dans le bassin méditerranéen ; 4° s'il entend confirmer dans l'immédiat les garanties du statut des personnels en cause de la société d'économie mixte, notamment en matière d'emploi, qu'il s'agisse des navigants, des personnels sédentaires ou des ouvriers d'atelier. (Question du 13 décembre 1968.)

Réponse. — 1° Le ministre des transports a été tenu régulièrement informé par la Compagnie générale transatlantique et par la Compagnie de navigation mixte de l'avancement des pourparlers qu'elles avaient engagés pour la réalisation d'un projet d'exploitation commune des relations maritimes dans le bassin méditerranéen. La réalisation de ce projet est en effet subordonnée à l'autorisation du ministre des transports, conformément à la réglementation actuellement en vigueur et aux dispositions de la convention qui lie la Compagnie générale transatlantique et l'Etat. Cette autorisation a été donnée. 2° La consultation du conseil supérieur de la marine marchande n'est pas nécessaire par le fait qu'une des sociétés intéressées est d'économie mixte. 3° La réorganisation en cours entre la Compagnie générale transatlantique et la Compagnie de navigation mixte a pour objet de promouvoir une expansion du trafic maritime en Méditerranée, notamment par l'abaissement indispensable des coûts d'exploitation. Elle a également pour objet, comme le souhaite l'honorable parlementaire, de répondre aux besoins du trafic par une adaptation de la capacité offerte. 4° Les garanties dont bénéficient les personnels actuellement placés sous statut de la Compagnie générale transatlantique seront respectées.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 138 [alinéas 2 et 6] du règlement.)

2911. — 13 décembre 1968. — **M. Granet** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que la loi du 6 mai 1919, modifiée par la loi du 22 juillet 1927 énumérant les communes ayant droit à l'appellation Champagne, a chargé une commission interdépartementale de déterminer pour chaque commune la liste des terrains constituant l'aire de production. Depuis lors, la loi du 11 février 1951 a donné à l'I. N. A. O. la possibilité de reviser les décisions de la commission, « s'il y a lieu ». Il lui demande : 1° s'il peut lui expliciter l'expression « il y a lieu » contenue dans la loi du 11 février 1951 et de lui préciser notamment si elle peut signifier que l'I. N. A. O., dans une commune visée dans la loi du 22 juillet 1927, a la possibilité (ou l'obligation ?) d'étendre la liste des parcelles formant l'aire de production de l'appellation Champagne aux terres qui furent plantées en vigne bien avant l'invasion phylloxérique (et non pas au moment de l'invasion phylloxérique) ; 2° plus généralement, lui indiquer quels

sont les critères qui doivent conduire l'I. N. A. O. à retenir les terres qui figureront dans l'aire de production ; 3° lui indiquer dans quels délais l'I. N. A. O., lorsqu'elle est saisie par le maire de l'une des communes visées par la loi du 22 juillet 1927, doit se prononcer, et si les requérants disposent éventuellement d'une voie de recours. Il lui rappelle à ce propos que si le travail de l'I. N. A. O. peut être assimilé à une expertise il est de règle que les expertises soient assorties d'un délai et de possibilités de contre-expertise ; 4° lui indiquer notamment si l'I. N. A. O. est fondée à retarder une révision des parcelles constituant l'aire de production « Champagne » dans une commune visée par la loi du 22 juillet 1927 sous prétexte que cette révision constituerait une extension de l'aire actuelle et que celle-ci n'est pratiquement pas plantée ; 5° lui indiquer s'il compte renforcer les moyens mis à la disposition de l'I. N. A. O. pour lui permettre de répondre plus rapidement aux requêtes dont elle est l'objet en application de la loi du 11 septembre 1958 ; 6° lui indiquer s'il ne lui paraît pas opportun, étant donné l'importance de ces questions, de déposer un projet de loi précisant, en matière de classement de terres, les critères d'intervention de l'I. N. A. O., les délais et les voies de recours.

2917. — 13 décembre 1968. — **M. Ramette** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'un certain volume de crédits est affecté au financement des actions de la promotion collective en agriculture. Il lui demande s'il peut préciser la liste des organismes agréés et les crédits attribués à chacun d'eux pour les années 1967, 1968 et 1969.

2935. — 13 décembre 1968. — **M. Ramette** demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il peut lui préciser pour chaque année depuis 1958 et jusqu'à la date la plus récente : 1° les quantités totales de maïs achetées par l'Italie à la France et à chacun de ses principaux fournisseurs ; 2° les divers avantages, notamment ceux émanant du F. E. O. G. A., accordés à l'Italie pour lui permettre de s'approvisionner en maïs.

2936. — 13 décembre 1968. — **Mme Prin** demande à **M. le ministre de l'agriculture** s'il peut lui préciser pour chaque année depuis 1958 jusqu'à la date la plus récente les quantités de blé achetées par la République fédérale d'Allemagne : 1° à la France ; 2° aux Etats-Unis ; 3° au Canada ; 4° aux autres pays.

2938. — 13 décembre 1968. — **Mme Prin** expose à **M. le ministre de l'agriculture** qu'un certain nombre d'organismes ont été agréés pour l'obtention des crédits affectés au financement des actions de promotion collective en agriculture. Elle lui demande s'il peut lui faire connaître quels sont les représentants d'organisations et les personnalités qui composent les conseils d'administration des organismes suivants : 1° Fédération générale des cadres de l'agriculture (E. G. C. A.-C. G. C.) ; 2° Syndicat national d'études et de recherches pour les coopératives agricoles et leurs unions (S. Y. N. E.-R. C. A. U.) ; 3° Centre national de la coopération agricole (C. N. C. A.) ; 4° Institut national de promotion agricole de Rennes (I. N. P. A. R.) ; 5° Centre national d'études économiques et juridiques agricoles (C. N. E. E. J. A.) ; 6° Action, éducation, information civique et sociale (A. E. I. S.) ; 7° Syndicat central d'initiatives rurales (S. C. I. R.) ; 8° Mouvement rural de la jeunesse catholique (M. R. J. C.) ; 9° Peuple et culture (P. E. C.) ; 10° Groupement de recherches et d'études pour la promotion rurale (G. R. E. P.).

2955. — 14 décembre 1968. — **M. Glon** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que son attention a été attirée sur la qualité défectueuse de certains tourteaux de soya actuellement commercialisés en France. Il semble que cet état de choses soit imputable à l'extension, aux Etats-Unis, de la production de tourteaux de soya à 50 p. 100 de protéines, les produits incriminés résultant du mélange de leurs déchets de fabrication : les pellicules, à des tourteaux de soya proprement dits. Ces soi-disant tourteaux, qui ne répondent pas aux normes de la N.S.P.A. (National Soybean Processors Association), en raison de leur taux anormalement élevé de cellulose, ne peuvent être commercialisés aux Etats-Unis. En Europe, ils ne peuvent être livrés non plus ni en Belgique, ni en Allemagne, en raison de la réglementation de ces pays. La commission interministérielle et interprofessionnelle de l'alimentation animale, consultée à ce sujet par les services du ministère de l'agriculture, a estimé le 23 juin 1968 que la situation rendait souhaitable la limitation à 3,5 p. 100 ou 7 p. 100, selon qu'il s'agit de produits dépelliculés ou non, du taux de cellulose des tourteaux de soya commercialisés en France. Il lui demande s'il se propose de prendre une telle mesure, en l'absence de laquelle notre pays deviendrait le lieu d'élection de ces produits défectueux, au grand préjudice des utilisateurs, c'est-à-dire des éleveurs ?

2977. — 16 décembre 1968. — **M. Boudet** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** les motifs qui justifient l'important écart qui existe entre la vacation de deux heures du médecin généraliste de dispensaire municipal (médecine de prévention ou de soins) payée en 1968 74,97 francs et la vacation de trois heures trente du médecin, habituellement spécialiste qualifié, attaché d'un hôpital public (médecine de soins, enseignement, recherche) payée en moyenne 40 francs (tarif inchangé depuis 1963).

2990. — 17 décembre 1968. — **M. Maujouan du Gasset** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que le 25 novembre 1968 la délégation française à la commission de Bruxelles a remis un mémorandum relatif à l'établissement d'une politique commune viti-vinicole. Dans ces textes, il est précisé qu'il faudrait, en plus de l'orientation vers la qualité, adapter l'offre à la demande. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour limiter les plantations de vignes sur le territoire de la Communauté, à l'instar de ce qui se fait en France, car, si des mesures ne sont pas immédiatement arrêtées, aucune action directe sur le marché ne permettra de résorber les excédents créés, et donc, on verra les prix s'effondrer.

3035. — 19 décembre 1968. — **M. Bérard** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que la loi n° 61-1449 du 29 décembre 1961 modifiant l'article 549-1 du code rural a rendu applicable aux sociétés coopératives agricoles et aux unions de coopératives agricoles l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867. Il lui demande si ces dispositions restent applicables ou si les sociétés coopératives agricoles et unions doivent se conformer sur ce point, aux nouvelles prescriptions de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés.

3036. — 19 décembre 1968. — **M. Bérard** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que les dirigeants agricoles, conscients de leurs responsabilités économiques désignent de plus en plus l'un des leurs pour assurer effectivement les fonctions de président du conseil d'administration et exercer ainsi une surveillance constante sur la marche des coopératives. Il apparaît normal que, le temps consacré à la collectivité intéressée étant très étendu, une indemnité raisonnable, compensatrice du temps passé et fonction des services rendus, soit versée au président qui doit généralement se faire suppléer dans son exploitation agricole. Il lui demande, sous réserve que cette indemnité compensatrice soit votée par l'assemblée générale annuelle, s'il peut être considéré que le président en cause abuse de ses pouvoirs et des biens sociaux.

3405. — 16 janvier 1969. — **M. Fontaine** fait part à **M. le Premier ministre** de la grande inquiétude qui bouleverse ses compatriotes de la Réunion qui voient sans cesse remises en cause les étapes de leur intégration dans la Nation. En effet, ils constatent qu'après avoir fondamentalement modifié dans un sens défavorable les modalités d'application du régime d'allocations familiales aux exploitants agricoles dans les D.O.M., motif pris des difficultés de la conjoncture financière actuelle, bien qu'aucun abatement n'ait été prévu au titre du B. A. P. S. A., les crédits avaient été régulièrement inscrits et votés pour cette opération, le Gouvernement envisage pour le même motif de supprimer le poste d'inspecteur des lois sociales en agriculture dans le département de la Réunion, dont la création avait été inscrite au budget du ministère de l'agriculture. Dans le même temps, les bruits les plus persistants et les plus inquiétants circulent dans certains ministères, considérant les problèmes des départements d'outre-mer comme constituant des difficultés mineures, désintégréées du contexte métropolitain. Il lui demande de lui faire connaître si le Gouvernement entend poursuivre dans les D.O.M. la politique de départementalisation à part entière et par la suite de régionalisation.

3361. — 11 janvier 1969. — **M. Charles Privat** expose à **M. le Premier ministre (fonction publique)** qu'à diverses reprises et notamment par lettre du 25 septembre 1968, M. le ministre de l'agriculture a demandé l'extension à l'ensemble des fonctionnaires de catégorie B de son département ministériel et des établissements publics en relevant — qui avaient été classés en échelle B type en application du décret du 27 février 1961 — de la bonification d'ancienneté de 18 mois obtenue par les agents des administrations financières, de l'aviation civile, des postes et télécommunications et des préfectures. Il lui demande de lui faire connaître quelle suite il compte réserver à cette affaire et, le cas échéant, les raisons pour lesquelles il n'estimerait pas devoir étendre cette bonification aux fonctionnaires de catégorie B du ministère de l'agriculture.

3375. — 13 janvier 1969. — **M. Claude Gulchard** expose à **M. le Premier ministre (fonction publique)** que les fonctionnaires anciens combattants et victimes de guerre originaires des anciens cadres d'Afrique du Nord et d'outre-mer n'ont pu obtenir jusqu'à présent, que leur soit étendue la totalité des droits accordés aux fonctionnaires anciens combattants et victimes de guerre par les différents textes pris pour la réparation des préjudices dus aux événements de guerre: ordonnance du 29 novembre 1944, ordonnance du 15 juin 1945, loi du 26 septembre 1951. Il lui demande s'il n'estime pas opportun d'envisager en leur faveur diverses dispositions et notamment: 1° l'extension de ces textes aux fonctionnaires et agents des cadres tunisiens et marocains; 2° la réouverture des délais prévus pour bénéficier de l'ordonnance n° 59-114 du 7 janvier 1959; 3° la création d'une commission spéciale chargée d'étudier les cas d'espèces. Il souhaiterait savoir s'il entend trouver une solution satisfaisante pour apaiser ce douloureux contentieux.

3396. — 15 janvier 1969. — **M. Lamps** expose à **M. le Premier ministre (fonction publique)** qu'à diverses reprises et notamment par lettre du 25 septembre 1968, M. le ministre de l'agriculture a demandé l'extension à l'ensemble des fonctionnaires de catégorie B de son département ministériel et des établissements publics en relevant — qui avaient été classés en échelle B type en application du décret du 27 février 1961 — de la bonification d'ancienneté de 18 mois obtenue par les agents des administrations financières, de l'aviation civile, des postes et télécommunications et des préfectures. Il lui demande s'il peut lui faire connaître la suite réservée en particulier à l'intervention précitée ou de lui indiquer le cas échéant les raisons pour lesquelles il estimerait ne pas devoir étendre cette bonification aux fonctionnaires de catégorie B du ministère de l'agriculture.

3430. — 16 janvier 1969. — **M. Rossi** expose à **M. le Premier ministre (information)** que de nombreuses zones du territoire ne reçoivent pas de façon convenable les émissions de télévision de la première comme de la deuxième chaîne. Les collectivités locales, et notamment les petites communes, ne peuvent que très difficilement prendre à leur charge les frais qui leur sont imposés pour l'installation de réémetteurs relais. Il lui demande, en raison du supplément de ressources provenant de la publicité de marques dont bénéficie l'O. R. T. F., s'il ne pourrait envisager une diminution substantielle, voire complète, de la participation demandée aux collectivités locales.

3334. — 10 janvier 1969. — **M. Poniatowski** demande à **M. le Premier ministre (jeunesse et sports)**: 1° s'il peut donner la liste des villes préfectorales de départements métropolitains disposant: a) d'une piscine couverte de 50 mètres; b) ou le cas échéant, d'une piscine couverte de 25 mètres; 2° s'il peut lui indiquer ce qu'il envisage de faire pour les villes préfectorales qui ne disposent pas de cet équipement pourtant indispensable pour que ce sport si populaire puisse se pratiquer en hiver au moins au chef-lieu de chaque département; 3° s'il ne serait pas notamment possible, en accord avec les municipalités intéressées, de prévoir un effort particulier de son ministère et une procédure accélérée pour l'équipement des villes préfectorales. Il lui signale à cet égard que la ville préfectorale de Pontoise ne dispose en hiver que d'un bassin couvert de 12,50 mètres qui ne répond en aucune manière aux besoins des nombreux pratiquants de la natation.

3346. — 11 janvier 1969. — **M. Bernard Marie** expose à **M. le ministre des affaires étrangères** qu'étant donné les événements au Moyen-Orient, il approuve entièrement, comme étant la seule cohérente et logique, la position du Gouvernement et déplore que les grandes puissances en continuant leurs livraisons d'armes aux Etats concernés, contribuent à aggraver la tension qui y règne. Mais la position gouvernementale devrait avoir pour corollaire pour être complète, la garantie formelle des frontières et de la libre circulation des biens et des personnes de l'Etat d'Israël dont le chef de l'Etat n'a pas manqué à différentes reprises de souligner qu'il s'agissait d'un Etat ami dont le comportement dans de nombreux domaines a soulevé l'admiration de la quasi-totalité de la population française. Dans ces conditions, il lui demande s'il ne conviendrait pas d'explicitier sa position, sa non-formulation, dans le contexte psychologique qui règne en ce moment au Moyen-Orient, paraissant pour certains Etats concernés constituer, si l'on juge la presse de ces pays, un encouragement à une politique d'agression contre l'Etat d'Israël.

3376. — 13 janvier 1969. — **M. Dassi** demande à **M. le ministre des affaires étrangères** s'il n'envisage pas de déposer un projet de loi ayant pour but de modifier certaines dispositions de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964, portant réforme du code des pensions civiles et militaires, par les mesures suivantes: 1° maintien des bonifications de réduction d'âge acquises (civiles et militaires) à la prise d'effet de ladite loi (1^{er} décembre 1964), au même titre que pour les bonifications de dépaysement (art. L. 12); 2° classement en catégorie « B » ou active (au sens de l'article L. 24) des services effectués à compter du 1^{er} décembre 1964 par tous les fonctionnaires dans les ex-territoires de catégorie « B » (zones équatoriales ou tropicales), en raison des sujétions climatiques et des risques particuliers.

3427. — 16 janvier 1969. — **M. d'Aillères** attire l'attention de **M. le ministre des affaires étrangères** sur l'émotion que suscite dans l'opinion la poursuite de la tragédie du Biafra. Il lui demande que le Gouvernement français, confirmant la généreuse attitude déjà adoptée par notre pays sur ce problème, n'envisage pas de prendre une nouvelle initiative pour que soit trouvée une solution négociée et que se crée un mouvement de solidarité internationale qui permettrait de sauver des millions de vies humaines.

3324. — 10 janvier 1969. — **M. Leroy** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur la situation du personnel d'une entreprise de Rouen. En effet, les élus du comité d'entreprise et les délégués du personnel ont été avisés lors de la réunion du 6 janvier 1969 par le directeur général de la grave situation dans laquelle se trouve cette entreprise. A plus ou moins longue échéance, l'emploi de ses 850 salariés risque de se voir compromis à un moment où il existe un important chômage. Cette situation ne semble pas due au manque de commandes mais à un différend opposant la direction de l'entreprise à une grande partie des concessionnaires de brûleurs à mazout. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer la garantie de l'emploi des 850 salariés de l'entreprise en cause.

3326. — 10 janvier 1969. — **M. Duroméas** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur la situation du personnel d'une des plus importantes entreprises d'Indre-et-Loire. En effet, cette entreprise qui emploie 860 personnes vient de déposer le bilan. Il lui demande, alors que le carnet de commandes reste satisfaisant, quelles mesures il compte prendre pour maintenir le plein emploi des travailleurs, les avantages acquis, le pouvoir d'achat et le maintien en activité de l'entreprise.

3329. — 10 janvier 1969. — **M. Sudreau** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur les conséquences très préjudiciables qui résultent pour certains assujettis au régime obligatoire d'assurance maladie des travailleurs non salariés de l'entrée en vigueur de la loi du 12 juillet 1966. Elle entraîne pour ceux d'entre eux qui n'ont adhéré à des caisses professionnelles d'allocation vieillesse que pendant une courte période, et qui ne bénéficient, pour cette raison, que de pensions peu importantes, le versement de cotisations hors de proportion avec les ressources dont ils disposent. Du fait de leur affiliation au nouveau régime, les personnes se trouvant dans cette situation cessent, en outre, d'être couvertes par le régime de prévoyance, dans certains cas plus avantageux que le régime général, dont bénéficie leur conjoint. Elles voient ainsi non seulement augmenter le montant de leurs charges, mais diminuer l'étendue des risques couverts. Il demande s'il envisage d'apporter à l'application de la loi du 12 juillet 1966 les aménagements qui s'imposent, de manière à éviter le maintien de situations normales, aussi ouvertement contrares aux intentions du législateur.

3331. — 10 janvier 1969. — **M. Jacques Barrot** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** s'il est exact qu'une circulaire du ministère de l'éducation nationale du 26 février 1951, visant les examens médicaux des candidats à l'école normale d'instituteurs et d'institutrices, rend obligatoire plusieurs examens radiologiques pour les candidats à cette école et, dans l'affirmative, s'il ne pense pas attirer l'attention de son collègue sur le danger présenté pour les candidats à la suite de ces examens successifs. Il lui demande également si aucune liaison n'existe de façon permanente entre le ministère de l'éducation nationale et le ministère des affaires sociales depuis qu'une partie de l'hygiène scolaire a été transférée à son département.

3332. — 10 janvier 1969. — **M. Jacques Barrot** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** s'il peut indiquer : 1° quel est le montant du déficit des consultations externes à l'administration générale de l'assistance publique à Paris en 1965, 1966 et 1967 ; 2° s'il est exact que de nombreuses consultations externes des hôpitaux à Paris ne reçoivent pas de malades le samedi (d'après la presse médicale du 21 décembre 1968) ; 3° s'il n'estime pas nécessaire de procéder à une réorganisation qui permettrait de rendre service aux malades et de diminuer l'absentéisme.

3372. — 13 janvier 1969. — **M. Pierre Villon** signale à **M. le Premier ministre (fonction publique)** que 87 ouvriers de la manufacture d'armes de Châtelleraut, licenciés par suite de la fermeture de cet établissement et chômeurs depuis le 1^{er} novembre, ne bénéficient jusqu'à présent ni des allocations d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi, ni de l'Assedic, malgré des promesses formelles faites avant la fermeture par le ministre des armées et par l'administration préfectorale. Il lui demande : 1° s'il ne croit pas nécessaire de transmettre rapidement à ses services locaux les instructions d'application du décret n° 68-1130 du 16 décembre 1968 ; 2° s'il est exact qu'un décret est actuellement à l'étude pour étendre le bénéfice de l'Assedic aux ouvriers de l'Etat et, dans l'affirmative, quelle instance gouvernementale fait obstacle à la signature d'un tel décret.

3388. — 15 janvier 1969. — **M. Waldeck Rochet** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** que la situation de l'emploi ne cesse de s'aggraver dans la localité de La Courneuve, provoquant une profonde inquiétude parmi les travailleurs et la population. Dans la dernière période, et alors qu'environ 4.000 emplois avaient déjà été supprimés depuis 1960, plusieurs entreprises ont cessé leur activité. De nouvelles fermetures d'usines sont prévues. Par exemple : Liébig, Satam-Neve, Carrosseries de Levallois. A cela s'ajoutent les licenciements annoncés ou prévus dans de nombreuses entreprises (Corpet-Louvet, Moysse, Couthon, Satam-Leclerc, etc.). Le nombre total des suppressions d'emplois intervenues récemment ou prévues en 1969 s'élève à environ 2.000. Ces licenciements sont motivés par des prétextes divers. Il convient de souligner que dans certains cas, comme aux Etablissements Couthon, ils interviennent dans le cadre de violations répétées et délibérées des droits des travailleurs et de leurs organisations syndicales. Il faut constater que jusqu'ici, malgré plusieurs démarches antérieures, aucune mesure sérieuse n'a été prise pour préserver le sort des travailleurs. En conséquence, tenant compte du caractère particulier de gravité de la situation à la Courneuve, il lui demande quelles mesures il compte prendre pour : 1° empêcher les fermetures d'usines et licenciements prévus et ceux qui pourraient être annoncés ultérieurement ; 2° qu'en tout état de cause, aucun licenciement ne soit appliqué sans reclassement préalable avec maintien des avantages acquis ; 3° assurer le maintien et le développement des activités économiques de la localité ; 4° obtenir effectivement le respect par les directions d'entreprises des dispositions légales en matière de droit syndical.

3402. — 15 janvier 1969. — **Mme Chonavel** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur le licenciement, dans une entreprise des Lilas, du secrétaire de la section syndicale C. G. T. Le 23 décembre 1968, en fin de service, le secrétaire de la section syndicale a été appelé par la direction qui lui a indiqué qu'il ne faisait plus partie du personnel de l'établissement et lui remettait en même temps un chèque de 7.000 francs. L'inspecteur du travail a refusé ce licenciement, le considérant comme abusif, mais la direction refuse la réintégration de ce travailleur, alors qu'elle embauche dans le même emploi. Elle lui demande s'il n'entend pas intervenir auprès de la direction de cette entreprise pour que ce travailleur soit immédiatement réintégré, comme l'exige la loi.

3406. — 16 janvier 1969. — **M. Arnaud** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur la situation des rapatriés non salariés qui, afin de pouvoir bénéficier d'une retraite suffisante, ont cotisé à l'O. R. G. A. N. I. C. A. (organisme de prévoyance et de solidarité patronale de l'industrie et du commerce d'Algérie, créé en juillet 1953). Cet organisme, qui présentait le caractère d'une caisse de retraite complémentaire, facultative, d'initiative privée, fondée sur un régime de répartition, a, au moment de l'accession de l'Algérie à l'indépendance, signé des conventions avec différentes organisations autonomes d'assurance vieillesse des professions non salariées dont le Cavigorg, seule caisse métro-

politaine habilitée à prendre en charge les ex-adhérents d'Organica, commerçants et industriels en Algérie. Il lui demande comment s'est faite la vente des immeubles dont était propriétaire cet organisme et sur quelle base a été faite la reconversion en points métréopolitains.

3413. — 16 janvier 1969. — **M. Bouchacourt** demande à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** quel est le montant des sommes effectivement versées par le Gouvernement à chacune des cinq organisations syndicales dites représentatives (C. G. T., C. G. T.-F. O., C. F. D. T., C. F. T. C., C. G. C.) : en 1966, en 1967, en 1968 ainsi que le montant des sommes prévues pour 1969 et quelles sont les raisons de ces subventions.

3419. — 16 janvier 1969. — **M. Henry Rey** appelle l'attention de **M. le Premier ministre (fonction publique)** sur les dispositions du décret n° 68-1130 du 16 décembre 1968 prises pour l'application des mesures figurant au 1^{er} alinéa de l'article 21 de l'ordonnance n° 67-580 du 13 juillet 1967 relative aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi. L'article 21 de l'ordonnance en cause prévoit une allocation en faveur des agents civils non fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics administratifs, ainsi que des agents non titulaires des collectivités locales et des autres établissements publics administratifs lorsqu'ils sont licenciés. L'ordonnance exige seulement que les agents en cause aient été « employés de manière permanente ». L'article 2 du décret du 16 décembre 1968 prévoit que cette condition n'est remplie que si les agents ont été recrutés depuis au moins trois mois à la date de leur licenciement et à condition que ces trois mois ne constituent pas une période d'essai. Ces dispositions constituent une interprétation restrictive de la notion d'emploi permanent, c'est pourquoi il lui demande s'il entend modifier le décret en cause en supprimant cette exigence. Il lui demande également s'il compte assouplir les conditions posées à l'article 23 du même décret de telle sorte que les allocataires disposent, non plus de 48 heures mais, par exemple, de 10 jours pour signaler les changements survenus dans leur situation. Il lui demande enfin si des instructions ont été données aux différentes administrations, collectivités locales et établissements publics concernés au sujet des modalités de demandes d'allocations à présenter par les agents privés d'emploi.

3431. — 16 janvier 1969. — **M. Rossi** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur les personnes astreintes à des stages de rééducation professionnelle et qui, en raison d'une instruction ministérielle G. A. 10525 du 16 juillet 1968, ne bénéficient plus que des indemnités journalières à taux réduit alors qu'au préalable, elles bénéficiaient des indemnités complètes. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour mettre un terme à cette situation difficilement supportable par les personnes intéressées souvent chargées de famille.

3433. — 10 janvier 1969. — **M. Roucaute** expose à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** qu'un grand invalide de guerre, intransportable, expertisé à son domicile pour aggravation de ses infirmités, s'est vu refuser, en dépit de demandes formelles et répétées, la communication de la décision de l'expert avant la commission de réforme qui a traité de son cas, le privant ainsi de son droit de demander une surexpertise. Il lui demande quelle est sa doctrine en la matière et quelles dispositions réglementaires il compte prendre pour que soit réparé le dommage causé à l'intéressé.

3435. — 11 janvier 1969. — **M. Montalat** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** s'il est exact que les cours régionales des pensions soient composées de magistrats en retraite, c'est-à-dire payés à la vacation, au lieu de conseillers à la cour en fonction. Il lui demande en outre quel est le pourcentage de recours admis en faveur des mutilés par rapport aux affaires soumises à la cour régionale, et des infirmations en faveur du commissaire du Gouvernement par rapport aux appels interjetés.

3433. — 10 janvier 1969. — **M. Halbout** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** le cas d'un exploitant agricole, père de huit enfants, propriétaire d'une exploitation dont la superficie dépasse 35 hectares, qui a acquis une parcelle de 4 hectares qu'il avait en location et qui, pour cette transaction, autorisée dans le cadre de la réglementation des cumuls, se voit réclamer un droit d'enregistrement de 14 p. 100. Il lui demande s'il n'estime

pas qu'il conviendrait d'accorder les exonérations fiscales dès lors qu'il s'agit d'une majoration de superficie admise pour l'exercice du droit de préemption des preneurs, compte tenu du nombre de leurs enfants.

3339. — 11 janvier 1969. — **M. Bernard Lafay** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il ne méconnaît pas le bien-fondé des motifs qui ont conduit le Conseil général de la Banque de France, le 12 novembre 1968, à prendre la décision de limiter la progression des encours de crédits à court terme et de relever, d'une part, les taux de l'escompte ainsi que des réserves obligatoires constituées par les banques pour les dépôts à vue et pour les crédits exigibles et, d'autre part, le coefficient de retenue des effets à moyen terme qui doivent rester dans les portefeuilles bancaires. Si la défense de la valeur de la monnaie impliquait l'adoption d'une telle politique, cette action risque cependant, en l'absence de certaines corrections, de s'exercer au détriment des entreprises dont la surface financière demeure modeste et dont les activités sont, de ce fait, étroitement conditionnées par l'aide qu'est susceptible de leur consentir le secteur bancaire. Or, il est manifeste que l'acuité des événements sociaux survenus en 1968 a conféré à cette aide un caractère très impérieux — voire vital — pour nombre de petites et moyennes entreprises. Les mesures qui ont été arrêtées le 12 novembre 1968 compromettent grandement les possibilités qui s'offraient aux banques pour apporter un concours financier efficace aux entreprises en cause, dont les trésoreries se trouvent de la sorte menacées. Dans le sens des assouplissements à apporter à la politique d'encadrement du crédit, une modulation des plafonds d'escompte en fonction des augmentations du chiffre d'affaires serait une initiative des plus salutaires. A défaut de cet aménagement, les entreprises qui ont fait des efforts exceptionnels pour développer leurs activités, se trouveraient dans l'impossibilité d'honorer leurs engagements et seraient vouées à une véritable asphyxie. Les conditions de remboursement des avances exceptionnelles de trésorerie octroyées aux entreprises au titre du décret n° 68-540 du 11 juin 1968 en vue de faciliter la reprise de l'activité économique devraient être simultanément reconsidérées. Eu égard aux incidences des décisions prises le 12 novembre 1968, les échéances de ces remboursements peuvent s'avérer dans bien des cas trop rapides et il serait équitable que les entreprises rencontrant des difficultés financières particulières pussent bénéficier d'une prolongation des délais auxquelles elles sont présentement astreintes. Il lui demande s'il peut l'informer des dispositions qu'il compte prendre pour concilier, dans l'esprit des suggestions qui précèdent, les impératifs de la conjoncture économique et financières avec le souci de conserver aux entreprises des possibilités réelles de productivité, d'expansion et de compétitivité.

3343. — 11 janvier 1969. — **M. Delhalle** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation des instituteurs, maîtres itinérants d'école annexe recrutés parmi les meilleurs maîtres du département, titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions de maître d'application, leur rôle est de visiter les jeunes instituteurs suppléants et remplaçants d'une circonscription afin de leur donner la formation pédagogique que les élèves-maîtres reçoivent à l'école normale dans les classes d'application ou dans les écoles annexes. Ces maîtres itinérants d'école annexe (M.I.E.A.) ne sont pas attachés à une école communale et aucune municipalité ne peut leur offrir un logement de fonction ou leur verser l'indemnité compensatrice de logement. Une circulaire du ministère de l'éducation nationale datée du 19 janvier 1961 avait d'ailleurs prévu que ces maîtres « conserveront bien entendu le droit au logement ou, à défaut, l'indemnité compensatrice ». La même circulaire engageait les inspecteurs d'académie « à rechercher sur le plan départemental toutes les solutions qui peuvent s'offrir dans ce domaine, et plus particulièrement, à examiner la possibilité, en accord avec les préfets, de nommer ces maîtres en surnombre aux écoles annexes des écoles normales et de faire prendre en charge par le département l'indemnité de logement ». Dans le département de l'Aube, l'inspecteur d'académie a obtenu facilement l'accord du préfet et du conseil général pour faire prendre en charge par le département l'indemnité de logement, mais le trésorier payeur général s'est opposé à cette solution en raison d'instructions émanant de la direction de la comptabilité publique. Une intervention faite auprès du ministère de l'économie et des finances n'a obtenu pour réponse qu'un rappel des dispositions du décret du 21 mars 1922, lequel prévoit que l'indemnité compensatrice de logement des instituteurs est une indemnité à caractère communal à la charge de la commune où le bénéficiaire exerce des fonctions d'enseignement. Cette réponse conclut que les instituteurs itinérants n'exerçant pas de fonctions effectives d'enseignement dans une commune déterminée, mais ayant une charge de formation pédagogique dans le cadre départemental, aucun versement d'indemnité représentative de logement ne peut être effectué en leur faveur. Cette réponse

ne peut être considérée comme satisfaisante, car elle tend à pénaliser des instituteurs qui sont choisis en fonction de leur compétence. Il lui demande s'il entend, en accord avec son collègue **M. le ministre de l'éducation nationale**, réexaminer la position qu'il a prise à ce sujet afin que soit réglée de manière équitable la situation de ces enseignants.

3345. — 11 janvier 1969. — **M. Lebas** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en matière de T.V.A., la loi du 29 novembre 1968 par son article 4 supprime le régime des acomptes provisionnels qui existait depuis de nombreuses années. Par ce régime, les entreprises petites, moyennes ou même importantes, avaient la possibilité de déclarer et de verser mensuellement ou trimestriellement un chiffre prévisionnel de taxes sur le chiffre d'affaires (lorsqu'il y avait plusieurs taxes existantes, notamment la T.V.A., la T.P.S. et la taxe locale). Depuis le 1^{er} janvier 1968, les mêmes entreprises effectuaient ces déclarations « à valoir » sur la T.V.A. En fin d'exercice, l'entreprise — ou son conseil — sous sa propre responsabilité, devait établir une régularisation avec « liquidation » qui faisait ressortir les taxes réellement dues d'une part, et les acomptes provisionnels versés, d'autre part. En cas d'une insuffisance d'au moins 20 p. 100, il y avait pénalité de 50 p. 100 en majoration des taxes dues. Ceci incitait les entreprises à rester dans des chiffres d'acomptes provisionnels raisonnables et souvent supérieurs à la réalité de façon à éviter la majoration précitée. Ce régime était très simple et très pratique : tant pour les entreprises elles-mêmes que pour l'administration des contributions indirectes. Il avait le mérite d'être plus rapide puisque chaque mois ou chaque trimestre, il n'y avait plus de calculs à faire et le versement était automatique pendant toute l'année. Le Trésor n'en souffrait aucunement pour les motifs indiqués plus haut. Les nouvelles dispositions de la loi du 29 novembre 1968 supprimant ce régime, vont placer grand nombre d'entreprises petites ou moyennes devant des difficultés mensuelles de calculs, de récupération, surtout lorsqu'elles ont une exploitation comportant plusieurs branches d'activités. Il lui demande quels sont les motifs qui ont pu pousser à une telle décision, laquelle ne paraît répondre ni aux intérêts bien compris des contribuables, ni à ceux légitimes de l'administration des finances en général. Il serait souhaitable que soit permise la reprise du système des acomptes provisionnels qui donnait satisfaction à toutes les parties en cause. Le fait de dire que désormais l'acompte pourra être provisionnel pour un mois, à condition d'être régularisé le mois suivant, ne correspond à aucune réalité pratique, ce qui ne peut que mécontenter les usagers (contribuables et administration). Il lui demande s'il peut lui indiquer ce qu'il compte faire pour remédier à cette situation et ce, dans l'intérêt général bien compris.

3352. — 11 janvier 1969. — **M. Léo Hamon** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les négociants en métaux non ferreux, qui ne sont pas assujettis à la T.V.A., ne peuvent évidemment pas récupérer cette taxe. Ils en subissent cependant la charge sur leurs moyens de transports (achat de camions, par exemple), alors que s'ils réalisaient eux-mêmes la refonte des métaux, leurs affaires seraient admises en suspension de T.V.A., laquelle deviendrait récupérable. En conséquence, il lui demande s'il ne croit pas pouvoir admettre, pour les petits commerçants mis dans l'impossibilité de récupérer cette taxe, une compensation, ou une suspension de la T.V.A. pour l'achat des moyens de transports et autres outillages nécessaires à l'exercice de leur industrie.

3353. — 11 janvier 1969. — **M. Benoit** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la loi de 1940 modifiée le 24 mai 1951 qui fait obligation aux employeurs de régler les salaires et traitements supérieurs à 1.000 francs, soit par virement postal, bancaire ou chèque barré. La S.N.C.F., en vertu de cette loi, oblige le personnel qui perçoit un traitement supérieur à 1.000 F à ouvrir un compte bancaire ou postal. Des cheminots ont demandé que leurs salaires soient virés dans une caisse d'épargne. La S.N.C.F. refuse de faire droit à cette demande, car, paraît-il, des dispositions légales empêchent de le faire. Il lui demande : 1° quelles sont les dispositions légales qui empêchent le virement du salaire d'un cheminot à son compte à la caisse d'épargne, car les retraites peuvent être virées dans une caisse d'épargne et cet organisme peut également effectuer divers règlements, à la demande des épargnants comme les banques et les chèques postaux le font ; 2° dans le cas où un obstacle existerait pour ce mode de règlement, s'il n'estime pas devoir le lever pour que les traitements du personnel en activité de la S.N.C.F. puissent être virés dans les caisses d'épargne, comme cela se fait actuellement pour les retraites.

3358. — 11 janvier 1969. — **M. Pierre Lagorce** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'au sein des divers syndicats de pêche aux engins, les pêcheurs professionnels, détenteurs

d'une licence de grande pêche, sont assujettis à la sécurité sociale sous l'appellation de pêcheurs en eau douce, cotisent aux allocations familiales et acquittent en conséquence leurs forfaits aux contributions directes, pour exercer, en règle avec la loi, leur métier et vendre le produit de leur pêche. Par contre, certains pêcheurs amateurs pratiquent les mêmes pêches sans supporter aucune des charges énumérées plus haut et vendent aussi le produit de leur pêche, concurrençant ainsi facilement les véritables professionnels et leur portant un préjudice certain. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour préserver les intérêts des pêcheurs professionnels qui, sans vouloir s'opposer à la pratique de la pêche par des amateurs, aimeraient ne pas se voir concurrencer par eux dans l'exercice de leur métier, au mépris du principe de l'égalité de tous devant la loi.

3364. — 11 janvier 1969. — **M. Alduy** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, de par l'article L. 50 du code des pensions civiles et militaires de retraite, le veuf doit justifier d'une infirmité ou maladie incurable le rendant définitivement incapable de travailler pour bénéficier de la pension de réversion de son épouse. Or, l'article L. 39 admet que la pension de veuve soit toujours à jouissance immédiate sauf conditions d'antériorité du mariage. Il lui demande si, dans un souci d'équité, il ne pourrait pas envisager : 1° d'accorder la réciprocité du droit à la réversion de la moitié du montant de la pension du retraité civil ou militaire, au conjoint survivant ; 2° de maintenir les avantages acquis en ce qui concerne la jouissance des pensions de retraite des femmes fonctionnaires mères de un ou deux enfants qui, pour quelque temps encore, peuvent quitter leur emploi et percevoir immédiatement leur pension un an ou deux avant 60 ans.

3374. — 13 janvier 1969. — **M. Jean Favre** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que, bien que le Gouvernement tienne à contenir la montée des prix et demande aux industriels, commerçants et artisans de faire des efforts et de limiter les hausses, tous les secteurs économiques voient leurs charges augmenter. Les artisans sont particulièrement touchés par l'augmentation des cotisations de l'assurance obligatoire vieillesse comme par celle de la T.V.A., hausse qui les frappe en ce début d'année 1969. Dans ce contexte peu favorable à l'artisanat surtout et au petit commerce, il lui demande s'il est exact que des ordres ont été donnés aux directions des impôts afin d'obtenir une augmentation de 20 p. 100 de tous les forfaits.

3377. — 13 janvier 1969. — **M. Ollivro** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'en application de l'article 81, 2°, du code général des impôts, les majorations de retraite ou de pension pour charges de famille sont affranchies de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Il lui signale que le régime de retraite des cadres et certains régimes de retraites complémentaires comportent des majorations de points de retraite pour charges de famille, dont le pourcentage varie selon le nombre d'enfants qui ont été élevés. Il lui demande si ces majorations de retraite ne doivent pas être affranchies de l'impôt, en application de l'article 81, 2°, du code général des impôts.

3378. — 14 janvier 1969. — **M. Robert Fabre** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation des éleveurs fournissant en animaux de boucherie les hôpitaux de l'assistance publique de Paris. Ces établissements hospitaliers n'étant pas assujettis à la T.V.A., leurs fournisseurs ne peuvent récupérer cette taxe et se trouvent ainsi lésés par rapport à ceux qui commercialisent leurs animaux de boucherie par d'autres voies. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette injustice.

3379. — 14 janvier 1969. — **M. Maurice Faure** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** si les actes suivants sont des partages testamentaires ou des testaments ordinaires contenant un partage : 1° acte par lequel le testateur a divisé ses biens entre ses descendants en léguaire à chacun de ceux-ci des biens déterminés ; 2° acte par lequel le testateur a divisé ses biens entre ses descendants et un ascendant ; 3° acte par lequel le testateur a divisé ses biens entre sa femme et ses enfants ; 4° acte par lequel le testateur a divisé ses biens entre ses enfants et un héritier collatéral ; 5° acte par lequel le testateur a divisé ses biens entre ses enfants et un légataire quelconque.

3389. — 15 janvier 1969. — **M. Christian Bonnet**, se fondant sur l'article 1^{er} de la loi du 22 juin 1967, expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les conditions qui ont présidé à l'aménagement du Théâtre de la Ville apparaissent si aberrantes de par la disparité entre le montant du devis initial et le coût définitif de l'opération, d'une part, et les espoirs placés dans ces aménagements et les résultats obtenus, d'autre part, qu'une enquête de la Cour des comptes semble indispensable à beaucoup de ceux qui sont comptables de l'utilisation des deniers publics. Il lui demande s'il est résolu, de son côté, à faire — par ce moyen — toute la lumière sur des méthodes dont la lourde incidence financière sur le budget de la ville de Paris paraît appeler de sa part les plus expresses réserves dans une période d'austérité.

3392. — 15 janvier 1969. — **M. Bernard Lafay** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les conditions qui président actuellement à la fixation du nombre de parts à prendre en considération pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques. Ces parts varient en fonction de la situation personnelle du contribuable et des charges familiales qu'il doit assumer. En ce qui concerne ces dernières, il est à noter qu'elles ne peuvent être constituées, aux termes de l'article 196, 1° et 2° du code général des impôts, que par les enfants qui, n'ayant pas de revenus distincts de ceux servant de base à l'imposition du contribuable sont âgés de moins de 21 ans ou de moins de 25 ans s'ils poursuivent leurs études, sont infirmes, quel que soit leur âge, ou accomplissent leur service militaire légal, même s'ils ont plus de 25 ans. Les ascendants qui habitent exclusivement sous le toit du contribuable et qui sont à sa charge effective n'entrent donc pas en ligne de compte pour la détermination du nombre des parts qui divisent les revenus imposables, sauf dans le cas où le contribuable est une femme seule dont le revenu imposable annuel ne dépasse pas 8.000 francs et où les ressources de chacun des ascendants demeurent inférieures à 2.000 francs par an. Il est manifeste que ces exigences n'offrent qu'une portée des plus réduites aux dispositions qui permettent de considérer, du point de vue fiscal, que des ascendants sont à charge. Elles devraient être largement assouplies lorsque les ascendants ne disposent pour toute ressource que des avantages minimums de vieillesse et constituent ainsi une charge effective pour le contribuable sous le toit duquel ils habitent exclusivement. Il lui demande de lui faire connaître s'il envisage à la faveur de l'élaboration du projet de loi portant réforme du régime de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, de tenir compte des observations qui précèdent, et dont la prise en considération améliorerait les conditions dans lesquelles sont satisfaites les obligations qui incombent aux enfants vis-à-vis de leurs ascendants, en vertu du code civil.

3395. — 15 janvier 1969. — **M. René Lamps** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'à diverses reprises et notamment par lettre du 25 septembre 1968, le ministre de l'agriculture a demandé l'extension à l'ensemble des fonctionnaires de catégorie B de son département ministériel et des établissements publics en relevant — qui avaient été classés en échelle B, type en application du décret du 27 février 1961 — de la bonification d'ancienneté de 18 mois obtenue par les agents des administrations financières, de l'aviation civile, des postes et télécommunications et des préfectures. Il lui demande s'il peut lui faire connaître la suite réservée en particulier à l'intervention précitée ou de lui indiquer, le cas échéant, les raisons pour lesquelles il estimerait ne pas devoir étendre cette bonification aux fonctionnaires de catégorie B du ministère de l'agriculture.

3407. — 16 janvier 1969. — **M. Blary** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur le fait qu'à la suite des constantes modifications intervenues dans la législation économique et fiscale, les commerçants et industriels reçoivent de leurs fournisseurs des factures et relevés de compte jusqu'au 15 et même 20 janvier. Le décal subsistant entre le moment où leur sont remis les documents comptables de fin d'exercice et le 31 janvier, date prévue pour le dépôt des déclarations modèle 951, s'en trouve de ce fait si raccourci qu'il ne permet plus de préparer les renseignements devant être reproduits sur les imprimés. Par ailleurs, une circulaire administrative (note n° 189 C. D. du 24 décembre 1968) prolonge jusqu'au 20 février inclus la date limite impartie pour satisfaire aux obligations qui devaient échoir en janvier en matière de taxe sur les salaires. La taxe sur les salaires de l'année 1968 et les régularisations découlant de la suppression de la taxe au 30 novembre devant figurer à la ligne e du paragraphe 4 de la formule 951, il s'ensuit qu'il est matériellement impossible de

compléter ce paragraphe pour la date initialement prévue au 31 janvier. Dans ces conditions, il lui demande s'il envisage de reporter au 20 février la date limite de dépôt des déclarations modèle 951.

3408. — 16 janvier 1969. — **M. Charles Signon** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il a bien voulu répondre au *Journal officiel* du 20 décembre à sa question écrite du 17 octobre 1968, sous le n° 1765, concernant l'évolution des bénéfices réels et des bénéfices forfaitaires de 1958 à 1966. Grâce à ces chiffres, il est facile de constater que l'augmentation des bénéfices réels a été beaucoup plus faible que l'augmentation des bénéfices forfaitaires et ce mouvement doit s'être accentué en 1967 et 1968. Dans ces conditions, il lui demande s'il a l'intention de donner des instructions à ses services pour que les pratiques de rehaussement systématique des forfaits soient abandonnées à l'occasion des renouvellements de 1969.

3412. — 16 janvier 1969. — **M. Cousté** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur la situation des salariés qui souvent aidés par leur entreprise grâce au 1 p. 100 patronal et utilisant les prêts spéciaux à la construction font l'effort parfois considérable d'accéder à la propriété d'un logement pour loger convenablement leur famille. Les intéressés s'endettent parfois lourdement, mais ont l'avantage de n'avoir plus de loyer à payer et peuvent déduire pendant 10 ans, dans certaines limites, de leur revenu imposable à l'I. R. P. P., les intérêts des sommes empruntées. Il arrive cependant souvent que ces salariés, lorsqu'ils appartiennent à une entreprise importante, soient mutés dans une autre ville pour exercer leur activité dans une autre usine de l'entreprise qui les emploie. Pour se loger dans la ville de leur nouvelle affectation les intéressés peuvent envisager de vendre le logement dont ils sont propriétaires et acheter un autre logement dans la ville où ils ont un nouvel emploi. Si la mutation des intéressés se fait de Paris vers la province, cette solution est possible, elle est même parfois avantageuse en raison du fait que les logements en province sont généralement moins chers que les logements équivalents à Paris. Dans le cas plus fréquent où l'entreprise appelle la personne qu'elle emploie à Paris, la différence des prix des logements est telle que l'achat d'un nouveau logement excède souvent les possibilités financières du salarié muté. L'intéressé loue alors son appartement de province et prend en location un appartement à Paris, mais dans ce cas la différence des prix de loyer, surtout s'il s'agit de loyers libres qui sont pratiquement les seuls disponibles, est importante et le salarié pour un logement de même consistance verse à Paris un loyer bien supérieur à celui qu'il peut retirer de son logement de province. En outre, son loyer de province est considéré comme un revenu imposable à l'I. R. P. P. et il ne peut plus déduire les intérêts des sommes empruntées pour son acquisition. En somme, les salariés se trouvant dans cette situation sont lourdement pénalisés par une imposition sur les loyers qu'ils tirent de leurs logements qui ne constituent pas en fait, une amélioration de leur situation et de leur revenu. Il lui demande s'il envisage une modification de l'article 156-II 1° bis du C. G. I. de telle sorte que les propriétaires puissent continuer à déduire directement de leur revenu global pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, les intérêts des emprunts contractés pour l'acquisition d'un logement, même lorsqu'ils ont dû, pour des raisons professionnelles louer celui-ci pour résider dans une autre ville en occupant un logement en location.

3416. — 16 janvier 1969. — **M. Peyret** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'il a eu connaissance de la suppression de certaines recettes buralistes rurales. Ces suppressions sont extrêmement regrettables car pour obtenir les documents nécessaires au transport des grains ou des vins, à l'échange blé-pain ou pour l'exercice du droit de distillation des bouilleurs de cru, les intéressés doivent se déplacer au moins jusqu'au chef-lieu de canton où se trouve la nouvelle recette buraliste la plus proche. Il lui demande s'il peut lui dire les raisons pour lesquelles ces suppressions ont eu lieu. Il souhaiterait en particulier connaître les recettes buralistes rurales qui ont été supprimées dans le département de la Vienne et lui demande s'il entend faire étudier à nouveau ce problème afin qu'elles puissent être maintenues.

3418. — 16 janvier 1969. — **M. Henry Rey** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les opérations de réparations et de transformations portant sur des bâtiments de sport et de plaisance deviennent imposables à la T. V. A. au taux de 15 p. 100

à compter du 1^{er} janvier 1969. Antérieurement, ces opérations, sous réserve de l'observation des prescriptions réglementaires, bénéficiaient de l'exonération. En ce qui concerne les opérations de réparations ou transformations réalisées et terminées avant le 1^{er} janvier 1969, facturées au plus tard au 31 décembre 1968, mais payées par le client en 1969, aucune disposition transitoire n'a, à ce jour, été prévue par l'administration. Il en résulte que ces opérations seront soumises au régime d'imposition applicable à la date où intervient le fait générateur de la taxe. Or, pour ce qui concerne les prestations de services, le fait générateur de la T. V. A. c'est l'encaissement. Dans ces conditions, le réparateur qui a établi une facture en 1968, en exonération de T. V. A. (cette taxe n'était pas due, il n'avait pas à la facturer), mais qui n'est payée qu'en 1969, se verra dans l'obligation d'acquiescer la T. V. A. au taux de 15 p. 100 bien qu'il n'ait pas facturé cette taxe. Une solution satisfaisante a été admise par le ministère de l'économie et des finances dans un cas analogue et dans le cadre des mesures transitoires prises pour l'application des nouveaux taux de la T. V. A. en matière de prestations de services: les prestations de services réalisées avant le 26 novembre 1968 demeurent soumises au taux de la T. V. A. en vigueur à cette date lorsque les conditions ci-après seront remplies: 1° la facturation a été faite à la date du 30 novembre 1968 au plus tard; 2° le prix des services sera compris dans la déclaration des affaires imposables relatives au mois de décembre 1968, quelle que soit la date de l'encaissement. Il suffirait dans le cas des chantiers navals que la même décision soit prise en remplaçant les dates du 26 novembre 1968 et du 30 novembre 1968 par la date du 31 décembre 1968. Il lui demande s'il envisage de prendre la décision ainsi suggérée.

3420. — 16 janvier 1969. — **M. Tomasini** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que répondant à la question écrite n° 7131 (réponse J. O. Débats A. N. du 19 avril 1968, page 1148) il disait que le problème du remboursement des emprunts extérieurs russes avait évoqué à de très nombreuses reprises auprès des autorités soviétiques, notamment lors des négociations ayant abouti à la signature, à Paris, le 30 octobre 1964, de l'accord commercial à long terme franco-soviétique. Il lui demande si à l'occasion de la réunion à Paris de la grande commission qui a pris un certain nombre de mesures dans le domaine de la collaboration économique, industrielle et technique entre la France et l'U. R. S. S., la question des emprunts russes a été évoquée à nouveau. Si tel n'est pas le cas, il lui demande si le Gouvernement envisage de nouvelles interventions à cet égard.

3426. — 16 janvier 1969. — **M. Dehen** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les plus-values de cession sont comptées dans les bénéfices imposables pour la perception de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en vertu de l'article 152 du C. G. I., et qu'elles font l'objet d'une disposition particulière exceptionnelle dans un cas déterminé, les taxant exclusivement au taux de 6 p. 100. En cet état de la législation, il semble bien: 1° que la loi, par une disposition libre et autoritaire, incorpore les plus-values de cession dans les bénéfices imposables, pour soumettre les unes et les autres à une même taxation, mais sans vouloir ni pouvoir changer la nature des choses, les prix et indemnités constituant par leur nature des capitaux et non des revenus. Si les plus-values de cession avaient la nature de bénéfices imposables par elles-mêmes, la disposition ci-dessus de l'article 152 du C. G. I. n'aurait pas eu de raison d'être; 2° que la taxe de 6 p. 100 soit exclusive de toute autre taxe comme de toute majoration, dans le cas visé. L'article 15 de la loi n° 68-695 du 31 juillet 1968 frappe de certaines majorations les « cotisations des contribuables soumis à l'I. R. P. P. au titre des revenus de 1967 ». C'est un principe de droit naturel et d'application constante que toute disposition légale d'exception, en droit fiscal comme en droit civil, est d'interprétation stricte et ne peut être étendue ou écartée simplement par une assimilation générale, un raisonnement ou une conséquence, sans une autre disposition légale expresse et explicite. 1° La loi du 31 juillet 1968 ne paraît pas contenir de disposition particulière incorporant les plus-values de cession dans les bénéfices imposables, pour l'application des majorations de taxe; il s'ensuit que la disposition extraordinaire de l'article 152 du C. G. I. s'applique seulement aux assujettis à l'impôt sur le revenu ordinaire affectant les bénéfices *stricto sensu*, parce que n'ayant pas été reproduite dans ladite loi du 31 juillet 1968. 2° Elle n'a pas abrogé par une disposition expresse et explicite le caractère exclusif de la taxe de 6 p. 100. Il lui demande s'il n'estime pas, en conséquence, que les majorations de taxe étendues aux plus-values de cession, par interprétation, ne viennent pas en violation de la loi: 1° en ajoutant au silence de l'article 15 de la loi du 31 juillet 1968 sur les plus-values de cession; 2° en méconnaissant le caractère exclusif (de la taxe de 6 p. 100) fixé par l'article 200 du C. G. I.

3428. — 16 janvier 1969. — **M. Frys**, au moment où le maintien de la parité du franc, la défense de la monnaie et l'expansion vont dépendre principalement de l'équilibre de la balance entre l'argent reçu en paiement des exportations et les francs versés pour les importations, où sans cet équilibre il n'y aura pas de possibilité de réaliser l'indispensable Marché commun, attire l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur : 1° la fréquente ignorance des acheteurs sur l'origine de nombreuses marchandises proposées à la vente sans indication ou avec une présentation peu apparente du « Made in... » ; 2° l'intérêt de mesures à prendre pour indiquer le Made in... sur les publicités de marques et l'indication de nationalité des publicités de sociétés de services insérées dans la presse ; 3° l'intérêt évident d'une campagne nationale d'information sur le thème « Acheter plus de marchandises importées que nous en exportons c'est être contre le Marché commun ». Il lui demande quelles mesures il compte prendre à ce sujet.

3425. — 16 janvier 1969. — **M. Alban Voisin** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les agriculteurs assujettis à la T. V. A. disposent actuellement d'un délai de 25 jours pour l'apurement de leurs comptes trimestriels. Ce délai s'avère insuffisant du fait que les organismes professionnels chargés d'effectuer les comptabilités (centres de gestion) ne disposent pas du temps nécessaire à la production des comptes. Il lui demande s'il envisage de porter ce délai de production à 35 jours, sinon 30. Il lui demande aussi, s'il est légal, que, pour des raisons d'ordre et de commodité, les comptables du Trésor, établissent une liste par ordre alphabétique des assujettis, et ramènent le délai de paiement (déjà insuffisant) à 15 ou 20 jours selon leur classement alphabétique, et pénalisent en cas de retard sur ce nouveau délai, arbitrairement fixé et cependant inférieur à 25 jours.

3342. — 11 janvier 1969. — **M. Delhalle** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation des instituteurs, maîtres itinérants d'école annexe. Recrutés parmi les meilleurs maîtres du département, titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions de maître d'application, leur rôle est de visiter les jeunes instituteurs suppléants et remplaçants d'une circonscription afin de leur donner la formation pédagogique que les élèves-maîtres reçoivent à l'école normale dans les classes d'application ou dans les écoles annexes. Ces maîtres itinérants d'école annexe (M. I. E. A.) ne sont pas attachés à une école communale et aucune municipalité ne peut leur offrir un logement de fonction ou leur verser l'indemnité compensatrice de logement. Une circulaire du ministère de l'éducation nationale datée du 19 janvier 1961 avait d'ailleurs prévu que ces maîtres « conserveront bien entendu le droit au logement ou, à défaut, l'indemnité compensatrice ». La même circulaire engageait les inspecteurs d'académie « à rechercher sur le plan départemental toutes les solutions qui peuvent s'offrir dans ce domaine et plus particulièrement à examiner la possibilité, en accord avec les préfets, de nommer ces maîtres en surnombre aux écoles annexes des écoles normales et de faire prendre en charge par le département l'indemnité de logement ». Dans le département de l'Aube, l'inspecteur d'académie a obtenu facilement l'accord du préfet et du conseil général pour faire prendre en charge par le département l'indemnité de logement, mais le trésorier-payeur général s'est opposé à cette solution en raison d'instructions émanant de la direction de la comptabilité publique. Une intervention faite auprès du ministère de l'économie et des finances n'a obtenu pour réponse qu'un rappel des dispositions du décret du 21 mars 1922, lequel prévoit que l'indemnité compensatrice de logement des instituteurs est une indemnité à caractère communal à la charge de la commune où le bénéficiaire exerce des fonctions d'enseignement. Cette réponse conclut que les instituteurs itinérants n'exerçant pas de fonctions effectives d'enseignement dans une commune déterminée, mais ayant une charge de formation pédagogique dans le cadre départemental, aucun versement d'indemnité représentative de logement ne peut être effectué en leur faveur. Cette réponse ne peut être considérée comme satisfaisante, car elle tend à pénaliser des instituteurs qui sont choisis en fonction de leur compétence. Il lui demande s'il entend intervenir auprès de son collègue **M. le ministre de l'économie et des finances** de façon à faire modifier la position prise par celui-ci de telle sorte que soit réglée de manière équitable la situation de ces enseignants.

3366. — 11 janvier 1969. — **M. Carpentier** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur la situation à l'école normale supérieure de Saint-Cloud. A plusieurs reprises, la direction, le personnel et les élèves ont attiré son attention sur les difficiles conditions de travail et d'études à l'école. La situation devrait sensiblement s'améliorer au cours de l'année 1969 grâce

à la construction, en bordure du parc de Saint-Cloud, sur un terrain mis à la disposition du ministère de l'éducation nationale, d'un centre audio-visuel, d'une bibliothèque, centre de documentation. Il semble que l'inscription des crédits relatifs à ces constructions ait été, pour l'instant différée. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour faire inscrire les crédits précités au budget 1969, afin que l'école normale supérieure de Saint-Cloud puisse enfin bénéficier de conditions de travail et d'études normales, pour pouvoir participer à l'effort de rénovation pédagogique, en particulier en matière de formation des maîtres et de recherche pédagogique (moyens audio-visuels, enseignement programmé, etc.).

3371. — 13 janvier 1969. — **M. Berthelot** fait connaître à **M. le ministre de l'éducation nationale** que le ministre des armées répondant à une lettre de **M. le maire de Saint-Denis** a indiqué que la grande caserne de Saint-Denis était remise dans sa totalité, à la disposition de **M. le ministre de l'éducation nationale**. Le transfert matériel des lieux devant intervenir, semblerait-il, avant l'été 1969, il lui demande s'il peut faire connaître à quels services de son département la grande caserne de Saint-Denis sera affectée.

3391. — 15 janvier 1969. — **M. Roger Roucaute** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** l'émotion créée dans la population de La Vernarède (Gard) et des environs, à la suite de la décision de suppression du C. E. G., envisagée pour la prochaine rentrée scolaire. En raison de la situation géographique de cette région et du fait que près de 80 élèves fréquentent ce C. E. G., cette suppression entraînerait de grandes difficultés de scolarisation des élèves et de graves conséquences financières pour les modestes ressources des parents. Il lui demande s'il compte surseoir à l'application de cette décision de suppression et maintenir en activité le C. E. G. de La Vernarède.

3399. — 15 janvier 1969. — **M. Nilès** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les conditions de fonctionnement de l'annexe du lycée « Eugène-Delacroix » à Noisy-le-Sec. Cet établissement accueille actuellement 995 élèves. Sa construction commencée en 1961 n'est toujours pas achevée. Un bâtiment pédagogique de 1.200 places, les logements du personnel, deux gymnases et les installations sportives restent à édifier. Aux difficultés de fonctionnement résultant de cet état de fait, s'ajoute le manque de professeurs. C'est ainsi que depuis la rentrée scolaire 1968, plusieurs classes notamment des classes de 4^e sont privées de professeurs de français. Il lui demande : 1° s'il peut lui fournir des précisions concernant l'achèvement des travaux de construction de cet établissement ; 2° quelles sont les mesures envisagées pour pourvoir à la totalité des postes de professeurs.

3421. — 16 janvier 1969. — **M. Tomasini** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** que les épreuves et coefficients du baccalauréat de 1969, précisés par le décret n° 68-1007 et l'arrêté du 20 novembre 1968 (*Journal officiel* des 21 et 22 novembre 1968), traduisent une diminution de l'importance des matières scientifiques par rapport aux matières littéraires pour les élèves ayant choisi la série « D » (mathématiques et sciences de la nature). En effet, la somme des coefficients, des épreuves écrites et orales, antérieurement fixée à 12 pour les disciplines scientifiques, et à 8 pour les littéraires, a été établie à 10 dans l'un et l'autre cas. Il en résulte, pour les élèves ayant une vocation plus scientifique que littéraire, une évidente pénalisation. Par ailleurs, et inversement les élèves se destinant à des carrières littéraires se voient imposer une culture mathématique, qu'ils ne désirent pas. L'obtention du baccalauréat 1969, série « D », apparemment destiné à ouvrir des débouchés vers les carrières scientifiques, aboutissant au résultat paradoxal de donner aux élèves doués en français et en histoire-géographie autant de chances qu'à ceux doués en physique et sciences naturelles, d'entrer dans les facultés de sciences, il lui demande s'il n'estime pas devoir faire procéder à un réexamen des coefficients prévus par les textes précités afin de restituer à la section « D », Mathématiques et sciences naturelles, son caractère scientifique.

3422. — 16 janvier 1969. — **M. Tomasini** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur les modifications importantes apportées aux programmes de certaines classes, notamment celles de 6^e et de seconde, celles-ci devant entrer en application dès la rentrée 1969. Il lui expose à cet égard que, s'agissant notamment des programmes de 6^e, les deux circulaires du 19 septembre 1968 et celle du 17 octobre 1968 relatives à l'enseignement du français et de la biologie, n'ont été publiées que dans le B. O. E. N. n° 1 du 2 janvier 1969. Bien qu'en principe les chefs d'établisse-

ment aient été informés avant le 15 octobre 1968 de la teneur de ces circulaires, il apparaît que les enseignants n'ont pas eu de temps suffisant pour s'adapter aux orientations nouvelles prévues par ces textes. Par ailleurs, en ce qui concerne les programmes de la classe de seconde, la circulaire publiée au B. O. E. N. du 21 novembre 1968 a apporté également des modifications importantes, en particulier au sujet de l'enseignement des mathématiques étant entendu qu'il s'agit de mathématiques d'un type nouveau, mis au point par la commission Lichnerowicz. Là encore, les professeurs n'ont pas, dans la grande majorité des cas, eu le temps et les moyens de se « recycler », c'est-à-dire d'étudier ce qu'ils sont censés enseigner dès à présent. Il lui demande en conséquence si, malgré les assouplissements dans le choix des programmes et les aménagements susceptibles d'y être apportés et ayant fait l'objet d'une circulaire adressée le 13 novembre 1968 aux recteurs, inspecteurs d'académie et chefs d'établissement, il ne pourrait pas prévoir des mesures transitoires nouvelles, pour l'année scolaire 1969-1970, ayant pour objet de laisser aux professeurs le temps nécessaire à une préparation aussi parfaite que possible à l'enseignement qu'ils devront dispenser.

3351. — 11 janvier 1969. — **M. Léo Hamon** expose à **M. le ministre de l'équipement et du logement** qu'aux termes de la loi du 9 avril 1898 et du décret n° 66-568 du 30 juillet 1966, les chambres de commerce et d'industrie ont vocation de « promouvoir le développement industriel et commercial ainsi que l'équilibre des diverses formes d'activité économique » et qu'il apparaît dans ces conditions indispensable que les chambres de commerce et d'industrie soient associées à la détermination des équipements nécessaires dans les villes nouvelles ou les agglomérations en voie d'expansion. Il lui demande dans ces conditions s'il ne croit pas utile de prescrire que les chambres de commerce et d'industrie seront obligatoirement consultées sur les projets d'équipement commercial et industriel avec des délais d'examen suffisants pour leur permettre de se prononcer en connaissance de cause.

3382. — 14 janvier 1969. — **M. Garcin** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur la situation extrêmement grave et parfois dramatique de plusieurs centaines de familles de la « Clé des Champs » à Aubagne, et de « L'Altitude 150 » à Saint-Antoine, Marseille, ainsi que celle des 400 travailleurs employés sur ces chantiers, toutes victimes des agissements d'un promoteur véreux. Ce scandale immobilier vient d'aboutir à la liquidation des biens de la S. E. R. (Société d'études et de recherches) par décision du tribunal de commerce de Marseille en date du 3 janvier 1969. Il souligne qu'il a alerté depuis plusieurs mois les autorités administratives devant les menaces qui pesaient sur ces constructions, que les travailleurs, par leur comité d'entreprise, avaient multiplié leurs efforts pour qu'une solution soit trouvée en accord avec les copropriétaires afin que les travaux reprennent le 1^{er} octobre 1968, que les copropriétaires au cours de plusieurs réunions avaient fait part de leurs inquiétudes. Enfin, il tient à l'informer qu'au début de l'année 1967, voici 2 ans, il a attiré l'attention de la direction départementale de l'équipement sur l'anomalie que représentait déjà l'attribution du permis de construire n° 66031 du 21 décembre 1964 accordé à ce promoteur pour la « Clé des Champs », étant donné que les conditions imposées y étaient irréalisables. Il lui demande : 1° s'il entend établir les responsabilités dans la déviance de ce permis de construire ; 2° s'il est exact que le promoteur a bénéficié de versements provenant d'établissements de crédits pour des travaux non réalisés ; 3° quelles mesures ont été prises pour contrôler l'évolution de ces chantiers et le financement correspondant. Considérant que ces logements en accession à la propriété devaient revêtir un caractère social, que les acquéreurs pour la plupart bénéficiaires de prêts du crédit immobilier remboursables en 25 ans (loi Ribot-Loucheur) ont des ressources très modestes, qu'ils ont consenti des sacrifices immenses pour pouvoir enfin se loger, que certains d'entre eux sont ainsi plongés dans une situation désespérée, il lui demande s'il entend prendre d'urgence les mesures indispensables : 1° pour que le crédit immobilier et autres organismes de prêts suspendent le remboursement des prêts accordés, étant donné que les familles non encore logées paient le loyer de leur ancien logement qu'elles continuent à occuper, ce qui représente des mensualités de l'ordre de plus de 700 francs ; 2° pour que les « copropriétaires » ne supportent pas les conséquences des agissements d'un promoteur véreux ; 3° pour faire poursuivre les travaux jusqu'à leur achèvement complet avec l'emploi en priorité des 400 travailleurs victimes de ce scandale.

3340. — 11 janvier 1969. — **M. Boscher** demande à **M. le ministre de l'intérieur** s'il considère qu'ont qualité de dépenses obligatoires pour les communes les indemnités de logement demandées par les instituteurs exerçant dans les établissements d'enseignement secondaire du premier cycle et particulièrement dans les C. E. S.

3355. — 11 janvier 1969. — **M. Chazelle** expose à **M. le ministre de l'intérieur** la situation défavorisée et unique des attachés de 2^e classe de préfecture, parvenus au dernier échelon depuis de nombreuses années sans aucun espoir d'accession à la 1^{re} classe par suite de l'existence d'un statut inadéquat n'assurant pas un avancement équitable comme chez les agents du cadre A des autres administrations. La date des concours étant irrégulière et le nombre des emplois mis en compétition fort variable, cette situation, à défaut d'une carrière linéaire, crée des distorsions et provoque un blocage de l'avancement, pour certaines promotions, différentes selon les préfectures, contrairement à la réglementation des inspecteurs de la direction générale des impôts où il suffit de deux ans d'ancienneté pour passer à l'échelon supérieur. Ainsi, ces attachés faisant fonction de chef de bureau n'ont d'autre perspective de fin de carrière que de terminer au même traitement que les agents du cadre B parvenus au sommet de l'échelle. Les inspecteurs des impôts recrutés la même année, ayant les mêmes titres universitaires, bénéficient déjà, depuis un certain temps, de l'indice net de 525 ancien alors que leurs homologues termineront à 420. Cette situation risque de décourager les jeunes licenciés de qualité à prendre un emploi dans la carrière préfectorale. Il lui demande s'il peut lui indiquer quelles mesures il compte prendre pour faire cesser le déclassement que subissent les attachés de 2^e classe de préfecture parvenus au dernier échelon depuis plusieurs années et, en particulier, quelles mesures de rattrapage il estime possible de prendre en leur faveur.

3365. — 11 janvier 1969. — **M. Pic** rappelle à **M. le ministre de l'intérieur** la question déposée par **M. Allainmat**, sous le n° 3928 et ainsi rédigée : « **M. Allainmat**, se référant à la réponse à la question n° 8423 (*Journal officiel* du 25 février 1961) de **M. Pasquini** à **M. le ministre délégué** après du Premier ministre, demande à **M. le ministre de l'intérieur** : 1° quel est le chiffre des fonctionnaires de son administration victimes du gouvernement de Vichy, au moins en ce qui concerne les personnels révoqués ou mis d'office à la retraite ; 2° combien d'entre eux ont fait l'objet d'une décision de refus de réintégration ; 3° si, pour ces derniers, il n'est pas envisagé d'appliquer l'ordonnance du 29 novembre 1944 remise en vigueur par la loi du 7 février 1953. » (Question du 2 octobre 1967.) Au *Journal officiel*, n° 96, A. N., du 15 novembre 1967, paraissait la réponse suivante : « L'établissement d'une réponse aux questions posées entraîne de la part des services de personnel du ministère de l'intérieur des recherches qui nécessitent un certain délai. Une réponse définitive sera établie dès qu'auront été centralisés les résultats de ces recherches, que les services intéressés ont été invités à poursuivre avec la plus grande célérité. » Il lui demande s'il est maintenant en mesure de donner la réponse annoncée.

3398. — 15 janvier 1969. — **M. Raymond Barbet** expose à **M. le ministre de l'intérieur** que la présence permanente de forces importantes de police sur le territoire de la ville de Nanterre soulève la potestation générale des habitants car rien ne peut justifier cette mobilisation policière. Il lui demande s'il compte faire procéder au retrait de ces forces de police qui, par leur présence, donnent au chef-lieu du département des Hauts-de-Seine l'aspect d'une ville en état de siège partiel.

3429. — 16 janvier 1969. — **M. Rossi** demande à **M. le ministre de l'intérieur** si les services militaires et bonifications qui n'ont pu, au cours du déroulement de la carrière d'un agent de police municipale, être utilisés pour l'avancement d'échelon, peuvent être pris en compte pour l'avancement dans les échelons exceptionnels d'un nouveau grade.

3432. — 16 janvier 1969. — **M. Sellenave** expose à **M. le ministre de l'intérieur** qu'une tornade d'une violence exceptionnelle s'est abattue le 13 janvier 1969 sur l'agglomération de Pau et plusieurs communes de la vallée du Gave et de la région voisine et qu'elle a provoqué des dégâts considérables à des immeubles d'habitation, à des bâtiments publics, à des établissements industriels, ainsi qu'à des installations maraichères. Il lui demande quelles mesures il compte prendre en cette circonstance, et plus précisément s'il envisage d'appliquer des dispositions analogues à celles contenues dans le décret n° 61-541 du 1^{er} juin 1961 relatif au sinistre survenu le 4 mai 1961 dans la région normande.

3341. — 11 janvier 1969. — **M. Buot** expose à **M. le ministre de la justice** qu'actuellement il est fait état de projets de la chancellerie devant aboutir à la fusion des professions d'avocat et d'avoué et à la création d'une profession nouvelle supprimant le monopole de la postulation pour les avoués. Il a été précisé qu'il ne saurait

y avoir de spoliation et que l'indemnisation des avoués interviendrait. En conséquence de cette situation, il n'existe pratiquement plus de cessions d'études d'avoués et les titulaires restent en fonctions dans l'attente de la réforme à intervenir ou de la possibilité de céder à nouveau si la réforme devait être abandonnée. Mais il se trouve que des avoués viennent à décéder étant en fonctions... Leurs familles ne trouvent pratiquement plus de cessionnaires pour l'étude vacante dans le délai d'un an normalement imparti pour cette cession. La situation pécuniaire qui en découle est parfois aggravée par le fait que des avoués décédés avaient dû contracter des emprunts pour indemniser les titulaires de charges d'avoués supprimées en 1958. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour indemniser les familles d'avoués décédés qui ne trouvent pas actuellement de successeur dans l'année qui suit le décès pour l'étude devenue vacante.

3360. — 11 janvier 1969. — **M. Alduy** attire l'attention de **M. le ministre de la justice** sur la situation d'un père de famille voulant disposer en faveur de ses enfants des biens qu'il laissera à sa mort. Pour cela, le testateur est obligé de procéder au partage entre ses descendants, des biens que ces derniers recueilleront dans sa succession. En effet, chaque descendant a droit à une réserve légale dont il ne peut pas être privé. D'après les réponses données à des récentes questions écrites posées à ce sujet, l'acte qui sera rédigé dans ces conditions ne constituera pas un testament ordinaire, mais un partage testamentaire. Il lui demande s'il peut lui préciser si un père ayant plusieurs enfants peut établir un testament ordinaire sans que celui-ci soit attaqué par ses enfants.

3354. — 11 janvier 1969. — **M. Benoit** demande à **M. le ministre des transports** s'il envisage d'étudier la possibilité pour le personnel de la S. N. C. F., de percevoir sa solde par chèque barré, ce chèque pouvant être encaissé par une caisse d'épargne, et ce, sans qu'un retard n'intervienne dans le règlement. A l'heure actuelle, la S. N. C. F. ne donne comme possibilité de paiement à ses agents, que les virements postaux et bancaires.

3409. — 16 janvier 1969. — **M. Bonhomme** expose à **M. le ministre des transports** que les centres départementaux de transfusion sanguine qui expédient des flacons de sang acheminés par la S. N. C. F. sur Paris en colis « express » doivent supporter la T. V. A. grevant le montant des transports effectués par voie ferrée. Il est évidemment inadmissible que ces centres de transfusion, œuvres à but non lucratif, dont l'utilité publique est incontestable, soient pénalisés par le paiement d'une telle taxe irrécupérable. La perception de cette taxe est d'autant plus regrettable que les denrées dites périssables telles que marées, coquillages, viandes, voyagent en tarif « petite vitesse », mais en régime « colis express ». Il serait pour le moins normal que les flacons de sang ainsi expédiés bénéficient d'un régime au moins aussi favorable. Il lui demande s'il envisage, au besoin en accord avec son collègue **M. le ministre de l'économie et des finances**, de prendre toutes dispositions tendant à remédier à une situation tout à fait regrettable.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Application de l'article 138 [alinéas 4 et 6] du règlement.)

2228. — 13 novembre 1968. — **M. Rabreau** rappelle à **M. le ministre de l'agriculture** que les coopératives d'utilisation de matériel agricole bénéficiaient jusqu'à l'extension de la T. V. A. à l'agriculture d'un régime préférentiel, que cette extension va annuler pratiquement à très courte échéance. Si dans une C. U. M. A. tous les sociétaires choisissent l'option du remboursement forfaitaire, cette C. U. M. A. n'aura plus droit à la ristourne sur le matériel. Ce sera probablement le cas le plus général. Les C. U. M. A. ayant elles-mêmes la possibilité d'opter pour le régime de la T. V. A. on pourrait penser que celles n'ayant que des sociétaires eux-mêmes assujettis à ce régime auraient intérêt à opter dans ce sens. Dans la pratique, les calculs montrent que cette hypothèse est à déconseiller: il faudrait huit ans à une C. U. M. A. de moissonnage-battage pour épuiser le crédit d'impôts ouvert par la T. V. A. payée sur le matériel, par le moyen de la T. V. A. sur les

travaux remboursés par les sociétaires. La F. N. C. U. M. A. a établi, à ce propos, une étude simple mais éloquent. Les C. U. M. A. seront ainsi placées dans une situation défavorisée par rapport aux acheteurs individuels de matériels. On risque alors de constater une régression des C. U. M. A. avec la reprise d'achats individuels de matériels, absolument somptuaires, hors de toute commune mesure avec les possibilités et les besoins réels des exploitations considérées, ce qui entraînerait inéluctablement leur ruine rapide sans qu'une stabilité relative des coûts de production puisse même être envisagée. Pour renforcer le mouvement C. U. M. A., assurer son développement et lui permettre de réduire les coûts de production, il paraît de plus en plus nécessaire d'accorder à ces petites coopératives des facilités plus grandes que par le passé et qui pourraient être les suivantes: 1° accorder aux C. U. M. A. le bénéfice de subventions spécifiques à la coopération, c'est-à-dire 20 p. 100 du prix des matériels d'équipement par extension du décret de 1939 et des textes qui l'ont aménagé sans que cette subvention soit liée d'aucune façon au régime fiscal. On pourrait d'ailleurs également concevoir que pour les C. U. M. A. n'ayant exercé aucune option fiscale le montant de cette subvention soit calculé sur le prix des matériels toutes taxes comprises et pour celles, ayant opté pour le régime T. V. A. sur le prix du matériel hors taxe; 2° allonger la durée des prêts d'équipement à moyen terme pour les matériels fixes ou demi-fixes, de façon à alléger les annuités de remboursement du capital emprunté; 3° réduire de 5 à 2,5 p. 100 le taux d'intérêt applicable à cette catégorie de prêts (comme en République fédérale d'Allemagne par exemple) en mettant à la disposition de la Caisse nationale de crédit agricole des crédits « bonifiés » strictement réservés aux C. U. M. A., ce qui aurait pour effet d'alléger les annuités et, nonobstant la majoration sensible des salaires et des charges sociales, d'obtenir une réduction des coûts de production. Cette aide, chiffrée à 400.000 francs annuellement pour toute la France, devrait cependant être accordée à bon escient et ne pas donner lieu à une distribution éparse. Un certain nombre de conditions d'attribution devraient être prévues ainsi qu'un contrôle de l'utilisation de ces fonds, la Fédération nationale et les directions départementales des C. U. M. A. étant susceptibles de s'associer aux divers contrôles qui pourraient être institués. Il lui demande s'il peut, en accord avec son collègue **M. le ministre de l'économie et des finances**, lui faire connaître sa position à l'égard des suggestions précédemment exposées.

2271. — 14 novembre 1968. — **M. Stasi** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement et du logement** sur les manipulations dont font l'objet des automobiles accidentées, lesquelles, déclarées « épaves » par les experts, sont néanmoins reconstituées aux moindres frais et remises en circulation dans des conditions précaires qui les rendent souvent dangereuses. Il appelle également son attention sur le trafic frauduleux dont ces « épaves » sont l'objet, lorsque l'on en retire la plaque d'identification du châssis et les numéros minéralogiques pour les replacer sur une voiture volée du même type. Il lui demande si, devant l'insuffisance de la réglementation en vigueur (art. R. 110 à 117 du code de la route), il ne conviendrait pas: 1° de préciser les conditions dans lesquelles une voiture accidentée serait considérée comme n'étant plus réparable; 2° d'exiger, sous la responsabilité de l'expert ayant qualifié d'« épave » la voiture accidentée, l'obligation de renvoi de la carte grise aux autorités qui l'avaient établie.

2312. — 15 novembre 1968. — **M. Alduy** demande à **M. le ministre de l'agriculture**: 1° quelles mesures compte prendre le Gouvernement à l'égard des dispositions de la loi n° 65-543 du 8 juillet 1965 et plus spécialement de son article 15 qui prévoit la création de périmètres de protection autour des marchés de gros de viande de tous les abattoirs publics inscrits au plan, « périmètre à l'intérieur duquel seront interdits la création, l'extension de moyens ou d'activités, le déplacement de tous établissements effectuant des transactions, portant sur une ou plusieurs catégories de produits carnés, vendus dans l'enceinte du marché ». Ces textes en effet ne peuvent être appliqués qu'après la parution d'un décret en Conseil d'Etat et le retard apporté à la publication de ces décrets complémentaires gêne considérablement la gestion et l'exploitation de certains abattoirs modernes, des grossistes de plus en plus nombreux venant s'installer dans leur voisinage. Il demande, en conséquence: 1° ce qui empêche, trois ans et demi après la promulgation de la loi, la publication des décrets prévus par l'article 15 de la loi précitée; 2° quelles mesures il compte prendre pour protéger les abattoirs inscrits au plan, édifiés à grands frais par les collectivités locales avec l'aide de l'Etat et suivant les normes imposées par les propres services du ministère de l'agriculture, et surtout de quelles protections peuvent bénéficier de tels abattoirs lorsqu'ils sont exploités en régie directe, à l'égard notamment des SICAVIA fermières ou concessionnaires d'autres abattoirs, avantagées tant

au point de vue des subventions qu'au point de vue des crédits d'investissements et dont les statuts permettent une exploitation beaucoup plus souple que celle des abattements en règle directe, soumis notamment aux règles générales de la comptabilité publique.

2772. — 9 décembre 1968. — **M. Pierre Lagorce** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la situation des artisans de l'automobile à la fois réparateurs et détaillants d'essence qui perdent leur qualité d'artisans du fait de la vente de carburant. Leur activité se rapproche pourtant beaucoup de celle des dépositaires des maisons à succursales multiples ou des distributeurs de gaz en bouteilles qui sont assujettis à la T. V. A. sur le montant de leur commission. En effet, liés par contrat avec les compagnies pétrolières ils utilisent un matériel qui, en général ne leur appartient pas et ne sont souvent que de simples gérants obligés de vendre leurs produits à prix imposé et percevant en fait une véritable commission. Il lui demande, en conséquence, si la qualité de « commissionnés » ne pourrait être reconnue aux petits artisans mécaniciens, dépositaires de produits pétroliers ce qui leur permettrait de bénéficier des taxes réduites et des décotes spéciales auxquelles il aurait alors droit, sans que soit changée la fiscalité applicable aux distributeurs et garages importants.

2773. — 9 décembre 1968. — **M. André Beauquitte**, se référant à l'avis n° 49 sur le budget du conseil de l'Europe pour 1969, adopté par l'assemblée consultative du conseil de l'Europe le 25 septembre 1968, demande à **M. le ministre des affaires étrangères** si le Gouvernement serait disposé à donner comme instruction à son représentant permanent au comité des ministres du conseil de l'Europe de voter en faveur des demandes contenues dans cet avis et, notamment, de faire aboutir d'urgence les décisions de principe déjà prises relativement à la construction de nouveaux bâtiments satisfaisants pour le conseil de l'Europe (paragraphe 6 de l'avis).

2775. — 9 décembre 1968. — **M. Barberot** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'application des dispositions de l'article 1630 (4°) du code général des impôts soulève parmi les propriétaires d'immeubles anciens des protestations bien compréhensibles. Il semble en effet anormal d'obliger un propriétaire, pour la seule raison qu'il a perçu une modeste subvention ne dépassant souvent pas quelques centaines de francs du fonds national d'amélioration de l'habitat, à verser pendant vingt ans le prélèvement sur les loyers ou à racheter ce prélèvement dans les conditions prévues aux articles 344 series à 344 nomies de l'annexe III au code général des impôts. Il lui demande s'il ne serait pas possible, tout au moins, pour alléger la charge ainsi imposée à des propriétaires qui ont déjà à supporter de gros frais d'entretien, sans percevoir un loyer correspondant à la rentabilité de l'immeuble, de ramener de vingt à dix ans le délai pendant lequel le versement du prélèvement est exigé.

2784. — 19 décembre 1968. — **M. Pierre Lelong** demande à **M. le ministre de la justice** s'il trouve équitable de considérer, qu'un testament fait par un ascendant au profit de ses descendants constitue un partage testamentaire, dont l'enregistrement doit donner lieu à la perception de droits proportionnels très élevés, tandis que tous les autres testaments sont des testaments ordinaires, pour l'enregistrement desquels un droit fixe minime est seulement perçu, même si ces actes contiennent un partage des biens du testateur.

2803. — 9 décembre 1968. — **M. Cormier** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** s'il ne serait pas possible, afin de permettre à chaque ancien résistant de faire la preuve de la durée de ses services dans la Résistance, de délivrer en annexe à la carte du combattant au titre de la Résistance une attestation officielle de durée des services dans la Résistance.

2805. — 9 décembre 1968 — **M. Cormier** appelle l'attention de **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** sur le cas de certains anciens résistants qui ont été poursuivis pour faits de résistance et détenus dans des conditions qui ont gravement nui à leur santé et à leur situation matérielle, alors qu'ils ont, postérieurement à leur détention, fait l'objet d'un non-lieu ou d'un acquittement. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il convient de prévoir en faveur de cette catégorie de victimes de la Résistance un droit de réparation comportant, d'une part, le versement d'une indemnité forfaitaire et, d'autre part, la possibilité d'obtenir éventuellement une pension pour les maladies contractées ou aggravées lors de leur détention.

2806. — 9 décembre 1968. — **M. Cormier** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** s'il ne serait pas possible d'étendre à tous les bénéficiaires des statuts concernant les anciens résistants les dispositions de l'article 140 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre afin que les dossiers qui ont été rejetés puissent faire l'objet d'un nouvel examen dès lors que les requérants peuvent faire valoir des faits nouveaux.

2809. — 9 décembre 1968. — **M. Dominati** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les constructions neuves ne sont exemptées de la contribution mobilière que dans la mesure où elles constituent la résidence principale du contribuable. À cet égard, il lui expose le cas de nombreux parisiens, encore en activité, qui, dans la perspective de leur prochaine retraite, prennent soin de faire édifier leur future demeure. Il leur est bien difficile de prévoir avec exactitude la date de leur cessation d'activité, souvent soumise à des contingences diverses et contradictoires. Il lui demande, dans ces conditions, si des assouplissements sont prévus à la réglementation existant en la matière.

2814. — 10 décembre 1968. — **M. Charles Bignon** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que l'article 196 du code général des impôts est ainsi libellé : « Sont considérés comme étant à la charge du contribuable à condition de n'avoir pas de revenus distincts de ceux qui servent de base à l'imposition de ce dernier : 1° ses enfants, s'ils sont âgés de moins de 21 ans, ou de moins de 25 ans s'ils justifient de la poursuite de leurs études, ou s'ils sont infirmes, ou qui accomplissent leur service militaire légal, même s'ils ont plus de 25 ans... ». Or, dans la pratique, les inspecteurs des contributions directes estiment que l'article 196 s'applique uniquement aux enfants habitant avec les parents. Cette appréciation apparaît contraire au texte de l'article précité qui ne fait aucune mention de cette exigence d'habitat commun. De plus, elle est également contraire aux nécessités scolaires puisque la poursuite des études nécessite de plus en plus la résidence dans un centre universitaire à proximité des cours et des bibliothèques. Les parents qui n'habitent pas dans une ville universitaire sont donc doublement pénalisés puisqu'ils doivent contribuer au logement séparé de leurs enfants et qu'ils ne peuvent bénéficier de l'article 196. Il lui demande s'il compte donner les instructions nécessaires pour mettre fin à une telle interprétation.

2819. — 10 décembre 1968. — **Mme Ploux** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'aux termes d'un acte reçu le 31 août 1967, M. X... ci-après appelé « l'acquéreur », célibataire majeur, âgé de cinquante-neuf ans, a acquis de M. et Mme Y... ci-après appelés « les vendeurs », à titre de licitation faisant cesser l'indivision, la moitié indivise d'une ferme de 20 hectares 74. L'acquéreur est le frère de la vendeuse. Les vendeurs et l'acquéreur étaient locataires de cette ferme depuis le 29 septembre 1945 en vertu de baux des 2 et 5 novembre 1945. Ils ont toujours exploité cette ferme en commun, ils avaient même pris la suite de leurs parents qui étaient locataires de cette ferme avant eux. En 1950 ils achètent indivisément la ferme dont ils étaient locataires dans les proportions suivantes : moitié à l'acquéreur et moitié aux vendeurs et moyennant le prix de 600.000 anciens francs et acquittent les droits d'enregistrement au taux plein de l'époque (17,5 p. 100) : 105.000 anciens francs. Ils continuent comme par le passé à exploiter la ferme en commun. Cela dure de 1950 à 1967. En 1967, le vendeur, à la suite d'un accident est admis à faire valoir ses droits à la retraite. Il se décide avec l'accord de son conjoint, à vendre sa moitié indivise à l'acquéreur : son beau-frère. L'acte de vente est reçu le 31 août 1967 et enregistré gratis le 29 septembre 1967. La déclaration pour l'enregistrement était la suivante : « L'acquéreur déclare pour bénéficier du droit de préemption et de l'exonération des droits d'enregistrement que la présente acquisition fait cesser l'indivision à son profit et qu'il devient seul propriétaire de la propriété rurale de Quefforch en... susdésignée. Et comme conséquence, il demande l'exonération des droits de mutation prévus dans le cadre de l'article 1373 du code général des impôts par la référence ci-après rapportée (réponse ministérielle finances n° 1579, Journal officiel, débats A. N. du 7 juin 1963, p. 321, B. O. E. D. 1963 18890 II b). L'acquéreur prend par les présentes, l'engagement d'exploiter par lui-même et ses héritiers et représentants la ferme de Q... pendant un délai minimum de cinq ans, faute de quoi les droits deviendront exigibles sans aucun délai sans préjudice d'un intérêt de retard décompté au taux de 6 p. 100 en sus. Et ainsi que le certifie un certificat de M. le maire de S..., l'acquéreur déclare que précédemment et depuis de très nombreuses années, il exploitait la propriété de Q... en S... en commun avec les vendeurs. » Lors d'un contrôle l'inspecteur principal de l'enregistrement fait connaître que l'exonération de timbre et de droit d'enregistrement a été accordée à tort,

et il est réclamé à l'acquéreur les droits de timbre et d'enregistrement sur cette vente. L'argumentation pour ce rappel tient au fait que l'acquéreur n'exploitait pas en vertu « d'un titre régulier d'exploitation », bail écrit ou verbal, mais à titre de propriétaire indivis. Elle lui demande s'il ne juge pas équitable l'exonération de timbre et de droit d'enregistrement accordée primitivement.

2832. — 11 décembre 1968. — **M. Catry** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** la situation d'une famille dans laquelle le mari occupe un emploi lui procurant des ressources relativement modestes. Son épouse est atteinte de cécité complète depuis plus de dix ans. La situation du chef de famille l'a exclue du bénéfice de l'aide sociale et elle ne perçoit de ce fait aucune des aides auxquelles devrait ouvrir droit sa cécité et, en particulier, la majoration pour « tierce personne ». Elle est également exclue de l'aide ménagère à domicile. Elle n'a jamais reçu la visite d'une assistante sociale et sa seule distraction étant les émissions de radio, elle doit payer la redevance de radiodiffusion. Ne connaissant pas l'écriture Braille, sa correspondance sur bandes magnétiques ne bénéficie pas de la franchise postale à l'instar du courrier Braille. Cette situation est d'autant plus regrettable que le chef de famille doit faire appel, pour l'entretien de son foyer, à une « tierce personne ». Le salaire payé à celle-ci ne lui donne, cependant, droit à aucune réduction pour la détermination de ses revenus imposables à l'impôt sur le revenu des personnes physiques alors que l'allocation dite de « tierce personne », versée par l'aide sociale et même par la sécurité sociale, n'est pas prise en compte pour la détermination des revenus imposables. Il lui demande, s'agissant d'aveugles se trouvant dans cette situation : 1° si, en accord avec son collègue **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales**, il peut envisager l'extension à tous les aveugles et grands infirmes de la majoration pour « tierce personne » ; 2° dans la négative, s'il compte faire étudier la possibilité de déduire des revenus imposables des sommes équivalentes aux prestations servies par la sécurité sociale ou l'aide sociale en matière de « tierce personne ».

2836. — 11 décembre 1968. — **M. Hoguet** demande à **M. le ministre de l'économie et des finances** s'il envisage de reporter du 31 janvier 1969 au 28 février 1969 la date limite de dépôt des déclarations des assujettis forfaitaires à la T. V. A. pour tenir compte des difficultés rencontrées par eux pour effectuer ces dépôts dès le 31 janvier 1969 par suite : 1° des variations des taux de la T. V. A. en 1968 ; 2° des variations de l'impôt sur le salaire ; 3° des difficultés matérielles résultant pour eux des nouvelles dispositions de la loi récente, relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier.

2843. — 11 décembre 1968. — **M. Brettes** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** que depuis l'année 1957 les maraîchers de la Gironde groupés en section spécialisée au sein de la confédération générale agricole sont exonérés de la taxe différentielle pour leurs camions servant exclusivement au transport des légumes qu'ils produisent. Les propriétaires des véhicules transportant le lait, la viande et le vin ont bénéficié des mêmes dispositions. Mais une décision récente vient d'annuler cette exonération pour les seuls transporteurs de produits maraîchers. Elle reste acquise pour le lait, la viande et le vin. Il lui demande s'il peut lui indiquer les instructions qu'il compte donner pour rétablir l'exonération en faveur des maraîchers, et ainsi mettre fin à une discrimination injustifiée.

2863. — 12 décembre 1968. — **M. Pic** demande à **M. le Premier ministre (fonction publique)** s'il peut lui faire connaître : 1° si la jurisprudence qui se dégage des arrêts rendus les 19 janvier 1966 (affaire n° 59-681) et le 18 novembre 1966 (affaires n° 62-254 et 65-724) sur des affaires relatives aux droits à reclassement ouverts par l'ordonnance n° 59-114 du 7 janvier 1959 relative à la réparation des préjudices de carrière subis par certains fonctionnaires et agents civils et militaires en service en Tunisie a été portée à la connaissance de toutes les directions de personnel ; 2° cette jurisprudence devait faire l'objet d'une circulaire promise aux dirigeants de l'A. F. A. N. O. M. Il lui demande si cette circulaire promise tant par lui que par son prédécesseur a été diffusée dans les divers départements ministériels ; 3° dans la négative, il lui demande s'il ne lui serait pas possible de donner des instructions impératives à ses services pour permettre de régler à bref délai et dans le respect de la légalité les dossiers demeurés encore en suspens dans les différents départements ministériels faute de se trouver en possession d'instructions précises à ce sujet.

2868. — 12 décembre 1968. — **M. Pierre Lagorce** rappelle à **M. le ministre de l'économie et des finances** que les maraîchers de la Gironde, groupés en section spécialisée au sein de la C. G. A., avaient obtenu l'exonération de la taxe différentielle pour leurs camions servant exclusivement au transport des légumes qu'ils produisent. La même exonération avait également été obtenue par les propriétaires de véhicules transportant le lait, la viande et le vin. Or, alors que les trois transports précités continueraient d'être exonérés de la taxe différentielle, les transports de légumes ne le seraient plus. Il lui demande si cette information est exacte et dans l'affirmative quelles sont les raisons pouvant justifier le sort spécial ainsi réservé aux seuls maraîchers.

2875. — 12 décembre 1968. — **M. Achille-Fould** rappelle à **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** qu'en vertu de l'article 32 du décret n° 45-0179 du 29 décembre 1954, en ce qui concerne l'assurance maladie, et de l'article 105 du décret n° 46-2959 du 31 décembre 1946, en ce qui concerne l'assurance accidents du travail, le salaire journalier de base servant au calcul des indemnités journalières est déterminé, dans un certain nombre de cas particuliers, comme si l'assuré avait travaillé pendant le mois, les vingt-huit jours, les trois mois ou les douze mois dans les mêmes conditions. Ce salaire se trouve ainsi rétabli lorsque l'assuré ne peut justifier de paies complètes ou d'augmentations de salaires dans le cadre de l'entreprise, soit qu'il ait été récemment immatriculé, soit en cas de changement d'employeur, soit à la suite de maladie, d'accident, de maternité ou de chômage, soit en cas de congé sans solde, soit en cas de service militaire. Il lui demande de lui indiquer : 1° dans le cas où un salarié a donné sa démission ou a été licencié, s'il a éventuellement la possibilité d'assigner son ex-employeur en vue d'obtenir de ce dernier la valeur de la rémunération qu'il aurait perçue s'il avait continué à travailler dans son entreprise, afin de pouvoir fournir une attestation en ce sens aux services de sécurité sociale ; 2° quelle est, en cas de litige à cet égard, la juridiction compétente pour en connaître, s'il s'agit du conseil de prud'hommes ou du tribunal d'instance ; 3° si, éventuellement, ledit salarié ne doit pas s'adresser à l'inspection du travail et de la main-d'œuvre, plutôt qu'à son ex-employeur, étant donné qu'aucun texte législatif ou réglementaire ne semble faire une obligation à ce dernier de répondre aux requêtes de son ex-employé qui n'a plus aucune relation de subordination envers lui.

2877. — 12 décembre 1968. — **M. Barberot** expose à **M. le ministre de la justice** que si l'on considère les dispositions des articles 22 et 23 (§§ a et b), 25 (§§ a et b), et 28 du décret n° 67-1166 du 22 décembre 1967 portant application de la loi n° 67-3 du 3 janvier 1967, modifiée par la loi n° 67-547 du 7 juillet 1967, on constate que c'est uniquement dans l'article 23 (§ b) qu'est utilisée l'expression : « de l'immeuble ou des immeubles compris dans un même programme » alors que les autres immeubles compris dans un programme » alors que les autres articles cités ci-dessus, qui traitent de la garantie d'achèvement ou de remboursement, contiennent seulement le terme : « l'immeuble ». Devant l'emploi de cette terminologie, il lui demande s'il n'y a pas lieu de considérer qu'il ne convient de prendre en considération l'ensemble des immeubles compris dans un même programme que dans le seul cas de la formule de garantie intrinsèque d'achèvement prévue par l'article 23 (§ b) dudit décret par laquelle le vendeur justifie avoir le financement nécessaire, alors que dans tous les autres cas (formule de garantie intrinsèque d'achèvement prévue par l'article 23 (§ a), garantie d'achèvement prévue par l'article 25 et garantie de remboursement prévue par l'article 28) la loi permet au vendeur de fournir ces diverses garanties d'achèvement ou de remboursement en ne prenant pour base qu'un seul immeuble, c'est-à-dire, bâtiment par bâtiment, alors même que le programme de construction comprendrait plusieurs bâtiments.

2878. — 12 décembre 1968. — **M. Jacques Barrot** se référant à la réponse donnée par **M. le ministre de l'économie et des finances** à la question écrite n° 4578 (*Journal officiel* débats A. N. du 15 mai 1968, p. 1814) appelle son attention sur la situation tragique dans laquelle se trouvent certaines veuves d'agriculteurs, par suite de l'application des dispositions du paragraphe I-2°, 2° alinéa de l'article 1373 *sexies* B du code général des impôts. Au moment où le décès de leur mari place ces veuves devant des difficultés très graves, lorsqu'elles ne peuvent continuer à assurer l'exploitation du fonds, ou lorsque leurs enfants ne sont pas en mesure de prendre la suite de cette exploitation, elles se voient réclamer le paiement de droits dont le montant dépasse indiscutablement leurs capacités contributives. Il lui demande si, dans le cas de décès d'un preneur, qui a bénéficié des avantages fiscaux prévus à l'article 1373 *sexies* B du code général des impôts, avant l'expiration d'un délai de cinq ans

à compter de l'acquisition, en en l'absence d'enfants pouvant continuer l'exploitation du fonds, il ne serait pas possible d'accorder à la veuve, après examen de la situation financière de la famille, la remise totale ou partielle des droits non perçus au moment de l'acquisition.

2879. — 12 décembre 1968. — **M. Lebas** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** qu'une société anonyme d'H. L. M. a acquis en 1966 d'une douzaine de propriétaires, 17 hectares de terrain pour lesquels engagement de construire des maisons d'habitation a été pris dans chacun des douze actes. La réalisation du programme en cours prévoit l'implantation d'un supermarché sur 3 hectares, d'une église, d'écoles, qui, joints à la voirie, dépasseront le quart de l'ensemble des surfaces. La société en cause a bénéficié des droits d'enregistrement à tarif réduit moyennant un engagement de construction dans le délai de quatre ans : 1° il lui demande si l'administration de l'enregistrement pourra exiger le complément des droits d'enregistrement entre 16 p. 100 tarif normal et 4,53 p. 100 représentant le montant du taux de la T. V. A. au tarif réduit payée lors de l'acquisition, plus 6 p. 100 à titre de pénalités, et ce sur chacune des parcelles de terrain qui auront fait l'objet d'une revente : par la Société H. L. M. au profit de la Société de Supermarché ; à l'Etat pour la construction de classes ou de salles de police, etc. ; 2° l'engagement de bâtir un immeuble d'habitation étant transformé en engagement de bâtir un immeuble commercial, il lui demande si lors de la revente par la Société H. L. M. à la Société Supermarché de trois hectares il sera possible de faire prendre en charge par la Société de Supermarché la déclaration fiscale souscrite par la Société H. L. M. lors de son acquisition originaire en modifiant celle-ci, les constructions envisagées n'étant plus pour trois quarts à usage d'habitation, sans avoir à acquitter de nouvelle T. V. A. ; 3° enfin, la Société H. L. M. réalise sur la vente du terrain à la Société de Supermarché un bénéfice de 135.000 francs. Mais ce bénéfice sera ultérieurement compensé par une perte sensiblement de même montant en ce qui concerne les ventes qui seront effectuées à l'Etat pour la construction d'écoles, de poste de police, etc. Le danger de taxation de plus-value existe du fait que l'opération de vente à un organisme de supermarché doit se faire incessamment, tandis que la vente à l'Etat se fera d'ici un an environ. Il lui demande quelle est la position de l'administration en ce qui concerne la taxation d'une telle plus-value lorsque celle-ci est suivie d'une moins-value.

2884. — 12 décembre 1968. — **M. Lebas** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur les conditions de fonctionnement de la Société de contrôle d'exploitation des transports auxiliaires. Il lui fait remarquer que cette entreprise, affiliée à la Société nationale des chemins de fer français, utilise pour ses livraisons des véhicules semi-remorques de fort tonnage, alors que très fréquemment les produits à livrer sont de faible encombrement et de poids réduit. En outre, ces véhicules peuvent difficilement circuler dans Paris et on peut souvent constater qu'ils sont immobilisés par des attentes exagérément longues dans les différentes gares parisiennes. De telles pratiques permettent de penser que cette société doit être peu rentable. Il lui demande s'il peut lui donner des indications extrêmement précises afin de déterminer si la rentabilité de cette filiale de la Société nationale des chemins de fer français est ou non normale.

2885. — 12 décembre 1968. — **M. Lebas** rappelle à **M. le ministre des transports** l'exposé qu'il a récemment fait à l'occasion de la discussion du budget de son département ministériel devant la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale et selon lequel le rapide « Le Capitole », unissant Paris à Toulouse, avait vu progresser de 40 p. 100 le nombre des voyageurs transportés, en raison de l'augmentation de sa vitesse qui permet de gagner une heure environ par rapport à l'ancienne durée de trajet. Il lui demande : 1° quel a été le coût de cette opération-vitesse en distinguant : a) les dépenses d'infrastructures qui ont été nécessaires ; b) les dépenses d'investissement ; c) les frais d'essais et de mise au point ; 2° quelle augmentation des frais d'entretien entraînera l'opération en cause.

2887. — 12 décembre 1968. — **M. Hébert** appelle l'attention de **M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales** sur la loi n° 57-1223 du 23 novembre 1957 relative au reclassement des travailleurs handicapés. Plusieurs textes pris en application de cette loi ont fixé la proportion de bénéficiaires à employer dans les entreprises privées. Il lui expose que dans les faits cette loi est souvent inapplicable car si certaines industries peuvent employer des handicapés en raison de la nature de leur activité, il en est d'autres qui peuvent difficilement le faire. C'est le cas, en

particulier, pour les entreprises du bâtiment et des travaux publics ainsi que pour l'industrie laitière qui sont des activités parmi les plus importantes du département de la Manche. Il est hors de doute que le placement des handicapés physiques serait facilité si les employeurs pouvaient y trouver un certain intérêt. Celui-ci pourrait être suscité, par exemple, par une diminution de la cotisation patronale de sécurité sociale applicable aux travailleurs ainsi reclassés. L'employeur y trouverait incontestablement un avantage direct. Il ne semble pas que cette mesure augmenterait les charges publiques car les pertes de recettes qui en résulteraient pour la sécurité sociale seraient compensées par la suppression des allocations d'aide publique au chômage jusque-là perçues par les handicapés, allocations qui ne seraient plus versées, ceux-ci devenant des salariés. Il lui demande quelle est sa position à l'égard de la suggestion ainsi exprimée.

2916. — 13 décembre 1968. — **M. Chauvet** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** les difficultés posées par le régime fiscal applicable à la cession de parts représentatives d'un apport d'un terrain à bâtir à une société civile régie par l'article 28 de la loi du 23 décembre 1964, dans les trois ans de cet apport. En effet, les dispositions de l'article 728 C. G. I. ne semblent pas applicables en matière de T. V. A. immobilière et, par suite, la cession envisagée paraît donner lieu à la perception du droit de mutation au taux de 16 p. 100 (cf. en ce sens feuillets de documentation pratique de l'enregistrement, div. VI, § 1239). Il en résulte un cumul de perceptions contraire aux intentions du législateur. Au surplus, même si les dispositions de l'article 728 précité étaient appliquées en matière de T. V. A. immobilière, la double taxation subsisterait car il semblerait difficile d'imputer la T. V. A. payée lors de l'achat du terrain sur la T. V. A. frappant la cession des parts et, de même, déduire cette dernière de la T. V. A. frappant la cession des constructions. Dans ces conditions, l'article 728 ayant pour but d'éviter que les droits de mutation exigibles dans le cas de cession directe d'un bien ne soient éludés par le biais d'un apport suivi d'une cession des titres, il semblerait logique que les dispositions dudit article soient écartées lorsque les titres cédés rémunèrent l'apport d'un bien dont la cession directe aurait été exonérée de droits de mutation (comme c'est le cas pour les terrains dont la cession donne lieu, comme l'apport, à la perception de la T. V. A. immobilière et se trouve corrélativement exonérée des droits de mutation). Au surplus, l'exclusion des dispositions de l'article 728 C. G. I. paraît normale : si, au lieu d'un apport en nature, le propriétaire du terrain vend celui-ci à la société et fait ultérieurement un apport en numéraire égal au prix de cession, cette façon de procéder ne change rien en ce qui concerne la société qui doit seulement acquitter en outre un droit de 150 francs et, néanmoins, permet d'effectuer ensuite la cession des parts au taux de 4,20 p. 100 prévu à l'article 727 C. G. I., puisque dans ce cas la cession porte sur des parts représentatives d'un apport en numéraire. Il lui demande si, pour ces motifs, il ne lui paraît pas possible de réclamer seulement le droit de 4,20 p. 100 susvisé lors de l'enregistrement de l'acte constatant la cession de parts représentatives de l'apport, effectué depuis moins de trois ans et sous le régime de la T. V. A. immobilière, d'un terrain à bâtir.

2919. — 13 décembre 1968. — **M. Médecin** expose à **M. le ministre de l'économie et des finances** les faits suivants : en 1911, un contribuable a recueilli par voie de succession une parcelle de terrain de 11.850 mètres carrés. En 1962, il a demandé et obtenu le permis de construire sur ce terrain pour six maisons individuelles. A la suite de graves difficultés financières, il se trouve dans l'impossibilité provisoire de mener à terme le projet initial et est amené à procéder à la vente, d'une part, d'une maison inachevée (l'acquéreur faisant son affaire personnelle de l'achèvement de la construction), d'autre part, du terrain nécessaire à la construction d'une des six maisons prévues. L'intéressé conserve la propriété du surplus du terrain théoriquement destiné à la construction de quatre maisons. Il lui demande s'il peut préciser comment s'appliquent, en la circonstance, les dispositions de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963 et de la loi n° 63-1241 du 19 décembre 1963 pour la détermination de l'imposition des plus-values éventuellement dégagées à l'occasion des deux ventes évoquées ci-dessus et d'indiquer notamment : 1° en ce qui concerne la vente de la maison inachevée, si le prix de revient du terrain nu peut être établi dans les conditions prévues à l'article 3-II 1 et 2 de la loi du 19 décembre 1963 (art. 150 ter II-1 et 2 du code général des impôts) et si le prélèvement forfaitaire de 15 p. 100 est applicable à la plus-value éventuelle, étant fait observer que le contribuable en cause remplit effectivement les conditions prévues par les dispositions légales pour bénéficier de ces dispositions et qu'il apparaîtrait excessivement rigoureux de lui opposer le défaut d'achèvement de la construction vendue pour lui en retirer le bénéfice ; 2° en ce qui concerne la vente d'une partie du terrain nu, si la détermination de la plus-value doit bien

être effectuée dans les conditions prévues à l'article 3 II-1 et 2 de la loi du 19 décembre 1963, étant donné que la vente porte sur un terrain provenant d'une succession remontant à plus de trois ans.

2927. — 13 décembre 1968. — Mme Prin demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il peut préciser pour chaque année, depuis 1958 et jusqu'à la date la plus récente, le montant total des importations françaises en provenance de chacun de nos partenaires de la C. E. E. (Communauté économique européenne).

2930. — 13 décembre 1968. — M. Pierre Villon signale à M. le ministre de l'économie et des finances que la suppression des bureaux auxiliaires des contributions indirectes, qui pour le seul département de l'Allier concerne 90 bureaux, a pour conséquence d'éloigner cette administration des contribuables, d'obliger ceux-ci à des déplacements et des pertes de temps et de contribuer à l'exode rural. Il lui demande quelle économie l'administration compte tirer de cette mesure de concentration, alors que les buralistes, gérants de ces bureaux auxiliaires, ne bénéficient pas d'une rétribution fixe mais seulement d'un pourcentage sur les affaires traitées.

2933. — 13 décembre 1968. — M. Ramette demande à M. le ministre de l'économie et des finances s'il peut lui préciser depuis la création du F. E. O. G. A. et jusqu'à la date la plus récente : 1° le montant annuel des sommes reçues par la France au titre : a de la section garantie ; b de la section orientation ; c de la section compensation. 2° le montant annuel des sommes versées par la France, au titre : a des prélèvements ; b des subventions budgétaires.

2937. — 13 décembre 1968. — Mme Prin demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il peut lui préciser, pour chaque année, depuis 1958 et jusqu'à la date la plus récente, le montant total des exportations françaises en direction de chacun de nos cinq partenaires de la C. E. E.

2942. — 13 décembre 1968. — M. Philibert attire l'attention de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation des anciens combattants d'Afrique du Nord. En effet les pouvoirs publics se refusent encore à considérer comme une guerre les combats d'Algérie, du Maroc et de Tunisie qui ont causé la mort de 28.000 combattants, 208 disparitions et 250.000 blessés et malades. Or, le budget des anciens combattants et victimes de guerre pour l'année 1969, ne fait, une fois de plus, aucune place au juste droit à réparation de la troisième génération de ce siècle du feu. Il lui demande s'il n'estime pas devoir reconnaître aux anciens combattants d'Afrique du Nord la qualité de combattant, sanctionnée par l'attribution de la carte du combattant et des avantages qu'elle confère.

2948. — 14 décembre 1968. — M. Bégué rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances sa question écrite n° 1013, publiée au *Journal officiel* des débats Assemblée nationale du 14 septembre 1968, page 2795. Bien qu'ayant fait l'objet d'un premier rappel (J. O. débats Assemblée nationale du 18 octobre 1968), puis d'un deuxième rappel (J. O. débats Assemblée nationale du 22 novembre 1968), cette question n'a, jusqu'à présent, pas obtenu de réponse. Comme il souhaite connaître la position de M. le ministre de l'économie et des finances le plus rapidement possible, il lui en renouvelle les termes : « M. Bégué rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances qu'une circulaire non datée, portant référence de la direction générale des impôts, service de la législation, sous-direction III c. bureau III e, série CD stipule que les commerçants déjà assujettis à la contribution des patentes pour l'exploitation d'un établissement sédentaire en qualité de marchands en gros — et leurs préposés — qui transportent des marchandises de commune en commune en vue de les vendre exclusivement à des fabricants, à des marchands ou, dans les mêmes conditions de prix et de quantités, à des consommateurs importants, ne sont pas redevables de la patente spéciale de marchands forains. La circulaire précise que l'ensemble des mesures prévues par elle doit prendre effet le 1^{er} janvier 1963. Il lui demande si, vu ce texte, l'administration est fondée à soumettre à la patente foraine un grossiste à établissement sédentaire qui livre de la marchandise exclusivement à des foyers militaires. »

2956. — 14 décembre 1968. — M. Glon expose à M. le ministre de l'économie et des finances le cas suivant : M. et Mme X..., âgés de 70 ans, à l'époque des faits exposés, désirant cesser toute

activité professionnelle et commerciale, ont mis en vente le fonds de commerce de débit de boissons, exploité, par eux, dans un immeuble dont ils étaient locataires. M. Y..., dans le but d'installer un fonds d'opticien, dans le local où s'exerçait le commerce de débit de boissons, a passé, avec les époux X..., un accord qui s'est traduit par les actes suivants : résiliation du bail existant au profit des époux X... ; conclusion d'un nouveau bail au profit de M. Y... ; acquisition, par M. Y..., de la licence de quatrième catégorie de débit de boissons, moyennant un prix qui correspondait, en fait (il est aisé de le prouver), à la valeur des éléments incorporels du fonds de commerce. Ces trois actes ont été réalisés à la même date. Dans l'acte d'acquisition de la licence de quatrième catégorie, M. Y... a pris l'engagement d'entreprendre, dans le délai de six mois, et dans le local, affecté au fonds de débit de boissons, une profession, ne comportant pas la vente de boissons et a sollicité, en conséquence, l'application de l'article 1121 bis du code général des impôts. Les trois actes ont été soumis à la formalité de l'enregistrement, le même jour, et l'acte de cession de licence de quatrième catégorie de débit de boissons a été taxé au taux de 4,20 p. 100. Une partie du matériel, très rudimentaire, qui garnissait le fonds (lequel était de faible importance) a été, par la suite, vendu aux enchères publiques. Le surplus a été conservé par M. et Mme X..., vendeurs, pour leur usage personnel. Un commerce d'opticien a été installé dans le délai imparti et la licence de quatrième catégorie n'a jamais été exploitée par M. Y..., ni vendue par celui-ci et s'est trouvée périmée. Lors de la vérification du bureau de l'enregistrement, la perception, effectuée sur l'acte de cession de licence, a été remise en cause, et le complément de droits, résultant de l'application de 16 p. 100 au contrat, dont s'agit, a été réclamé à M. Y... Cette remise en cause, basée principalement sur le fait que la totalité des éléments du fonds de commerce de débit de boissons, n'avait pas été cédée à M. Y..., lui a été signifiée. En adoptant les dispositions de l'article 1121 bis du code général des impôts, le législateur a entendu favoriser la suppression des débits de boissons de quatrième catégorie. Cette constatation autorise à donner, aux termes de mutation, mentionnée dans l'article, un sens large et de considérer comme visée par la loi, non seulement la cession, constatée par un seul acte, mais aussi toute opération, quel que soit le nombre de phases qu'elle comporte, conclue, à titre onéreux, qui aboutit au transfert du fonds. Dans le cas présent, il est bien évident que les trois actes sont soudés l'un à l'autre, forment un tout, constituent les parties indissociables d'une convention unique. Il est bien clair aussi que cette opération qui aboutit à un transfert des éléments qui forment la substance même du fonds (jouissance des locaux et de la licence) équivaut à un acte de cession de fonds de commerce. Par ailleurs, le but visé par le législateur a été pleinement atteint puisque, non seulement, l'opération a eu pour but et pour effet de supprimer un fonds de commerce, dans le local où il était exploité, mais encore d'entraîner l'impossibilité de le reconstituer dans un autre emplacement. Par contre, il serait contraire, tant à l'esprit de la loi qu'à une interprétation littérale du texte, d'affirmer que le régime de faveur, prévu, est subordonné à la cession de tous les éléments du fonds, y compris les éléments secondaires. Il est fait remarquer que le procédé juridique utilisé, en l'occurrence, par les parties, pour parvenir à leurs fins (résiliation du bail en cours, conclusion d'un nouveau bail, acquisition d'un autre élément) est d'une pratique notariale courante, parce que, outre qu'il offre aux contractants le maximum d'efficacité, et de garantie, il est le moyen le plus naturel, le plus logique, d'aboutir à la situation recherchée. Il lui demande si la réclamation du service de l'enregistrement est bien fondée, et, pour le cas où il serait admis qu'il a été fait une stricte application de la loi, si des opérations de ce genre — qui constituent, pratiquement, la forme normale que revêt l'acquisition d'un fonds, destiné à être remplacé par un autre de nature différente — sont susceptibles, toutes autres conditions étant remplies, de bénéficier, par mesure de tempérament, des dispositions de l'article 1121 bis du code général des impôts.

2957. — 14 décembre 1968. — M. Henry Rey rappelle à M. le ministre de l'économie et des finances la réponse faite à une question écrite à M. Le Douarec, relative à la réglementation de la profession de conseil juridique et fiscal (réponse à la question n° 3911 — J. O. débats A. N. du 2 décembre 1967, page 5522). Cette réponse datant maintenant de plus d'un an, il lui demande où en est l'étude de ce problème et à quelle date seront effectivement prises les dispositions réglementant cette profession.

2960. — 14 décembre 1968. — M. Brugnon expose à M. le ministre de l'économie et des finances que la loi de finances pour 1968 (n° 67-1114 du 21 décembre 1967) stipule que « lorsqu'ils ne sont pas redevables de l'I.R.P.P., les contribuables âgés de plus de soixante-cinq ans sont dégrévés de la contribution mobilière affé-

rente à leur habitation principale, à concurrence du montant de l'imposition calculée, pour l'année considérée, sur un loyer matriciel égal au tiers du loyer matriciel moyen de la commune ». Le bénéfice de ce dégrèvement est subordonné à la double condition : 1° que les contribuables occupent leur habitation dans les conditions prévues à l'article 1398 du code général des impôts ; 2° que le loyer matriciel de cette habitation n'excède pas le loyer matriciel moyen de la commune majoré de 20 p. 100. L'article 1439-2 du code général des impôts stipule que « le loyer matriciel moyen est déterminé en divisant le total des loyers matriciels de la commune, abstraction faite de ceux se rapportant à des maisons exceptionnelles, par le nombre de cotes correspondantes ». Dans les communes non recensées, le rôle de la contribution mobilière est établi dans l'ordre alphabétique des contribuables, ce qui aboutit à faire apparaître sous une cote unique l'ensemble des locaux occupés. Exemple : M. Dupont habite une maison dont le loyer matriciel est de trois francs ; il dispose dans la même commune d'un garage, 0,50 franc, et d'un autre local meublé, 0,50 franc. La cote de M. Dupont figure au rôle sous un article unique pour un loyer matriciel de 4 francs. Dans les communes recensées, le rôle est établi topographiquement et dans le même cas que ci-dessus, l'imposition de M. Dupont apparaîtra sous trois cotes distinctes, ce qui aura pour effet, lors de l'établissement du loyer matriciel moyen, pour un total identique, d'augmenter le diviseur et, par conséquent, d'obtenir un quotient moins favorable pour la détermination du dégrèvement. Il n'est pas tenu compte dans le total du loyer matriciel des maisons exceptionnelles qui, pourtant, sont des habitations stricto sensu. N'est-il pas paradoxal de tenir compte des loyers matriciels se rapportant à des locaux qui, comme les garages, d'une part, ne sont pas réservés à l'habitation, et qui, d'autre part, pour cette même raison, sont souvent sous-évalués ? Il serait plus conforme à l'esprit de la loi, dès lors que les garages font l'objet d'une imposition distincte, de les exclure du total, ce qui aurait pour effet d'aboutir à un loyer matriciel communal moyen beaucoup plus représentatif de la situation exacte des logements. Il est à noter que cette exclusion des garages est d'une application pratique facile, ces locaux faisant l'objet dans la copie de recensement d'un signe distinctif permettant de les isoler des habitations proprement dites. Il lui demande, en conséquence, ce qu'il compte faire en cette matière.

2964. — 14 décembre 1968. — M. Delong attire l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires sociales sur le problème suivant. Un travailleur indépendant ayant un fils, né le 16 août 1953, l'a placé en apprentissage au Luxembourg pour apprendre la cuisine. L'enfant possède une dérogation à l'obligation scolaire. Les allocations familiales refusent de verser les prestations aux parents car, selon les textes en vigueur, les enfants de travailleurs indépendants ou d'employeurs placés en apprentissage à l'étranger n'ouvrent pas droit aux prestations familiales. Selon les textes seuls les enfants de

salarisés peuvent y prétendre. Il existe donc, semble-t-il, une discrimination pour la catégorie sociale citée plus haut. Ces cas étant au demeurant peu nombreux, il lui demande s'il n'envisage pas de mettre fin à cette injustice.

2965. — 14 décembre 1968. — M. Delong attire l'attention de M. le ministre de l'économie et des finances sur un point de la législation fiscale concernant l'utilisation d'avoir fiscal lors d'échelonnement de revenus exceptionnels après liquidation amiable de sociétés à responsabilité limitée. Après sa liquidation amiable définitive au 31 décembre 1967, une société à responsabilité limitée a distribué, le 15 mai 1968, un boni de liquidation à ses associés et acquitté, en 1968, un précompte de 91.638 francs, leur attribuant un avoir fiscal de même montant. Les associés personnes physiques peuvent bénéficier de l'étalement de leur revenu exceptionnel sur les années 1965, 1966, 1967, 1968. Dans une réponse à M. Jean Berthoin (J. O. du 23 mai 1968, Débats Sénat, page 213, n° 6059), il est précisé que le montant de l'avoir fiscal ou du crédit d'impôt ne peut être imputé que suivant le taux en vigueur lors de l'exercice de rattachement qui serait alors de 32 p. 100 en 1965, 44 p. 100 en 1966, 50 p. 100 en 1967 et 50 p. 100 en 1968. Toutefois, dans ce cas particulier, il semblerait que l'avoir fiscal puisse être récupéré en totalité, soit à 50 p. 100 sur chaque année, car il a été obtenu par versement du précompte, sans appliquer le pourcentage ci-dessus de 32 p. 100, 44 p. 100 et 50 p. 100. Serait-il donc possible aux associés d'imputer leur avoir fiscal de 50 p. 100 en totalité et cela par quart sur chaque année de rattachement.

Rectificatifs.

I. — Au Journal officiel, Débats Assemblée nationale, du 8 février 1969.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

Page 333, 2^e colonne, 18^e ligne de la réponse de M. le ministre de l'éducation nationale à la question n° 3297 de M. Tomasini, au lieu de : « ... les personnels logés de ces deux catégories... », lire : « ... les personnels logés ou non logés de ces deux catégories... ».

II. — Au Journal officiel, Débats Assemblée nationale, du 15 février 1969.

QUESTIONS ÉCRITES

Page 355, 1^{re} colonne, 7^e ligne de la question n° 3978 de M. Beucler à M. le ministre de l'éducation nationale, au lieu de : « ... dans les assurances agricoles... », lire : « ... dans le régime assurance-maladie des exploitants agricoles... ».